PAGES CHOISIES DE LÉNINE

Deuxième partie
1904-1914

Traduction et notices de
Pierre Pascal

Collection Classiques

les bons caractères lbc

V. I. LÉNINE

PAGES CHOISIES

© Bureau d'édition, de diffusion et de publicité, 1926
© Les Bons caractères, 2017
ISBN : 978-2915727-57-9
Dépôt légal deuxième trimestre 2017

V. I. Lénine

Pages choisies

Traduction et notices
de Pierre Pascal

Deuxième partie
(1904–1914)



Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Table

Deuxième partie
Le Parti bolchevique en action (1904-1914) 7

Deux tactiques 17

Devons-nous organiser la révolution ? 35

La social-démocratie et le
gouvernement révolutionnaire provisoire 57

La dictature révolutionnaire démocratique
du prolétariat et des paysans 81

Deux tactiques de la soc3ial-démocratie
dans la révolution démocratique 101

Le boycottage de la Douma Boulyguine
et l'insurrection 121

Discutez sur la tactique mais
donnez des mots d'ordre clairs ! 137

Socialisme et anarchie 145

Parti socialiste et révolutionnaires sans parti 151

La révolution russe et les devoirs du prolétariat 167

Le boycottage 191

Les enseignements de l'insurrection de Moscou 205

La guerre de partisans 223

La social-démocratie et les accords électoraux 243

Sur la question de la révolution « nationale » 251

Contre le boycottage
(Notes d'un publiciste social-démocrate) 261

Parti ouvrier et religion 281

La liquidation des liquidateurs 301

Sur la fraction des « otzovistes »
et des « constructeurs de Dieu » 315

Notes d'un publiciste 331

Deuxième partie
Le Parti bolchevique en action
(1904-1914)

Le grand mouvement gréviste qui, en juillet août 1903, avait embrassé tout le sud de la Russie fut ressenti par tous les révolutionnaires comme un prologue plus ou moins éloigné de la révolution. Au cours de l'année 1904, la guerre russo-japonaise, avec ses défaites, en désorganisant la production et le marché et en convainquant une fois de plus le régime autocratique d'incapacité et de corruption, fit rebondir le mouvement.[1]

Dans toutes les classes le mécontentement grondait. La bourgeoisie libérale ne craignait plus d'exprimer des protestations publiques à l'occasion des réunions de ses sociétés, dans les séances des municipalités.

Le meurtre du ministre de l'Intérieur, von Plehve, par le socialiste-révolutionnaire F. Sazonov, le 15 juillet 1904, fit comprendre même à la bureaucratie dirigeante que des concessions étaient indispensables. Le nouveau ministre, Sviatopolk Mirsky, déclara que désormais le gouvernement faisait confiance à l'opinion publique. L' « ère de la confiance » commença. Les répressions furent adoucies, mais le mouvement d'opposition n'en continua pas moins. Fin octobre, la Ligue de la Libération (*Osvobojdénié*) décida d'organiser à travers la Russie, à l'occasion du quarantième anniversaire de la réforme judiciaire, une « campagne de banquets » auxquels seraient prononcés des discours réclamant un régime constitutionnel. Un congrès des municipalités urbaines et rurales, d'abord autorisé, ensuite interdit, ne s'en réunit pas moins à Saint-Pétersbourg du 6 au 8 novembre, et formula les revendications « démocratiques » : libertés de conscience, de parole, de réunion et de presse, suppression des castes, égalité politique et représentation populaire. Il n'était

1 Toutes les notes sans signature sont de Pierre Pascal ; les notes de Lénine sont signées : N. L.

pas fait mention de la terre à donner aux paysans ni du sort des ouvriers. Le gouvernement ne réagit pas.

Des émeutes paysannes commençaient à éclater, d'abord à propos des appels de réservistes. Enfin, en décembre, des dizaines de milliers d'ouvriers se mirent en grève à Bakou pour faire triompher des revendications purement politiques comme la liberté d'association, la convocation d'une Assemblée constituante et la cessation de la guerre.

À Saint-Pétersbourg, la Réunion des ouvriers industriels de Russie, fondée, comme on l'a vu (*Que faire?* notes), sur l'instigation du policier Zoubatov, pour canaliser le mécontentement ouvrier, devenait, par la force des choses, une organisation révolutionnaire. Les discours qui s'y prononçaient dénonçaient les crimes du régime. Elle encouragea dès le début l'idée de la grève : le 28 décembre à une assemblée de ses onze sections, convoquée à l'occasion du renvoi de quatre ouvriers, membres de la Réunion, à l'usine Poutilov, son directeur, le prêtre Gapone, déclarait le moment venu de passer aux actes. Le 3 janvier, le travail cessait à Poutilov ; du 4 au 6 la grève embrassa les principales usines de la ville, comptant chacune de 2 000 à 7 000 ouvriers ; la principale revendication était la journée de huit heures. Le 7, s'arrêtèrent les petites fabriques ; le 8, la grève était générale. Les sections de la Réunion ne désemplissaient pas : Gapone était le héros de la foule, tout le monde répétait après lui : « Allons au tsar ! S'il refuse, il n'y a plus de tsar. » Le texte de la pétition qu'on devait présenter était lu, approuvé, amendé, allongé par la foule. Le 9 au matin, dans une véritable extase religieuse, les processions cheminaient de tous les quartiers ouvriers vers le centre. Des centaines de milliers de pauvres gens étaient sortis dans la rue. Mais des régiments étaient postés aux principaux passages ; les feux de salve, les coups de sabre, d'une heure et demie à quatre heures, firent des centaines de victimes. La dernière fusillade eut lieu sur la place même du Palais d'Hiver. Le soir,

dans le quartier de Vassili-Ostrov, des barricades furent construites, une imprimerie saisie et des proclamations composées et imprimées sur-le-champ.

Cette journée devait devenir historique : c'était la première de la révolution. La confiance dans le tsar était morte. Tous les ouvriers tant soit peu éclairés se jurèrent de mener le combat jusqu'au bout. La proclamation citée dans l'article de Lénine dont la traduction suit, improvisée par des ouvriers, est un document qui en fait foi entre beaucoup d'autres.

Le « dimanche sanglant » n'était pas un épisode accidentel ; il avait de profondes racines économiques et politiques. Ainsi s'explique l'écho immédiat et général qu'il eut en province. Sans entente préalable, aussitôt qu'arrivait dans une ville la nouvelle, les ouvriers abandonnaient le travail et présentaient des revendications identiques : journée de huit heures, plus d'heures supplémentaires, suppression des amendes. À Varsovie, les combats entre les ouvriers et la troupe durèrent 8 jours, des barricades furent élevées, les magasins d'armes pillés ; tout le prolétariat de Pologne se leva ensuite. À Kovno, le travail cessa à la fois dans les usines et les ateliers du chemin de fer. À Riga, les ouvriers furent un moment maîtres de la ville. À Iékatérinoslav, Kiev, Tiflis, Batoum, il y eut des rencontres avec la police. À Saratov même, centre agricole et commercial plutôt qu'industriel, les cheminots se joignirent au mouvement, qui entraîna aussi les employés et les étudiants. Pendant le mois de janvier, on compta en Russie plus de 600 000 grévistes, et les grèves, en maints endroits, par la résistance armée des ouvriers à la troupe, approchaient de l'insurrection.

En face de ce mouvement ouvrier immense et spontané, quelle était l'attitude de la social-démocratie ? En Russie, elle tâcha de jouer un rôle organisateur, tardivement et sans succès à Saint-Pétersbourg, plus heureusement en Pologne, dans les provinces baltiques et dans quelques villes de l'intérieur. Mais la scission entre bolcheviks et mencheviks se faisait déjà

sentir cruellement : à Saint-Pétersbourg, il y avait trois groupes concurrents, dont l'un se disait « de conciliation » et dont le plus fort, celui des mencheviks, ne comptait pas plus de 1 200 adhérents.

En effet, parmi les dirigeants à l'étranger, la division n'avait fait que s'accentuer. Les leaders bolcheviques, évincés du comité central et du Conseil du parti, après l'avoir été de l'*Iskra*, mais forts de l'appui de beaucoup de comités, répandaient activement leur mot d'ordre : convocation immédiate d'un troisième congrès. Un « bureau des comités de la majorité » les groupait ensemble contre les autorités officielles du Parti, qui s'opposaient à la réunion du congrès. Il ne leur manquait plus qu'un organe à eux en face de l'*Iskra* menchevisme : le 22 décembre 1904, paraissait à Genève le premier numéro du *Vpériod* ! (En avant !), fondé par Lénine et ses amis. La rupture était ainsi consommée et rendue publique.

En face des événements, bolcheviks et mencheviks se trouvaient en désaccord non plus seulement sur des questions d'organisation intérieure, mais sur la tactique à suivre.

La rédaction de l'*Iskra* avait, en octobre 1904, adressé aux organisations du parti une circulaire dans laquelle était exposé un plan de campagne dont l'idée essentielle, due à Axelrod, était la suivante :

Jusqu'ici il a été organisé des démonstrations qui groupaient tous les éléments démocratiques contre l'absolutisme, contre la guerre ; le moment est venu d'imaginer un type supérieur de manifestations qui « *opposent concrètement l'un à l'autre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie libérale comme deux forces politiques indépendantes* ». Les prochaines sessions des zemstvos provinciaux (conseils généraux) seront justement l'occasion de revendications constitutionnelles ; il faut en profiter et, « *par la pression des masses réclamant la liberté politique, inciter les zemstvos à formuler ces revendications sous une forme claire et catégorique ne souffrant aucune équivoque,*

ne laissant la porte ouverte à aucune retraite». Il faut énoncer à ces zemstvos «*les exigences politiques du prolétariat révolutionnaire, qu'ils sont obligés de soutenir pour avoir le droit de parler au nom du peuple*», à savoir la convocation d'une «*Assemblée constituante élue au suffrage universel, secret, égal et direct*». Les bourgeois libéraux sont les ennemis de notre ennemi et, par là même, jusqu'à un certain point, nos alliés: il faut les encourager, les pousser à se joindre aux revendications que présente le prolétariat guidé par la social-démocratie». Mais il faut bien se garder «*de vouloir, par des mesures énergiques d'intimidation, obliger les zemstvos ou tous autres interprètes de l'opposition bourgeoise à donner, sous l'influence de la panique, la promesse formelle de faire entendre nos exigences au gouvernement*», car ce serait faire le jeu de la réaction.

Comment arriver pratiquement au résultat cherché? Dans les localités offrant un terrain favorable, les dirigeants du parti examineront avec les membres l'idée d'une intervention pour réclamer une Constituante librement élue. Un «groupe d'organisation» élabore un projet de résolution dans ce sens et l'insère dans une déclaration destinée à être remise au zemstvo en question. Une «commission exécutive» est ensuite élue et une large agitation est faite parmi les ouvriers sur cette base, afin que la démarche projetée soit «*l'expression réelle de leurs propres aspirations et désirs*». Elle ne sera définitivement décidée que si cette agitation est couronnée de succès. Dans ce cas, le meilleur procédé à adopter sera une manifestation d'ouvriers aussi nombreuse que possible (condition indispensable) devant le local où siège le zemstvo, le jour où celui-ci discutera sur les vœux politiques à adresser au gouvernement: «*Une partie des manifestants pénètre dans la salle et, au moment voulu, un orateur choisi à cet effet demande à l'assemblée la permission de donner lecture de la déclaration des ouvriers. En cas de refus, il proteste à haute voix contre l'attitude d'une assemblée*

qui, parlant au nom du peuple, ne veut pas entendre la voix des véritables représentants de ce peuple. » D'autre part, « *pour éviter que l'apparition de plusieurs milliers d'ouvriers devant l'édifice où siègent les conseillers et de plusieurs dizaines ou centaines dans la salle même suscite chez eux une peur panique, sous l'influence de laquelle ils seraient capables de se jeter sous la protection honteuse de la police et des cosaques* », la commission exécutive « *préviendra d'avance les conseillers libéraux de la manifestation projetée et de son véritable objet. En outre, elle devra tâcher d'obtenir une certaine entente avec les membres de l'aile gauche de l'opposition bourgeoise et s'assurer sinon de leur appui actif, du moins de leur sympathie* ».

Si cette méthode de la manifestation devant et dans le zemstvo n'est pas applicable, au risque de « *compromettre notre premier essai de ce genre* », le groupe d'organisation recourra à d'autres procédés, qu'il mettra d'abord en discussion parmi les membres du parti. « *Comme pis aller, on peut se représenter l'envoi par la poste de la déclaration des ouvriers au domicile des conseillers ou sa dispersion, en un grand nombre d'exemplaires, dans la salle des séances.* » Ce n'est pas l'effet extérieur qu'il faut rechercher, mais « *le développement systématique de la conscience et de l'activité du prolétariat.* »

Tel est le « plan » que Lénine critique et raille comme un chef-d'œuvre d'opportunisme dans une brochure spéciale écrite à Genève en novembre 1904.

Ce n'est pas sur l'opposition libérale que le prolétariat doit agir, mais sur le gouvernement ; ce n'est pas devant les conseils municipaux qu'il doit manifester, mais devant les palais de la police et de la censure et les prisons ; ce n'est pas d'épouvanter l'opinion bourgeoise qu'il faut s'efforcer, mais de grouper les forces ouvrières en vue de l'insurrection. « *Le devoir de la classe ouvrière, c'est d'étendre et de fortifier son organisation et de décupler son agitation dans les masses, en profitant du moindre ébranlement du gouvernement,*

en propageant l'idée de l'insurrection, en expliquant sa nécessité par l'insuccès de toutes les "démarches" bâtardes vouées d'avance à l'échec. »

Entre ces « deux tactiques », la journée du 9 janvier et la vague de grèves qui suivit devaient définitivement décider. Mais déjà avant cette date le « plan de campagne municipale » était apparu aux mencheviks eux-mêmes comme en retard sur le mouvement.

Les événements, en se précipitant, portaient sur le terrain concret la question posée par Lénine dans *Que faire?*, celle de la préparation de l'insurrection. Déjà Martov, dans un article paru dans l'*Iskra* le 15 mars 1904, avait traité d'utopique l'idée de Lénine et affirmé en substance qu'on se prépare à l'insurrection, mais que l'insurrection elle-même ne se prépare pas. Martinov, dans sa brochure Deux dictatures, parue à la veille du 9 janvier, appuyait de raisonnements nouveaux une thèse analogue.

L'article suivant, publié le 1er février 1905 dans le n° 6 du *Vpériod*, tout en faisant allusion au « plan de campagne municipale », est principalement consacré au problème devenu maintenant d'actualité : l'insurrection et sa préparation.

Deux tactiques[1]

Depuis le commencement du mouvement ouvrier de masse en Russie, c'est-à-dire depuis dix ans environ, il existe entre les social-démocrates de profonds désaccords sur les questions de tactique. Comme on le sait, ce sont ces désaccords qui ont fait naître dans les dernières années du siècle la tendance de l'économisme, qui a abouti à la division du parti en deux ailes : l'aile opportuniste (*Rabotché Diélo*) et l'aile révolutionnaire (ancienne *Iskra*)[2].

Mais l'opportunisme social-démocrate de Russie se distinguait de l'opportunisme occidental par des traits originaux. Il reflétait avec un relief extrême le point de vue, ou plutôt l'absence de point de vue propre, de l'aile intellectuelle du parti, entichée tout à la fois des formules en vogue du bernsteinisme[3] et des résultats immédiats et des formes du « mouvement purement ouvrier »[4]. Cet emballement eut comme conséquence la trahison générale des marxistes légaux, passés au camp du libéralisme, et l'invention de la fameuse théorie de la « tactique-processus », qui a valu à nos opportunistes le

1 Cet article, bien qu'il ait été inséré dans les *Œuvres complètes* de Lénine (tome VI, p. 74-81) pour des raisons de style ou sur la foi de souvenirs personnels, ne saurait lui être attribué à coup sûr, vu qu'il n'est pas signé et que, d'autre part, l'original n'a pas été retrouvé.

2 Sur les discussions avec les économistes, voir le volume précédent de ces *Pages choisies*.

3 Comme la « liberté de critique » (voir les extraits de *Que faire ?).*

4 Expressions de la *Rabotchaïa Mysl*, organe des économistes.

sobriquet de « suiveurs »[1]. Ils se traînaient misérablement à la remorque des événements, se jetaient d'un extrême dans l'autre[2], diminuaient en toute occasion l'ampleur du mouvement révolutionnaire et la foi du prolétariat dans ses forces et invoquaient à tout propos, pour masquer tout cela, « l'initiative du prolétariat ». C'est curieux, mais c'est un fait. Personne ne parlait autant de l'initiative des ouvriers et personne ne rétrécissait, ne rognait et n'amoindrissait autant cette initiative que le *Rabotché Diélo*. « *Parlez moins de la nécessité d'augmenter l'activité de la masse ouvrière, disaient les ouvriers conscients et avancés à leurs zélés, mais sots conseillers. De l'activité nous en avons beaucoup plus que vous ne le pensez et nous savons soutenir par une lutte ouverte, dans la rue, même des revendications ne promettant aucun "résultat tangible"*. » Ce n'est pas à vous d'augmenter notre activité, car c'est justement vous qui en manquez. Ne vous inclinez pas tant devant la spontanéité et songez un peu plus, messieurs, à augmenter votre propre activité[3]. Voilà comment on pouvait caractériser les sentiments des ouvriers révolutionnaires envers les intellectuels opportunistes.

Les deux pas en arrière de la nouvelle *Iskra*[4] vers le *Rabotché Diélo* ont ranimé ces anciens sentiments. Des colonnes de l'*Iskra* coule à nouveau la prédication du « suivisme », masquée par les mêmes serments écœurants : Seigneur ! je crois et je professe l'initiative du prolétariat. Au nom de l'initiative du prolétariat, Axelrod et Martinov,

1 Voir les extraits de *Que faire ?* Nous traduisons par « suiveurs » le mot russe « *khvostist* » et par « suivisme » le mot « khvostisme », tous deux dérivés de « *khvost* » : la queue.

2 Par exemple, quand le *Rabotché Diélo,* après avoir rabaissé toute activité politique, approuvait tout d'un coup les procédés terroristes.

3 Ce passage est la conclusion du paragraphe 3 du chapitre III de *Que faire ?*

4 Allusion aux faits contenus dans la brochure : *Un pas en avant, deux pas en arrière* (voir le volume précédent).

Martov et Liber (du Bund) ont défendu au congrès le droit des professeurs et des lycéens à s'inscrire comme membres du parti sans être d'aucune organisation. Au nom de l'initiative du prolétariat, on a forgé la théorie de l'« organisation-processus », justifiant la désorganisation et glorifiant l'anarchisme intellectuel[1]. Au nom de l'initiative du prolétariat, on a inventé la théorie non moins fameuse du « type supérieur de démonstration », à savoir l'entente d'une députation ouvrière passée au tamis de trois élections avec les gens des municipalités en vue d'une manifestation pacifique sans accompagnement de peur panique[2]. Au nom de l'initiative du prolétariat, on a faussé, avili et embrouillé l'idée de l'insurrection armée.

1 Voir notre extrait de *Un pas en avant, deux pas en arrière*. La théorie de l'organisation-processus était résumée dans cette phrase de la rédaction de l'*Iskra* : « *La lutte d'idées est un processus, et les formes d'organisation ne sont que... des formes, qui doivent revêtir un contenu changeant et grandissant, les progrès du travail pratique du parti.* » Lénine caractérise également de cette façon la théorie contenue dans certains articles envoyés par Rosa Luxemburg à l'*Iskra*.

2 Le mécanisme imaginé par les mencheviks, dans la *Lettre de l'Iskra* aux organisations du parti, pour influer sur la bourgeoisie libérale était le suivant : on élit un groupe d'organisation ; ce groupe élit une commission exécutive ; cette commission élit un orateur, « *On tâche d'amener les masses en contact direct avec l'assemblée municipale à influencer, de concentrer la manifestation devant le local où elle siège. Une partie des manifestants pénètre dans la salle et, au moment voulu, l'orateur désigné demande l'autorisation de donner lecture d'une déclaration des ouvriers. En cas de refus, il proteste hautement contre le refus d'une assemblée parlant au nom du peuple d'écouter la voix des représentants de ce même peuple.* » Mais il ne faut à aucun prix que « *l'apparition de milliers d'ouvriers devant le lieu où siègent les conseillers municipaux et de plusieurs dizaines ou centaines dans la salle même suscitent chez les conseillers une peur panique sous l'empire de laquelle ils seraient capables de se jeter sous la garde honteuse des policiers et des cosaques* », *et c'est pourquoi la commission exécutive doit au préalable prévenir les conseillers libéraux de la manifestation projetée et de son but véritable…, conclure une certaine entente avec les*

Sur cette dernière question, vu son énorme importance pratique, nous voulons arrêter l'attention du lecteur. Le développement du mouvement ouvrier s'est cruellement moqué des sages de la nouvelle *Iskra*. Ils n'avaient pas encore eu le temps de répandre en Russie leur première lettre, où, au nom du « *développement systématique de la conscience et de l'activité du prolétariat, on recommandait, comme "type supérieur de démonstration"* », l'envoi par la poste de la déclaration des ouvriers au domicile des conseillers municipaux ou sa dispersion en un grand nombre d'exemplaires dans la salle des séances ; elle n'était pas encore arrivée en Russie, leur seconde lettre[1], contenant cette découverte renversante que, « *dans le moment historique actuel, la scène politique est remplie (!) par le procès entre la bourgeoisie organisée et la bureaucratie* » et que « *le sens objectif de tout mouvement révolutionnaire [de tout mouvement, écoutez bien !] des masses se borne à soutenir les revendications de celle des deux forces qui est intéressée à renverser le régime actuel* », [ce sont « les intellectuels » démocrates qui sont traités de force !] ; les ouvriers conscients n'avaient pas encore eu le temps de lire ces admirables lettres et de bien en rire que déjà les événements de la lutte réelle du prolétariat avaient balayé d'un coup le fatras des publicistes de la nouvelle *Iskra*.

Le prolétariat a montré qu'il y a une troisième force (non pas la troisième, mais bien la seconde par la date et la première par ses capacités combatives) non seulement intéressée à briser l'autocratie, mais prête à commencer

représentants de l'aile gauche de la bourgeoisie d'opposition. » (Les textes sont cités d'après Lénine, *La campagne municipale et le plan de l'*Iskra, brochure de décembre 1904 dans laquelle il analyse et raille le plan mencheviste.)

1 La rédaction de l'*Iskra* avait publié fin décembre une deuxième lettre aux organisations du parti pour répondre à la brochure de Lénine.

pour de bon sa destruction. À partir du 9 janvier, notre mouvement ouvrier prend à vue d'œil les dimensions d'une insurrection populaire.

Comment cette perspective de l'insurrection était-elle considérée par les social-démocrates, qui en parlaient jadis comme d'un problème de tactique, et comment les ouvriers eux-mêmes ont-ils résolu ce problème en pratique ? Voici ce qu'on disait il y a trois ans de l'insurrection, comme mot d'ordre déterminant nos buts pratiques et immédiats :

« Représentons-nous l'insurrection du peuple. Au moment actuel, on sera probablement unanime à reconnaître que nous devons y penser et nous y préparer. Mais comment nous y préparer ? Le comité central ne peut tout de même pas nommer partout des agents pour préparer l'insurrection ! Même si nous avions un CC, il n'arriverait à rien par des nominations, dans l'état actuel de la Russie. Au contraire, un réseau d'agents, se formant de lui-même au cours du travail de mise sur pied et de diffusion d'un journal commun[1]*, au lieu d'attendre les bras croisés le mot d'ordre de l'insurrection, accomplirait une tâche régulière qui lui garantirait le maximum de chances de succès en cas d'insurrection.*

Voilà ce qui assurerait la liaison avec la masse ouvrière et avec tous les milieux mécontents de l'autocratie, chose si importante pour le succès de l'insurrection. Voilà ce qui formerait la faculté d'apprécier avec justesse la situation politique générale et, par conséquent, la faculté de choisir le moment favorable pour l'insurrection. Voilà ce qui apprendrait à toutes les organisations locales à répondre simultanément aux questions politiques, aux incidents, aux événements agitant toute la Russie, à y répondre de la façon la plus énergique, la plus uniforme et la plus

1 Lénine voulait un journal « commun » à toutes les organisations de la Russie, et non des organes locaux.

convenable possible : au fond l'insurrection n'est-elle pas la "réponse" la plus énergique, la plus uniforme et la plus convenable du peuple entier au gouvernement ? Voilà enfin ce qui apprendrait aux organisations révolutionnaires de tous les coins de la Russie à établir entre elles les rapports les plus permanents et en même temps les plus conspiratifs, constituant l'unité de fait du parti : et, sans ces rapports, il est impossible d'examiner collectivement un plan d'insurrection et de prendre à la veille de l'insurrection les mesures préparatoires nécessaires, qui doivent être gardées dans le secret le plus absolu.

En un mot, le projet d'un "journal politique de toute la Russie" n'est pas du tout le fruit du travail de cabinet d'individus frappés du mal doctrinaire ou de la manie d'écrire (comme il semblait à des gens peu réfléchis). Au contraire, c'est le moyen le plus pratique de commencer de tous les côtés à la fois l'insurrection, et de s'y préparer immédiatement sans oublier une seule minute son travail quotidien. »[1]

Les derniers mots, que nous venons de souligner, donnent une réponse très claire à la question suivante : comment les social-démocrates révolutionnaires se représentaient-ils la préparation de l'insurrection ? Mais, malgré la clarté de cette réponse, la vieille tactique des suiveurs ne pouvait manquer de faire des siennes ici aussi. Il y a très peu de temps[2], Martinov a fait paraître sous le titre de *Deux dictatures*, une brochure vivement recommandée par la nouvelle *Iskra* (n° 84)[3]. L'auteur est indigné au plus profond de son cœur opportuniste que Lénine ait osé parlé « *de préparation, de fixation et de conduite de l'insurrection nationale armée* »[4]. Le terrible

1 Ces phrases terminent le dernier paragraphe du chapitre V de *Que faire ?* : Quel type d'organisation nous faut-il ?

2 Le 7 janvier 1905.

3 Ce numéro de l'*Iskra* est daté du 18 janvier 1905.

4 La phrase est dans *Que faire ?,* un peu avant le passage précité.

Martinov abat son adversaire par cet argument : « *Forte de l'expérience historique et de l'analyse scientifique de la dynamique des forces sociales, la social-démocratie internationale a toujours estimé que seuls les révolutions de palais et les pronunciamientos peuvent être fixés d'avance, justement parce que ce ne sont pas des révolutions populaires, c'est-à-dire des révolutions dans les rapports sociaux, mais de simples changements dans la coterie gouvernante. La social-démocratie a toujours et partout estimé que la révolution populaire ne peut pas être fixée d'avance et ne se fabrique pas artificiellement, mais se produit d'elle-même.* »

Après avoir lu cette tirade, le lecteur dira peut-être que Martinov, alors, n'est pas un adversaire sérieux et qu'il serait ridicule de le prendre au sérieux. Nous serions tout à fait d'accord avec ce lecteur. Nous lui dirions même qu'il n'y a pas au monde de souffrance plus amère que de prendre au sérieux toutes les théories et tous les raisonnements de nos néo-iskristes. Le malheur, c'est que ces balivernes figurent même dans les articles de tête de l'*Iskra* (n° 62)[1]. Un plus grand malheur, c'est qu'il y a dans le parti pas mal de gens qui s'en bourrent la tête. Force nous est alors de parler de balivernes, de même que nous sommes bien obligés de parler de la

1 Dans un article intitulé : « Nous préparons-nous comme il faut ? », publié le 15 mars 1904 dans le n° 62 de l'*Iskra,* Martov avait écrit : « *Il faut constater avec tristesse que parmi nos camarades se fait jour une conception purement utopique qui risque de les écarter fort loin de la lutte de classe du prolétariat. On parle de "préparation de l'insurrection" vraiment comme d'un complot fabriqué de toutes pièces par une "organisation strictement conspiratrice", à la manière des révolutionnaires français de 1840 et de 1860".* » On a vu que Lénine faisait allusion à ce passage aussi dans *Un pas en avant, deux pas en arrière.*

« théorie » de Rosa Luxemburg, avec sa découverte de l'« organisation-processus »[1].

Nous sommes obligés d'expliquer à Martinov qu'il ne faut pas confondre insurrection avec révolution. populaire. Nous devons démontrer que, lorsqu'on a à résoudre le problème pratique des moyens propres à renverser l'autocratie russe, tous ces raisonnements profonds sur la révolution dans les rapports sociaux sont dignes d'un monsieur Prudhomme. Cette révolution a commencé en Russie avec l'abolition du servage, et c'est justement le retard de notre superstructure politique sur la révolution survenue dans le régime social qui rend inévitable son écroulement. Il est tout à fait possible que ce dernier se produise tout d'un coup, après un seul et unique choc, car « la révolution populaire » a déjà porté au tsarisme une centaine de coups et l'on ne peut savoir s'il tombera au cent-unième ou au cent-dixième. Il faut être de ces intellectuels opportunistes rejetant leur lâcheté sur le prolétariat, pour faire montre de ses connaissances scolaires sur la « révolution dans les rapports sociaux » au moment où on examine les moyens pratiques de porter un des coups de la seconde centaine. Il n'y a que les opportunistes hystériques de l'*Iskra* pour crier à l'horrible plan « jacobin »... où le centre de gravité, comme nous l'avons vu, réside dans une propagande générale et massive par le moyen d'un journal politique !

La révolution populaire ne peut pas être commandée à date fixe, c'est juste. Nous devons louer Martinov et l'auteur de l'article de fond du n° 62 de l'*Iskra* de connaître cette vérité. « *De quelle préparation de l'insurrection peut-il être question dans notre parti ?* » demandait dans

1 On sait que Rosa Luxemburg avait vivement critiqué, dans ses articles de l'*Iskra* et de la *Neue Zeit,* les idées de Lénine sur l'organisation centraliste du parti. Voir dans le volume précédent la note qui termine les extraits de *Un pas en avant, deux pas en arrière.*

cet article, en combattant les utopistes, un fidèle compagnon d'armes ou un disciple de Martinov[1].

Mais fixer la date de l'insurrection, si nous l'avons réellement préparée et si en elle-même elle est possible, grâce à la révolution déjà accomplie dans le régime social, est chose parfaitement réalisable.

Efforçons-nous de le démontrer aux néo-iskristes par un exemple simple. Peut-on commander un mouvement ouvrier ? Non, car il se compose de mille actes distincts, engendrés par la révolution dans les rapports sociaux. Peut-on commander une grève ? Oui, bien que – comprenez-le bien, camarade Martinov – bien que toute grève soit le résultat d'une révolution dans les rapports sociaux. Quand peut-on commander une grève ? Quand l'organisation ou le cercle qui la fixe a de l'influence sur la masse des ouvriers intéressés et sait apprécier avec justesse le moment décisif du mécontentement et de l'irritation grandissants de cette masse.

Avez-vous compris maintenant de quoi il s'agit, camarade Martinov et vous, camarade auteur de l'article de fond du n° 62 de l'*Iskra* ? Si vous avez compris, prenez la peine de comparer maintenant l'insurrection et la révolution populaire. « *La révolution populaire ne peut pas être fixée d'avance.* » L'insurrection peut être fixée, si ceux qui la fixent ont de l'influence dans la masse et savent apprécier le moment avec justesse.

Heureusement, l'initiative de l'élite ouvrière est bien en avance sur la philosophie des suiveurs de la nouvelle *Iskra*. Tandis que celle-ci enfante péniblement des théories prouvant que l'insurrection ne peut pas être fixée par ceux qui s'y préparaient en organisant l'avant-garde de la classe révolutionnaire, les événements montrent que des gens qui ne s'y préparaient pas du tout peuvent

1 Lénine, ici comme dans la brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière,* affirme que Martov est tombé sous l'influence de Martinov, c'est-à-dire des économistes qu'il condamnait jadis.

commander et sont souvent obligés de commander à jour fixe l'insurrection.

Voici une proclamation qui nous a été envoyée par un camarade de Pétersbourg. Elle a été composée, imprimée et propagée à plus de 10 000 exemplaires par les ouvriers eux-mêmes qui, à Pétersbourg, le 10 janvier[1], s'étaient emparés d'une typographie légale.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Citoyens!

Vous avez vu hier les atrocités du gouvernement autocrate! Vous avez vu le sang inondant les rues! Vous avez vu tuer par centaines les champions de la cause ouvrière, vous avez vu la mort, vous avez entendu les râles des femmes blessées et des enfants sans défense! Le sang et la cervelle des ouvriers ont jailli sur les chaussées, pavées de leurs mains. Qui a envoyé la troupe contre le peuple et dirigé les fusils et les balles contre la poitrine des ouvriers? Le tsar, les grands-ducs, les ministres, les généraux et la canaille de la cour.

Mort à ces assassins! Aux armes, camarades, emparez-vous des arsenaux, des magasins d'armes, des boutiques d'armuriers! Démolissez les prisons et libérez les champions de la liberté. Anéantissez les gendarmeries, les postes de police et toutes les institutions gouvernementales. Renversons le gouvernement du tsar, érigeons le nôtre. Vive la révolution! Vive l'Assemblée constituante des représentants du peuple!

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

L'appel à l'insurrection lancé par cette poignée d'ouvriers avancés et pleins d'initiative resta infructueux[2]. Nous ne serions pas étonnés ni découragés par l'échec

1 L'occupation avait eu lieu le 9 au soir, mais la proclamation fut répandue le lendemain.

2 De nombreux autres manifestes social-démocrates de cette époque contiennent ce même appel à l'insurrection.

de plusieurs appels à l'insurrection ou de plusieurs tentatives de « commander » l'insurrection. Nous laisserons à la nouvelle *Iskra* le soin de pérorer à ce propos sur la nécessité « d'une révolution dans les rapports sociaux » et de condamner avec emphase « l'utopisme » des ouvriers s'écriant : « Érigeons notre gouvernement ! »

Seuls des pédants incurables ou des brouillons peuvent voir dans cette exclamation le centre de gravité d'un pareil appel. Ce qu'il nous faut noter et souligner, c'est ce remarquable et audacieux commencement de solution pratique du problème qui se dresse maintenant devant nous.

L'appel des ouvriers de Pétersbourg n'a pas eu de suite et ne pouvait pas en avoir aussi vite qu'ils le voulaient. Il sera répété plus d'une fois encore, et les tentatives d'insurrection conduiront peut-être souvent encore à des insuccès. Mais que le problème ait été posé par les ouvriers eux-mêmes, cela a une importance énorme. Le prolétariat, qui a compris le caractère actuel et pratique de ce problème et qui nous permet ainsi de le poser dès le prochain trouble populaire, a fait là une acquisition qui ne lui sera plus enlevée.

Les social-démocrates avaient lancé le mot d'ordre de la préparation de l'insurrection il y a déjà trois ans, en partant de considérations générales. Le prolétariat y est arrivé de sa propre initiative, sous l'influence des leçons immédiates de la guerre civile. Il y a initiative et initiative. Il y a l'initiative audacieuse d'un prolétariat révolutionnaire, et il y a l'initiative débile d'un prolétariat inculte, tenu en lisières ; il y a l'initiative consciemment social-démocrate et l'initiative à la Zoubatov. Il y a des social-démocrates qui, même au moment actuel, contemplent avec vénération cette seconde espèce d'initiative et croient qu'on peut se dispenser de répondre à des questions actuelles en répétant sans fin le mot « social ».

Prenez le n° 84 de l'*Iskra* : « *Pourquoi l'article de tête nous attaque-t-il d'un air triomphant, pourquoi n'est-ce pas une organisation étroite de révolutionnaires professionnels qui a donné le branle à l'avalanche [du 9 janvier], mais la réunion des ouvriers ?*[1] *Parce que cette réunion était véritablement [écoutez bien !] une organisation large fondée sur l'initiative des masses ouvrières.* »[2]

Si l'auteur de cette phrase classique n'était pas un admirateur de Martinov, il aurait compris peut-être que la réunion a servi le mouvement du prolétariat révolutionnaire précisément au moment et dans la mesure où, de l'initiative à la Zoubatov, elle a passé à l'initiative social-démocrate (après quoi elle cessa immédiatement d'exister comme réunion légale).

Si les néo-iskristes ou les néo-*Rabotché Diélo* n'étaient pas des suiveurs, ils auraient vu que la journée du 9 janvier précisément a confirmé les prédictions de ceux qui disaient : « *C'est à vous, et non aux Zoubatov, que profitera en fin de compte la législation du mouvement ouvrier* » (*Que faire ?*)[3]. Le 9 janvier a montré une fois de plus toute l'importance de l'objectif ainsi formulé : « *Préparer des moissonneurs qui sachent à la fois faucher l'ivraie d'aujourd'hui (c'est-à-dire paralyser la corruption actuelle semée par Zoubatov) et récolter le blé de demain* » (c'est-à-dire diriger d'une main révolutionnaire le mouvement, avancé d'un pas grâce à la législation). Et les Gros-Jean de la nouvelle *Iskra* invoquent une abondante récolte de blé pour amoindrir le rôle d'une forte organisation des faucheurs révolutionnaires !

1 Le nom de l'organisation dirigée par Gapone (et fondée sous l'inspiration du policier Zoubatov) était : Réunion des ouvriers industriels de Russie.

2 L'article est de F. Dan.

3 Voir dans notre Première partie les extraits de *Que faire ?*

Il serait criminel, continue le même article de tête, d'« *attaquer de dos la révolution* »[1]. Ce que signifie cette phrase, Allah le sait. Quant à son rapport avec l'ensemble de la physionomie opportuniste de l'*Iskra*, nous aurons sans doute à en parler une autre fois spécialement. Aujourd'hui, il suffit d'indiquer qu'elle ne peut avoir qu'une seule signification politique, et la voici : « *L'auteur tombe à plat ventre devant l'arrière-garde de la révolution et relève le nez avec mépris en face de son avant-garde "étroite" et "jacobine".* »

La tactique du « suivisme » et celle de la social-démocratie révolutionnaire se manifestent dans un contraste d'autant plus frappant que la nouvelle *Iskra* abonde plus dans le sens de Martinov.

Nous montrions déjà dans le premier numéro du *Vpériod* ! (En avant !) que l'insurrection doit s'appuyer sur un des mouvements spontanés[2]. Nous n'oublions donc nullement la nécessité d'« assurer ses derrières », pour user d'une expression militaire. Dans le n° 4, nous parlions de la juste tactique des membres du comité de Pétersbourg, qui dès le commencement ont fait tous leurs efforts pour soutenir et développer les éléments révolutionnaires du mouvement spontané, tout en considérant avec retenue et méfiance son côté sombre, son arrière à la Zoubatov[3].

---

1 Dan écrit : « *Devons-nous, si la révolution au début ne marche pas à notre idée, et si nous ne sommes pas capables de l'obliger à aller autrement, l'attaquer de dos ? Ce serait une politique criminelle, une politique de suicide.* »

2 Dans l'article de tête : « L'autocratie et le prolétariat », cette idée est sous-entendue.

3 Dans un grand article intitulé : « Les journées révolutionnaires », Lénine écrit : « *La tactique des social-démocrates envers le nouveau meneur s'imposait d'elle-même : prudence, expectative, méfiance pour l'homme de Zoubatov ; en tout cas, participation énergique au mouvement gréviste soulevé (fût-ce par un homme de Zoubatov), propagande énergique des idées et mots d'ordre social-démocrates. C'est la tactique qui a été*

Nous terminerons cet article par un conseil que nous serons obligés de donner encore bien des fois à la nouvelle *Iskra* : « *Ne diminuez pas le rôle de l'avant-garde de la révolution, n'oubliez pas notre obligation de la soutenir de notre initiative organisée. Prononcez moins de phrases générales sur le développement de l'initiative ouvrière – les ouvriers témoignent d'une initiative révolutionnaire formidable, que vous ne remarquez même pas ! – et veillez davantage à ne pas dépraver les ouvriers manquant d'éducation par votre propre suivisme.* »

Vpériod, n° 6, 1er février 1905.

suivie, on le voit par les lettres citées plus haut, par nos camarades du comité de Pétersbourg. »

Dans un autre article paru le 27 janvier 1905 dans le n° 85 de l'*Iskra*, Martov, tirant les leçons du 9 janvier, écrivait qu'aux multiples victimes de cette journée révolutionnaire il convenait d'ajouter quatre idées qui avaient été tuées, ou du moins mortellement blessées : l'idée de l'absolutisme « populaire », l'idée du socialisme policier, la « politique de confiance » et enfin le « libéralisme modéré », qui spéculait sur l'épuisement de l'absolutisme dans sa lutte contre ses ennemis extérieurs et intérieurs pour obtenir la remise sans douleur d'une partie du pouvoir aux zemstvos. Avec une vitesse accrue, mais dans le même sens qu'avant, avec la même tactique, le parti groupera de plus en plus tous les éléments politiquement pensants de la classe ouvrière, et quand il embrassera dans ses organisations tous les éléments révolutionnaires du bas peuple, « *alors il sera assuré d'avoir la direction politique de l'action populaire imminente et inévitable* ». C'est là le rôle que la social-démocratie doit s'efforcer de jouer, et non celui de directeur technique unique de la révolution. Si tous les éléments de fermentation que fait surgir la révolution lui enlèvent une part de cette direction technique, ce n'en sont pas moins ses revendications qu'ils contribuent à porter dans les couches retardataires du peuple.

Par conséquent « *l'objectif de la social-démocratie au moment donné n'est pas tant d'"organiser" la révolution populaire que de la "déclencher". La révolution existe déjà en puissance dans la pensée et les sentiments de la masse du peuple. Il faut lui donner une issue dans un mouvement déclaré, il faut la faire passer à l'acte et c'est là une question uniquement d'agitation et d'organisation, de direction politique des masses.* »

Telle était la formule de la théorie du « déclenchement de la révolution », qui interdisait au parti de prendre la direction officielle des actes révolutionnaires, et dont

Martov a reconnu lui-même, dans son *Histoire de la social-démocratie russe*, qu'elle n'était pas exempte de faiblesses.

Elle reposait, comme il l'explique, sur cette idée que le prolétariat ne serait pas seul à agir dans les événements prochains, mais qu'il y aurait à ses côtés de grandes masses démocratiques qui ne pourraient pas se ranger sous le drapeau social-démocrate.

C'est précisément ce que niait un défenseur des mencheviks, Parvus, dans un article du même numéro 85 de l'*Iskra*. La masse paysanne est amorphe, disait-il. Dans la démocratie urbaine on ne constate aucun courant vraiment révolutionnaire ; donc, dans la révolution, le rôle du prolétariat est de beaucoup prédominant. S'il en est ainsi, le parti du prolétariat est la seule force capable d'organiser le mouvement spontané, non seulement politiquement, mais aussi techniquement, et de préparer l'assaut général qui, grâce à l'absence de concurrents sur la scène politique, fera fatalement tomber entre ses mains les rênes du pouvoir.

Dans l'article qui suit, Lénine a donc la possibilité d'opposer Parvus à Martov sur la question de l'organisation de la révolution. Mais les événements ne permettaient pas de rester ainsi dans l'abstrait. En dehors de toutes les discussions, le prolétariat réclamait des armes. En maints endroits, il s'attaquait aux partis, depuis le 9 janvier aux socialistes-révolutionnaires comme aux social-démocrates, et ce qu'il leur demandait avec insistance et avec colère c'étaient des bombes et des fusils. Or à ce moment l'*Iskra* se récusait, semblait douter que les ouvriers eussent vraiment le désir d'attaquer l'autocratie les armes à la main. Lénine, lui, avait déjà déclaré dans le n° 4 du *Vpériod*, dès le 18 janvier : « *L'armement du peuple est une des tâches urgentes du moment révolutionnaire. Seul le peuple armé peut être le véritable rempart de la liberté... L'armement immédiat des ouvriers et des forces révolutionnaires pour l'anéantissement des autorités et des*

***institutions gouvernementales, voilà le fondement pratique sur lequel peuvent et doivent s'unir pour frapper un coup commun tous les révolutionnaires.* »**

Le n° 7 du *Vpériod*, dont est tiré l'article ci-dessous, parut le 8 février 1905.

Devons-nous organiser la révolution ?[1]

C'était il y a longtemps, bien longtemps, il y a plus d'un an. Dans le parti russe, d'après le témoignage de Parvus, social-démocrate allemand[2] connu, se faisaient jour des « désaccords de principe ». La lutte contre les outrances du centralisme, contre la prétention de « commander » les ouvriers depuis Genève, contre l'exagération de l'idée de former des agitateurs et des chefs, devenait le principal objectif politique du parti du prolétariat : telle était la conviction profonde, solide et inébranlable du menchevik Parvus, exposée par lui dans le numéro du 30 novembre 1903 de sa feuille hebdomadaire allemande Aus der Weltpolitik (La politique mondiale).

On démontra alors au bon Parvus (voir la lettre de Lénine à la rédaction de l'*Iskra* en décembre 1903)[3] qu'il

1 Cet article ne saurait être attribué sûrement à Lénine, étant donné que l'original n'en a pas été retrouvé ; il se trouve néanmoins dans les *Œuvres complètes,* tome VI, p. 88-96.

2 Parvus était né dans le Sud de la Russie, mais, obligé de s'exiler très jeune, il milita d'abord dans le Parti social-démocrate allemand. Économiste et théoricien de grande valeur, il combattit énergiquement, dans plusieurs journaux, le révisionnisme de Bernstein. Il collabora à l'*Iskra* lors de sa fondation, mais ensuite, avec Rosa Luxemburg, il se prononça contre les principes d'organisation de Lénine.

3 Dans cette lettre où il explique « *pourquoi il est sorti de la rédaction de l'*Iskra », Lénine écrit à propos des publications de toutes sortes que l'opposition fait courir en Russie et à l'étranger contre les décisions du deuxième congrès : « *À quel point sont répandues à l'étranger ces publications, on le voit à ce que le bon Parvus lui-même est parti en campagne contre notre idée de réunir tous les fils dans une seule main et de "commander"*

avait été la victime de commérages, qu'au fond des désaccords de principe remarqués par lui il n'y avait qu'une querelle de personnes et que le changement d'idées qui commençait à se dessiner dans la nouvelle *Iskra* était une conversion à l'opportunisme. Parvus se tut, mais ses « pensées » sur l'exagération de l'importance de la formation des chefs furent ressassées sur tous les tons par les gens de la nouvelle *Iskra*.

Quatorze mois ont passé. La désorganisation apportée dans le travail du parti par les mencheviks et le caractère opportuniste de leur prédication sont apparus au grand jour. Le 9 janvier 1905 a dévoilé l'immense réserve d'énergie révolutionnaire du prolétariat et toute l'insuffisance de l'organisation social-démocrate. Parvus a commencé à comprendre. Dans le n° 85 de l'*Iskra*, il a publié un article[1] qui atteste son abandon des nouvelles idées de la nouvelle *Iskra* opportuniste pour les idées révolutionnaires de l'ancienne *Iskra* :

Il y avait un héros, s'écrie Parvus en parlant de Gapone, mais il n'y avait ni chef politique, ni programme d'action, ni organisation... On a vu les conséquences tragiques du manque d'organisation... Les masses sont désunies, chacun va de son côté, il n'y a ni centre pour coordonner, ni programme d'action pour guider... Le mouvement a échoué faute d'une organisation pour le coordonner et le diriger.

Et Parvus donne le mot d'ordre, que nous rappelions déjà dans le n° 6 du *Vpériod* : organiser la révolution[2].

---

*(sic) les ouvriers depuis Genève (*Aus der Weltpolitik*, V. Jahrg., n° 48, 30-11-03). Encore un mois ou deux, et notre nouvel adversaire de l'autocratie lira les procès-verbaux des congrès du parti et de la ligue et se convaincra qu'il est facile de se rendre ridicule, en prenant pour argent comptant tout Parteiklatsch [commérage de parti].* »

1 Intitulé : « Résultats et perspectives ».

2 Voir l'article précédent.

Sous l'influence des leçons de la révolution, Parvus s'est convaincu que :

Dans les circonstances politiques actuelles, nous ne pouvons pas organiser ces centaines de milliers d'hommes [il s'agit de la masse prête à l'insurrection]... Mais nous pouvons, dit-il, répétant avec justesse la vieille idée de *Que faire ?*, créer une organisation qui soit comme un ferment agglutinant et qui les groupe autour d'elle au moment de la révolution. Il faut organiser des cercles ouvriers avec un but bien net : préparer les masses à l'insurrection, les rassembler pendant l'insurrection et commencer l'insurrection au mot d'ordre donné.

Enfin ! nous sommes-nous écriés avec soulagement, en découvrant ces vieilles idées si justes sous les ordures de la nouvelle *Iskra*[1].

Enfin, l'instinct révolutionnaire d'un militant du parti prolétarien a pris le dessus, au moins pour un moment, sur l'opportunisme à la *Rabotché Diélo*. Enfin, nous entendons la voix d'un social-démocrate qui ne se prosterne pas devant l'arrière-garde de la révolution et qui montre sans peur la nécessité de soutenir son avant-garde.

La nouvelle *Iskra*, évidemment, ne pouvait pas approuver ces vues. « *La rédaction ne partage pas toutes les idées exposées par le camarade Parvus* », dit-elle dans une note de la rédaction. Cela se comprend ! Comment partageraient-ils des idées qui assènent un tel coup à tout leur bavardage opportuniste de dix-huit mois !

« Organiser la révolution ! » Mais nous avons notre sage camarade Martinov, qui sait que la révolution est suscitée par un bouleversement dans les rapports sociaux et ne peut pas être commandée à date fixe. Martinov expliquera à Parvus son erreur et lui démontrera

1 Il est à noter que les mencheviks, en réimprimant les principaux articles parus dans l'*Iskra* de 1903 à 1905, ont omis l'article de Parvus en question.

que, si même il avait en vue d'organiser l'avant-garde de la révolution, c'est une idée « jacobine », étroite et malfaisante. Allons plus loin. Notre sage camarade Martinov, remarque Martov, qui est capable d'approfondir encore son maître et qui pourra bien mettre, à la place du mot d'ordre : « Organiser la révolution », celui de « déclencher la révolution » (voir n° 85)[1].

Oui, lecteurs, c'est bien ce mot d'ordre qui nous est donné dans l'article de fond de l'*Iskra*. Par le temps qui court, il suffit de se « déclencher » la langue en vue d'un libre « bavardage-processus », ou d'un processus de bavardage, pour écrire des articles de fond. Un opportuniste a toujours besoin de mots d'ordre qui, vus de près, ne sont que phrases sonores, que jeu de mots décadents.

Organiser, et encore organiser, répète Parvus, comme s'il était devenu soudain bolchevique. Il ne comprend pas, le malheureux, que l'organisation est un processus (voir le n° 85 de l'*Iskra* et aussi tous les numéros précédents de la nouvelle *Iskra*, et surtout les pompeux feuilletons de la pompeuse Rosa).

Il ne sait pas, le pauvre, que, selon tout l'esprit du matérialisme dialectique, il n'y a pas que l'organisation qui soit un processus, que la tactique aussi en est un. Et lui, comme un « conspirateur », ne parle partout que d'organisation-plan. Et lui, comme un « utopiste », s'imagine qu'on peut ainsi, d'un coup, à un deuxième ou troisième congrès, se mettre de but en blanc à organiser.

1 Dans l'article en question, paru le 27 janvier sous le titre : « Le 9 janvier », Martov écrit en conclusion : « *Le but de la social-démocratie est donc actuellement moins* d'organiser *la révolution populaire que de la* déclencher. *La révolution existe déjà en puissance dans la pensée et dans les sentiments du peuple. Il faut lui donner une issue dans un mouvement déclaré, il faut la faire passer dans les actes, et cela revient absolument à agiter et organiser les masses, à prendre la direction politique des masses.* »

À quelles colonnes d'Hercule du « jacobinisme » n'est pas arrivé ce Parvus ! « Commencer l'insurrection au mot d'ordre donné », figurez-vous cela ! C'est encore pis que l'idée, repoussée par notre illustre Martinov, de la commander à jour fixe. Positivement, il faut que Parvus prenne des leçons chez Martinov. Il faut qu'il lise le n° 62 de l'*Iskra* : l'article de tête lui apprendra quelles pernicieuses et utopiques idées sur la préparation de l'insurrection ont été répandues dans notre parti d'une façon si inopportune en 1902 et 1904. Il faut qu'il lise la préface d'Axelrod à la brochure de *Un ouvrier*[1], pour connaître « *la plaie profonde, funeste et véritablement destructive pour le parti* » (sic) dont menacent la social-démocratie des gens qui « *mettent tout leur espoir dans le soulèvement spontané des éléments populaires les plus arriérés, les plus inconscients, vraiment barbares (!!!)* ».

Parvus croit impossible d'organiser immédiatement des centaines de milliers d'hommes et met au premier plan « *la fondation d'une organisation qui soit un ferment d'agglutination* ». Comment nos gens de la nouvelle *Iskra* ne s'agiteraient-ils pas quand de pareilles choses s'écrivent dans leur journal ? Car une organisation qui serait un ferment d'agglutination, c'est justement l'organisation des révolutionnaires professionnels, au seul nom de laquelle ils se sentent défaillir.

Comme nous sommes reconnaissants à l'*Iskra* d'avoir publié son article de tête[2] à côté de celui de Parvus ! Comme la phraséologie, confuse et vide, du « suivisme »

1 Il s'agit d'une brochure publiée fin décembre 1904 sous le titre : *Les ouvriers et les intellectuels dans nos organisations,* avec une préface d'Axelrod ; son apparition fut un des principaux motifs pour Lénine de commencer la publication d'un journal bolcheviste (il le déclare dans sa lettre à un camarade du 4 janvier 1905) et il avait consacré à son analyse et à sa critique un article du n° 2 du *Vpériod.* Lénine cite encore cette phrase d'Axelrod dans son discours au troisième congrès.

2 L'article de Martov déjà cité.

se détache avec relief auprès des paroles révolutionnaires, claires, bien frappées, franches et hardies de la vieille *Iskra* ! N'est-ce pas une phrase ronflante et creuse que celle-ci : « *La politique de confiance*[1] *disparaît, pour ne plus jamais tromper ni la Russie, ni l'Europe* » ? Au contraire, n'importe quel numéro d'un journal bourgeois d'Occident montre que ce bourrage de crânes continue et fait des progrès. « *Le libéralisme modéré est frappé à mort* » : c'est une naïveté enfantine de prendre pour la mort du libéralisme son désir « politique » de se dissimuler un moment. Au contraire, le libéralisme est vivant, vit et reprend vie. Il est justement aujourd'hui à la veille de prendre le pouvoir. Et s'il s'est dissimulé, c'est pour pouvoir sûrement et avec moins de danger tendre la main vers le pouvoir, au moment voulu. C'est précisément pour cela qu'il fait tant d'avances à la classe ouvrière. Il faut être borné au dernier degré pour prendre ce jeu (extrêmement dangereux au moment actuel) pour argent comptant et déclarer d'un ton vantard : « *Le prolétariat libérateur du pays, le prolétariat avant-garde de toute la nation, a été reconnu dans son rôle héroïque par l'opinion publique des éléments avancés de la bourgeoisie libérale et démocratique.* »[2] Comprenez à la fin, messieurs les « collaborateurs de la nouvelle *Iskra* », que les bourgeois libéraux reconnaissent le prolétariat pour un héros justement parce que ce prolétariat, tout en frappant le tsarisme, n'est ni assez fort, ni assez social-démocrate pour conquérir toute la liberté qu'il voudrait. Comprenez que nous devons non pas nous vanter des salamalecs de

1 Il s'agit de la politique libérale essayée un instant par le tsarisme, et du ministère éphémère de Sviatopolk-Mirsky, qui parlait dans sa déclaration de la « confiance du gouvernement envers la société ». Après le 9 janvier, le pouvoir fut remis en fait au général Trépov.

2 Cette phrase et les précédentes sont extraites de l'article de Martov ; l'italique est de Lénine.

la bourgeoisie libérale, mais prévenir contre eux le prolétariat et lui montrer leur véritable signification. Vous ne voyez pas cette signification ? Lisez donc les déclarations des fabricants, marchands et boursiers sur la nécessité de la Constitution ![1]. Comme ces déclarations parlent clairement de la mort du libéralisme modéré ! Les bavards libéraux ne tarissent pas sur l'héroïsme des prolétaires, et pendant ce temps les fabricants demandent avec aplomb et autorité une constitution tronquée. Voilà, aimables « chefs »[2] !

Mais ce qui est incomparable, ce sont les raisonnements de l'*Iskra* à propos de l'armement.

« *L'armement du prolétariat, la préparation systématique d'une organisation garantissant l'universalité et la simultanéité de l'assaut du peuple contre le gouvernement* » sont déclarés un problème « technique » (!?). Or, nous sommes, évidemment, au-dessus de la méprisable « technique » et nous examinons le fond des choses. « *Quelle que soit leur importance [de ces problèmes techniques], ils ne sont pas l'objet principal de notre travail*

1 À la fin de janvier, sous l'influence de la journée du 9, les fabricants de Moscou remirent au ministre Witte une adresse réclamant un régime représentatif et des libertés politiques. Ils parlaient de « la grève grandiose et inouïe, historique, peut-on dire, de Saint-Pétersbourg », mais ne visaient qu'à arrêter, par des réformes politiques à leur avantage, le mouvement de revendications purement ouvrières.

2 Ces lignes étaient déjà écrites, quand nous avons reçu du camp libéral quelques renseignements non dénués d'intérêt. Le correspondant spécial de la *Frankfurter Zeitung,* organe démocrate-bourgeois, à Pétersbourg (17 février 1905) transmet le jugement *suivant d'un journaliste libéral de cette ville* sur la situation politique : « *Les libéraux seraient bien sots de laisser passer un moment comme celui-ci. Ils ont tous les atouts en mains, car ils ont su atteler à leur char les ouvriers, et le gouvernement n'a pas d'hommes, la bureaucratie ne laissant arriver personne.* » Quelle sainte innocence doit régner à la nouvelle *Iskra,* pour qu'elle parle, dans un pareil moment, de la mort du libéralisme ! (N. L.)

de préparation des masses à l'insurrection». «*Tous leurs efforts [des organisations clandestines] n'auront aucun résultat, si elles ne savent pas donner au peuple une arme irremplaçable: le besoin brûlant d'attaquer l'autocratie et de s'armer pour cela. Voici à quoi nous devons viser: la propagande de l'armement spontané du peuple en vue de l'insurrection.*» (Les deux dernières phrases sont soulignées par l'auteur.)[1]

Oui, oui, voilà une façon véritablement large de poser la question. Ce n'est pas comme chez ce Parvus, aux idées étroites et tombé presque dans le «jacobinisme». Le principal n'est pas d'armer le peuple, ni de préparer systématiquement l'organisation révolutionnaire, mais d'armer le peuple d'un besoin brûlant de s'armer, et de s'armer lui-même.

Quelle honte cuisante on ressent pour la social-démocratie en voyant cette hypocrisie banale, qui s'efforce de ramener notre mouvement en arrière! Armer le peuple d'un besoin brûlant de s'armer, c'est le rôle constant et général, perpétuel et universel, de la social-démocratie, également applicable au Japon, en Angleterre, en Allemagne ou en Italie. Partout où il y a des classes opprimées

1 La seconde de ces citations est précédée de ces mots: «*Comme tous les révolutionnaires, nous devons nous occuper d'armer les masses allant à l'insurrection, mais nous ne devons pas oublier que les organisations clandestines peuvent très peu en cette matière et que...*»
Tout ce passage ne se retrouve pas dans l'article de Martov tel qu'il est reproduit dans le recueil publié plus tard par les mencheviks: l'*Iskra. Deux années.* Dans le n° 87 de l'*Iskra,* paru le 10 février, Plékhanov écrivait, exactement dans le même style, que «*la désorganisation du pouvoir... est, vu la technique militaire contemporaine, la condition absolument indispensable du succès de l'insurrection*» *et que, la condition radicale et irremplaçable du succès de l'insurrection est le besoin brûlant dans le peuple d'attaquer l'autocratie les armes à la main*». Ce dernier article également n'a pas été réimprimé dans le recueil menchéviste.

luttant contre l'exploitation, la parole socialiste les arme toujours, et, avant tout, du besoin brûlant de s'armer. Ce besoin existe déjà lorsque commence le mouvement ouvrier. La social-démocratie n'a qu'à rendre conscient ce besoin brûlant et à obliger ceux qui l'éprouvent à compter avec la nécessité de l'organisation et de l'action coordonnée, avec la situation politique générale. Monsieur le rédacteur de l'*Iskra*, regardez n'importe quelle réunion d'ouvriers allemands, vous verrez de quelle haine brûlent les visages, au moins contre la police, comme les sarcasmes jaillissent, comme les poings se serrent. Quelle force retient ce besoin brûlant d'en finir immédiatement avec les bourgeois et leurs laquais, qui se moquent du peuple ?

C'est la force de l'organisation et de la discipline, la conscience que les meurtres individuels sont absurdes, que l'heure n'est pas encore venue de la lutte révolutionnaire sérieuse et populaire, que la situation politique générale voulue n'existe pas. Voilà pourquoi, dans de pareilles circonstances, un socialiste ne dit et ne dira jamais au peuple : « Armez-vous ! », mais toujours (sans quoi il ne sera pas un socialiste, mais un vain bavard) l'arme du besoin brûlant de s'armer et d'attaquer l'ennemi.

Mais les conditions actuelles en Russie se distinguent justement de ces conditions banales[1]. Voilà pourquoi

1 Dans le n° 12 de l'*Iskra,* du 16 mars, on trouve une *Lettre d'un camarade* de Pétersbourg qui décrit ainsi les dispositions des ouvriers : « *On demande des armes avec insistance... On n'a pas à "susciter le besoin brûlant de s'armer", comme le répètent les néo-iskristes, mais à le calmer en disant : on a le temps, les armes viendront, cherchez-en vous-mêmes...* » Autre lettre de Pétersbourg dans le même numéro : « *Voici ce que m'a dit un ouvrier conscient : « Les ouvriers écoutent nos propagandistes, mais demandent : Que faut-il faire tout de suite ?... Nous réclamerons la Constituante, mais nous ne descendrons pas dans la rue sans fusils et sans dynamite. Donnez-nous des armes et Pétersbourg est à nous.* »

les social-démocrates révolutionnaires, qui jusqu'à maintenant ne disaient jamais : « Aux armes ! », mais armaient les ouvriers du besoin brûlant de s'armer, ont aujourd'hui, tous, à la suite des ouvriers doués d'initiative révolutionnaire, lancé le mot d'ordre : Aux armes ![1] Et à un moment pareil, alors que le mot d'ordre est enfin donné, l'*Iskra* décide : le centre de gravité n'est pas dans l'armement, mais dans le besoin brûlant de s'armer ! Ratiocination morte d'intellectuels ! incurable pédanterie ! N'est-ce pas là ramener notre parti en arrière, le ramener des problèmes actuels de l'avant-garde révolutionnaire à la contemplation des « derrières » du prolétariat ? Ce rabaissement incroyable de notre rôle n'est pas dû aux qualités individuelles d'un pédant quelconque, mais à toute la position opportuniste, si bien formulée par les expressions à la mode d'« organisation-processus » ou de « tactique-processus ». Cette position même condamne inévitablement et fatalement un homme à craindre tout mot d'ordre déterminé, à fuir tout « plan », à reculer devant toute initiative révolutionnaire hardie, pour raisonner sans fin, ruminer les vieux rabâchages et avoir peur d'être en avance, dans un moment où nous autres, social-démocrates, sommes manifestement en retard sur l'activité révolutionnaire du prolétariat. En vérité, le mort a saisi le vif[2] ; la théorie morte du *Rabotché Diélo* a tué définitivement la nouvelle *Iskra*.

1 Mot d'ordre donné dans la proclamation reproduite par Lénine dans l'article : *Deux tactiques,* et dans d'autres proclamations encore, quoique sous des formes moins catégoriques. Le *Vpériod* ne se bornait pas là : dans son n° 11 il reproduisait des *Conseils* du général Cluseret, délégué à la guerre de la Commune, sur le combat de rue ; dans son n° 14, il donnait des détails techniques sur la construction des barricades, avec schémas.

2 Lénine traduit littéralement la formule juridique française, comprise d'ailleurs à contresens.

Voyez les raisonnements de l'*Iskra* sur « *le rôle politique prépondérant de la social-démocratie, comme avant-garde de la classe libératrice de la nation* » : « *Si nous réussissions à prendre entièrement en mains l'organisation technique et l'exécution de l'insurrection, cela ne prouverait pas du tout que nous ayons obtenu ce rôle, ni que nous soyons assurés de le retenir définitivement.* »[1] Pensez seulement : le rôle d'avant-garde ne sera pas obtenu, même si nous réussissons à prendre complètement en mains l'exécution de l'insurrection ! Et ces gens parlent encore d'avant-garde ! Ils craignent que l'histoire ne leur impose le rôle dirigeant dans une révolution démocratique ; ils pensent avec terreur qu'ils pourraient être obligés d'« exécuter l'insurrection ». Ils entrevoient cette idée – quoiqu'ils n'osent pas encore le dire franchement dans l'*Iskra* – que l'organisation social-démocrate ne doit pas « exécuter l'insurrection », qu'elle ne doit pas vouloir prendre complètement en mains l'instauration révolutionnaire de la république démocratique. Ces incorrigibles girondins du socialisme voient là-dedans un monstrueux jacobinisme. Ils ne comprennent pas que, plus notre volonté de prendre en mains l'exécution de l'insurrection sera grande, et plus la part d'action dont nous nous emparerons sera vaste, et que plus cette part sera vaste, moins sera sensible l'influence de la démocratie antiprolétarienne ou non prolétarienne. Ils veulent absolument aller en queue, ils inventent même une philosophie à eux disant qu'il faut être en queue. Martinov a déjà commencé à l'exposer, et demain, probablement, il mettra les points sur les i dans l'*Iskra*.

Essayez pas à pas d'analyser ces raisonnements :

« *Le prolétariat conscient, s'appuyant sur la logique du processus élémentaire de l'évolution historique, utilisera, pour atteindre son but, tous les éléments d'organisation,*

1 Citation de l'article de Martov dans le n° 85 de l'*Iskra*.

tous les éléments de fermentation que fait surgir la veille de la révolution[1] ».

Très bien ! mais utiliser tous les éléments, cela veut dire se charger de toute la direction. L'*Iskra* se bat elle-même et, le sentant, se dépêche d'ajouter :

« *... Sans se laisser troubler... par le fait que tous ces éléments peuvent lui enlever une part de la « direction technique » de la révolution, et contribueront ainsi, bon gré mal gré, à transporter nos revendications dans les couches les plus arriérées du peuple.* »

Lecteur, vous y comprenez quelque chose ? Utiliser tous les éléments, sans se troubler si cela lui enlève une part de la direction ! Arrêtez, messieurs : si c'est nous qui utilisons tous les éléments, si ce sont nos revendications qui sont reprises par ceux que nous utilisons, alors ils ne nous enlèvent pas la direction, ils acceptent au contraire notre direction. Mais si tous ces éléments nous arrachent véritablement la direction (et non seulement la direction « technique », car c'est une bien grande sottise de séparer le côté technique de la révolution de son côté politique), alors ce n'est pas nous qui les utilisons, mais eux qui nous utilisent.

« *Nous ne pourrons que nous réjouir si, après le prêtre qui a popularisé dans les masses notre revendication de la séparation de l'Église et de l'État, après la société ouvrière monarchiste qui a organisé la marche populaire vers le Palais d'Hiver, la révolution russe s'enrichit du général menant le premier les masses populaires à la lutte finale contre l'armée du tsar, ou du fonctionnaire proclamant le premier l'abolition officielle du pouvoir tsariste*[2]. »

1 Phrase de Martov dans l'article déjà cité.

2 Le texte de Martov, tel qu'il est reproduit dans le recueil mencheviste : l'*Iskra*, *Deux années,* est légèrement différent. Au lieu de « monarchiste », il y a « légale » ; au lieu de « vers le Palais d'Hiver », « dans les rues de Pétersbourg » ; « à la lutte

Certes, nous en serions contents nous aussi, mais nous voudrions que notre joie à propos de choses agréables possibles n'obscurcisse pas notre logique. Qu'est-ce que cela veut dire : « *La révolution russe s'enrichira d'un prêtre ou d'un général* » ? Cela veut dire que ce prêtre ou ce général seront les partisans ou les meneurs de la révolution. Ces « recrues » peuvent être des partisans de la révolution parfaitement conscients ou imparfaitement. Dans ce dernier cas (le plus probable pour des recrues), nous ne devons pas nous réjouir, mais nous attrister de leur manque de conscience et nous efforcer à tout prix d'y remédier, de compléter cette conscience. Tant que nous ne l'aurons pas fait, tant que la masse suivra des meneurs peu conscients, nous serons obligés de constater que ce n'est pas la social-démocratie qui utilise tous les éléments, mais au contraire tous les éléments qui utilisent la social-démocratie. Le nouvel adepte de la révolution qui était hier bourgeois, général ou fonctionnaire, peut être un démocrate bourgeois plein de préjugés, et dans la mesure où les ouvriers le suivront, la démocratie bourgeoise « utilisera » les ouvriers. Est-ce clair, messieurs de la nouvelle *Iskra* ? Si c'est clair, alors pourquoi avez-vous peur que des artisans parfaitement conscients de la révolution (c'est-à-dire social-démocrates) prennent la direction ? Pourquoi craignez-vous qu'un officier social-démocrate (je prends exprès un exemple analogue au vôtre) et membre d'une organisation social-démocrate « prenne entièrement en mains », sur l'initiative et par ordre de cette organisation, les fonctions et le rôle de votre général en question ?

Revenons à Parvus. Il termine son excellent article par l'excellent conseil de « jeter par-dessus bord » les désorganisateurs. Supprimer les désorganisateurs,

finale contre l'armée du tsar » est omis ; au lieu de « pouvoir tsariste », il y a « gouvernement ».

comme on peut le voir dans notre rubrique « Dans le parti », c'est le mot d'ordre le plus passionné et le plus catégorique de la majorité des social-démocrates russes[1]. C'est juste ; camarade Parvus, il faut les « jeter par-dessus bord » sans pitié et commencer l'opération par ces héros de la presse social-démocrate qui ont consacré et consacrent la désorganisation par leurs « théories » de l'organisation-processus, de l'organisation-tendance. Il ne faut pas le dire, mais le faire. Il faut convoquer immédiatement un congrès de tous les militants social-démocrates qui désirent organiser le parti. Il ne faut pas se borner à la persuasion et aux conseils, mais signifier à tous les inconstants, à tous ceux qui hésitent et qui doutent, un ultimatum direct et inexorable : Choisissez ! Dès notre premier numéro, nous avons signifié cet ultimatum au nom de la rédaction du *Vpériod*, au nom du gros des militants du parti, remplis d'une fureur inouïe contre les désorganisateurs[2]. Débarrassez-vous d'eux, au plus vite,

1 *La Rubrique du parti* du n° 7 du *Vpériod* contient, outre une résolution dans laquelle les bolcheviks d'Odessa demandent la convocation du troisième congrès du parti pour « *sortir le parti de l'état... d'anarchie dans lequel l'a plongé la tactique désorganisatrice de la minorité et du comité central* », l'analyse de lettres semblables de Kiev, Kharkov et Rostov sous le titre : « La désorganisation des comités locaux ».

2 L'article : « Il est temps d'en finir », dans la Rubrique du parti du n° 1 du *Vpériod*, se termine ainsi : « *Nous avons fait toutes les concessions possibles, et même impossibles, pour continuer à travailler dans le même parti que la minorité. Aujourd'hui que le troisième congrès a échoué et que la désorganisation vise les comités locaux, tout espoir semblable est perdu. Nous devons, à la différence des "mencheviks", qui agissent en dessous, en se cachant du parti, déclarer franchement et confirmer par nos actes que le parti rompt avec ces messieurs toutes relations.* » ; dans l'article de tête, intitulé : « L'autocratie et le prolétariat », il est écrit : « *L'œuvre d'organisation est impossible, à moins de combattre l'absurde et réactionnaire "théorie" de l'organisation-processus...* »

camarades, et mettez-vous tous ensemble au travail d'organisation ! Mieux vaut une centaine de social-démocrates révolutionnaires acceptant l'« organisation-plan » que mille pédants intellectuels bavardant sur l'« organisation-processus » !

Vpériod, n° 7, 8 février 1905.

Pour juger de l'esprit dans lequel les bolcheviks de Russie préparaient l'insurrection et de quelle façon se résolvaient chez eux les questions discutées dans l'émigration, il est intéressant de lire ce qu'écrivait le Bureau des comités de la majorité dans une feuille imprimée dans le n° 8 du *Vpériod* du 23 février :

« Les révolutions ne sont pas faites par les partis, mais seulement préparées et organisées par eux ; ils donnent à la lutte des formes régulières et déterminées. Il faut donc penser que la prochaine vague de grèves générales et d'insurrections commencera aussi spontanément que la précédente. Ce qu'il faut, c'est saisir son début et marcher aussitôt dans son sens, mais en même temps ne pas prendre pour ce début une simple escarmouche passagère... Les petits centres doivent éviter toute initiative en cette matière. Pour prévoir s'il s'agit d'une escarmouche... ou d'une vague révolutionnaire... il faut élucider le degré d'ampleur et de tension de l'émotion générale... Ce qui importe ici, ce sont moins les villes que les artisans, commis, petits commerçants, etc. Quand la vague de la grève générale politique tombe,... tâcher d'utiliser le reste d'esprit gréviste en vue de conquêtes économiques...

L'armement des masses est d'une énorme importance, mais présente d'immenses difficultés. Si bien que marchent les collectes à cet effet, une part insignifiante des besoins sera satisfaite... L'initiative des masses donne ici beaucoup plus que notre action immédiate. Au début de l'insurrection, il faut avoir des armes : pour cela, il faut organiser le pillage des boutiques d'armuriers, et, là où c'est possible, des arsenaux. À cet effet, d'abord il faut qu'il y ait une force armée, peu nombreuse si l'on veut, et ensuite des hommes qui sachent sur-le-champ distribuer les armes, montrer le moyen de s'en servir. Inutile de

souligner l'importance de la liaison avec des soldats et des officiers, des ouvriers armuriers...

L'insurrection armée, d'ordinaire, ne se déroule pas selon un plan, parce que le peuple n'est pas une armée, et les révolutionnaires, par malheur, ne sont pas des capitaines. Néanmoins un certain degré de préparation est possible. L'organisation locale doit en tout cas dresser à l'avance le tableau stratégique de la ville et de ses abords, pour savoir où il convient d'opposer de la résistance et de construire des barricades, où ce serait inutile, où il sera le plus commode de couper les communications... où sont disposés les magasins et dépôts d'armes, les logements du commandement... La libération des emprisonnés, la confiscation des fonds gouvernementaux et la rapide organisation de cours martiales pour juger les espions sont désirables dès le début de l'insurrection... »

Les auteurs traitent ensuite de l'action dans l'armée, des ménagements qu'il convient d'avoir, dans le combat de rue, envers les habitants de toutes classes (« *préserver la propriété privée de toute destruction inutile...* »).

Le troisième congrès, en mai 1905, déclara que « *organiser le prolétariat en vue de la lutte directe contre l'autocratie par la voie de l'insurrection est un des objectifs essentiels et urgents du parti* » et chargea ses organisations, outre la propagande et l'agitation, de préparer énergiquement l'armement du prolétariat, d'établir un plan d'action armée, de former des groupes à cet effet.

La conférence réunie à la même date par les mencheviks se prononça en principe pour la nécessité de « préparer les masses à l'insurrection », mais seulement par l'agitation, en influençant et en coordonnant les mouvements spontanés surgissant çà et là, en renforçant dans le peuple l'idée qu'il doit être prêt à se défendre par les armes et que cette défense peut se changer en insurrection. C'est seulement

après tout cela que les préparatifs purement militaires peuvent acquérir quelque importance.

Une fois l'insurrection victorieuse, c'est-à-dire l'autocratie renversée, à qui passera le pouvoir ? Tel était le problème qui se posait logiquement avant de se poser pratiquement et que Martinov avait abordé dès avant le 9 janvier. À un gouvernement provisoire, répondaient tous les social-démocrates, et ce gouvernement préparera les élections à la Constituante. Mais à partir de là les opinions divergeaient.

Les mencheviks, représentés par Martinov et par Martov, raisonnaient comme suit : vu la composition sociale de la Russie, et conformément d'ailleurs au programme de la social-démocratie, la révolution commencée ne peut être que bourgeoise, bien que le prolétariat y joue le rôle le plus actif. Si la social-démocratie, sous prétexte de cette hégémonie du prolétariat, se propose de s'emparer du pouvoir, il se peut qu'elle le conquière en effet, *« non point parce que le prolétariat s'est réellement et moralement séparé de toute la société bourgeoise et lui a déclaré la guerre, mais parce qu'elle s'est montrée le parti le plus combatif, le plus habile, le plus préparé au moment donné »* (Martov). Mais dans ce cas la social-démocratie *« sera obligée d'entreprendre la transformation radicale de la société dans le sens socialiste, alors que les conditions ne sont pas mûres ; elle y sera obligée pour ne pas se mettre dès les premiers pas en contradiction avec la classe qu'elle représente. La dictature du prolétariat ne peut pas ne pas mettre à l'ordre du jour des problèmes essentiels comme la suppression du chômage, la suppression de l'exploitation du travail, etc. ; une fois au pouvoir, le parti du prolétariat n'échappera à cette nécessité ni par des souhaits ni par des raisonnements. Situation oblige ; avec la dictature du prolétariat, nous devons commencer à appliquer les principaux points de notre programme maximum »* (Martinov). Alors c'est la révolution socialiste, et *« toute notre analyse de la situation, à nous autres*

social-démocrates russes, était fausse» (Martov). Cette entreprise, cette "lutte directe contre toute la société bourgeoise", c'est "une répétition de la Commune de Paris"».

Si la social-démocratie, au contraire, partage le pouvoir avec la petite bourgeoisie, elle exécutera alors non pas son programme, celui de sa classe, mais celui d'une classe étrangère, et elle sera de même irrémédiablement perdue, à jamais compromise. Les bolcheviks au pouvoir seront obligés de fusiller les ouvriers, tout comme «*le socialiste Millerand à Chalon et à la Martinique*»; de social-démocrates ils se changeront en jacobins bourgeois et plus tard, après la Constituante, en ministres «socialistes» des gouvernements bourgeois, traîtres au prolétariat, et Martinov cite à l'appui ce que dit Engels, dans son *Histoire de la guerre des paysans* en Allemagne, du chef paysan Thomas Münzer, devenu dictateur à Mulhausen. En outre, ajoutent les mencheviks, ce partage du pouvoir avec la bourgeoisie est une répétition du millerandisme, qui a été condamné par les congrès internationaux, c'est du vulgaire jauressisme. Enfin cette idée de la social-démocratie au pouvoir ne peut en tout cas que rejeter la bourgeoisie vers l'absolutisme, donc renforcer la réaction.

Quelle attitude doit donc tenir la social-démocratie? Renoncer au pouvoir et occuper une position lui permettant «*de dégager sa responsabilité de la politique bornée, et qui lui est étrangère, de la petite bourgeoisie et de dénoncer théoriquement et surtout pratiquement son insuffisance. En d'autres termes, nous devons, en préconisant notre programme minimum, tâcher de conserver notre position de parti d'extrême opposition*» (Martinov). Martov estime que le seul moyen de se préparer à la perspective d'une révolution socialiste, c'est d'«*organiser le prolétariat en parti d'opposition à l'État de la démocratie bourgeoise. Et le meilleur moyen pour cela, c'est de développer la révolution bourgeoise d'en bas, par la*

pression du prolétariat sur la démocratie au pouvoir ». Cette tactique d'opposition révolutionnaire est « *celle que Marx recommandait en 1850 au prolétariat allemand, à une époque où il supposait une reprise de la révolution. C'est celle que recommandait Engels en 1894 au prolétariat italien* » (Martinov).

L'antithèse la plus complète de ces raisonnements fut formulée, dans le camp même des mencheviks, par Parvus et Trotsky, qui déjà avaient repoussé en 1904 le « plan de campagne municipale » comme opportuniste. Parvus lança un tract intitulé : Pas de tsar ! gouvernement ouvrier ! et écrivit pour la brochure de Trotsky : *Avant le 9 janvier*, une préface contenant une tactique absolument originale. Depuis le dimanche sanglant, disait-il, l'opinion publique a abandonné l'idée de monarchie constitutionnelle, la révolution pousse la pensée libérale vers des programmes qu'ils ne peuvent exécuter avec les éléments sociaux sur lesquels ils s'appuient ; en dehors du prolétariat, il n'existe donc que des groupes idéalistes ne s'appuyant sur aucune force sociale, ou bien des forces sociales capables sans doute d'organisation politique, mais n'ayant aucun intérêt à la victoire complète de la révolution. Au moment de la chute de l'autocratie, tout le radicalisme politique des intellectuels se dissipera comme fumée, ce sera non pas la fin, mais le point de départ de l'époque révolutionnaire et le prolétariat alors saisira le pouvoir pour constituer un « gouvernement provisoire social-démocrate ».

Dans les deux articles qui suivent – les deux premières parties du premier, publiées dans le n° 13 du *Vpériod*, la fin du premier et le second dans le n° 14 – Lénine oppose aux deux opinions ci-dessus le point de vue des bolcheviks. Contre Martinov et Martov, il affirme la nécessité de matérialiser la victoire de la révolution, et cela, vu l'importance sociale des éléments petit-bourgeois, en une dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans ; contre Parvus et Trotsky, il maintient le caractère bourgeois de la

révolution présente et la distinction entre le programme maximum et le programme minimum. Ces articles ne sont qu'un extrait de la polémique qui se poursuivit pendant plusieurs mois sur ce thème.

La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire[1]

I

Il y a cinq ans à peine, le mot d'ordre : À bas l'autocratie ! semblait à bien des social-démocrates prématuré, incompréhensible pour le gros des ouvriers[2]. Ces social-démocrates-là étaient classés justement parmi les opportunistes. On ne se lassait pas de leur expliquer qu'ils étaient en retard sur le mouvement, qu'ils ne comprenaient pas le rôle du parti comme avant-garde de la classe, comme son guide et son organisateur, comme le représentant du mouvement dans son ensemble, de ses buts principaux et essentiels. Ces buts peuvent être masqués provisoirement par le labeur banal et journalier, mais ils ne doivent jamais perdre leur signification d'étoile directrice pour le prolétariat militant.

Or le moment est venu où la flamme révolutionnaire s'est emparée de tout le pays, où les incrédules mêmes croient à la fatalité du renversement de l'autocratie à bref délai[3].

---

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome VI, p. 120-133.

2 Ces social-démocrates étaient les « économistes », qui pensaient que les ouvriers ne pouvaient *encore* comprendre que des revendications économiques.

3 Les mencheviks, quoique différant sur la tactique, étaient d'accord à ce moment que la révolution était commencée et se terminerait par le renversement de l'autocratie.

Mais la social-démocratie, par une ironie de l'histoire, a encore une fois affaire aux mêmes tentatives réactionnaires et opportunistes de ramener le mouvement en arrière, de rabaisser ses buts, d'obscurcir ses mots d'ordre. La polémique avec les auteurs de ces tentatives devient la tâche du jour et acquiert (contre l'opinion de très nombreux camarades qui détestent la polémique au sein du parti)[1] une énorme importance pratique. C'est que plus nous approchons de la réalisation de nos objectifs politiques immédiats, plus la nécessité est grande de comprendre ces objectifs d'une façon absolument claire, plus sont nuisibles les équivoques, les obscurités ou les malentendus.

Or, des malentendus, il y en a pas mal parmi les social-démocrates du camp néo-iskriste ou (ce qui est presque la même chose) du *Rabotché Diélo*[2]. À bas l'autocratie ! – tout le monde est d'accord là-dessus, non seulement tous les social-démocrates, mais encore tous les démocrates, et même tous les libéraux, à en croire leurs déclarations actuelles. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? De quelle façon doit s'effectuer le renversement du gouvernement actuel ? Qui doit convoquer l'Assemblée constituante dont, avec le suffrage universel et le reste, sont prêts à faire aujourd'hui leur mot d'ordre les gens de l'*Osvobojdénié* (voir le n° 67 de leur revue) ?[3] Quel sera le

1 Il s'était formé une tendance de conciliateurs *(primirentsy),* qui, à Saint-Pétersbourg par exemple, constituaient un groupe à part.

2 Le *Rabotché Diélo* avait cessé de paraître en mars 1902, mais, comme on l'a vu *(Un pas en avant, deux pas en arrière),* Lénine estime que Martov, le leader de la nouvelle *Iskra* et des mencheviks, est devenu le disciple de Martinov, l'homme du *Rabotché Diélo.*

3 Le troisième congrès de la Ligue de la Libération *(Osvobojdénié),* en mars 1905, adopta en effet un programme comprenant l'Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et secret, la journée de 8 heures et l'expropriation forcée

vrai moyen de garantir des élections libres et exprimant les intérêts de toute la nation ?

Qui ne peut se donner à lui-même une réponse claire et précise à ces questions ne comprend pas le mot d'ordre : À bas l'autocratie ! Or ces questions nous conduisent inévitablement à celle du gouvernement révolutionnaire provisoire ; il n'est pas difficile de comprendre qu'avec un régime autocratique des élections populaires et vraiment libres à l'Assemblée constituante, avec un suffrage universel, égal, direct et secret pleinement assuré sont non seulement improbables, mais tout simplement impossibles. Si nous réclamons sérieusement le renversement de l'autocratie, nous devons nous représenter clairement par quel autre gouvernement nous voulons la remplacer. Autrement dit, comment concevons-nous l'attitude de la social-démocratie à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire ?

Ici les opportunistes de la social-démocratie actuelle, c'est-à-dire de la nouvelle *Iskra*, ramènent le parti en arrière aussi énergiquement qu'il y a cinq ans ceux du *Rabotché Diélo* à propos de la lutte politique en général. Leurs idées réactionnaires sont développées plus complètement que partout ailleurs dans la brochure de Martinov *Deux dictatures*, recommandée et approuvée dans une note spéciale de l'*Iskra* (n° 84) et sur laquelle nous avons déjà plus d'une fois appelé l'attention de nos lecteurs[1].

Au commencement de sa brochure, Martinov veut nous épouvanter par la terrible perspective suivante : « *Si une forte organisation de la social-démocratie*

---

des grands domaines. Peu avant, ces mêmes revendications avaient été adoptées par le congrès des municipaux-constitutionnalistes. La première de ces organisations représentait surtout les intellectuels, et la seconde les propriétaires fonciers progressistes. Voir sur l'*Osvobojdénié* notre Première partie.

1 Voir l'article précédent : « Devons-nous organiser la révolution ? »

révolutionnaire pouvait "commander et exécuter l'insurrection populaire" contre l'autocratie, comme le rêve Lénine, n'est-il pas évident que la volonté du peuple désignerait, immédiatement après la révolution, ce parti comme le gouvernement provisoire ? N'est-il pas évident que le peuple confierait à ce parti, et non à un autre, les destinées de la révolution ? »

C'est incroyable, mais c'est ainsi. L'historien futur de la social-démocratie russe devra constater avec étonnement que, dès le début de la révolution russe, les girondins de la social-démocratie ont présenté au prolétariat révolutionnaire cette perspective comme un épouvantail. Tout le contenu de la brochure de Martinov (comme de nombreux articles ou fragments d'articles de la nouvelle *Iskra*) se réduit à peindre les « horreurs » de cette perspective. Le chef théorique de la nouvelle *Iskra* y voit, avec effarement, la prise du pouvoir, l'épouvantail du « jacobinisme », du bakouninisme, du tkatchévisme[1] et autres terribles « ismes », avec lesquels toutes sortes de nourrices révolutionnaires aiment tant faire peur aux poupons de la politique.

Et, évidemment, on n'est pas à court de « citations » de Marx et d'Engels. Pauvres Marx et Engels, combien n'a-t-on pas abusé d'eux ! Vous vous souvenez : cette vérité que « toute lutte de classes est une lutte politique » était invoquée jadis pour justifier l'étroitesse et le retard de

1 Dans son article : « Perspectives révolutionnaires », du 3 mars 1905, Martinov qualifie de « *théorie tkatchéviste de la révolution* » l'idée de Lénine que l'insurrection peut être faite sur commande. Tkatchev, dans son journal *Nabat (Le Tocsin),* publié en Suisse de 1875 à 1881, s'opposait à la fois à l'anarchisme de Bakounine et au populisme de Lavrov et se donnait pour modèle les jacobins de 1793. Il représentait la révolution comme la prise du pouvoir, à une date fixée d'avance, par un parti strictement centralisé, discipliné et conspiratif, s'appuyant sur la sympathie des opprimés, et qui formerait un gouvernement révolutionnaire provisoire.

nos objectifs politiques ![1] Maintenant on fait d'Engels un faux témoin en faveur du suivisme.

Engels a écrit dans *La guerre des paysans en Allemagne* : « *C'est le pis qui puisse arriver au chef d'un parti extrême, d'être obligé de prendre le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour les mesures que réclame cette domination.* »

Il suffit de lire attentivement ce commencement de la longue citation faite par Martinov pour comprendre comment notre suiveur altère la pensée de l'auteur. Engels parle du pouvoir assurant la domination d'une classe. N'est-ce pas clair ? En ce qui concerne le prolétariat, c'est donc le pouvoir qui assure la domination du prolétariat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat pour l'accomplissement de la révolution socialiste. Martinov ne comprend pas cela, parce qu'il confond le gouvernement révolutionnaire provisoire à l'époque du renversement de l'autocratie avec la domination assurée du prolétariat à l'époque du renversement de la bourgeoisie ; parce qu'il confond la dictature démocratique du prolétariat et des paysans avec la dictature socialiste de la classe ouvrière.

Pourtant, la suite de la citation d'Engels rend sa pensée encore plus claire. Le chef du parti extrême, dit-il, sera obligé de « *défendre les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de se défaire de sa classe par des phrases, des promesses et des assurances que les intérêts de l'autre classe sont les siens propres. Celui qui se met dans cette fausse posture est irrémédiablement perdu.* »[2]

Les endroits soulignés indiquent clairement qu'Engels met en garde contre la fausse position qui résulte de

1 Allusion aux « économistes ». Voir *Que faire ?*

2 Les deux citations précédentes se trouvent dans La *guerre des paysans en Allemagne* d'Engels, à propos de la dictature du chef paysan Münzer à Mulhausen. La traduction a été refaite sur l'original.

l'incompréhension par un chef des véritables intérêts de « sa » classe et du véritable contenu social de la révolution.

Pour plus d'évidence, efforçons-nous de présenter cette vérité toute mâchée à notre profond Martinov au moyen d'un simple exemple. Quand les narodovoltsy, qui croyaient représenter les intérêts du Travail, se persuadaient eux-mêmes et persuadaient aux autres que 90 p. 100 des paysans, dans la future Assemblée constituante, seraient socialistes, ils se mettaient dans une position fausse qui devait inévitablement les conduire à leur perte politique définitive, parce que ces promesses et ces « assurances » ne correspondaient pas à la réalité objective. En fait, ils auraient défendu les intérêts de la démocratie bourgeoise, « les intérêts d'une autre classe ».

Ne commencez-vous pas à comprendre un peu, mon cher Martinov ? Quand les socialistes-révolutionnaires représentent les réformes agraires imminentes comme une « socialisation », comme une « remise de la terre au peuple », comme le commencement de la « jouissance égalitaire », ils se mettent dans une position fausse, qui doit inévitablement les mener à leur perte politique définitive, car ce sont justement ces réformes qu'ils réclament qui assureront la domination d'une autre classe, la bourgeoisie paysanne. Leurs phrases, leurs promesses et leurs assurances seront d'autant plus vite démenties par la réalité que la marche de la révolution sera plus rapide.

Vous ne comprenez toujours pas, honorable Martinov ? Vous ne comprenez pas encore que le fond de la pensée d'Engels est qu'il est mortel de ne pas comprendre les objectifs historiques réels de la révolution ; vous ne comprenez pas que les paroles d'Engels sont par conséquent applicables aux narodovoltsy et aux socialistes révolutionnaires ?[1]

1 Martinov ne « comprit » pas : dans le n° 95 de l'*Iskra,* il reprenait le même texte d'Engels et le commentait de la même façon. Lénine résume de façon plus saisissante son argumentation

II

Engels signale le danger qu'il y a, pour les chefs du prolétariat, à ne pas comprendre le caractère non prolétarien de la révolution. Mais l'intelligent Martinov en déduit le danger que des chefs du prolétariat, séparés de la démocratie révolutionnaire par la triple cloison du programme, de la tactique (c'est-à-dire par toute la propagande et l'agitation) et de l'organisation, jouent un rôle dirigeant dans la construction de la république démocratique.

Pour Engels le danger, c'est que le chef confonde l'apparence pseudo-socialiste et le contenu réellement démocratique de la révolution. L'intelligent Martinov en déduit le danger que le prolétariat, de concert avec les paysans, prenne consciemment sur lui la dictature pour fonder une république démocratique, comme la dernière forme de la domination bourgeoise et comme la forme la plus appropriée à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Engels voit le danger dans une position fausse et mensongère où l'on est obligé de dire une chose et d'en faire

---

dans son discours au troisième congrès « Sur la participation de la social-démocratie au gouvernement provisoire révolutionnaire » : « *Dans le* Vpériod *nous avons expliqué qu'Engels parle du danger qui attend un chef quand il constate* post factum *un désaccord entre les principes et la réalité, entre les paroles et les actes. Ce désaccord le conduit à sa perte, au sens non pas d'une défaite matérielle, mais d'une faillite politique. Vous êtes obligés, veut dire Engels, d'affirmer que la révolution est socialiste, quand en réalité elle est seulement démocratique. Si nous promettions aujourd'hui au prolétariat russe de lui assurer dès maintenant la pleine domination, nous tomberions dans l'erreur que font les socialistes-révolutionnaires. Cette erreur, d'après laquelle la révolution ne serait pas "bourgeoise, mais démocratique" a toujours fait l'objet de nos railleries à nous, social-démocrates. Nous avons toujours dit que la révolution, loin d'affaiblir la bourgeoisie, la renforcerait, mais donnerait au prolétariat les conditions nécessaires au succès de sa lutte pour le socialisme.* »

une autre, de promettre la domination d'une classe et d'asseoir celle d'une autre ; il considère que cette position fausse doit avoir pour conséquence fatale la ruine politique. Mais l'intelligent Martinov arrive à une conclusion tout à fait différente : le danger viendrait de ce que les partisans bourgeois de la démocratie ne permettraient pas aux ouvriers et aux paysans de fonder une république réellement démocratique. L'intelligent Martinov n'est pas capable de comprendre qu'une pareille ruine, la ruine d'un chef, la ruine de milliers de prolétaires luttant pour construire une république véritablement démocratique, tout en étant une ruine physique, non seulement n'est pas une ruine politique, mais au contraire est une grandiose conquête politique du prolétariat, une grandiose application de son hégémonie dans la lutte pour la liberté.

Engels parle de la perte politique de celui qui inconsciemment dévie de la route de sa classe et s'égare sur celle d'une classe étrangère. L'intelligent Martinov, tout en citant pieusement Engels, parle de la perte de celui qui ira toujours plus loin sur la bonne route de sa classe.

La différence des points de vue de la social-démocratie révolutionnaire et du « suivisme » apparaît ici dans toute son évidence. Martinov et la nouvelle *Iskra* reculent devant la tâche incombant aux ouvriers marchant avec les paysans, à savoir la plus radicale révolution démocratique ; ils se dérobent à la direction de cette révolution par la social-démocratie, livrant ainsi, inconsciemment, aux mains de la démocratie bourgeoise les intérêts du prolétariat.

Marx a dit que nous devons préparer non pas le parti gouvernemental, mais le parti d'opposition de l'avenir[1]. Idée juste, mais Martinov en conclut que nous devons

1 Il est fait allusion ici à une *Circulaire* du conseil central de la Ligue des communistes, rédigée par Marx et Engels en mars 1850, après l'échec des révolutions de 1848, et qui fut largement utilisée dans la polémique de cette époque.

faire une opposition de « suiveurs » à la vraie révolution. Voilà à quoi se réduit toute sa sagesse politique. Voici son raisonnement, que nous conseillons vivement au lecteur de méditer :

« *Le prolétariat ne peut avoir ni totalement, ni partiellement le pouvoir politique, tant qu'il n'aura pas fait la révolution socialiste. C'est la thèse indiscutable qui nous sépare du jauressisme opportuniste...* » (Martinov, p. 58) et qui, ajouterons-nous, prouve indiscutablement que l'honorable Martinov est incapable de mettre deux idées bout à bout. Confondre la participation du prolétariat à un pouvoir qui s'oppose à la révolution socialiste avec la participation du prolétariat à une révolution démocratique, c'est ne pas comprendre de quoi il s'agit. C'est confondre la participation de Millerand au ministère de l'assassin Galliffet avec la participation de Varlin à la Commune défendant et faisant triompher la république[1].

Mais écoutez la suite, pour voir comme notre auteur embrouille les choses : « *S'il en est ainsi, il est évident que la révolution prochaine ne pourra réaliser aucune forme politique contre la volonté de toute la bourgeoisie, car c'est celle-ci qui sera maîtresse demain.* »

Premièrement, pourquoi ne parle-t-on ici que des formes politiques, alors que dans la phrase précédente il s'agissait du pouvoir du prolétariat en général, jusques et y compris la révolution socialiste ? Pourquoi l'auteur ne parle-t-il pas des formes économiques ? Parce que, sans le remarquer lui-même, il a sauté de la révolution socialiste à la révolution démocratique.

Deuxièmement, s'il en est ainsi, l'auteur se trompe quand il parle tout court[2] de « la volonté de toute la bourgeoisie », parce que l'époque de la révolution

1 Varlin était dans la Commune un des représentants de l'Internationale.

2 En français dans l'original, et Lénine traduit ensuite par l'expression russe signifiant « purement et simplement ».

démocratique se distingue justement par la différence d'aspirations des diverses catégories de la bourgeoisie, à peine libérée de l'absolutisme. Il est absurde de parler de révolution démocratique et de se borner à opposer purement et simplement le « prolétariat » et la « bourgeoisie », car cette révolution-là reflète une période de l'évolution où le gros de la société se trouve entre le prolétariat et la bourgeoisie et constitue une très large couche paysanne, petite-bourgeoise.

Cette couche gigantesque, précisément parce que la révolution démocratique n'est pas encore accomplie, a beaucoup plus d'intérêts communs avec le prolétariat, quant aux formes politiques, que la « bourgeoisie » au sens propre et étroit du mot. La méconnaissance de cette vérité bien simple est une des principales sources de la confusion de Martinov.

Allons plus loin :

« *S'il en est ainsi, en faisant peur à la plupart des éléments bourgeois, la lutte révolutionnaire du prolétariat ne peut aboutir qu'à une chose, la restauration de l'absolutisme sous sa forme primitive. Naturellement, le prolétariat ne s'arrêtera pas devant ce résultat possible, il ne renoncera pas à faire peur à la bourgeoisie au pis aller, s'il est à craindre que l'autocratie mourante soit ranimée et renforcée par l'octroi d'une pseudo-constitution. Mais en commençant le combat, il n'a évidemment pas en vue ce pis-aller.* »

Vous y comprenez quelque chose, lecteur ? Le prolétariat n'hésitera pas à faire peur à la bourgeoisie au risque d'amener la restauration de l'absolutisme, au cas où surgirait la menace de l'octroi d'une pseudo-constitution ! C'est comme si je disais : je suis menacé d'une des sept plaies d'Égypte sous la forme d'une journée de conversation avec Martinov tout seul ; aussi, au pis aller, j'ai recours à l'intimidation, ce qui peut avoir pour unique

résultat deux journées de conversation avec Martinov et avec Martov. Quelle macédoine, mon cher !

La pensée qui hantait Martinov lorsqu'il écrivait l'ineptie que nous avons reproduite était la suivante : si, à l'époque de la révolution démocratique, le prolétariat fait craindre à la bourgeoisie la révolution socialiste, cela ne conduira qu'à une réaction, qui affaiblira même les conquêtes démocratiques. Voilà tout. Il ne s'agit ni de la restauration de l'absolutisme sous sa forme primitive, ni de la disposition du prolétariat à recourir, au pis aller, aux pires bêtises. Tout se ramène, encore une fois, à la différence entre la révolution démocratique et la révolution socialiste, que Martinov oublie, et à l'existence d'une énorme population paysanne et petite-bourgeoise capable de soutenir la révolution démocratique[1], mais pas encore la révolution socialiste.

Écoutons encore notre intelligent Martinov :

« Il est évident que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie à la veille de la révolution bourgeoise doit, sous quelques rapports, se distinguer de cette même lutte dans sa dernière phase, à la veille de la révolution socialiste. »

Oui, c'est évident, et si Martinov s'était demandé en quoi consiste cette différence, il n'aurait probablement pas écrit tout le galimatias qui précède, ni toute sa brochure.

« La lutte pour l'influence sur le cours et sur l'issue de la révolution bourgeoise ne peut s'exprimer que d'une façon : le prolétariat fera une pression révolutionnaire sur la volonté de la bourgeoisie libérale et radicale ; les « basses » classes, plus démocratiques, de la société obligeront les « hautes » classes à accepter de mener la révolution bourgeoise jusqu'à sa fin logique. Dans cette lutte, le prolétariat posera, chaque fois, à la bourgeoisie, le dilemme

1 Martov reconnaît l'existence, outre les 100 millions de paysans, d'une « *bonne dizaine de millions de petits producteurs dans l'industrie* ».

suivant : ou bien revenir en arrière, dans les tenailles de l'absolutisme, où elle sera étouffée, ou bien aller en avant avec le peuple. »

Cette tirade est le point central de la brochure de Martinov. Là est son sel, là sont ses « idées » fondamentales. Examinons ces intelligentes idées. Qu'est-ce au fond que les « basses » classes de la société, ce « peuple », dont s'est souvenu enfin notre penseur ? Ce sont justement ces millions de petits-bourgeois des villes et de paysans, capables d'agir en démocrates révolutionnaires. Et qu'est-ce que la pression du prolétariat plus les paysans sur les « hautes » classes de la société, qu'est-ce que ce mouvement du prolétariat marchant en avant avec le peuple, en dépit de ces « hautes » classes ? C'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans, contre laquelle part en guerre notre suiveur. Il a peur seulement d'aller jusqu'au bout de sa pensée et d'appeler les choses par leur nom. Voilà pourquoi il prononce des mots dont il ne comprend pas la signification, voilà pourquoi il répète timidement, avec des contorsions ridicules et peu intelligentes, des mots d'ordre dont le véritable sens lui échappe.

Aussi n'est-ce qu'à un suiveur que peut arriver cette chose curieuse dans la partie la plus « intéressante » de ses conclusions : la pression révolutionnaire du prolétariat et du « peuple » sur les « hautes » classes de la société, mais sans la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Seul Martinov pouvait inventer pareille combinaison ! Il veut que le prolétariat menace les « hautes » classes de la société d'aller en avant avec le peuple, mais qu'en même temps le prolétariat décide fermement, avec ses chefs de la nouvelle *Iskra*, de ne pas aller de l'avant sur la route démocratique, car c'est la route de la dictature démocratique révolutionnaire. Martinov veut que le prolétariat fasse pression sur la volonté des « hautes » classes en révélant sa propre absence de

volonté[1]. Martinov veut que le prolétariat pousse les « hautes » classes à « accepter » de mener la révolution bourgeoise jusqu'à son terme logique démocratique et républicain, en exprimant sa propre peur de se charger avec le peuple de mener à terme la révolution, de prendre le pouvoir et la dictature démocratique. Martinov veut que le prolétariat soit l'avant-garde de la révolution démocratique, et en conséquence il fait un épouvantail au prolétariat de la perspective de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire en cas de succès de l'insurrection.

Nous avons atteint les bornes de la théorie réactionnaire des suiveurs. Saluons jusqu'à terre Martinov, ce saint homme, pour avoir porté à leur terme les tendances de la nouvelle *Iskra* et les avoir exprimées avec relief et système dans la question politique la plus actuelle et la plus importante[2].

III

D'où vient la confusion de Martinov ?

De ce qu'il confond la révolution démocratique avec la révolution socialiste, de ce qu'il oublie le rôle de la catégorie intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat (la masse petite-bourgeoise des pauvres gens des villes et des campagnes, semi-prolétaires, semi-patrons), de

1 Nous avons déjà noté la sottise de cette idée que le prolétariat, même au dernier des pis-aller, pourrait ramener la bourgeoisie en arrière (N. L.).

2 Cet article était déjà composé, quand nous avons reçu le n° 93 de l'*Iskra,* sur lequel nous aurons à revenir (N. L.). Dans ce numéro se trouvait un article de Martinov intitulé : « Perspectives révolutionnaires ». L'auteur y préconisait cette tactique : la révolution actuelle étant bourgeoise, le parti du prolétariat ne doit pas entrer, de peur de se discréditer, dans un gouvernement provisoire, mais prendre un rôle d'opposition révolutionnaire.

ce qu'enfin il ne comprend pas le véritable sens de notre programme minimum.

Martinov a entendu dire qu'un socialiste ne doit pas entrer dans un ministère bourgeois (quand le prolétariat lutte pour la révolution socialiste), et il s'est dépêché de « comprendre » qu'il ne faut pas prendre part, avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, à une révolution démocratique et à la dictature qui est nécessaire pour couronner cette révolution. Martinov a lu notre programme minimum, mais il n'a pas remarqué que la distinction sévère qu'il établit entre les réformes réalisables sous le régime bourgeois et les réformes socialistes n'a pas seulement un intérêt livresque, mais encore une importance vitale et pratique. Il n'a pas remarqué que, dans une période révolutionnaire, ce programme doit être immédiatement éprouvé et mis en pratique. Il n'a pas réfléchi que repousser la dictature démocratique révolutionnaire au moment où s'écroule l'autocratie, c'est refuser de réaliser notre programme minimum[1].

En effet, rappelez-vous seulement toutes les réformes économiques et politiques réclamées dans ce programme : République, armement du peuple, séparation de l'Église et de l'État, libertés démocratiques, réformes économiques radicales. N'est-il pas clair que la réalisation de ces réformes en régime bourgeois est inconcevable sans la dictature révolutionnaire démocratique des classes inférieures ? N'est-il pas clair qu'il s'agit ici non pas seulement du prolétariat, par opposition à la bourgeoisie, mais des classes « inférieures » qui sont le moteur actif de toute révolution démocratique ? Ces classes, c'est le prolétariat, plus des dizaines de millions de pauvres gens des villes et des campagnes dont les conditions d'existence sont petites-bourgeoises. Beaucoup dans cette masse

1 Dont Martinov réclame lui-même l'application dans son article du n° 39 de l'*Iskra*. (N. L.)

appartiennent à la bourgeoisie, c'est certain. Mais il est encore plus certain que l'intérêt de cette masse réclame la réalisation complète de la démocratie et que, plus elle est éclairée, plus certainement elle combattra pour cette complète démocratie. Un social-démocrate n'oubliera jamais, évidemment, la double nature économique et politique de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, il n'oubliera jamais la nécessité d'une organisation séparée et indépendante du prolétariat luttant pour le socialisme. Mais il n'oubliera pas non plus que cette masse a, *« outre un passé, un avenir, outre des préjugés, un jugement »,* qui la pousse en avant, vers la dictature révolutionnaire démocratique ; il n'oubliera pas que la lumière n'est pas donnée seulement par le livre, mais aussi et surtout par la marche même de la révolution, qui ouvre les yeux et dispense l'éducation politique[1].

Dans ces conditions, une théorie qui rejette l'idée de la dictature révolutionnaire démocratique ne peut être considérée que comme la justification philosophique d'une politique retardataire.

Un social-démocrate révolutionnaire repoussera avec mépris une pareille théorie. À la veille de la révolution, il ne se bornera pas à signaler les « pis-aller ». Non, il signalera aussi la possibilité d'une heureuse issue. Il rêvera, – car il doit rêver, s'il n'est pas un pédant incurable – qu'après l'expérience gigantesque de l'Europe, après l'énorme sursaut d'énergie de la classe ouvrière russe, nous réussirons à faire briller d'un éclat sans précédent la lumière éclatante de la révolution devant la masse inculte et humiliée. Il rêvera que nous réussirons, appuyés sur les épaules de plusieurs générations révolutionnaires, à réaliser avec une perfection encore inconnue toutes les réformes démocratiques, tout notre

1 Lénine a plus tard intitulé un de ses articles : « La révolution instruit »

programme minimum ; que nous réussirons à faire de la révolution russe un mouvement non pas de quelques mois, mais de plusieurs années, qui n'arrachera pas seulement des concessions insignifiantes aux autorités, mais entraînera leur écroulement complet. Si cela arrive, alors... alors l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe ; l'ouvrier européen, accablé par la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour et nous montrera « comment il faut faire » ; alors l'élan révolutionnaire de l'Europe se répercutera en Russie et transformera une époque révolutionnaire de quelques années en une époque révolutionnaire de plusieurs dizaines d'années[1] ; alors... mais nous aurons encore bien des fois l'occasion de parler de ce que nous ferons « alors », et d'en parler, non plus du fond de ce maudit Genève, si éloigné, mais devant des milliers d'ouvriers assemblés dans les rues de Moscou et de Pétersbourg, devant des réunions libres de moujiks russes.

IV

Aux philistins de la nouvelle *Iskra* et au maître de leurs pensées, notre bon docteur de la loi Martinov, ces rêves semblent naturellement étranges et bizarres. Ils craignent la réalisation complète de notre programme minimum par la dictature révolutionnaire du simple peuple. Ils craignent pour leur propre « conscience », ils craignent de perdre les connaissances amassées (mais non

1 Dans sa brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique,* publiée en juillet 1905, Lénine exprime la même idée : « *Nous ne devons pas craindre (comme Martinov) la pleine victoire de la social-démocratie dans une révolution démocratique, c'est-à-dire la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans, car cette victoire nous donnera la possibilité de soulever l'Europe, et le prolétariat socialiste d'Occident, rejetant le joug de la bourgeoisie, nous aidera à son tour à accomplir la révolution socialiste.* » (Chapitre X.)

assimilées) dans les livres, ils craignent de n'être plus en état de distinguer les pas réguliers et hardis des réformes démocratiques des sauts aventureux d'un socialisme populiste, ignorant des classes, ou de l'anarchisme. Leur âme philistine leur suggère à juste raison que, dans une rapide avance, il est plus malaisé de distinguer la bonne route et de résoudre vivement des problèmes complexes et nouveaux que dans la routine du petit travail quotidien. Voilà pourquoi ils murmurent instinctivement : Je n'en suis plus ! Que le calice de la dictature révolutionnaire démocratique me soit épargné ! Nous allons à la mort, Messieurs ! Allez plutôt « à pas lents, en zigzag » !...

Il n'est pas étonnant que Parvus, qui soutenait si magnanimement la nouvelle *Iskra* tant qu'il s'agissait principalement de coopter les plus anciens et les plus méritants, se soit finalement senti mal à l'aise dans une société aussi marécageuse. Il n'est pas étonnant qu'il y ait ressenti de plus en plus le dégoût de vivre, le *tædium vitæ*. Et à la fin, il s'est révolté. Il ne s'est pas borné à défendre le mot d'ordre *Organisez la révolution*, qui a provoqué une telle terreur dans le camp de la nouvelle *Iskra* ; il ne s'est pas borné à écrire des appels, que l'*Iskra* a imprimés sur des feuilles séparées, en y supprimant même, à cause de leurs horreurs « jacobines », toute mention du Parti ouvrier social-démocrate[1]. Délivré du cauchemar de la profonde théorie d'Axelrod (ou de Luxemburg ?) sur l'« organisation-processus », Parvus a réussi, enfin, à aller

1 Je ne sais si nos lecteurs ont remarqué un fait caractéristique : dans le fatras publié par la nouvelle *Iskra* sous forme de tracts, il y a eu de bonnes choses, signées Parvus. Ce sont précisément ces dernières que la rédaction a reniées, en refusant d'y mentionner notre parti et sa librairie *(*N. L.). Martov, dans son *Histoire de la social-démocratie russe,* donne une idée de la quantité des publications lancées à cette époque par les mencheviks : *Iskra,* 10 000-15 000 exemplaires ; proclamations périodiques sur la guerre, réimprimées en province à des centaines de milliers d'exemplaires,

de l'avant, au lieu de marcher à reculons comme l'écrevisse. Il n'a pas voulu faire le travail de Sisyphe consistant à corriger sans fin les bêtises de Martinov et de Martov. Il a pris directement la défense (malheureusement, aux côtés de Trotsky)[1] de l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire, de l'idée que la social-démocratie doit prendre part au gouvernement révolutionnaire provisoire après la chute de l'autocratie. Parvus a mille fois raison quand il dit que la social-démocratie ne doit pas craindre d'aller bravement de l'avant et de porter à l'ennemi des coups combinés avec l'aide de la démocratie bourgeoise révolutionnaire, à la condition absolue (et rappelée fort à propos) de ne pas confondre les organisateurs, de « marcher séparément et frapper ensemble »[2], de ne pas cacher la diversité des intérêts, de surveiller son allié comme un ennemi, etc.

Nous approuvons chaudement tous ces mots d'ordre d'un social-démocrate révolutionnaire qui a tourné le dos aux « suiveurs ». Mais nous ne sommes que plus désagréablement surpris de certaines fausses notes. Et ce n'est pas par esprit de chicane que nous indiquons ces petites erreurs, mais parce qu'on exige beaucoup de qui promet beaucoup. Il serait extrêmement dangereux maintenant que la position juste de Parvus se trouvât compromise par sa propre imprudence.

Une de ces phrases au moins imprudentes est ce passage de sa préface à la brochure de Trotsky[3] : « *Si nous*

1 Trotsky avait publié à Genève, fin 1904, une brochure intitulée : *Nos objectifs politiques,* où il se classait délibérément dans « la minorité » en matière d'organisation et critiquait vivement les idées développées par Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière.*

2 Ces paroles de Marx « *getrennt marschieren, vereint schlagen* » étaient le titre d'un article de Plékhanov dans le n° 87 de l'*Iskra.*

3 Il s'agit de la brochure de Trotsky : *Avant le 9 janvier,* écrite à Genève à la fin de 1904, mais publiée seulement après le 9 janvier. Dans la préface qu'il écrivait pour cette brochure, Parvus

voulons isoler le prolétariat révolutionnaire des autres tendances politiques, nous devons savoir nous mettre moralement à la tête du mouvement révolutionnaire [c'est vrai], être plus révolutionnaires que tous. » C'est faux. C'est-à-dire que c'est faux si on l'entend au sens général qui est celui de la phrase de Parvus. C'est faux au point de vue du lecteur qui prend cette préface en elle-même, indépendamment de Martinov et de la nouvelle *Iskra*, que Parvus ne nomme pas. Si l'on considère cette proposition dialectiquement, c'est-à-dire relativement, concrètement, sous toutes ses faces, sans imiter ces virtuoses de la littérature qui, même des années après, cueillent dans une œuvre des phrases isolées pour en dénaturer le sens, alors il est clair que Parvus en a ici contre le « suivisme » et, dans cette mesure, sa pensée est juste (voyez en particulier ses derniers mots : « *Si nous sommes en retard sur le développement révolutionnaire* », etc.). Mais le lecteur ne peut pas avoir en vue seulement les « suiveurs », car parmi les amis dangereux de la révolution dans le camp révolutionnaire, il y a, outre les suiveurs, encore pas mal de gens : il y a les socialistes-révolutionnaires[1], il y a les gens entraînés par le flot des événements et impuissants devant la phrase révolutionnaire, comme les Nadejdine et consorts[2], ou bien ceux chez qui l'instinct rem-

exprimait l'idée que la force motrice de la révolution étant la classe ouvrière et sa méthode décisive la grève générale et l'insurrection, le pouvoir, en cas de victoire, devait passer aux ouvriers.

1 Le parti socialiste-révolutionnaire avait justement un grand succès non seulement dans les campagnes, mais dans toute la démocratie des villes ; même parmi le gros des ouvriers, il concurrençait la social-démocratie à cause de mots d'ordre comme la terreur, la nationalisation du sol...

2 La critique de ce groupe de la *Svoboda* a déjà été faite par Lénine dans *Que faire ?* Nadejdine était depuis lors entré dans le parti social-démocrate et publiait à Genève depuis le 15 février 1905 une revue intitulée : *Au pays natal. Échos de l'étranger.*

place la philosophie révolutionnaire (dans le genre de Gapone). Parvus les a oubliés ; et il les a oubliés parce que son exposé, le développement de sa pensée n'étaient pas libres, mais liés par l'agréable souvenir de la théorie de Martinov contre laquelle il met en garde le lecteur. Son exposé n'est pas assez concret, car il ne compte pas avec tout l'ensemble des divers courants révolutionnaires existant en Russie, qui sont inévitables à l'époque de la révolution démocratique et qui reflètent naturellement la faible différenciation de la société à cette époque. Des idées socialistes confuses, parfois même réactionnaires, pénètrent tout naturellement alors dans les programmes révolutionnaires démocratiques, en se dissimulant derrière la phrase révolutionnaire (rappelez-vous les socialistes-révolutionnaires et Nadejdine, qui, semble-t-il, n'a fait que changer de nom en passant des socialistes-révolutionnaires à la nouvelle *Iskra*).

Dans ces conditions, nous autres, social-démocrates, nous ne soutiendrons jamais le mot d'ordre : Être plus révolutionnaire que tous. L'esprit révolutionnaire d'un démocrate qui a perdu le contact avec sa classe, qui fait parade de phrases et a un faible pour les mots d'ordre à la mode et à bon marché (surtout en matière agraire) ne nous attire pas ; au contraire, nous nous en méfierons toujours, nous démasquerons le véritable sens des mots, le contenu véritable des grands événements idéalisés, en enseignant à distinguer froidement entre les classes et entre les différentes nuances à l'intérieur des classes aux moments les plus brûlants de la révolution.

De même, et pour la même raison, sont fausses ces autres propositions de Parvus : « *Le gouvernement révolutionnaire provisoire en Russie sera le gouvernement de la démocratie ouvrière* » ; « *si la social-démocratie se met à la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, alors ce gouvernement sera social-démocrate* » ; le gouvernement provisoire social-démocrate

« sera un gouvernement homogène avec une majorité social-démocrate ».

Cela ne peut pas être, si l'on parle non pas d'épisodes accidentels et passagers, mais d'une dictature révolutionnaire tant soit peu durable, pouvant laisser une trace dans l'histoire. Cela ne peut être, parce que seule sera solide (non pas absolument, mais relativement) une dictature révolutionnaire appuyée sur l'énorme majorité du peuple. Or le prolétariat ne forme actuellement que la minorité de la population russe[1]. Pour devenir une majorité énorme, écrasante, il lui faut s'unir à la masse des demi-prolétaires et des demi-patrons, c'est-à-dire à la masse pauvre de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Cette composition de la base sociale de la dictature révolutionnaire démocratique possible et désirable influera, évidemment, sur la composition du gouvernement révolutionnaire, rendra inévitable l'entrée, ou même la prépondérance, dans ce gouvernement, des représentants les plus variés de la démocratie révolutionnaire. Il serait extrêmement dangereux de nous faire la moindre illusion à cet égard. Si Trotsky écrit maintenant (malheureusement aux côtés de Parvus) qu'*« un prêtre Gapone a pu apparaître une fois, mais qu'un second Gapone est impossible »*, ce ne sont que des phrases[2]. S'il

1 Pour son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie,* Lénine avait eu à faire le décompte de la population vivant du salariat, et il l'avait estimée à environ 10 millions, dont un million et demi d'ouvriers des usines, des mines et des transports. La statistique de 1898 donnait pour les mines, l'industrie, les transports, le bâtiment et le commerce 3 322 000 salariés.

2 Dans la postface à sa brochure : *Avant le 9 janvier,* Trotsky écrit : *« La révolution russe, qui est commencée, arrive à son point culminant : l'insurrection de tout le peuple. Organiser cette insurrection, dont dépend la destinée prochaine de la révolution, voilà la tâche de chacun de nous. Un prêtre Gapone a pu apparaître une fois. Pour qu'il pût accomplir l'œuvre qu'il a accomplie, il fallait les illusions exceptionnelles qui l'emportaient. Mais lui-même n'a pu rester que peu de temps à la tête*

n'y avait pas de place pour un second Gapone, il n'y aurait pas place non plus pour une révolution démocratique vraiment grande, allant jusqu'au bout.

Pour être grande, pour rappeler 1789-1793, et non 1848-1850, et les surpasser même, la révolution doit éveiller à la vie active, aux efforts héroïques, « à la véritable activité créatrice » des masses gigantesques, en les tirant de leur ignorance effrayante, de leur humiliation inouïe, de leur sauvagerie incroyable, de leur hébétement désespéré. Elle les réveille déjà, elle les réveillera, et la tâche est facilitée par la résistance convulsive du gouvernement lui-même. Mais, évidemment, il ne saurait être question d'une conscience politique éclairée, d'une conscience social-démocrate, chez ces masses et chez leurs nombreux meneurs spontanés, populaires et même paysans. Ils ne peuvent, sans avoir passé par une série d'épreuves révolutionnaires, devenir tout de suite social-démocrates, non seulement à cause de leur ignorance (la révolution, nous le répétons, instruit les gens avec une rapidité fabuleuse), mais surtout parce que leur terrain social n'est pas prolétarien, parce que la logique

---

des masses. Le prolétariat révolutionnaire gardera toujours la mémoire du prêtre Georges Gapone. Mais ce sera la mémoire d'un héros isolé, presque légendaire, qui a ouvert les écluses du torrent révolutionnaire. Si aujourd'hui paraissait une seconde figure égale à Gapone par l'énergie, par l'enthousiasme révolutionnaire et par la force des illusions politiques, elle viendrait trop tard. Ce qui chez Georges Gapone était grand pourrait maintenant sembler ridicule. Un second Gapone est impossible, car ce qu'il faut maintenant, ce ne sont pas des illusions enflammées, mais une conscience révolutionnaire claire, un plan d'action précis, une organisation révolutionnaire souple, capable de donner aux masses un mot d'ordre, de les amener sur le champ de bataille, de sonner l'offensive sur toute la ligne et de conduire l'affaire jusqu'à une fin victorieuse. Cette organisation ne peut être donnée que par la social-démocratie et par personne en dehors d'elle... À la tête de la révolution est le prolétariat, à la tête du prolétariat la social-démocratie. »

objective de l'évolution historique leur impose pour le moment comme objectif une révolution non pas socialiste, mais démocratique.

Le prolétariat révolutionnaire prendra part à cette révolution avec toute son énergie, en rejetant le misérable « suivisme » des uns et la phrase révolutionnaire des autres, en portant la notion précise de classe et la conscience dans le torrent vertigineux des événements, en marchant obstinément et hardiment de l'avant, sans craindre la dictature révolutionnaire démocratique, au contraire en la désirant passionnément, en combattant pour la république et pour la pleine liberté républicaine, pour de sérieuses réformes économiques, afin de donner une arène vaste et véritablement digne du XX^e^ siècle à sa lutte pour le socialisme.

Vpériod, n° 13, 23 mars, et n° 14, 30 mars 1905.

La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans[1]

La question de la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire a été portée à l'ordre du jour moins par le cours des événements que par les raisonnements théoriques d'une tendance social-démocrate[2]. Dans deux feuilletons (n^os^ 13 et 14), nous avons analysé les raisonnements de Martinov, qui, le premier, a posé cette question. À ce qu'il paraît, l'intérêt qu'elle suscite est si grand et les malentendus engendrés par ces raisonnements (voir surtout le n° 93 de l'*Iskra*)[3] sont si énormes qu'il faut encore une fois s'y arrêter. Il est probable que nous serons obligés sous peu de résoudre ce problème autrement qu'en théorie. Mais,

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VI, p. 133-140.

2 Dans son discours au troisième congrès « Sur la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire », Lénine répète : « *Au premier abord, il peut sembler étrange qu'une pareille question se présente. On pourrait penser que les affaires de la social-démocratie sont brillantes et que la probabilité de sa participation au gouvernement révolutionnaire provisoire est très grande. Il n'en est rien. Examiner cette question du point de vue d'une réalisation pratique prochaine serait du donquichottisme. Mais la question nous a été imposée moins par la situation réelle que par une polémique de littérateurs. Il faut toujours avoir en vue qu'elle a été soulevée pour la première fois par Martinov avant le 9 janvier.* »

3 Le n° 93 de l'*Iskra,* paru le 17 mars 1905, contient en effet sur ce sujet une *Lettre politique* de Trotsky, l'article de Martov : « Le parti ouvrier et la "prise du pouvoir" comme notre objectif immédiat » et les « Perspectives révolutionnaires » de Martinov.

quoi que pensent les social-démocrates de cette probabilité, la clarté de ses buts immédiats est une nécessité pour le parti. Sans réponse claire à cette question, il nous est impossible d'avoir une propagande et une agitation suivies, sans oscillations ni obscurités.

Tâchons de rétablir le fond de la question discutée.

Si nous voulons ne pas nous contenter de concessions, mais véritablement abattre l'autocratie, nous devons nous efforcer de remplacer le gouvernement tsariste par un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui d'abord convoquera l'Assemblée constituante sur la base du vrai suffrage universel direct, égal et secret et qui ensuite assurera une entière et réelle liberté pendant les élections.

Cela dit, la question se pose : est-il permis au Parti ouvrier social-démocrate de prendre part à ce gouvernement révolutionnaire provisoire ? Cette question avait été posée pour la première fois par l'aile opportuniste de notre parti, par Martinov, avant le 9 janvier[1], et Martinov, comme après lui l'*Iskra*, avaient du reste répondu par la négative. Martinov cherchait à pousser à l'absurde le point de vue des social-démocrates révolutionnaires en leur faisant craindre que, si nous réussissions à bien organiser la révolution, si notre parti prenait la direction de l'insurrection populaire, nous fussions obligés d'entrer dans le gouvernement révolutionnaire provisoire. Or, d'après lui, c'était là une inadmissible « prise de pouvoir », c'était du « vulgaire jauressisme »[2], impossible pour un parti de classe comme la social-démocratie.

Arrêtons-nous sur les raisonnements des tenants de cette opinion. Étant dans le gouvernement provisoire, nous dit-on, la social-démocratie détiendra le pouvoir ; or,

1 Dans la brochure *Deux dictatures,* dont le passage essentiel a été cité dans l'article précédent.

2 Ces expressions de « prise du pouvoir » et de « vulgaire jauressisme » sont reprises par Martov.

la social-démocratie, parti du prolétariat, ne peut détenir le pouvoir sans tenter de réaliser notre programme maximum, c'est-à-dire sans tenter d'accomplir la révolution socialiste. Or, aujourd'hui, dans une pareille entreprise elle essuiera forcément un échec, se couvrira de honte, et fera seulement le jeu de la réaction. Voilà pourquoi l'entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire provisoire est inadmissible.

Ce raisonnement repose sur la confusion de la révolution démocratique et de la révolution socialiste, de la lutte pour la république (en entendant par là tout notre programme minimum) et de la lutte pour le socialisme. En voulant prendre pour but immédiat la révolution socialiste, la social-démocratie, en effet, se couvrirait de honte. Ce sont justement ces idées confuses et troubles de nos socialistes-révolutionnaires[1] que la social-démocratie a toujours combattues. C'est précisément pour cela qu'elle a toujours insisté sur le caractère bourgeois de la prochaine révolution russe ; c'est pour cela qu'elle a réclamé la stricte séparation du programme minimum démocratique et du programme maximum socialiste[2]. Tout cela, certains social-démocrates enclins à céder

1 Lénine avait, dans un article du *Vpériod* intitulé : *Du populisme au marxisme,* critiqué le programme du Parti socialiste-révolutionnaire comme un mélange confus des vieilles idées populistes et de principes marxistes. Les socialistes-révolutionnaires raisonnaient ainsi : seuls le prolétariat, les paysans travailleurs et les intellectuels révolutionnaires sont intéressés à renverser le tsarisme ; au contraire, la noblesse foncière, les gros commerçants ou industriels et les gros paysans ont encore besoin de lui ; donc la révolution qui vient ne sera pas bourgeoise.

2 Le programme adopté au deuxième congrès comprend un programme maximum, qui contient les buts finaux du parti (la révolution sociale par la dictature du prolétariat) et un programme minimum, fixant comme objectif immédiat le renversement de l'autocratie et son remplacement par une « république démocratique ».

aux éléments peuvent l'oublier en temps de révolution, mais pas le parti comme tel. Les tenants de cette opinion fausse tombent en adoration devant la force des éléments et croient que la marche des choses obligera la social-démocratie à entreprendre contre sa volonté la révolution socialiste. S'il en était ainsi, notre programme serait faux et ne correspondrait pas à « la marche des choses » : c'est ce que craignent les gens qui s'inclinent devant les éléments ; ils tremblent pour la vérité de notre programme. Mais leur frayeur (dont nous avons tâché dans nos feuilletons de donner l'explication psychologique) est tout à fait injustifiée. Notre programme est juste. C'est la marche des choses qui le démontrera, et de plus en plus. La marche des choses nous « imposera » la nécessité absolue de lutter férocement pour la république, elle orientera pratiquement de ce côté nos forces, les forces du prolétariat politiquement actif. La marche des choses nous imposera fatalement, pendant la révolution démocratique, une telle multitude d'alliés parmi la petite bourgeoisie et les paysans (dont les intérêts vitaux exigeront justement la réalisation du programme minimum) que toute crainte d'un passage trop brusque au programme maximum est absolument ridicule.

Mais, d'un autre côté, ces alliés venant de la démocratie petite-bourgeoise suscitent de nouvelles craintes parmi les social-démocrates d'une certaine tendance, la crainte du « vulgaire jauressisme ». Prendre part au gouvernement avec la démocratie bourgeoise est chose prohibée par la résolution du congrès d'Amsterdam[1] ; c'est du jauressisme, c'est trahir inconsciemment les intérêts du prolétariat, le transformer en appendice de la bourgeoisie, le dépraver par l'éclat factice d'un pouvoir

1 Le congrès d'Amsterdam, le sixième de la II^e^ Internationale, venait de se tenir, en août 1904, et après de longs débats avait condamné le révisionnisme et ses conséquences, entre autres la participation au pouvoir en régime bourgeois.

dont la réalité est absolument inaccessible aux ouvriers dans la société bourgeoise.

Ce raisonnement n'est pas moins faux. II montre que ses auteurs ont appris par cœur de bonnes résolutions, mais n'en ont pas compris le sens ; ils savent certaines phrases antijauressistes, mais ils ne les ont pas digérées et ils les emploient à tort et à travers ; ils ont saisi la lettre, mais non l'esprit des dernières leçons de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

Celui qui veut juger le jauressisme du point de vue du matérialisme dialectique doit séparer strictement les motifs subjectifs des conditions historiques objectives. Subjectivement, Jaurès voulait sauver la république, en s'alliant pour cela à la démocratie bourgeoise. Les conditions objectives de cette « expérience » étaient les suivantes : la république en France était un fait et aucun danger sérieux ne la menaçait ; la classe ouvrière avait pleine possibilité de développer son organisation politique indépendante, mais n'utilisait pas assez cette possibilité, en partie sous l'influence des brillants et abondants exercices parlementaires de ses chefs ; l'histoire posait déjà devant la classe ouvrière le problème de la révolution socialiste, dont tous les Millerand détournaient le prolétariat par la promesse de minuscules réformes sociales.

Prenez maintenant la Russie. Subjectivement, des social-démocrates révolutionnaires dans le genre de Parvus ou des camarades du *Vpériod* veulent défendre la république, en s'alliant pour cela à la démocratie bourgeoise révolutionnaire. Les conditions objectives diffèrent de celles qui existent en France comme le ciel diffère de la terre. Objectivement, la marche historique des événements pose maintenant devant le prolétariat russe le problème de la révolution démocratique bourgeoise (dont nous résumons tout le contenu dans le mot « république ») ; ce même problème se dresse devant tout le peuple, c'est-à-dire devant la masse de la petite

bourgeoisie et des paysans ; sans cette révolution, on ne saurait concevoir aucun développement sérieux d'une organisation indépendante du prolétariat en vue de la révolution socialiste.

Représentez-vous concrètement la différence des conditions objectives et dites : que faut-il penser des gens qui oublient cette différence et se laissent séduire par la ressemblance de quelques mots, la similitude de certaines lettres, l'identité des motifs subjectifs ?

Parce que Jaurès en France s'inclinait devant la réforme sociale bourgeoise, en se justifiant à tort par son intention subjective de défendre la République, nous devrions, nous autres, social-démocrates russes, renoncer à combattre sérieusement pour la république ! C'est pourtant à cette conclusion qu'aboutit la sagesse de la nouvelle *Iskra*.

En effet, n'est-il pas clair que la lutte du prolétariat pour la république est impossible, s'il ne s'allie pas avec la masse petite-bourgeoise du peuple ? N'est-il pas clair que, sans la dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans, il ne peut y avoir le moindre espoir de succès ?

Un des principaux défauts de l'opinion discutée ici, c'est son absence de vie, son formalisme, c'est qu'elle perd de vue les conditions du moment révolutionnaire. Lutter pour la république et en même temps renoncer à la dictature révolutionnaire démocratique, c'est comme si Oyama avait voulu se mesurer avec Kouropatkine sous Moukden en repoussant d'avance l'idée d'y entrer[1]. Si nous autres, peuple révolutionnaire, c'est-à-dire prolétariat et paysans, nous voulons « frapper ensemble » l'autocratie,

1 Les combats acharnés engagés sous les murs de Moukden, capitale de la Mandchourie, entre l'armée russe, commandée par Kouropatkine, et l'armée japonaise d'Oyama venaient de se terminer par l'occupation de la ville par les Japonais (25 février 1905). Ce fut la dernière grande bataille de la guerre russo-japonaise, celle qui décida de son issue.

nous devons ensemble l'abattre, ensemble l'anéantir et ensemble repousser les inévitables tentatives de restauration. (Nous le répétons encore une fois, pour éviter tout malentendu, par république nous entendons moins une forme de gouvernement que tout l'ensemble des réformes démocratiques de notre programme minimum).

Il faut, en vérité, se faire une idée enfantine de l'histoire pour se figurer que tout ira sans heurts, comme sur une ligne droite lentement et régulièrement ascendante : d'abord la haute bourgeoisie libérale, – petites concessions de l'autocratie ; puis la petite bourgeoisie révolutionnaire, – république démocratique ; enfin le prolétariat, – révolution socialiste. Ce tableau est vrai dans ses grandes lignes, à la longue[1], dans l'espace d'un siècle (par exemple, pour la France, de 1789 à 1905) ; mais quant à se tracer d'après lui un plan d'action dans une époque révolutionnaire, pour cela il faut être un virtuose de la pédanterie. Si l'autocratie russe ne réussit pas à se tirer d'affaire maintenant, au prix d'une constitution tronquée, si elle est non seulement ébranlée, mais véritablement renversée, il est évident qu'il faudra un gigantesque effort révolutionnaire de toutes les classes d'avant-garde pour sauver cette conquête. Or, cela n'est autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans ! Plus nous conquerrons aujourd'hui, plus nous mettrons d'énergie à défendre nos conquêtes, et moins sera grande la part que pourra nous enlever ensuite l'inévitable réaction, moins cet intermède de la réaction durera, moins la tâche des combattants prolétariens qui viendront après nous sera difficile.

Et il se trouve des gens qui veulent exactement mesurer d'avance, avant le combat, le bien modeste morceau de nos conquêtes futures, des gens qui, avant la chute de

1 Lénine traduit littéralement cette expression, en ajoutant *« comme disent les Français »*.

l'autocratie, avant même le 9 janvier, ont jugé bon d'effrayer la classe ouvrière de Russie avec l'épouvantail de la terrible dictature révolutionnaire démocratique ! Et ces gens brandissant leur mesure prétendent au nom de social-démocrates révolutionnaires...

Participer au gouvernement provisoire avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, geignent-ils, mais c'est consacrer le régime bourgeois, consacrer le maintien des prisons et de la police, du chômage et de la misère, de la propriété et de la prostitution[1]. Voilà un argument digne soit d'anarchistes, soit de populistes. La social-démocratie ne se détourne pas de la lutte pour la liberté politique sous prétexte que c'est une liberté politique bourgeoise. Elle considère la « consécration » du régime bourgeois du point de vue historique. Quand on demanda à Feuerbach s'il consacrait le matérialisme de Büchner, de Vogt et de Moleschott[2], il répondit : je consacre le matérialisme par

1 Si, écrivit Martov dans le n° 93 de l'*Iskra*, nous prenons part, en qualité d'un des partis dirigeants, à un gouvernement qui réorganise la Russie, alors *« nous prenons la responsabilité de toutes les conséquences de la limitation historique de la révolution bourgeoise, nous faisons campagne non seulement contre la présence dans l'administration de la Russie rénovée d'éléments réactionnaires, mais pour leur remplacement par certains éléments progressifs, nous consacrons toutes sortes d'instruments « réorganisés » de la domination politique de la bourgeoisie, armée et officiers, police et geôliers, bureaucratie et magistrature et... nous nous trouvons à un moment donné, en antagonisme violent avec le gros du prolétariat, à l'égard de qui, malgré notre participation au gouvernement, restent en vigueur toutes les lois "immanentes" du régime bourgeois qui ont nom misère, chômage, inégalité, contrainte... »*

2 Büchner, dont l'œuvre capitale, *Force et matière,* date de 1855, Vogt et Moleschott, dont les principaux travaux parurent vers le milieu du XIX*e* siècle, étaient des physiciens et des physiologues dont le matérialisme ne touchait ni la philosophie, ni les sciences sociales ; Feuerbach au contraire était un philosophe disciple de Hegel et dont les idées philosophiques et religieuses ont eu une grande influence sur Marx et Engels. Les trois premiers furent largement répandus en Russie vers 1860-1870.

rapport au passé, mais non par rapport à l'avenir. C'est exactement de la même façon que la social-démocratie consacre le régime bourgeois. Elle n'a jamais eu et n'aura jamais peur de dire qu'elle consacre le régime bourgeois de la république démocratique en comparaison du régime bourgeois de l'autocratie. Mais elle « consacre » la république bourgeoise seulement comme la dernière forme de la domination bourgeoise, comme l'arène la plus commode pour la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ; elle la consacre non pas pour ses prisons et sa police, pour sa propriété et sa prostitution, mais en vue d'une lutte large et libre contre ces aimables institutions.

Évidemment, nous sommes loin d'affirmer qu'en prenant part au gouvernement révolutionnaire provisoire, la social-démocratie ne s'expose à aucun danger. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de forme de lutte ni de situation politique ne comportant aucun danger. Si l'on n'a ni instinct de classe révolutionnaire, ni philosophie cohérente et au niveau de la science, ni (que les camarades de la nouvelle *Iskra* me pardonnent !) raison dans la tête, alors il est dangereux et de participer aux grèves – cela peut mener à l'économisme –, et de participer à la lutte parlementaire – cela peut finir par le crétinisme parlementaire –, et de soutenir la démocratie libérale des municipalités – cela peut avoir pour résultat un « plan de campagne municipale »[1]. Alors, il est dangereux... même de lire les ouvrages excellents de Jaurès et d'Aulard sur l'histoire de la révolution française – car cela peut aboutir à la brochure de Martinov sur les *Deux dictatures* !*[2]*.

1 Allusion au plan élaboré par Axelrod, critiqué par Lénine dans le premier extrait de ce volume.

2 Martinov raconte dans ses mémoires *(Une grande vérification historique)* que se demandant après le congrès de Londres si **la** Russie pouvait répéter l'expérience de la France de 1793, il se mit à étudier l'histoire de la Convention. « *Le fruit de cette étude,* dit-il, *fut ma brochure* Deux dictatures. »

Évidemment, si la social-démocratie oubliait un seul instant les traits sociaux qui distinguent le prolétariat de la petite bourgeoisie, si elle concluait mal à propos une alliance désavantageuse avec quelque parti d'intellectuels petits-bourgeois ne méritant pas la confiance[1], si elle perdait de vue une seule minute ses buts indépendants et la nécessité (dans toutes les situations et toutes les conjonctures politiques, dans toutes les évolutions et révolutions politiques) de développer à tout prix la conscience de classe du prolétariat et son organisation politique indépendante, – alors la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire serait extrêmement dangereuse. Mais, dans ces conditions, nous le répétons, n'importe quelle démarche politique est également dangereuse.

À quel point il est injuste de lier ces dangers possibles à la façon dont la social-démocratie révolutionnaire définit ses objectifs immédiats, quelques données très simples le montreront. Nous ne parlerons pas de nous, nous ne reproduirons pas les multiples déclarations, avertissements, indications sur ce sujet du journal *Vpériod*[2]. Il nous suffira de citer Parvus. Tout en se prononçant pour l'entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire provisoire, il souligne avec une extrême énergie les conditions que nous ne devons jamais oublier : frapper ensemble, marcher séparément, ne pas mélanger

1 Lénine a en vue le Parti socialiste-révolutionnaire. Le troisième congrès définit : 1) des accords provisoires de combat avec les organisations des socialistes-révolutionnaires en vue de la lutte contre l'autocratie peuvent être dans certains cas utiles ; 2) ces accords ne doivent en aucun cas limiter la pleine indépendance du Parti social-démocrate ni attenter à la cohérence et à la pureté de sa tactique prolétarienne et de ses principes.

2 Lénine n'a jamais négligé, en parlant de bloc contre l'autocratie avec la « démocratie bourgeoise », de souligner que le prolétariat ne devait aucunement oublier l'opposition d'intérêts existant entre lui et les classes dirigeantes.

les organisations, surveiller notre allié comme nous ferions d'un ennemi, etc. Nous ne nous arrêtons pas sur ce côté de la question, déjà exposé dans notre feuilleton.

Non, le véritable danger politique qui menace la social-démocratie ne se trouve pas là où le cherche la nouvelle *Iskra*. Ce n'est pas l'idée de la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans qui doit nous faire peur, mais cet esprit de « suivisme » et de mort qui se révèle par toutes sortes de théories sur l'organisation-processus, sur l'armement-processus, etc. et qui exerce une influence destructive sur le parti du prolétariat.

Prenez par exemple la nouvelle tentative de l'*Iskra* pour distinguer gouvernement révolutionnaire provisoire et dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans. N'est-ce pas un spécimen de scolastique morte ? Des gens qui inventent pareilles distinctions sont capables d'enfiler de jolies phrases, mais absolument incapables de penser. Il y a entre ces deux conceptions à peu près le même rapport qu'entre la forme juridique et son contenu social. Celui qui dit : « gouvernement révolutionnaire provisoire » souligne le côté de droit public, le fait que ce gouvernement émane non de la loi, mais de la révolution, et qu'il a un caractère provisoire, étant lié par la future Assemblée constituante. Mais quelle que soit la forme, quelle que soit l'origine, quelles que soient les conditions, il est clair en tout cas que le gouvernement révolutionnaire provisoire ne peut pas ne pas s'appuyer sur certaines classes. Il suffit de se rappeler cette vérité élémentaire pour voir que le gouvernement révolutionnaire provisoire ne peut être autre chose qu'une dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Par conséquent, la distinction de l'*Iskra* ramène le parti en arrière, vers de stériles discussions verbales, et le détourne du problème concret, l'analyse des intérêts des classes dans la révolution russe.

Ou bien prenez un autre raisonnement de l'*Iskra*. À propos du cri : « Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire ! »[1], l'*Iskra* remarque sur un ton doctoral : « *Ce mariage des mots vive et gouvernement souille les lèvres.* » La phrase sonore et vide ! Ils parlent d'abattre l'autocratie et en même temps ils craignent de se souiller en acclamant le gouvernement révolutionnaire ! C'est étonnant, en vérité, qu'ils ne craignent pas de se souiller en acclamant la république : car la république suppose nécessairement un gouvernement, et pas un seul social-démocrate n'a jamais douté que ce soit un gouvernement bourgeois. Quelle différence y a-t-il donc entre acclamer un gouvernement révolutionnaire provisoire et acclamer une république démocratique ? Est-ce que la social-démocratie, guide politique de la classe la plus révolutionnaire, doit s'assimiler à une vieille fille anémique et hystérique insistant avec des mines pudiques sur la nécessité de la feuille de vigne : acclamer ce qui suppose le gouvernement démocratique bourgeois est permis, mais acclamer ouvertement le gouvernement démocratique révolutionnaire provisoire est interdit ?

Figurez-vous ce tableau. L'insurrection ouvrière a triomphé à Pétersbourg. L'autocratie est abattue. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est proclamé. Les ouvriers armés poussent des acclamations joyeuses : Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire ! Dans un coin sont les gens de la nouvelle *Iskra* : levant au ciel leurs chastes yeux et frappant leur cœur sensible, ils profèrent : Ô Seigneur ! nous te remercions de ne pas ressembler à ces républicains et de ne pas avoir souillé nos lèvres par un tel mariage de mots...

1 Mot d'ordre lancé par Trotsky, et critiqué par Martov parce que la social-démocratie doit rester « *en opposition de principe irréconciliable à tout gouvernement* » et n'a pas lieu de « *renoncer au "préjugé" qui lui interdit de souiller ses lèvres par le mariage des mots : Vive et gouvernement* ».

Non, mille fois non, camarades ! Ne craignez pas de vous souiller en prenant la part la plus énergique, sans vous arrêter devant rien, à la révolution républicaine, en alliance avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire. N'exagérez pas les dangers : notre prolétariat organisé en viendra facilement à bout. Quelques mois d'une dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans feront plus que des dizaines d'années d'une atmosphère pacifique et hébétante de marasme politique. Si la classe ouvrière russe, après le 9 janvier, en plein esclavage politique, a su mobiliser plus d'un million de prolétaires pour une action collective, ferme et suivie, nous mobiliserons, sous une dictature révolutionnaire démocratique, des dizaines de millions de pauvres des villes et des campagnes et nous ferons de la révolution politique russe le prologue de la révolution sociale en Europe.

Vpériod, n° 14, 30 mars 1905.

L'article qui précède ne mit pas fin à la polémique, au contraire. Plékhanov, entre autres, s'attachait au passage où Lénine (*Iskra*, n° 96, 5 avril) écrit que c'est une conception scolaire de l'histoire, que c'est le fait d'un virtuose de la pédanterie, de se représenter, sans à-coups, une succession régulière au pouvoir de la bourgeoisie libérale, ensuite de la petite bourgeoisie démocratique et, finalement, du prolétariat socialiste. C'est Marx que Lénine traite d'écolier et de virtuose de la pédanterie ! Marx en effet, en 1850, a composé une circulaire à la Ligue des communistes où il déclarait que les événements de 1848-1849 avaient mis en avant la grosse bourgeoisie libérale et que maintenant arrivait une nouvelle révolution pendant laquelle la petite bourgeoisie démocratique aurait une influence prédominante. Les social-démocrates devaient battre la grosse bourgeoisie de concert avec cette petite bourgeoisie, mais marcher séparément ; pendant l'ascension de cette dernière au pouvoir, ils devaient lui dicter les conditions de nature à faciliter le remplacement futur du règne de la démocratie bourgeoise par celui du prolétariat ; enfin après la révolution, ils devaient se former en un puissant parti d'opposition qui, par sa critique et son agitation, pousserait en avant le gouvernement petit-bourgeois. Le mot d'ordre des ouvriers devait être dans ce cas la révolution permanente.

Tel est le contenu de ce texte, résumé par Plékhanov et qui joua un si grand rôle dans la polémique de cette époque. Lénine répondit au troisième congrès : L'appellation de « pédants » n'est pas appliquée à Marx, mais à Martinov ou à Martov ; le schéma donné par Marx (autocratie – monarchie bourgeoise – république démocratique petite-bourgeoise) est juste dans l'ensemble, « *mais si nous fixons d'avance d'après un schéma les bornes dont nous ne sortirons pas, nous serons des pédants* ». Les Conseils que donne Marx

convenaient à un temps où l'insurrection populaire venait d'être défaite, alors que nous sommes à la veille d'une insurrection victorieuse. Marx n'avait donc aucune raison de parler de la participation du prolétariat à un gouvernement révolutionnaire provisoire, et Plékhanov trompe son lecteur en disant que « *Marx n'admettait même pas l'idée que les représentants politiques du prolétariat puissent, de concert avec ceux de la petite bourgeoisie, travailler à la création d'un nouvel ordre social.* » Il n'est pas vrai que Marx résolve la question négativement, il ne la pose pas du tout. Plékhanov discute dans l'abstrait, à coups de citations ; le *Vpériod* au contraire raisonne « *sur un terrain concret, tient compte des forces sociales réelles qui participent en Russie à la lutte pour la révolution démocratique* ».

La « conférence » réunie par les mencheviks à Genève dans le milieu d'avril décida que « *la social-démocratie devait, pendant tout le cours de la révolution, s'efforcer de conserver la position qui lui permettrait le mieux de pousser la révolution en avant sans lui lier les mains dans sa lutte contre la politique inconséquente et intéressée des partis bourgeois et la préserverait de se dissoudre dans la démocratie bourgeoise. Aussi ne doit-elle pas se proposer de prendre ou de partager le pouvoir dans le gouvernement provisoire, mais rester un parti d'extrême opposition révolutionnaire.* » Dans un seul cas la social-démocratie devait tâcher de s'emparer du pouvoir et de le conserver le plus longtemps possible : c'est si la révolution s'étendait en Occident, dans les pays plus ou moins mûrs pour le socialisme, car alors il y aurait moyen d'étendre les cadres de la révolution russe et d'entrer dans la voie des réformes sociales.

Le troisième congrès, le 19 avril 1905, adopta sur la question du gouvernement révolutionnaire provisoire une résolution qui reproduisait les idées exprimées par Lénine, non cependant sans quelques précisions apportées par la discussion : à un moment donné de la révolution, apparaîtra nécessairement un gouvernement révolutionnaire dont le prolétariat exigera la

réalisation du programme minimum de la social-démocratie ; dans de certaines circonstances, impossibles à préciser d'avance, « *est admissible la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire de délégués de notre parti, pour mener une lutte implacable contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires et défendre les intérêts propres de la classe ouvrière* » ; la condition de cette participation est en tout cas le strict contrôle du parti sur ses délégués ; que cette participation au pouvoir soit ou non possible, « *il faut prêcher le plus largement possible dans le prolétariat l'idée de la nécessité d'une pression constante sur le gouvernement provisoire de la part du prolétariat armé et guidé par la social-démocratie, afin de sauvegarder, d'affermir et d'étendre les conquêtes de la révolution* ».

Le 27 avril 1905, s'était terminé à Londres le troisième congrès du Parti social-démocrate de Russie, convoqué après accord entre le comité central et le Bureau des comités de la majorité, mais auquel assistaient seulement les bolcheviks. Les délégués mencheviques, conformément aux indications du conseil du parti, présidé par Plékhanov, s'étaient rendus à Genève où ils avaient formé une « première conférence panrusse des militants du parti ».

La majorité des comités de Russie s'étant trouvée représentée à Londres (20 comités sur 34), le congrès devait être considéré, d'après les statuts adoptés au deuxième congrès, comme le seul interprète authentique de la volonté du parti. Vis-à-vis de la « *fraction détachée du parti* », c'est-à-dire des mencheviks, le congrès décida que tous les membres du parti devaient combattre leurs déviations (la théorie de l'organisation-processus, le relâchement de la discipline, l'application trop large du principe électif ; la sous-estimation du rôle organisateur du parti dans l'insurrection, le rejet de toute participation à un gouvernement provisoire démocratique), mais qu'ils seraient tolérés dans les organisations du parti « *à la condition absolue de reconnaître les congrès du parti et ses statuts et de se soumettre entièrement à sa discipline* ». En même temps le congrès, jugeant que la rédaction de l'*Iskra* ne s'était pas présentée et que sa conduite « *ne donnait pas la garantie d'une juste décision à l'avenir des questions de tactique* », déclara que le journal *Iskra* « *cessait d'être l'organe central du parti* » *et chargea le nouveau comité central* « *de fonder un nouvel organe central... qui sera nommé* Le Prolétaire ».

Le *Vpériod*, organe de la fraction bolcheviste, n'étant plus nécessaire depuis que cette fraction se confondait avec le parti, cessa de paraître et le

1er numéro du *Prolétaire*, également dirigé par Lénine, parut le 14 mai 1905.

Le 15 mai, le n° 100 de l'*Iskra* publiait en supplément les résolutions de la conférence menchéviste. Les deux assemblées, le congrès et la conférence, avaient examiné à peu près les mêmes problèmes : l'insurrection, le gouvernement provisoire, le mouvement paysan, les rapports avec les libéraux bourgeois, la scission du parti. Il était donc facile de mettre en parallèle les solutions préconisées de part et d'autre. C'est ce que Lénine fit dans une brochure écrite « avant les événements d'Odessa », c'est-à-dire avant la révolte du Potemkine et la fusillade du 15 juin, mais terminée en juillet et qui vit le jour le 21 juillet 1905. Cette brochure était intitulée : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*.

Lénine, après avoir analysé la résolution du congrès sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, critique point par point la résolution menchéviste correspondante, avec ses expressions douteuses comme « *la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme* » au lieu de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, la « *liquidation définitive de tout le régime monarchique* » au lieu de « la république démocratique », « *pousser la révolution en avant* » au lieu du « gouvernement révolutionnaire provisoire » ; il montre comment c'est la tactique des mencheviks, et non celle des bolcheviks, qui fait le jeu de la démocratie bourgeoise, à preuve la sympathie marquée de l'*Osvobojdénié* pour la nouvelle *Iskra*. La brochure était terminée par ces mots de conclusion : « *Ce qu'il faut, ce sont des mots d'ordre élevant au niveau du prolétariat la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine, et non abaissant le prolétariat au niveau de la bourgeoisie monarchiste. Pour cela, il faut participer avec toute son énergie à l'insurrection, et non chercher de bonnes raisons pour se dérober au devoir pressant de l'insurrection.* » Mais vers cette époque Lénine reçut le n° 104 de l'*Iskra* (paru le 1er juillet) contenant les

résolutions d'un « congrès des militants du parti de Gourie », qui s'était tenu les 10-12 mai dans cette province du Caucase où le parti social-démocrate jouissait d'une grande influence parmi les paysans et avait manifesté la plus grande activité lors des révoltes de mars.

Retrouvant dans cette résolution, sous une forme plus accusée que jamais, la vieille idée des mencheviks, depuis la « campagne municipale », de ménager les susceptibilités des libéraux bourgeois, de peur qu'ils se détournent de la révolution ou même se tournent contre elle, Lénine ajoute à son ouvrage le chapitre qui suit.

Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique[1]

12. La révolution démocratique perdra-t-elle de son envergure si la bourgeoisie lui tourne le dos ?

Ce qui précède était déjà écrit quand nous avons reçu les résolutions de la conférence caucasienne des néo-iskristes publiées par l'*Iskra*. Pour la bonne bouche[2], nous n'aurions pu imaginer mieux.

La rédaction de l'*Iskra* remarque judicieusement :

« *Sur la question fondamentale de tactique, la conférence caucasienne a pris une décision analogue à celle de la conférence panrusse [de la nouvelle Iskra]... La question de l'attitude de la social-démocratie envers le gouvernement révolutionnaire provisoire a été résolue par les camarades caucasiens dans le sens d'un désaveu complet de la nouvelle méthode prônée par le groupe du Vpériod et par les délégués du soi-disant congrès*[3] *qui y ont adhéré... La formule donnée par la conférence de la tactique du parti prolétarien dans la révolution bourgeoise doit être reconnue comme tout à fait heureuse.* »

Ce qui est vrai est vrai. Personne n'aurait pu formuler de façon plus « heureuse » l'erreur radicale de la nouvelle

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome VI, p. 365-372.

2 En français dans l'original.

3 Les mencheviks de l'étranger, et aussi un certain nombre de comités de Russie se refusaient à considérer le troisième congrès comme régulier.

Iskra. Nous allons citer cette formule en entier, en soulignant d'abord les fleurs, puis le bouquet final.

Résolution de la conférence caucasienne de la nouvelle *Iskra* sur le gouvernement provisoire

Estimant que son but est d'utiliser le moment révolutionnaire pour approfondir [oui, bien sûr ! il faudrait seulement ajouter : à la manière de Martinov] la conscience social-démocrate du prolétariat [seulement pour approfondir la conscience, et non pour conquérir la république ? Quelle compréhension « profonde » de la révolution !], la conférence, à l'effet de garantir au parti toute liberté de critiquer le régime gouvernemental bourgeois naissant [ce n'est pas notre affaire de garantir la république ! Notre affaire, c'est uniquement de garantir la liberté de critique. Les idées anarchistes[1] entraînent la langue anarchiste : le régime gouvernemental bourgeois !], se déclare contre la formation d'un gouvernement provisoire social-démocrate et contre l'entrée dans ce gouvernement [rappelez-vous la résolution bakouniniste que cite Engels, prise dix mois avant la révolution espagnole : voir Le Prolétaire, *n° 3][2] et*

1 Dans son discours au troisième congrès, Lénine rappelle que, d'après Engels, « *le principe de l'*Iskra : *agir seulement d'en bas et jamais d'en haut est un principe anarchiste* », et de même l'idée que « *l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire est une nouvelle tromperie et une nouvelle trahison de la classe ouvrière* ».

2 Dans un article du n° 3 du *Prolétaire* (27 mai 1905), Lénine analyse l'article d'Engels « Les bakouninistes à l'œuvre ». Engels raconte que, pendant la révolution espagnole de 1873, les bakouninistes furent obligés par les événements de constituer une sorte de gouvernement révolutionnaire, alors que dans leur congrès du 15 septembre 1872, dix mois seulement avant la révolution, ils avaient déclaré que « *toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire... ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui* ». (Il s'agit de la résolution sur la nature de *l'action politique du prolétariat* du congrès de Saint-Imier ; le texte est

juge que le plus convenable est d'exercer du dehors [d'en bas, et non d'en haut] une pression sur le gouvernement provisoire pour démocratiser autant que possible [?] le régime gouvernemental.

La conférence estime que la formation d'un gouvernement provisoire par les social-démocrates ou leur entrée dans ce gouvernement, d'un côté, éloignerait du parti social-démocrate les masses prolétariennes déçues, car la social-démocratie, malgré la prise du pouvoir, ne pourrait pas satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière jusques et y compris la réalisation du socialisme [la république n'est pas un besoin vital ! Les auteurs, dans leur innocence, ne remarquent pas qu'ils parlent un langage purement anarchiste, comme s'ils niaient la possibilité de prendre part aux révolutions bourgeoises !] et, de l'autre, obligerait les classes bourgeoises à se détacher de la révolution, et par là même diminuerait son envergure.

Voilà le hic. Voilà où les idées anarchistes s'entremêlent (comme il arrive souvent aussi aux bernsteiniens d'Occident) avec le plus pur opportunisme. Ne pas entrer dans le gouvernement provisoire parce que cela obligerait la bourgeoisie à se détacher de la révolution et diminuerait du même coup son envergure ! Mais c'est là, sous son aspect le plus pur et le plus logique, toute la philosophie de la nouvelle *Iskra :* puisque la révolution est bourgeoise, nous devons nous incliner devant la platitude bourgeoise et lui céder la route. Si nous nous laissons guider, même partiellement, même une minute, par cette considération que notre participation peut obliger la bourgeoisie à se détacher de la révolution, par là même nous cédons la primauté dans la révolution aux classes bourgeoises. Nous livrons le prolétariat à la tutelle de la bourgeoisie [en conservant toute notre « liberté de critique » !] en

reproduit d'après *L'Internationale* de J. Guillaume, tome III, p.8.)

obligeant le prolétariat à être doux et modéré, de peur que la bourgeoisie ne se détache. Nous châtrons les besoins vitaux du prolétariat, ses besoins politiques, que n'ont jamais bien compris les « économistes » et leurs épigones, nous les châtrons de peur que la bourgeoisie ne se détache. Nous passons, du terrain de la lutte révolutionnaire pour la réalisation de la démocratie dans la mesure nécessaire au prolétariat, sur celui du marchandage avec la bourgeoisie ; nous achetons par notre trahison des principes et de la révolution le consentement bénévole de la bourgeoisie : de peur qu'elle ne se détache !

En deux petites lignes, les néo-iskristes du Caucase ont su exprimer toute l'essence de leur tactique de trahison de la révolution, de réduction du prolétariat en un misérable appendice des classes bourgeoises. La tendance que nous avons déduite plus haut[1] des erreurs des néo-iskristes s'érige maintenant devant nous en un principe clair et déterminé : à la queue de la bourgeoisie monarchiste ! Puisque la réalisation de la république obligerait (et oblige déjà : exemple M. Strouvé)[2] la bourgeoisie à se

1 Dans le chapitre V de cette brochure, Lénine montre qu'en considérant la décision de convoquer une Assemblée constituante comme une forme possible de la victoire décisive de la révolution, sans parler de république ni de gouvernement révolutionnaire, les mencheviks se mettent au niveau des bourgeois monarchistes de *l'Osvobojdénié,* qui réclament aussi une constituante, et il conclut : *« Vos directives tactiques, formulées au nom de votre conférence, coïncident avec celles du parti constitutionnel-démocrate, c'est-à-dire du parti de la bourgeoisie monarchiste. Cette coïncidence, vous ne la remarquez pas, vous n'en avez pas conscience, si bien que vous êtes pratiquement à la queue des gens de l'*Osvobojdénié. » (Les municipaux-constitutionnalistes venaient de décider dans leur congrès du 9-11 juillet la fondation d'un parti constitutionnel-démocrate.)

2 Plus haut, chapitre VIII, Lénine analyse un article de *l'Osvobojdénié* où Strouvé, l'ancien « marxiste légal », énonce son idée de « *fonder la démocratie russe en s'appuyant non sur la lutte, mais sur la collaboration des classes* », combat la conspiration, la révolte, et, tout en admettant la fatalité de l'insurrection,

détacher, alors à bas la lutte pour la république ! Puisque toute revendication démocratique du prolétariat, menée énergiquement et jusqu'au bout, oblige toujours et partout la bourgeoisie à se détacher, alors, cachez-vous dans vos trous, camarades ouvriers, agissez seulement du dehors, ne pensez pas à utiliser pour la révolution les armes et les procédés du « régime gouvernemental bourgeois » et conservez votre « liberté de critique » !

Ici, une erreur fondamentale dans la compréhension même de l'expression « révolution bourgeoise » se manifeste. La façon dont elle est comprise par Martinov et la nouvelle *Iskra* mène tout droit à livrer la cause du prolétariat à la bourgeoisie.

Qui a oublié l'ancien économisme ou ne l'étudie pas ou ne s'en souvient pas aura peine à saisir ici le relent d'économisme. Rappelez-vous le Credo bernsteinien. De vues et de programmes « purement prolétariens », des gens ont déduit ceci : à nous autres, social-démocrates, le côté économique, la véritable action ouvrière, la liberté de critiquer toute politicaillerie, le véritable approfondissement du travail social-démocrate. À eux, aux libéraux, la politique. Dieu nous garde de tomber dans le « révolutionnisme » : cela obligerait la bourgeoisie à s'écarter. En relisant ce Credo ou bien le Supplément au n° 9 de la *Rabotchaïa Mysl* (septembre 1899), on verra toute la marche du raisonnement.

Maintenant, c'est la même chose, mais en plus grand, pour toute la « grande » révolution russe, hélas ! avilie d'avance et rabaissée au niveau de sa caricature par les théoriciens de la pédanterie orthodoxale ! À nous, social-démocrates, la liberté de critique, l'approfondissement de la conscience, l'action du dehors. À elles, aux classes bourgeoises, la libre action, le champ libre pour

déclare que l'essentiel est de « *pénétrer les masses des idées de réforme démocratique* ».

leur direction révolutionnaire (lisez : libérale), la libre exécution de « réformes » par en haut.

Ces vulgarisateurs du marxisme n'ont jamais médité les paroles de Marx sur la nécessité de remplacer l'arme de la critique par la critique des armes[1]. Tout en prenant en vain le nom de Marx, ils composent des résolutions tactiques tout à fait comme les bavards bourgeois de Francfort qui « critiquaient librement » l'absolutisme, qui « approfondissaient la conscience démocratique », et qui ne comprenaient pas que le temps de la révolution est le temps de l'action, de l'action à la fois par en haut et par en bas[2]. Changeant le marxisme en verbiage raisonneur, ils ont fait de l'idéologie de la classe la plus avancée, la plus décidée et la plus énergique, une idéologie des catégories les moins développées de cette classe, qui esquivent les

1 Bien entendu, l'arme de la critique ne peut pas remplacer la critique des armes, écrit Marx dans sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel,* la force matérielle doit être renversée par la force matérielle, mais la théorie aussi devient une force matérielle, dès qu'elle saisit les masses » *(Gesammelte Schriften,* tome I, p. 392).

2 Allusion aux événements de la révolution de 1848 en Allemagne et à la politique du « Parlement de Francfort », qui trompa toutes les espérances que les révolutionnaires fondaient sur lui à ses débuts. Les mencheviks invoquaient en faveur de leur tactique certains textes écrits par Marx à cette époque (1848-1850). Lénine, dans un des appendices à la brochure *Deux tactiques,* rappelle que Marx au contraire flétrissait « *les illusions constitutionnelles des démocrates bourgeois à l'époque de la révolution et de la guerre civile déclarée* ». Dans le chapitre III, il écrit encore : « *Marx, dans sa* Neue Rheinische Zeitung, *flagellait de sarcasmes impitoyables les libéraux de Francfort, qui disaient d'excellentes paroles, prenaient toutes sortes de résolutions démocratiques, instituaient toutes sortes de libertés, et en pratique laissaient le pouvoir entre les mains du roi, n'organisaient pas la lutte armée contre la force militaire à la disposition du roi. Tandis que les libéraux de Francfort bavardaient, le roi attendait son heure et renforçait ses troupes, et finalement la contre-révolution, appuyée sur une force réelle, écrasa les démocrates avec toutes leurs merveilleuses résolutions.* »

difficiles objectifs révolutionnaires démocratiques et en remettent le soin à des Strouvé.

Si les classes bourgeoises se détachent de la révolution par suite de l'entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire, elles « diminueront » par là « son envergure » !

Vous entendez, ouvriers russes : l'envergure de la révolution sera plus grande si elle est faite – pourvu que les social-démocrates ne les épouvantent pas ! – par des MM. Strouvé, qui veulent non pas triompher du tsarisme, mais transiger avec lui. L'envergure de la révolution sera plus grande si, des deux issues possibles décrites par nous, c'est la première qui se réalise, c'est-à-dire si la bourgeoisie monarchiste arrive à s'entendre avec l'autocratie sur une « constitution » à la Chipov ![1].

Les social-démocrates qui écrivent dans des résolutions destinées à diriger tout le parti des choses aussi honteuses, ou bien qui approuvent ces « heureuses » résolutions, sont à ce point aveuglés par cette pédanterie raisonneuse qui a chassé toute vie du marxisme qu'ils ne remarquent pas comme ces résolutions transforment en phrases creuses toutes leurs autres paroles excellentes. Prenez n'importe quel article de l'*Iskra*, prenez même la fameuse brochure de notre illustre Martinov, vous entendrez des discours sur l'insurrection populaire,

1 D. Chipov, un des dirigeants des municipaux constitutionnalistes, avait présidé le congrès de novembre 1904 ; il fut des 27 membres de la minorité de ce congrès qui, tout en combattant la bureaucratie et en réclamant les libertés élémentaires, se prononcèrent contre une représentation populaire dotée du pouvoir législatif et contre le suffrage universel même dans les élections municipales. – Dans le chapitre III, Lénine envisage deux issues possibles à la révolution : sa victoire complète, ou bien au contraire *« un avorton de constitution »*, *« une constitution illusoire, à la Chipov »*, au cas où *« le gouvernement tsariste réussira, en convoquant une assemblée représentative, à conclure un marché avec la bourgeoisie libérale »*.

sur la nécessité de mener la révolution jusqu'au bout et de s'appuyer sur les basses classes pour combattre la bourgeoisie inconséquente. Toutes ces choses justes se changent en phrases vides du moment que vous adoptez ou approuvez cette idée que l'envergure de la révolution diminuera si la bourgeoisie s'en désintéresse. De deux choses l'une, messieurs : ou bien nous devons nous efforcer de faire la révolution avec le peuple et de triompher du tsarisme, malgré la bourgeoisie peureuse, égoïste et inconséquente ; ou bien nous n'admettons pas ce « malgré », nous craignons que la bourgeoisie « ne se détache », et alors nous livrons le prolétariat et le peuple à cette même bourgeoisie peureuse, intéressée et inconséquente.

N'essayez pas de commenter nos paroles à votre façon. Ne criez pas qu'on vous accuse de trahison consciente. Non, vous avez toujours tendu à vous enfoncer, et vous êtes aujourd'hui enfoncés dans le marécage, avec la même inconscience que les anciens économistes glissant irrésistiblement et irrémédiablement, sur la pente dangereuse de « l'approfondissement » du marxisme, jusqu'à la ratiocination sans vie, sans âme et antirévolutionnaire.

De quelles forces sociales réelles dépend « l'envergure de la révolution » ? Y avez-vous pensé, messieurs ? Laissons de côté la politique extérieure et les combinaisons internationales, qui tournent maintenant tout à fait à notre avantage[1], mais que nous excluons de notre examen et que nous excluons justement, puisqu'il s'agit

1 Au moment où Lénine écrivait ce chapitre, l'ouverture des négociations avec le Japon, pour mettre fin à la guerre désastreuse, était déjà décidée. Il est difficile de dire si c'est ce que Lénine a ici en vue. D'autre part, il attachait une grosse importance au discrédit jeté sur le tsarisme à l'étranger par son impuissance à maîtriser la révolution (dans un article du *Prolétaire* du 27 juin 1905, à propos de l'apparition du *Potemkine* révolté en Roumanie, il écrit : *« La révolution russe signifie à l'Europe le commencement de la guerre du peuple russe contre le tsarisme. »*

des forces intérieures de la Russie. Examinez ces forces sociales intérieures.

Contre la révolution se dressent l'autocratie, la cour, la police, les fonctionnaires, l'armée et la petite poignée de la haute aristocratie. Plus l'indignation est profonde dans le peuple, et moins l'armée devient sûre, plus l'hésitation grandit chez les fonctionnaires.

Continuons. La bourgeoisie, dans l'ensemble, est maintenant pour la révolution et prouve son zèle en prononçant des discours sur la liberté, en parlant de plus en plus souvent au nom du peuple et même de la révolution[1]. Mais nous autres, marxistes, nous savons par la théorie et nous observons chaque jour et à toute heure par l'exemple de nos libéraux, de nos municipaux et de nos « libérateurs »[2], que la bourgeoisie est pour la révolution d'une façon inconséquente, intéressée et peureuse. La bourgeoisie tournera inévitablement, dans sa masse, du côté de la contre-révolution, du côté de l'autocratie contre la révolution, contre le peuple, dès que seront satisfaits ses intérêts étroits, égoïstes, dès qu'elle « se sera détachée » de la démocratie conséquente (et elle s'en détache dès maintenant !).

Reste « le peuple », c'est-à-dire le prolétariat et les paysans : seul le prolétariat est capable d'aller obstinément jusqu'au bout, car il va beaucoup plus loin que la révolution démocratique. Le prolétariat, dans la lutte pour la république, est au premier rang, rejetant avec mépris le conseil stupide et indigne de lui de compter avec la bourgeoisie de peur qu'elle ne se détache. La masse paysanne contient à la fois des éléments semi-prolétariens et des

1 Il est intéressant de lire sous ce rapport la lettre ouverte de Strouvé à Jaurès publiée récemment par ce dernier dans *L'Humanité* et par M. Strouvé dans le n° 72 de la *Libération (Osvobojdénié)* (N.L.).

2 Les membres du groupe *Osvobojdénié*.

éléments petits-bourgeois[1]. Cela la rend, elle aussi, instable et oblige le prolétariat à se grouper en un parti strictement prolétarien. Mais l'instabilité des paysans diffère radicalement de l'instabilité de la bourgeoisie, car, pour le moment, ils sont intéressés moins à la conservation absolue de la propriété privée qu'à la confiscation des terres des gros propriétaires, une des principales formes de cette propriété[2]. Sans devenir pour cela socialiste, sans cesser d'être petit-bourgeois, le paysan est capable d'être un partisan décidé et extrêmement radical de la révolution démocratique. Il le sera nécessairement si le cours des événements révolutionnaires qui l'éclairent n'est pas trop tôt brisé par la trahison de la bourgeoisie et la défaite du prolétariat[3].

Le paysan deviendra inévitablement, à cette condition, le rempart de la révolution et de la république, car

1 Dans son livre *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe,* publié en 1917, Lénine établit que, parmi les familles paysannes, il y en avait en 1905 plus de la moitié de pauvres (sans chevaux ou avec 1 cheval), environ un tiers de moyennes (avec 2 ou 3 chevaux) et un peu plus d'un dixième d'aisées (avec 4 chevaux et plus).

2 Le mouvement paysan grandissait sans cesse, dans toutes les provinces de Russie, depuis février 1905, et il se manifestait par des violences diverses : incendie des grands domaines, occupation du sol, saisie du foin et du blé, destruction des bois, mais toutes dirigées contre les propriétaires fonciers non paysans. Toutes les catégories de la classe paysanne y prenaient part, même les « koulaks ».

3 Le rôle que Lénine reconnaît aux paysans dans la révolution n'était pas admis par les mencheviks, qui estimaient que « *l'unique force motrice et orientante* » de la révolution populaire est le prolétariat (Martinov). Parvus écrivait de même : « *Les paysans seront entraînés toujours plus nombreux dans le mouvement. Mais ils ne peuvent qu'augmenter l'anarchie politique et affaiblir ainsi le gouvernement ; ils ne sont pas capables de composer une armée révolutionnaire cohérente... La révolution en Russie ne peut être faite que par les ouvriers. Le gouvernement provisoire sera le gouvernement de la démocratie ouvrière.* » *(La Russie et la révolution.)*

seule une révolution complètement victorieuse pourra lui donner, comme réformes agraires, tout ce qu'il désire, ce à quoi il rêve, ce qui lui est vraiment nécessaire (non pas pour anéantir le capitalisme, comme se le figurent les « socialistes-révolutionnaires », mais) pour sortir de l'abjection du demi-servage, des ténèbres de l'abêtissement et de la servitude, pour améliorer ses conditions d'existence autant qu'il est possible en régime d'économie marchande.

Ce n'est pas tout. La classe paysanne est attachée à la révolution non seulement par la réforme agraire radicale[4], mais encore par ses intérêts généraux et permanents. Même pour lutter contre le prolétariat, le paysan a besoin de la démocratie, car seul le régime démocratique est capable de représenter exactement ses intérêts et de lui donner la prépondérance, comme majorité, comme masse. Plus le paysan sera instruit (or, depuis la guerre avec le Japon il s'instruit avec une rapidité que beaucoup ne soupçonnent pas, habitués qu'ils sont à mesurer l'instruction d'après celle qu'on reçoit à l'école), plus il sera conséquent et décidé dans sa lutte pour la révolution démocratique intégrale, parce qu'il n'a pas peur, comme la bourgeoisie, de la domination du peuple, au contraire, il y voit son avantage. La république démocratique deviendra son idéal, dès qu'il se libérera de son monarchisme naïf, car le monarchisme conscient de la bourgeoisie d'affaires (avec sa chambre haute, etc.) lui promet la même absence de droits, la même situation humiliée,

4 Le troisième congrès, tout en ne modifiant pas le programme agraire du Parti social-démocrate, où était stipulée seulement la restitution aux paysans des parcelles de terre qui leur avaient été enlevées lors de l'abolition du servage, avait déclaré soutenir « *toutes les mesures révolutionnaires de la classe paysanne de nature à améliorer son sort, jusques et y compris la confiscation des terres des grands propriétaires, de la couronne, des églises, des monastères et des apanages* ».

la même ignorance, à peine teintées d'un vernis constitutionnel à l'européenne.

Voilà pourquoi la bourgeoisie, comme classe, va se cacher naturellement et inévitablement sous l'aile du parti libéral monarchiste, et le paysan, comme masse, va se mettre sous la direction du parti révolutionnaire et républicain. Voilà pourquoi la bourgeoisie n'est pas capable de mener la révolution démocratique à son terme, alors que le paysan en est capable. Et nous devons l'y aider de toutes nos forces.

On m'objectera : cela n'est pas à prouver, c'est l'a b c, tous les social-démocrates le comprennent admirablement. Non, ceux-là ne le comprennent pas, qui osent parler d'affaiblissement de l'envergure de la révolution si la bourgeoisie s'en écarte. Ces gens répètent des phrases apprises de notre programme agraire, mais ils n'en comprennent pas le sens, car autrement ils n'auraient pas peur de la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans, qui découle nécessairement de toute la philosophie marxiste et de notre programme ; autrement ils ne borneraient pas l'envergure de la grande révolution russe à celle de la bourgeoisie. Ces gens écrasent leurs phrases abstraites, marxistes, révolutionnaires, sous leurs résolutions concrètes, antimarxistes et antirévolutionnaires.

Qui comprend véritablement le rôle du paysan dans la révolution russe victorieuse ne dira jamais que la révolution perdra de son envergure si la bourgeoisie l'abandonne. En réalité, le véritable élan de la révolution russe ne commencera et son envergure maximum à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise ne sera vraiment atteinte que quand la bourgeoisie s'écartera et que le révolutionnaire actif, ce sera la masse paysanne côte à côte avec le prolétariat.

Pour être menée fermement jusqu'au bout, notre révolution démocratique doit s'appuyer sur des forces

capables de paralyser l'inconstance fatale de la bourgeoisie (c'est-à-dire capables de « la forcer à se détacher », ce que craignent, par malentendu, les partisans caucasiens de l'*Iskra*).

Le prolétariat doit accomplir jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'inconstance de la bourgeoisie. Le prolétariat doit accomplir la révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'inconstance des paysans et de la petite bourgeoisie. Voilà le rôle du prolétariat, que se représente d'une façon si étroite la nouvelle *Iskra* dans tous ses raisonnements et résolutions sur l'« envergure » de la révolution.

Il ne faut pas omettre une circonstance que l'on perd souvent de vue quand on raisonne sur ce thème. Il ne faut pas oublier que nous ne parlons pas ici des difficultés du problème, mais de la direction dans laquelle il faut chercher et trouver sa solution. Nous ne disons pas qu'il est facile ou difficile de rendre la révolution puissante et invincible, mais nous disons comment il faut procéder pour la rendre plus forte. Le désaccord concerne le caractère fondamental de l'activité, sa direction. Nous soulignons cela, parce que les gens inattentifs et peu consciencieux confondent bien souvent deux questions différentes : celle du chemin à prendre, c'est-à-dire du choix entre deux chemins différents, et celle de la facilité ou de la proximité du but à atteindre par le chemin donné.

Dans l'exposé précédent, nous n'avons pas touché cette dernière question, car elle n'a suscité aucune divergence d'opinions, aucun désaccord au sein du parti. Mais, évidemment, cette question en elle-même est extrêmement importante et mérite la plus sérieuse attention de tous les social-démocrates. Il serait d'un optimisme

impardonnable d'oublier les difficultés inséparables de l'entrée dans le mouvement du gros non seulement de la classe ouvrière, mais encore des paysans. Contre ces difficultés, se sont brisés bien des fois les efforts pour mener jusqu'au bout la révolution démocratique, et elles ont fait triompher la bourgeoisie la plus inconstante et la plus intéressée, qui trouvait son avantage à défendre la monarchie contre le peuple, tout en conservant l'innocence du libéralisme[1]. Mais difficulté n'est pas impossibilité. Ce qui importe, c'est d'être sûr d'avoir choisi le bon chemin. Cette confiance centuple l'énergie et l'enthousiasme révolutionnaires, qui réalisent des miracles.

Combien est profond le désaccord entre social-démocrates sur le choix du chemin, on le voit aussitôt en comparant la résolution caucasienne de la nouvelle *Iskra* et celle du troisième congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. La résolution du congrès déclare : la bourgeoisie est inconstante ; elle tâchera de nous arracher les conquêtes de la révolution. Aussi préparez-vous énergiquement au combat, camarades ouvriers, armez-vous, attirez de votre côté les paysans. Nous ne céderons pas sans lutte à la bourgeoisie égoïste nos conquêtes révolutionnaires. La résolution caucasienne de la nouvelle *Iskra* dit : la bourgeoisie est inconstante, elle peut se détourner de la révolution. Aussi, camarades ouvriers, ne songez pas, s'il vous plaît, à entrer dans le gouvernement provisoire, car, dans ce cas, la bourgeoisie se détachera sûrement – et l'envergure de la révolution en sera amoindrie !

Les uns disent : poussez la révolution en avant, jusqu'au bout, malgré la résistance ou la passivité de la bourgeoisie inconstante. Les autres disent : ne pensez pas à mener la révolution jusqu'au bout, d'une manière indépendante, car alors la bourgeoisie inconstante s'en détournera.

1 En Allemagne, comme on l'a vu plus haut, en France, en 1848, par exemple.

Est-ce que nous n'avons pas là, devant nous, deux routes diamétralement opposées ? Est-ce qu'il n'est pas évident qu'une de ces tactiques exclut nécessairement l'autre et que la première est la seule tactique juste de la social-démocratie révolutionnaire, alors que la seconde n'est au fond qu'une tactique purement libérale ?

Devant le mouvement révolutionnaire menaçant, l'autocratie et la bureaucratie, dès après le 9 janvier, avaient dû céder. Le 18 février, un rescrit adressé par l'empereur au nouveau ministre de l'Intérieur, Boulyguine, annonçait l'intention *« d'appeler, avec la grâce de Dieu, des hommes dignes, investis de la confiance du peuple, élus par la population, à participer à l'étude préalable et à l'examen des projets de lois »*. Il était institué en conséquence une commission chargée d'élaborer la Constitution nouvelle.

Comme on l'a vu, cette concession ne satisfit personne. En mars, avril et mai les grèves partielles ne cessent plus, éclatant tantôt sur un point, tantôt sur un autre ; les troubles agraires s'étendent, touchant un nombre de plus en plus grand de districts ; les assemblées municipales, les congrès d'intellectuels votent des résolutions politiques, réclamant des réformes sérieuses. Fait nouveau, les employés, le personnel médical, les écrivains, les instituteurs, en un mot la « démocratie », la petite bourgeoisie des villes, qui depuis 1904 avait été éveillée à la vie politique par l'*Osvobojdénié*, se groupe en « unions » à la fois corporatives et politiques et, sous la pression des événements, s'oriente vers les partis de gauche. Les 8 et 9 mai, 14 de ces unions se réunissent en congrès à Moscou, posent les fondements d'une « Union des unions » et réclament une Assemblée constituante.

Le désastre naval de Tsou-Shima, le 14 mai, surexcite même la bourgeoisie la moins avancée.

Vers cette époque, la presse gouvernementale crut devoir donner quelques renseignements sur la Constitution dont allait accoucher la commission Boulyguine : une Douma dont le nom même soulignait le caractère consultatif, siégeant un mois et demi ou deux mois par an ; une Chambre haute qui n'était que le Conseil d'État nommé par le tsar déjà existant ; enfin

un système d'élections à trois curies admettant au vote toutes les classes de la population, depuis les bourgeois et les paysans ayant quelque propriété jusqu'aux marchands, aux grands propriétaires et à la couche supérieure des professions libérales, mais ne laissant aucune place aux ouvriers et aux intellectuels pauvres. Ce projet, en présence du régime de dictature que faisait régner le général Trépov, des pogroms montés de toutes pièces ou tolérés par la police, de l'arbitraire exaspéré, de la bureaucratie et des défaites militaires incessantes, ne pouvait satisfaire aucun des éléments d'opposition. La députation déléguée par le congrès des zemstvos pour saluer le tsar à Péterhoff le 6 juin 1905 fit scandale dans la « société » par un loyalisme qui semblait déjà déplacé.

Bientôt se produisit le plus gros événement révolutionnaire survenu depuis le 9 janvier : la mutinerie du cuirassé Potemkine, soutenue par quelques autres bâtiments de la flotte de la mer Noire (14 juin). La mise en contact des marins révoltés et des ouvriers grévistes d'Odessa suscita dans cette ville des troubles qui prirent l'allure d'une petite guerre civile. Le 9 juillet éclatait dans le grand centre textile de Lodz en Pologne une grève générale qui se changea bientôt en insurrection partielle, avec barricades vaillamment défendues contre la troupe et détachements armés de partisans ouvriers.

Cependant le terme des travaux de la conférence Boulyguine approchait et les divers groupements fixaient leur attitude en face des élections prochaines.

Le troisième congrès de l'Union des unions, tenu du 1er au 3 juillet à Térioki dans les environs de Pétersbourg, mais sur territoire finlandais, pour échapper à la police, se montra vraiment radical. Les 80 représentants condamnèrent unanimement la parodie de représentation populaire offerte par le gouvernement, une forte majorité décida d'entreprendre une vaste agitation pour susciter une protestation générale, sous la forme d'une grève démonstrative de quelques

jours, d'empêcher par tous les moyens les élections et de réclamer une véritable représentation populaire : une résolution votée par 9 unions sur 16 représentées interdit aux adhérents soit de participer personnellement aux élections à la Douma d'État, soit de faire aucune agitation en leur faveur. Les unions des professeurs et des écrivains, qui voulaient participer aux élections pour y faire triompher les candidats démocratiques, formaient la minorité.

Du 6 au 8 juillet 1905, se tint un congrès semi-légal des zemstvos et des municipalités de villes qui fit grand bruit.

C'était le « libéralisme », après la démocratie, qui allait prendre parti. Il n'y arriva pas. La majorité était pour boycotter la « Constitution » de Boulyguine, mais le comité d'organisation étant contre, on se mit d'accord sur ce compromis : laisser la question pendante jusqu'à la publication du projet et alors convoquer télégraphiquement un nouveau congrès. Le congrès n'en condamnait pas moins, en principe, le projet officiel, adoptait les revendications de l'*Osvobojdénié*, c'est-à-dire la monarchie parlementaire avec une Chambre haute et une Chambre basse, et lançait un appel au peuple où il l'invitait à s'unir pour conquérir une véritable représentation nationale et le suffrage universel.

Au contraire le congrès des municipaux-constitutionnalistes, qui se réunit les 9, 10 et 11 juillet, décida de prendre part aux élections et de constituer à cet effet un nouveau parti, le parti constitutionnel-démocrate (qu'on appela bientôt, par ses initiales, le Parti k.-d. ou cadet).

Parmi les social-démocrates, il se trouva de nouveau une divergence de tactique entre les deux fractions séparées. Les mencheviks avaient déjà, dans l'*Iskra* (n° 101, du 1er juin), souligné l'importance de la phase nouvelle dans laquelle entrait la révolution : il fallait se tenir prêt à utiliser les événements pour faire triompher la revendication social-démocrate :

Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et secret ; et pour cela former des « comités ouvriers d'agitation » semi-légaux qui, en liaison étroite avec le parti illégal, utiliseront dans ce sens la campagne électorale, obligeront les classes dotées du droit de vote à faire réclamer par leurs représentants à la Douma la Constituante et les libertés nécessaires. Ces comités feront d'ailleurs, en dehors des élections légales auxquelles les ouvriers n'ont point part, leurs élections à eux, ce qui peut conduire à *« créer tout un réseau d'organes représentatifs de self-government révolutionnaire couronné par une assemblée représentative nationale révolutionnaire »* capable de dicter sa volonté à tous les autres groupes progressifs. Dans le n° 116 de l'*Iskra*, du 18 juillet, Dan précise cette tactique : pas de boycottage passif, car c'est laisser le prolétariat dispersé et donner à la réaction la possibilité de se grouper ; pas non plus de grève démonstrative inefficace, mais des comités ouvriers d'agitation organisant *« l'élection par le peuple de ses députés révolutionnaires hors du cadre légal qui sera fixé par les projets ministériels »*. On aura ainsi au sommet une tribune politique qui permettra peut-être de tuer la Douma de Boulyguine, en lui substituant quelque chose de mieux, et l'obligera, si même elle est réunie, à se soumettre ou à disparaître. S'il y a alors grève générale, ce sera non plus une simple démonstration, mais un moyen de soutenir le self-government révolutionnaire. Ce sera le *« prologue possible d'événements plus orageux »*.

Tels sont les plans auxquels Lénine oppose la tactique bolcheviste. Le troisième congrès avait laissé ouverte la question de la participation aux élections. Mais l'objectif principal proposé au parti étant l'insurrection, il est évident que les moyens légaux comme l'agitation électorale devaient lui être subordonnés.

Le boycottage de la Douma Boulyguine et l'insurrection[1]

La situation politique en Russie est la suivante. Il est possible que bientôt soit convoquée la Douma Boulyguine, c'est-à-dire une Assemblée consultative de représentants des grands propriétaires fonciers et de la grosse bourgeoisie, élus sous le contrôle et avec le concours des serviteurs du gouvernement autocratique, avec un système de suffrage de caste grossièrement censitaire et indirect, qui est une véritable caricature de l'idée de représentation populaire[2].

Comment nous comporter à l'égard de cette Douma ?

La démocratie libérale donne deux réponses à cette question. Son aile gauche, l'Union des Unions, c'est-à-dire surtout les intellectuels bourgeois, est d'avis de la boycotter, de ne pas prendre part aux élections, et de profiter du moment pour faire une agitation renforcée en faveur d'une Constitution démocratique ayant à sa base le suffrage universel. Son aile droite, personnifiée par le congrès des municipalités tenu en juillet, ou plutôt par une certaine fraction de ce congrès, est contre

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VI, p. 408-415.

2 Il avait été annoncé que les élections se feraient conformément au système adopté en 1884 pour les zemstvos, c'est-à-dire par curies et avec un certain cens excluant les non-propriétaires, ouvriers, paysans pauvres ou détachés de leur commune, artisans, instituteurs, médecins de campagne ; pour les paysans, l'assemblée de village élisait des délégués, ceux-ci des électeurs provinciaux, et ces derniers seulement élisaient les députés à la Douma.

le boycottage, pour la participation aux élections, pour l'envoi à la Douma du plus grand nombre possible de ses candidats. Il est vrai que ce congrès n'a encore pris aucune décision à ce sujet, ajournant la chose jusqu'au congrès suivant, qui sera convoqué par télégraphe après la promulgation de la « Constitution » Boulyguine. Mais l'opinion de l'aile droite de la démocratie libérale est dès maintenant suffisamment formée[1].

La démocratie révolutionnaire, c'est-à-dire principalement le prolétariat et son interprète conscient, la social-démocratie, dans son ensemble se déclare catégoriquement pour l'insurrection.

Cette différence de tactique a été bien saisie par l'*Osvobojdénié*, organe de la bourgeoisie monarchiste libérale. Dans son dernier numéro (74), cette revue, d'une part, condamne absolument « *la prédication déclarée de l'insurrection armée* » comme « *folle et criminelle* », et, d'autre part, critique l'idée du boycottage, comme « *pratiquement stérile* » et exprime l'espoir que non seulement la fraction municipale du Parti constitutionnel-« démocrate » (lisez : monarchiste)[2], mais aussi les Unions des Unions « *sortiront avec honneur de cette épreuve* », c'est-à-dire repousseront l'idée du boycottage[3].

1 En effet, après la promulgation du règlement sur la Douma et de la loi électorale le 6 août, le congrès annoncé ne fut pas convoqué et celui qui se réunit enfin les 12-15 septembre décida de participer aux élections.

2 Le Parti constitutionnel-démocrate existait virtuellement depuis le printemps 1905 et la publication du programme de l'Union de *l'Osvobojdénié*. Il était conçu comme composé de cette Union et de la fraction des municipaux-constitutionnalistes. Dans un article du 27 mai *(Prolétaire,* n° 3), Lénine explique que « le nom de constitutionnel-démocrate a été imaginé pour cacher le caractère monarchiste du parti dont aucun des deux groupes qui le composent n'a jamais parlé de la république.

3 L'Union des Unions (l'expression : *Les Unions des Unions* est inexacte, puisqu'il n'existait qu'une fédération des Unions)

Maintenant comment le parti du prolétariat conscient doit-il considérer l'idée du boycottage et quel mot d'ordre tactique doit-il porter au premier plan devant les masses populaires ?

Pour répondre à cette question, il faut se rappeler avant tout l'esprit et la signification fondamentale de la « Constitution » de Boulyguine. C'est d'arriver à une transaction du tsarisme avec les grands propriétaires fonciers et les gros bourgeois, qui, moyennant cette aumône anodine d'une pseudo-constitution tout à fait inoffensive pour le pouvoir absolu, seront petit à petit détachés de la révolution, c'est-à-dire du peuple militant, et réconciliés avec l'autocratie. Comme tout notre Parti constitutionnel-« démocrate » veut passionnément conserver la monarchie et une Chambre haute (c'est-à-dire assurer d'avance dans le régime les privilèges et la domination politique à une dizaine de milliers de richards)[1], la possibilité d'une transaction de ce genre ne fait pas de doute. Bien plus, tôt ou tard, sous une forme ou sous une autre, cette transaction, au moins avec une fraction de la bourgeoisie, est inévitable, car elle est commandée par la position sociale de la bourgeoisie en régime capitaliste. Il s'agit seulement de savoir quand et comment elle se fera. Le rôle du parti du prolétariat consiste à reculer autant que possible l'heure de sa conclusion, à diviser autant que possible la bourgeoisie, à tirer le plus grand profit possible pour la révolution des appels passagers de la bourgeoisie au peuple et, pendant ce temps, à préparer le peuple révolutionnaire (le prolétariat et les paysans) à

renfermait beaucoup d'intellectuels qui militaient précédemment dans le mouvement municipal, et les municipaux-constitutionnalistes y avaient d'abord adhéré.

1 La haute administration se recrutait parmi les grands propriétaires : or, il y avait en 1905 environ 28 700 familles qui se partageaient 70 millions d'hectares de terre sur 230 et les principales charges de l'État.

renverser par la force l'autocratie et à écarter, à neutraliser la bourgeoisie traîtresse.

En effet, comme nous l'avons indiqué bien des fois, la position politique de la bourgeoisie est au fond la suivante : située entre le tsar et le peuple, elle voudrait jouer le rôle d'un honnête courtier et se glisser au pouvoir cachée derrière le dos du peuple qui combat[1]. Voilà pourquoi la bourgeoisie s'adresse aujourd'hui au tsar, demain au peuple, au premier pour lui faire des propositions « sérieuses, concrètes » d'affaires politiques, au second avec des phrases creuses sur la liberté (les discours de Pétrounkévitch au congrès de juillet)[2]. Nous avons inté-

1 Lénine avait précisément intitulé son article du n° 10 du *Prolétaire* (20 juillet 1905) : « Le prolétariat lutte, la bourgeoisie se glisse au pouvoir. » Il y développe ainsi l'idée indiquée ici : « *La bourgeoisie libérale va au peuple. C'est vrai. Elle est forcée d'aller au peuple, car sans lui elle est impuissante à combattre l'autocratie. Mais elle craint le peuple révolutionnaire et va à lui non pas comme le champion de ses intérêts, non pas comme un nouveau et enthousiaste camarade de combat, mais comme un mercanti, comme un courtier qui court d'un des belligérants à l'autre. Aujourd'hui, elle est chez le tsar et lui demande, au nom du « peuple », une Constitution monarchique, en reniant lâchement le peuple, les « troubles », les « théories », la révolution. Demain, elle menace le tsar du haut de son congrès, elle agite la menace d'une Constitution monarchique et d'une résistance pacifique contre les baïonnettes !... Vous avez mérité ce mépris [des réactionnaires], car vous ne combattez pas aux côtés du peuple, vous ne faites que vous glisser au pouvoir derrière le dos du peuple révolutionnaire.* »

2 Le congrès des municipalités tenu les 24-25 mai 1905, après le désastre de Tsou-Shima, avait envoyé au tsar une délégation pour lui demander, en termes empreints du plus pur loyalisme, la convocation d'une représentation nationale ; le congrès tenu en juillet au contraire lança un appel au peuple. Dans l'article rappelé dans la note précédente, Lénine cite (d'après le *Times)* et commente déjà les discours prononcés à ce deuxième congrès par Pétrounkévitch, un des participants à la délégation du 6 juin et le chef, à cette époque, du Parti constitutionnel-démocrate. En voici des fragments : « *Le 6 juin, nous espérions encore que le tsar comprendrait... Il faut abandonner cet*

rêt à ce que la bourgeoisie s'adresse au peuple, car elle aide ainsi à réveiller et à éclairer la conscience de multitudes arriérées qu'il serait utopique de vouloir atteindre pour le moment par l'agitation social-démocrate. Que la bourgeoisie secoue les plus arriérés, laboure par-ci par-là le sol, nous sèmerons infatigablement dans ce sol le grain social-démocrate. Partout en Occident la bourgeoisie, dans sa lutte contre l'absolutisme, a été obligée d'éveiller la conscience politique du peuple, en même temps qu'elle tâchait de semer dans la classe ouvrière le grain des théories bourgeoises. À nous de profiter de l'œuvre destructrice de la bourgeoisie à l'égard de l'autocratie et d'éclairer sans relâche la classe ouvrière sur ses objectifs socialistes, sur l'opposition inconciliable de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie.

Il s'ensuit évidemment que notre tactique actuelle doit être d'abord de soutenir l'idée du boycottage. Le boycottage est une question intérieure de la démocratie bourgeoise. La classe ouvrière n'y est pas directement intéressée[1] ; mais elle a un intérêt certain à soutenir la fraction de la démocratie bourgeoise qui est la plus révolutionnaire, elle a intérêt à élargir et à rendre plus aiguë l'agitation politique. Le boycottage de la Douma, c'est un appel renforcé de la bourgeoisie au peuple, c'est le développement de son agitation, c'est la multiplication des

---

espoir... notre seule ressource aujourd'hui est dans le peuple... L'incapacité et l'impuissance du gouvernement ont suscité la révolution : c'est un fait... ; notre devoir est de tout faire pour éviter une effusion de sang... Nous devons vaillamment aller au peuple, et non au tsar. » Lénine relève la contradiction qu'il y a entre ces paroles et le projet de constitution qu'accepte ce parti et qui « *garantit, en premier lieu, la monarchie, la conservation de l'autocratie du tsar sur l'armée des fonctionnaires et, en second lieu, la domination politique des propriétaires fonciers et de la grosse bourgeoisie au moyen d'une Chambre haute.* »

1 Les non-possédants devaient, d'après le projet, être exclus du droit de vote.

occasions favorables à notre propre agitation, c'est l'approfondissement de la crise politique, qui est la source du mouvement révolutionnaire. Au contraire la participation de la bourgeoisie libérale à la Douma, c'est l'affaiblissement de son agitation pour le moment, c'est son « appel » au tsar plutôt qu'au peuple, c'est l'approche du jour où sera conclu le compromis contre-révolutionnaire entre le tsar et la bourgeoisie.

Sans doute, la Douma Boulyguine, même si elle n'est pas rendue impossible, engendrera plus tard d'inévitables conflits politiques, dont il faudra que le prolétariat profite. Mais cela regarde l'avenir. Sans doute, il serait ridicule de s'interdire d'avance d'utiliser pour l'agitation et pour la lutte cette Douma de bourgeois et de fonctionnaires. Mais il ne s'agit pas de cela encore. Maintenant l'aile gauche de la démocratie bourgeoise a posé la question de la lutte directe et déclarée contre la Douma au moyen du boycottage, et nous devons employer tous nos efforts à soutenir cette attaque décisive. Nous devons prendre au mot les démocrates bourgeois, les gens de l'*Osvobojdénié* : répandre le plus largement possible leurs phrases à la Pétrounkévitch sur l'appel au peuple, les démasquer devant le peuple en montrant que la première et la plus simple occasion de les mettre à l'épreuve est fournie justement par cette question : boycotter la Douma, c'est-à-dire adresser une protestation au peuple, ou bien accepter la Douma, c'est-à-dire renoncer à toute protestation, aller encore une fois chez le tsar, accepter cette caricature[1] de représentation nationale.

Ensuite, nous devons employer tous nos efforts pour que le boycottage nous apporte un profit réel, à savoir le développement en largeur et en profondeur de notre agitation, et ne reste pas un simple désintéressement passif.

1 L'expression est courante à l'époque ; elle se retrouve dans l'*Iskra*.

Cette idée est déjà assez largement répandue, si je ne me trompe, parmi les camarades qui militent en Russie et ils ont inventé pour cela l'expression de boycottage actif. À l'encontre d'une abstention passive, le boycottage actif, ce doit être le décuplement de notre agitation, la multiplication en tous lieux des réunions, l'utilisation des réunions électorales, dût-on même y pénétrer de force, l'organisation de manifestations, de grèves politiques, etc. Évidemment, pour cette agitation et cette campagne, les accords temporaires, d'ailleurs autorisés par nombre de décisions de notre parti, avec tels ou tels groupes de la démocratie bourgeoise révolutionnaire, sont particulièrement indiqués[1]. Mais il faut, d'un côté, sauvegarder toujours la personnalité sociale du parti du prolétariat, ne pas cesser un seul instant la critique social-démocrate de nos alliés bourgeois.

D'un autre côté, nous ne ferions pas notre devoir, comme parti de la classe d'avant-garde, si dans notre agitation nous ne lancions pas un mot d'ordre révolutionnaire d'avant-garde pour le stade donné de la révolution démocratique.

C'est notre troisième objectif politique immédiat. Le boycottage actif, comme nous l'avons dit, c'est l'agitation, le recrutement, l'organisation des forces révolutionnaires sur une plus vaste échelle, avec une énergie redoublée, sous triple pression. Or un pareil travail est inconcevable sans un mot d'ordre clair, précis et direct. Ce mot d'ordre ne peut être que l'insurrection. La représentation « nationale » grossièrement falsifiée convoquée par le gouvernement nous fournit de merveilleuses occasions d'agitation

1 Le troisième congrès en particulier avait admis en principe des accords de ce genre avec les socialistes-révolutionnaires, sauf approbation par le comité central. Lénine étend cette autorisation à toute l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire à des organisations comme l'Union des Unions, mais en excluant les simples libéraux de *l'Osvobojdénié*.

en faveur d'une véritable représentation nationale. Nous expliquerons aux masses que cette véritable représentation (après que tant de fois le tsar a menti et s'est moqué du peuple)[1] ne peut être convoquée que par un gouvernement révolutionnaire provisoire, lequel ne peut être institué qu'après la victoire de l'insurrection et le renversement matériel du pouvoir tsariste.

On ne peut se figurer de moment plus indiqué pour une large agitation en faveur de l'insurrection. Mais pour cela, il faut une clarté parfaite sur le programme du gouvernement révolutionnaire provisoire. Ce programme doit contenir les six revendications principales déjà indiquées par nous (*Le Prolétaire*, n° 7 : L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire)[2] :

1. Convocation de l'Assemblée Nationale Constituante ;

2. Armement du peuple ;

3. Liberté politique, abrogation immédiate de toutes les lois qui la restreignent ;

4. Pleine liberté politique et culturelle pour toutes les nationalités opprimées. Le peuple russe ne peut pas conquérir la liberté pour lui-même sans combattre pour la liberté des autres peuples ;

1 Le 12 décembre 1904, un oukase promettait à bref délai « *de grandes réformes intérieures* » ; le 29 janvier, fut formée la commission Chidlovsky pour améliorer le sort des ouvriers ; le 18 février, le rescrit Boulyguine annonçait la participation des élus du peuple à la confection des lois.

2 Dans l'article cité, écrit lors de la révolte du *Potemkine*, Lénine déclare que dans le programme minimum, à réaliser dans le cadre de la révolution bourgeoise, il y a « *des revendications particulières, découlant des premières* ». Il importe de mettre ces revendications fondamentales en lumière pour « *montrer à tout le peuple, même à la masse la plus ignorante, en des formules courtes, en des contours francs et clairs, les buts du gouvernement révolutionnaire provisoire et ses objectifs intéressant toute la nation* ». Les formules de ces 6 points sont dans le présent article un peu plus explicites.

5. Journée de huit heures ;

6. Organisation de comités paysans pour soutenir et mettre en pratique toutes les réformes démocratiques, entre autres les réformes agraires jusques et y compris la confiscation des grands domaines.

Ainsi donc : soutenir énergiquement l'idée du boycottage ; démasquer la trahison de l'aile droite de la démocratie bourgeoise, qui repousse cette idée ; rendre ce boycottage actif, c'est-à-dire développer la plus large agitation ; prêcher l'insurrection et l'organisation immédiate d'équipes et de détachements de l'armée révolutionnaire pour abattre l'autocratie et instituer un gouvernement révolutionnaire provisoire ; répandre et commenter le programme fondamental et obligatoire de ce gouvernement révolutionnaire provisoire, programme qui doit servir de drapeau à l'insurrection et de modèle dans toutes les répétitions à venir des événements d'Odessa, voilà la tactique du parti du prolétariat conscient.

Pour rendre cette tactique tout à fait claire et pour obtenir son unité, nous devons encore nous arrêter sur la tactique de l'*Iskra*. Elle est exposée dans un article du numéro 106 intitulé « Défensive ou offensive ? ». Sans nous arrêter aux divergences particulières et de détail, qui disparaîtront d'elles-mêmes à la première tentative de mise en pratique[1], nous indiquerons une divergence fondamentale. En condamnant justement le boycottage passif, l'*Iskra* lui oppose l'idée de l'organisation immédiate du self-government révolutionnaire, comme « *prologue possible de l'insurrection* ». D'après elle, nous

1 À cette date, les nécessités de l'action révolutionnaire avaient créé un puissant courant en faveur du rétablissement de l'unité : souvent, en Russie, bolcheviks et mencheviks établissaient entre eux une liaison permanente, il se créait des « comités fédéraux » ; entre les représentants du C. C. bolcheviste et de la Commission d'Organisation menchéviste une première conférence avait eu lieu le 12 juillet.

devons « *nous emparer du droit d'agitation électorale en organisant des comités ouvriers d'agitation* ». Ces comités « *doivent se proposer d'organiser l'élection par le peuple de députés révolutionnaires, sans rester dans le cadre "légal" qui sera fixé par les projets ministériels* » ; nous devons « *couvrir le pays d'un réseau d'organes de self-government révolutionnaire* ».

Ce mot d'ordre ne vaut rien. Au point de vue des objectifs politiques généraux, il est confus, et au point de vue de la situation politique donnée, il fait aller l'eau au moulin de l'*Osvobojdénié*. L'organisation d'un self-government révolutionnaire et l'élection par le peuple de ses représentants n'est pas le prologue, mais l'épilogue de l'insurrection. Se proposer de réaliser cette organisation maintenant, avant l'insurrection et indépendamment d'elle, c'est poursuivre un but absurde et semer la confusion dans les cerveaux des prolétaires révolutionnaires. Il faut d'abord faire triompher l'insurrection (au moins dans une ville) et instituer le gouvernement révolutionnaire provisoire, pour que ce dernier, comme organe de l'insurrection et chef reconnu du peuple révolutionnaire, puisse aborder l'organisation du self-government révolutionnaire. Masquer ou reléguer au second plan le mot d'ordre de l'insurrection au profit de l'organisation du self-government révolutionnaire, c'est à peu près la même chose que conseiller d'attraper une mouche pour la saupoudrer ensuite d'une poudre à attraper les mouches. Si l'on avait conseillé aux camarades d'Odessa, comme prologue à l'insurrection, lors des fameuses journées, non pas d'organiser l'armée révolutionnaire, mais d'organiser l'élection par la population de ses représentants, ils auraient ri d'une pareille proposition. L'*Iskra* répète l'erreur des économistes, qui voulaient voir dans la « lutte pour les droits » le prologue de la lutte contre l'autocratie. L'*Iskra* revient à son malencontreux « plan de campagne municipale », qui éclipsait le mot d'ordre

de l'insurrection par la théorie d'un « type supérieur de démonstration »[1].

Nous ne nous arrêterons pas ici sur la source de cette erreur tactique. Nous renvoyons les lecteurs qui s'y intéressent à la brochure de N. Lénine : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*[2]. Il importe plutôt ici d'indiquer de quelle façon le mot d'ordre de la nouvelle *Iskra* se rapproche de celui de l'*Osvobojdénié*. Pratiquement, toute tentative pour organiser avant la victoire de l'insurrection l'élection de représentants du peuple ne profitera qu'aux gens de l'*Osvobojdénié* et aboutira à mettre les social-démocrates à leur suite. Aux ouvriers et au peuple, l'autocratie, tant qu'elle n'aura pas été remplacée par un gouvernement révolutionnaire provisoire, ne donnera jamais la possibilité de faire aucune élection méritant tant soit peu le nom de populaire (quant à la comédie d'élections « populaires » sous l'autocratie, la social-démocratie ne s'y prêtera pas), mais l'*Osvobojdénié* et les municipaux des zemstvos et des villes feront des élections et les feront passer sans cérémonie pour des élections « populaires », pour le self-government révolutionnaire. Toute la conduite de la bourgeoisie monarchiste libérale consiste maintenant à essayer d'éviter l'insurrection, à obliger l'autocratie à déclarer les élections municipales élections « populaires », sans victoire du peuple sur le tsarisme, à changer le self-government municipal en self-government révolutionnaire (au sens où l'entend Petrounkévitch) sans véritable révolution. Dans le n° 74 de l'*Osvobojdénié*, cette position est admirablement exprimée. Il est difficile de se représenter rien de plus répugnant que cet idéologue d'une bourgeoisie peureuse[3], assurant que la

1 Voir le premier extrait de ce volume et l'introduction.
2 Voir l'extrait précédent et l'introduction.
3 Le principal rédacteur de l'*Osvobojdénié*, Strouvé.

prédication de l'insurrection « démoralise » et l'armée et le peuple ! Et l'on dit des choses pareilles à un moment où les aveugles mêmes voient que seule l'insurrection peut sauver l'habitant et le soldat de la démoralisation définitive et prouver leur droit à être citoyens ! Le bourgeois sentimental voit en imagination une Arcadie idyllique où, sous la seule pression de « l'opinion publique », « *le gouvernement sera obligé de faire sans cesse de nouvelles concessions, jusqu'à ce que, finalement, il ne lui reste plus qu'à céder le pouvoir à l'Assemblée constituante, élue sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret, comme le réclame la société* » (avec une Chambre haute ?). « *Dans cette transmission pacifique du pouvoir du gouvernement actuel à l'Assemblée nationale constituante, qui organisera l'État et le gouvernement sur de nouvelles bases, il n'y a absolument rien d'invraisemblable.* » Et cette philosophie géniale d'une bourgeoisie rampante est complétée par le conseil suivant : attirer de son côté l'armée, surtout les officiers, organiser, sans en attendre l'autorisation, des milices populaires ; instituer des organes de self-government local (lisez : self-government des grands propriétaires fonciers et des capitalistes) comme « *éléments du gouvernement provisoire futur* ».

Dans cette confusion-là il y a un sens. Ce que désire la bourgeoisie, c'est que le pouvoir passe entre ses mains « pacifiquement », sans insurrection populaire capable de triompher, de conquérir la république et la vraie liberté, d'armer le prolétariat, de soulever des millions de paysans. Cacher le mot d'ordre de l'insurrection, s'en détourner et en détourner les autres, conseiller comme prologue l'organisation immédiate du self-government (qui n'est possible que pour les Troubetskoï, les Pétrounkévitch, les Fédorov et autres)[1], voilà ce dont la bourgeoisie a besoin

1 Troubetskoï (prince Serge), professeur de philosophie à l'université de Moscou, et Fédérov (Michel), représentant au conseil municipal de Saint-Pétersbourg du commerce et de

pour trahir la révolution et pour s'entendre avec le tsar (monarchie et Chambre haute) contre la « populace ». Les libéraux révèlent ainsi les pensées les plus secrètes et les intérêts les plus profonds du sac d'argent.

Le sot utopisme de l'*Iskra* révèle seulement l'insuffisance intellectuelle d'une fraction de la social-démocratie et sa déviation de l'unique tactique révolutionnaire du prolétariat : démasquer implacablement les illusions opportunistes bourgeoises sur la possibilité de concessions pacifiques de la part du tsarisme, sur la réalisation d'un self-government sans abattre le tsarisme, sur l'élection de représentants du peuple comme prologue de l'insurrection. Non, nous devons montrer clairement et catégoriquement la nécessité de l'insurrection dans la situation actuelle, nous devons appeler à l'insurrection (évidemment sans en fixer d'avance la date)[1], appeler à l'organisation immédiate de l'armée révolutionnaire. L'organisation la plus audacieuse et la plus largement conçue de cette armée, voilà le seul prologue de l'insurrection. Seule l'insurrection peut pratiquement assurer la victoire de la révolution ; celui qui connaît les conditions locales préviendra toujours contre des tentatives prématurées d'insurrection. L'organisation véritable d'un véritable self-government vraiment populaire ne peut être que l'épilogue d'une insurrection victorieuse.

Le Prolétaire, n° 12, 3 août 1905.

---

l'industrie, tous deux participants avec Pétrounkévitch à la délégation du 6 juin auprès du tsar, étaient moins hardis dans leurs paroles que leur collègue.

1 Lénine répondait par là aux objections de quelques bolcheviks.

Le 6 août, furent publiés le règlement sur la Douma d'Empire et la loi électorale. Les partis et tendances purent préciser leur attitude en face de ce grand fait, l'introduction d'un régime constitutionnel, si insuffisant fût-il, en Russie, la première défaite, matériellement constatée, de l'absolutisme.

La social-démocratie restait divisée sur la tactique à suivre. Tandis que les bolcheviks, inspirés par *Le Prolétaire*, préconisaient le boycottage joint à la préparation active et concrète de l'insurrection, les mencheviks avaient tendance à voir l'objectif essentiel dans l'élection d'organes de self-government révolutionnaire. Le n° 110 de l'*Iskra*, paru le 10 septembre, renfermait même un article, intitulé : « La social-démocratie et la Douma ». où Parvus développait un plan selon lequel la social-démocratie participerait aux élections et obtiendrait la présentation de candidatures socialistes au moyen d'ententes avec les éléments jouissant du droit de vote. Cet article n'altérait pas seulement, dans un sens purement parlementaire, alors que le parlementarisme n'existait pas, la tactique social-démocrate ; comme, tout en préconisant ces accords avec la bourgeoisie plus ou moins libérale, il voyait dans l'insurrection populaire le seul moyen « *d'obliger le gouvernement à changer le droit électoral et à élargir les droits de la Douma* » et conseillait de pénétrer par la force dans les réunions électorales, il créait une confusion extrême.

Aussi Lénine, avant d'en faire une critique plus détaillée (qui parut dans le même numéro du *Prolétaire*), estime-t-il nécessaire de rétablir la clarté dans les esprits par le parallèle schématique suivant. Il faut se rappeler que les opinions qui y sont attribuées à l'*Iskra* sont spécialement celles de Parvus, qui, comme le dit Lénine lui-même, se donnait l'attitude d'un « surhomme » supérieur aux deux fractions du parti.

Martov nous avertit dans son *Histoire de la social-démocratie* que le plan de Parvus n'eut aucun succès parmi les mencheviks.

Discutez sur la tactique mais donnez des mots d'ordre clairs ![1]

La discussion sur la tactique à suivre envers la Douma devient de plus en plus brûlante. Le désaccord entre l'*Iskra* et *Le Prolétaire* se fait de plus en plus profond[2], surtout après l'article de Parvus dans l'*Iskra*.

Discuter la tactique est indispensable. Mais, ce faisant, il faut chercher le maximum de clarté. La tactique, c'est la ligne de conduite politique du parti. On peut et on doit fonder telle ou telle ligne de conduite par la théorie, par l'histoire, par l'analyse de la situation politique, etc. Mais le parti de la classe militante doit, dans toutes ces discussions, ne pas perdre de vue la nécessité de donner des réponses absolument nettes et n'admettant pas deux interprétations aux questions concrètes touchant notre conduite politique : oui ou non ? agir de telle ou telle façon, dans le moment donné, ou non ?

Ces réponses claires sont obligatoires pour que nous n'exagérions pas et n'embrouillions pas nos désaccords et pour que la classe ouvrière sache avec la plus grande précision quels sont les conseils concrets que lui donnent, au moment donné, tels ou tels social-démocrates.

Pour mettre de la clarté dans notre débat avec l'*Iskra*, nous donnons la liste des questions concrètes qui se posent à propos de la conduite politique de la social-démocratie dans la campagne actuelle d'agitation pour la Douma. Ne prétendant nullement fournir une liste

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VI, p. 468-469.

2 Martov avait publié dans le n° 40 de l'*Iskra* une réponse détaillée à l'article de Lénine.

complète, nous serons reconnaissants à tous ceux qui nous signaleront des compléments, des modifications ou des distinctions à faire pour telle ou telle question. Il va de soi que ce qui se rapporte aux réunions électorales vaut de même pour toutes sortes de réunions en général.

Quels conseils donnent les social-démocrates au prolétariat au sujet de la Douma

	l'*Iskra*	*Le Prolétaire*
1. Les ouvriers doivent-ils pénétrer dans les réunions électorales ?	Oui	Oui
2. Les ouvriers doivent-ils pénétrer dans les réunions électorales même par la violence ?	Oui	Oui
3. Dans ces réunions, faut-il parler de l'inutilité complète de la Douma et développer tous les buts, tout le programme de la social-démocratie ?	Oui	Oui
4. Dans ces réunions, faut-il appeler les ouvriers et le peuple à l'insurrection, à la formation d'une armée révolutionnaire et d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ?	?[1]	Oui

1 Parvus avait écrit qu'après avoir pénétré de force dans les réunions électorales, les ouvriers devaient y poser, au lieu des questions électorales, des questions « politiques » de nature à révolutionner les masses, mais il n'avait « *pas laissé tomber une parole sur la nécessité, dans ces réunions électorales, de prêcher l'insurrection* ».

Il soutenait le plan énoncé par Dan, critiquant celui de Lénine comme faisant dépendre la tactique du prolétariat de celle de l'aile gauche de la démocratie et tendant à substituer à l'initiative des masses *(self-government* révolutionnaire) l'action d'un gouvernement provisoire.

5. Faut-il faire de ces mots d'ordre (paragraphe 4) le point central de toute notre campagne ?	Non	Oui[1]
6. Devons-nous flétrir les gens de l'*Osvobojdénié* (ou les « constitutionnels-démocrates ») voulant entrer à la Douma comme des traîtres bourgeois pactisant avec le tsar ?	Non	Oui
7. Nous autres, social-démocrates, devons-nous dire au peuple qu'il vaut mieux élire à la Douma des Pétrounkévitch, ou des Stakhovitch[2] ou autres semblables ?	Oui	Non
8. Devons-nous conclure avec les gens de l'*Osvobojdénié* des accords quelconques pour les soutenir moyennant telles ou telles conditions, exigences, engagements, etc. ?	Oui	Non
9. Devons-nous faire du mot d'ordre : « le self-government révolutionnaire » le point central de notre agitation ?	Oui	Non

1 Cette réponse du *Prolétaire* n'était pas celle de tous les bolcheviks. Au contraire, le comité central dans sa majorité, tout en proposant comme objectif général l'insurrection, concevait pour l'époque des élections à la Douma des protestations populaires de forces diverses, selon le degré de préparation de chaque région : grève politique générale, démonstrations armées, insurrection. Une résolution du comité central prise en août parle seulement de « *préparer partout une protestation générale et simultanée... sous la forme d'une grève générale politique et de démonstrations armées partout où elles sont possibles.* » La rapidité avec laquelle les événements se déroulèrent empêcha ce différend de s'accuser davantage.

2 Stakhovitch étant un municipal de droite, nuance Chipov, et Pétrounkévitch un municipal de gauche, Parvus estimait possible de soutenir le second contre le premier.

10. Faut-il appeler le peuple
à élire dès maintenant au suffrage
universel des organes
de self-government révolutionnaire
et, par leur entremise,
l'Assemblée constituante ? .....Oui Non
11. Devons-nous élire des comités
électoraux social-démocrates ?
Devons-nous poser nos candidatures
social-démocrates à la Douma ? .....Oui Non

Le Prolétaire, n° 18, 13 septembre 1905.

Durant le mois de septembre, la démocratie russe conquit par le fait, en face des autorités désorientées, les libertés de réunion, d'association, de parole et de presse. Les meetings se tenaient dans les amphithéâtres des universités, dotées le 27 août d'une large autonomie; les brochures poursuivies quelques semaines auparavant se vendaient publiquement ou s'imprimaient déjà en Russie; les ouvriers formaient, sans attendre aucune autorisation, leurs syndicats professionnels.

Les bolcheviks conçurent, dès ce moment, l'idée d'un grand journal quotidien paraissant légalement, qui compléterait en Russie l'action du *Prolétaire* de Genève. À l'ombre des noms de littérateurs radicaux, mais sans parti, on pourrait faire passer aussi des articles de bolcheviks. Les premiers, emportés par le courant révolutionnaire, se prêtaient volontiers à cette association. Enfin, après quelques retards, le journal parut à Saint-Pétersbourg sous le titre de *Novaïa Jizn* (La Vie nouvelle), à partir du 27 octobre 1905.

Chaque concession du gouvernement semblait avoir pour unique effet de renforcer la révolution. Une grève, d'abord purement économique, éclatant dans une imprimerie de Moscou, le 19 septembre, se trouva instantanément soutenue par un large mouvement dans les deux capitales. Une conférence anodine réunie par les autorités à Saint-Pétersbourg pour examiner la question des caisses de retraites sur les chemins de fer se déclara subitement organisation professionnelle et politique de tous les cheminots de Russie (20 septembre). Le bruit, d'ailleurs faux, s'étant répandu à Moscou, de l'arrestation de plusieurs membres de cette conférence, il s'ensuivit, le 7 octobre, une grève qui, passant d'une gare à l'autre, d'un réseau à l'autre, embrassa bientôt jusqu'au Caucase et au Turkestan et devint, le 17 octobre, la grève générale des chemins

de fer. Partout, par solidarité et par entraînement, les ouvriers et les employés, les étudiants, même les avocats, les médecins et les juges quittaient le travail. C'était la grève générale de tout l'Empire. Les capitales se trouvaient isolées, les difficultés alimentaires se faisaient déjà sentir. Le 17 octobre, le tsar lança un manifeste garantissant les libertés civiles déjà conquises par le peuple et changeant la Douma consultative de Boulyguine en une chambre législative, élue au moyen d'un système élargi de suffrage.

Les ouvriers éprouvaient, en pleine grève, un vif besoin d'organisation. Le 13 octobre, à Saint-Pétersbourg, les délégués de plusieurs fabriques avaient invité le prolétariat à se joindre à la grève générale pour la liberté et le bonheur du peuple et à élire régulièrement leurs députés à un « comité ouvrier » chargé de défendre leurs intérêts, de coordonner les mouvements et de conduire la grève.

Le 17 octobre, les députés ouvriers réunis prenaient le nom de soviet. Dès lors, le soviet tint ses séances, publia son journal (les *Izvestia*), posa ses revendications au gouvernement, enfin, une fois la grève terminée, le 21 octobre, proclama la journée de huit heures. Une seconde grève générale éclate à Saint-Pétersbourg le 2 novembre, pour soutenir les marins révoltés à Cronstadt et pour protester contre l'état de siège proclamé en Pologne. Cette fois, les fabricants et le gouvernement avaient eu le temps de se ressaisir : ils répondirent par le lock-out. Le soviet dut reculer, mais en incitant les ouvriers à s'organiser et à se mettre en rapports avec les paysans révolutionnaires, avec l'armée et la flotte, en vue de combats futurs plus décisifs. Telle était la marche foudroyante des événements.

Le soviet s'était formé comme un organe représentatif de tous les ouvriers, donc formellement neutre par rapport aux partis. C'est pourquoi ces derniers, en particulier les bolcheviks, qui avaient porté à son plus haut point l'idée de parti, nourrissaient à son égard une certaine méfiance. Les mencheviks eux-mêmes,

malgré leurs théories sur l'initiative des masses et le self-government révolutionnaire dont le soviet pouvait sembler une réalisation aussi brillante qu'inattendue, n'auraient pas été fâchés de le voir préciser sa figure politique. Aussi le conseil fédéral du Parti social-démocrate (groupant depuis quelque temps bolcheviks et mencheviks) fit-il, le 29 octobre, soulever la question de l'adhésion du soviet au programme social-démocrate. C'était risquer de susciter, en pleine action révolutionnaire, une scission dans le prolétariat.

Fort heureusement, la majorité des députés, quoique formée de social-démocrates ou de sympathisants, refusa d'ouvrir le débat. La question n'en continua pas moins à troubler les organisations, à être débattue dans la presse et dans les meetings. Il fallut l'arrivée de Lénine, entre le 12 et le 14 novembre, pour qu'on reconnût au soviet, comme organe de combat de la classe ouvrière, sans distinction de partis, le droit à l'existence.

Le soviet et son comité exécutif comprenaient, outre les députés ouvriers, des représentants des partis ouvriers, à raison de trois par fraction, avec voix consultative. Il s'agissait des partis constitués, les deux ailes de la social-démocratie et les socialistes-révolutionnaires. En dehors même de ses délégués d'office, le Parti social-démocrate comptait dans le soviet assez de membres et de sympathisants pour lui assurer une influence prépondérante. Plus on avançait, et plus cette influence grandissait.

Cependant les progrès et l'expansion du mouvement ouvrier avaient donné naissance à d'autres tendances.

Depuis 1903 il était apparu en Russie, et principalement dans l'Ouest et en Ukraine, des groupes anarchistes. À partir de 1905, les anarchistes deviennent actifs aussi à Moscou, à Riga et à Saint-Pétersbourg. Ils publient des journaux et des proclamations, prennent la parole dans les meetings. Ils jouent un rôle important dans certaines grèves. La tendance la

plus répandue parmi eux était celle qui puisait son inspiration dans la revue kropotkinienne *Khlieb i Volia* (publiée à Genève). Cependant en octobre on voit surgir à Saint-Pétersbourg un « groupe d'anarchistes-communistes » qui prêche la terreur générale, les expropriations et le pillage des magasins, sous le nom d'« action directe ». Il avait une imprimerie et un stock d'explosifs pour la fabrication de bombes. Il est difficile de dire si c'est ce groupe ou un autre qui, en novembre 1905, demanda au soviet d'admettre ses représentants au même titre que ceux des autres organisations révolutionnaires dans son sein et au comité exécutif.

En tout cas, le comité exécutif du soviet repoussa cette demande en se fondant sur des motifs purement formels : la tradition de la Première Internationale, l'inexistence des anarchistes comme parti.

Lénine venait seulement alors de rompre avec les littérateurs décadents qui formaient la moitié de la rédaction de la *Novaïa Jizn* et de transformer ce journal en un organe purement bolcheviste – le n° 21 est le premier qui porte la devise « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » et le sous-titre « Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Il profita de l'occasion qui lui était offerte pour préciser sa conception du soviet, différente de celle de beaucoup d'autres membres du parti.

Socialisme et anarchie[1]

Le comité exécutif du soviet des Députés Ouvriers a repoussé hier, 23 novembre, la demande présentée par les anarchistes d'admettre leurs représentants au comité exécutif et au soviet. Il motive ainsi sa décision :

1. Dans toute la pratique internationale, les congrès et conférences socialistes n'ont jamais toléré dans leur sein de représentants des anarchistes, ces derniers n'admettant pas la lutte politique comme moyen d'atteindre leur idéal[2].

2. Seuls peuvent être représentés les partis, et les anarchistes ne forment pas un parti.

Nous estimons que la décision du comité exécutif est juste au plus haut point, et a une énorme importance, et en principe et en politique pratique.

Si le soviet était un parlement ouvrier ou un organe de self-government prolétarien[3], le refus d'y admettre une représentation des anarchistes serait injustifié. En

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome VII, 1re partie, p. 39-41.

2 Au congrès ouvrier international de Bruxelles en 1891, la question se posa de deux délégués d'organisations anarchistes : ils furent écartés, deux autres anarchistes étant admis comme délégués de syndicats. Le congrès de Zurich en 1893 n'admit à être représentés que les partis et organisations *« reconnaissant la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique »*. Le congrès de Londres en 1896 refusa de reconnaître pour cette raison les mandats des anarchistes et vota des conditions d'admission au congrès international suivant qui les excluaient formellement, même comme représentants des syndicats.

3 Comme le disaient et se le représentaient volontiers les mencheviks. Un des principaux agitateurs du parti, Liadov, rapporte dans ses *Souvenirs de 1903-1907* cette parole de Lénine : *« On veut faire du soviet une parlote, un parlement ouvrier. »*

effet, si infime que soit heureusement leur influence dans nos milieux ouvriers, ils n'en ont pas moins un certain nombre d'ouvriers de leur côté, c'est certain. Forment-ils un parti, une organisation, un groupe ou une libre association d'affinités, ce n'est qu'une question de forme, sans véritable importance de principe. Si, tout en niant la lutte politique, les anarchistes veulent être admis dans un organe qui mène cette lutte, c'est une inconséquence criante qui démontre seulement une fois de plus la fragilité de leur philosophie et de leur tactique. Mais on ne peut exclure d'un « parlement » ou d'un « organe de self-government » pour inconséquence.

La décision du comité exécutif nous semble juste et ne contredisant nullement les objectifs qu'il se propose, ni son caractère, ni sa constitution. Le soviet des Députés Ouvriers n'est ni un parlement ouvrier, ni un organe de self-government prolétarien, ni même un organe de self-government en général, mais une organisation de combat ayant des buts bien définis.

Le soviet groupe pour le combat, conformément à un accord provisoire et tacite, les représentants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (parti du socialisme prolétarien), du parti socialiste-révolutionnaire (porte-parole du socialisme petit-bourgeois ou extrême gauche de la démocratie bourgeoise révolutionnaire) et enfin de nombreux ouvriers sans parti. Ces derniers, toutefois, ne sont pas des sans-parti absolus, mais des révolutionnaires en dehors des partis, car toutes leurs sympathies vont à la révolution et, pour son triomphe, ils luttent avec un enthousiasme, une énergie, un dévouement, une abnégation sans bornes. C'est d'ailleurs pour les mêmes raisons qu'il sera naturel de faire entrer aussi au comité exécutif des représentants des paysans révolutionnaires[1].

1 Le comité exécutif comprenait depuis le 19 novembre 50 membres, les représentants des quartiers, ceux des syndicats et ceux des trois partis socialistes. La proposition de Lénine n'eut

Le soviet des Députés Ouvriers est essentiellement une alliance de combat, large et non écrite, des socialistes et des démocrates bourgeois, où l'étiquette de « révolutionnaire sans parti » recouvre bien des nuances intermédiaires entre les uns et les autres. La nécessité de cette alliance est évidente pour diriger les grèves politiques et les autres formes plus actives que revêt la lutte pour les revendications essentielles, reconnues et approuvées par l'immense majorité du peuple, revendications démocratiques. La présence ici des anarchistes serait non pas une force, mais une faiblesse ; ils apporteraient la désorganisation ; ils diminueraient la vigueur du choc commun ; ils pourraient encore se mettre à discuter l'urgence et l'importance des transformations politiques. Leur exclusion du groupe de combat qui opère notre révolution démocratique est une nécessité du point de vue et dans l'intérêt de cette révolution. Il n'y a place dans un tel groupe que pour ceux qui luttent pour le but commun. Si, par exemple, les cadets ou le « parti du droit et de l'ordre »[1] parvenaient à enrôler quelques centaines d'ouvriers à Pétersbourg, il est peu probable que le comité exécutif du soviet ouvrît ses portes à leurs représentants.

Pour motiver sa décision, le comité exécutif se réfère à la pratique des congrès socialistes internationaux. Nous approuvons chaleureusement cette déclaration,

---

pas le temps de se réaliser. Mais le soviet avait pu se rendre compte, par diverses délégations paysannes qu'il avait eu à recevoir, que la question paysanne, comme écrivait Lénine le 12 novembre, prenait une importance pratique, que la classe paysanne devenait un facteur actif essentiel de la révolution.

1 Parti de la bourgeoisie, des intellectuels bourgeois, des hauts fonctionnaires, formé vers le milieu d'octobre 1905. Son programme comportait la monarchie constitutionnelle et la convocation de la Douma au plus tôt ; d'autre part il réclamait un pouvoir fort et la lutte contre la révolution urbaine et rurale. Il tâchait d'agir parmi les ouvriers pour les enlever à la social-démocratie.

cette reconnaissance, par l'organe du soviet des Députés Ouvriers, de la direction spirituelle de la social-démocratie internationale. La révolution russe a déjà acquis une importance internationale. Ses adversaires indigènes complotent avec Guillaume II et avec tous les obscurantistes, tous les oppresseurs, tous les reîtres et tous les exploiteurs d'Europe contre la Russie libre[1]. N'oublions pas, nous aussi, que le triomphe de notre révolution exige l'alliance du prolétariat révolutionnaire de Russie avec les ouvriers socialistes de tous les pays.

Ce n'est pas pour rien que les congrès socialistes ont résolu de ne pas admettre les anarchistes. Entre le socialisme et l'anarchie il y a un abîme, que les agents provocateurs de la police et les journalistes valets des gouvernements réactionnaires tentent en vain de faire passer pour inexistant. La philosophie des anarchistes n'est que la philosophie bourgeoise retournée. Leurs théories individualistes, leur idéal individualiste, sont l'antipode même du socialisme. Leurs conceptions reflètent non l'avenir du régime bourgeois, poussé par une force inexorable vers la collectivisation du travail, mais son présent et même son passé, la domination du hasard aveugle sur le petit producteur isolé, solitaire. Leur tactique, qui se réduit à la négation de la lutte politique, divise les prolétaires et en fait en réalité les instruments passifs de telle ou telle politique bourgeoise, car se tenir à l'écart de toute politique est pour les ouvriers impossible et irréalisable[2].

Dans la révolution actuelle, grouper le prolétariat, l'organiser, l'instruire et l'éduquer politiquement est la

1 Allusion à l'entrevue de Nicolas II avec Guillaume II à Bjorko en Finlande, en juillet 1905 ; aux entretiens de Witte, à son retour d'Amérique où il avait signé la paix avec le Japon, avec M. Loubet et les ministres français en vue de la conclusion d'un emprunt destiné à sauver le tsarisme (septembre).

2 Lénine se borne à répéter ici contre les anarchistes en bloc les accusations de la social-démocratie occidentale.

tâche la plus impérieuse. Plus le gouvernement sévit avec ses bandes noires, plus ses agents provocateurs s'évertuent à allumer les passions mauvaises de la foule inculte, plus les défenseurs de l'absolutisme en train de pourrir sur pied se raccrochent, pour discréditer la révolution, à ce moyen désespéré d'organiser eux-mêmes les pillages, les pogroms, les assassinats, ou d'enivrer les miséreux[1], plus ce devoir d'organisation, incombant surtout au parti du prolétariat socialiste, prend d'importance. C'est pourquoi nous emploierons tous les moyens de la lutte d'idées pour que l'influence des anarchistes sur les ouvriers russes demeure aussi infime qu'elle l'a été jusqu'à ce jour.

Novaïa Jizn (La Vie nouvelle), n° 21,
25 novembre 1905.

1 Après le manifeste du 17 octobre, on vit s'organiser, avec la complicité de la bureaucratie et de la police, la contre-révolution. Sous la direction de l'Union des hommes russes, des bandes armées, recrutées parmi la petite bourgeoisie et le lumpenproletariat, mettaient à sac les quartiers juifs, assassinaient les militants ouvriers, excitaient la foule contre les intellectuels. Très souvent les désordres commençaient par le pillage d'un des dépôts gouvernementaux d'eau-de-vie. L'activité de ces bandes noires dura pendant toute la période de réaction.

Le soviet de Saint-Pétersbourg n'était pas le seul. Dans la plupart des centres importants de Russie, au cours d'octobre et de novembre, des soviets analogues de députés ouvriers surgissaient spontanément : à Moscou, à Rostov, à Kiev, à Odessa, à Novorossiisk, même à Krasnoïarsk et à Tchita en Sibérie orientale.

On voyait en même temps se multiplier des associations purement corporatives, commissions d'usine et syndicats ouvriers. On comptait à Saint-Pétersbourg, en octobre-novembre, 44 syndicats groupant 35 000 ouvriers ; à Moscou, 50 syndicats avec 26 000 membres. Le 6 novembre 1905, se constitua le Bureau central des syndicats ouvriers de Pétersbourg.

Les soviets étaient des organes dirigeant toute l'action du prolétariat, économique et politique, préparant l'insurrection, jouant parfois le rôle de « second gouvernement ». Ils groupaient principalement les représentants des ouvriers industriels les plus avancés. Les syndicats étaient des associations formées sur le terrain purement économique se proposant des buts limités, mais conduits par les événements à dépasser souvent ces buts.

Les uns et les autres avaient d'ailleurs un caractère commun : ils étaient politiquement neutres ; ils pouvaient avoir dans leur sein des membres de tels ou tels partis, mais comme organisations ils n'adhéraient au programme d'aucun parti. On a vu que la tentative faite par le Parti social-démocrate pour obliger le soviet de Saint-Pétersbourg à adopter son programme avait échoué. Les syndicats, dès le 17 septembre 1905, avaient établi le principe de leur neutralité politique.

Dans ces conditions, un problème se posait, celui de l'attitude des divers partis en face de ces organisations « sans parti ». Dans la social-démocratie, ce problème était ardemment débattu. Lénine estime nécessaire de faire la clarté sur la question dans l'article suivant, paru en deux fois dans la *Novaïa Jizn*.

Parti socialiste et révolutionnaires sans parti[1]

I

Le mouvement révolutionnaire en Russie, en gagnant des éléments toujours nouveaux de la population, suscite toutes sortes de groupements sans parti. Le besoin d'association se fait jour avec d'autant plus de force qu'il a été plus longtemps poursuivi et réprimé. Ces organisations, de formes diverses et souvent mal définies, apparaissent continuellement. Leur caractère est très original. Elles n'ont pas de cadres rigides, comme celles d'Occident. Les syndicats ouvriers prennent un caractère politique. La lutte politique se confond avec la lutte économique – par exemple dans les grèves, en engendrant des formes composites d'organisations passagères ou plus ou moins durables[2].

Que signifie ce phénomène ? Comment se comportera à son égard la social-démocratie ?

Des partis strictement constitués sont un phénomène qui accompagne et que suit une lutte de classe déjà bien développée. Inversement, une lutte de classe déclarée et

1 *Œuvres complètes*, édition russe, tome VII, 1re partie, p. 42-48.

2 Les syndicats prenaient une part active aux mouvements politiques, aux grèves politiques ; ainsi le syndicat des typographes décidait de boycotter les éditeurs et imprimeurs qui « *n'ignoraient pas systématiquement la Direction de la presse* » (c'est-à-dire la censure), consolidant ainsi la liberté de la presse... Outre les syndicats, nommés littéralement « unions » de telle ou telle profession, il y avait selon les lieux des « commissions de fabrique et d'usine », des « caisses de grève », etc., jouant un rôle analogue et répondant au caractère énoncé par Lénine.

de large envergure exige des partis formellement constitués. C'est pourquoi le parti du prolétariat conscient, la social-démocratie, combat justement l'esprit de neutralité politique et travaille avec persévérance à former un Parti ouvrier socialiste ferme sur les principes et solidement cimenté. Il y réussit à mesure que l'évolution du capitalisme fait pénétrer de plus en plus profondément dans la population la différenciation des classes et exaspère les antagonismes entre ces dernières.

Il est naturel que notre révolution actuelle ait engendré tant d'organisations sans parti. Cette révolution est démocratique, c'est-à-dire bourgeoise, par son contenu économique et social. Elle abat le régime autocratico-féodal ; du même coup elle libère le régime bourgeois qui poussait en dessous et satisfait les revendications de toutes les classes de la société bourgeoise. Elle est en ce sens une révolution nationale.

Cela veut-il dire qu'elle n'est pas une révolution de classe ? Évidemment non. Mais elle est dirigée contre des classes et des castes qui, au point de vue de la société bourgeoise, ont fait leur temps, ou à peu près, qui sont étrangères à cette société, qui entravent son évolution. Or, comme toute la vie économique du pays, dans ses traits essentiels, est devenue bourgeoise, comme l'écrasante majorité de la population est soumise en fait à un régime bourgeois, les éléments contre-révolutionnaires sont naturellement en nombre dérisoire, ils ne sont vraiment qu'une « poignée » en comparaison de la « nation ». Le caractère de classe de la révolution bourgeoise se manifeste donc nécessairement dans la lutte à première vue « nationale » de toutes les classes de la société bourgeoise contre l'autocratie et la féodalité.

L'époque de la révolution bourgeoise se distingue, en Russie comme ailleurs, par l'état relativement peu avancé des antagonismes sociaux. Notre capitalisme a beau être sensiblement plus développé que le capitalisme allemand

de 1848[1], sans parler du capitalisme français de 1789, les antagonismes purement capitalistes y sont encore, dans une très large mesure, voilés par d'autres antagonismes : « culture » et barbarie asiatique[2], européanisation et tatarisme, capitalisme et féodalité. Au premier plan apparaissent des revendications dont la satisfaction développera le capitalisme, l'épurera des scories féodales, améliorera les conditions d'existence et de lutte à la fois du prolétariat et de la bourgeoisie.

Si nous examinons attentivement les revendications, les cahiers, les doléances[3] dont il se compose aujourd'hui en quantité innombrable dans les usines, les bureaux, les régiments, les postes de police, les diocèses, les écoles, etc., nous constaterons sans peine que, dans leur immense majorité, ce sont des revendications purement « culturelles »[4]. Je veux dire par là que ce ne

1 À la veille de la révolution, on comptait en Russie 3 millions environ d'ouvriers industriels ; la concentration de l'industrie était telle que les entreprises ayant plus de 50 000 roubles de bénéfices par an formaient 2 % de toutes les entreprises et touchaient 45 % du total des bénéfices ; 450 entreprises ayant plus de 1 000 ouvriers chacune occupaient 1 100 000 ouvriers. Au contraire, en 1848, l'Allemagne était dans l'ensemble, comme le reconnaît Engels dans *Révolution et contre-révolution,* un pays d'artisanat et de petite industrie.

2 On comptait environ 75 % d'illettrés ; 1 % seulement de la population avait reçu une instruction autre que l'enseignement primaire, et 0,011 % une instruction supérieure.

3 En français dans le texte.

4 Une assemblée du clergé de Saint-Pétersbourg réclame la réforme des séminaires et l'abolition des privilèges des moines *(Novaïa Jizn,* n° 1) ; des ouvriers demandent, outre la journée de 8 heures et le relèvement des salaires des manœuvres, « *un traitement poli et l'amélioration du régime intérieur ; la suppression des amendes ; un local dans l'usine pour les meetings* » (n° 9) ; le syndicat des téléphonistes poursuit « *une amélioration sérieuse des conditions d'existence des employés* » (n° 10) ; les garçons de restaurant désirent que les patrons n'aient pas le droit de s'ingérer dans leur vie privée ni dans leurs actes ne touchant pas le service » et veulent « *un traitement poli de*

sont pas des revendications spécifiques de classe, mais des revendications élémentaires, des revendications qui, loin de ruiner le capitalisme, le font entrer dans un cadre à l'européenne, l'affranchissement de la barbarie, de la sauvagerie, de la corruption, et autres survivances « bien russes » du droit féodal. Au fond, les revendications prolétariennes elles-mêmes se bornent la plupart du temps à des réformes parfaitement réalisables en régime capitaliste. Le prolétariat de Russie réclame, pour le moment, des choses capables non pas de miner le capitalisme, mais de l'épurer, de le fortifier et d'accélérer son évolution.

La situation spéciale du prolétariat dans la société capitaliste fait que les aspirations socialistes des ouvriers, leur alliance avec le parti socialiste, se font jour irrésistiblement dès les premières étapes du mouvement. Mais les revendications proprement socialistes sont encore à venir ; à l'ordre du jour sont, en politique, les revendications démocratiques et, dans l'ordre économique, les améliorations réalisables dans les limites du capitalisme. Même le prolétariat fait la révolution, pour ainsi dire, sans sortir du programme minimum.

Quant à la classe paysanne, cette masse gigantesque, écrasante par son nombre, inutile d'en parler. Son « programme maximum », son but final ne dépasse pas le capitalisme, qui ne ferait que croître et embellir, si toute la terre passait aux mains des paysans et de toute la nation. La révolution paysanne, c'est, en ce moment, la révolution bourgeoise, même si ces mots offensent

la part des patrons, de l'administration et des clients » (n° 10) ; les soldats demandent qu'on les traite humainement, qu'on n'ouvre pas leurs lettres, qu'on leur permette l'accès des bibliothèques, qu'on leur donne un couvert individuel, etc. (n° 12). On rencontre des revendications analogues des sergents de ville, qui s'organisent en « syndicat des employés de police » (n° 11).

l'oreille sentimentale des paladins de notre socialisme petit-bourgeois[1].

Que ce caractère de la présente révolution engendre des organisations sans parti, c'est bien naturel. Le mouvement dans son ensemble prend un cachet extérieur, une allure de neutralité politique, mais une allure seulement. Le besoin d'avoir une vie « humaine » et civilisée, de s'associer, de défendre sa dignité, ses droits d'homme et de citoyen, s'empare de tous, unit toutes les classes, devance infiniment la notion de parti et met en branle des gens qui sont loin, très loin encore, de pouvoir s'élever à ce niveau. La nécessité pressante de réformes immédiates et élémentaires chasse à l'arrière-plan toute considération sur ce qui viendra après. L'entrain pour la lutte actuelle, entrain indispensable et légitime, sans lequel il n'est pas de succès, pousse à idéaliser ces buts immédiats et élémentaires, les colore en rose, les revêt même parfois d'une parure fantaisiste ; la simple démocratie, la plus banale démocratie bourgeoise est classée socialisme. Les partis disparaissent ; tout semble se fondre en un seul mouvement « libérateur » (qui libère en effet la société bourgeoise) ; tout acquiert une teinte légère – oh ! très légère – de « socialisme », grâce au rôle d'avant-garde dévolu au prolétariat socialiste dans la lutte démocratique.

L'idée d'indépendance politique ne peut pas ne pas remporter, dans ces conditions, certaines victoires éphémères. L'indépendance devient fatalement une formule à

1 C'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires. Dans un article paru dans la *Novaïa Jizn* du 12 novembre (n° 11), Lénine adopte leur devise « la terre et la liberté », en reconnaissant que les paysans veulent *toute* la terre et un gouvernement élu, mais il ajoute : « *Même sur un sol appartenant à toute la nation, celui-là seul sera économiquement indépendant qui possède un capital, des instruments, du bétail, des machines, des stocks de graines, de l'argent en général. L'idée de la "socialisation" du sol sans la socialisation du capital... est une erreur.* » Il définit ensuite les paysans comme des démocrates révolutionnaires.

la mode – la mode se traîne lamentablement à la remorque de la vie – et c'est justement l'organisation « neutre » qui semble devenir le phénomène « habituel » de la superficie politique : démocratisme sans parti, grévisme sans parti, révolutionnisme sans parti.

Demandons-nous maintenant comment doivent se comporter en face de ce phénomène et de cette idée les partisans et les porte-parole des diverses classes ; « doivent » au sens objectif et non subjectif, c'est-à-dire non pas : comment il leur faut se comporter, mais comment ils se comporteront infailliblement étant donnés les intérêts et le point de vue de chaque classe.

II

Nous avons montré que la neutralité politique est le fruit ou, si l'on veut, l'expression du caractère bourgeois de notre révolution. La bourgeoisie ne peut pas ne pas être « sans parti », car l'absence de partis parmi ceux qui luttent pour libérer la société bourgeoise est le signe de l'absence d'une lutte nouvelle contre cette même société bourgeoise. Celui qui combat ainsi, en dehors de toute idée de parti, pour la liberté ou bien n'a pas conscience du caractère bourgeois de la liberté, ou bien sanctifie le régime bourgeois, ou bien ajourne la lutte contre ce régime, ajourne son « perfectionnement », aux calendes grecques. Inversement, celui qui, consciemment ou inconsciemment, est pour l'ordre bourgeois ne peut pas ne pas sentir d'inclination pour l'idée de neutralité politique.

Dans une société fondée sur la division en classes, la lutte entre classes ennemies devient infailliblement, à un certain degré de développement, une lutte politique. L'expression intégrale, la forme la plus pure de la lutte politique des classes, c'est la lutte des partis. L'« indépendance » n'est qu'indifférence à la lutte des partis. Mais cette indifférence n'est pas neutralité ou abstention,

car dans la lutte de classe il n'y a pas de neutres : on ne peut pas « s'abstenir », en société capitaliste, de participer à l'échange des produits, à la vente ou à l'achat de la force de travail. Or, l'échange engendre inévitablement la lutte économique et, par suite, la lutte politique. Être indifférent n'est donc pas s'écarter de la lutte, s'abstenir, rester neutre. L'indifférence est un appui tacite donné au plus fort, à celui qui domine. Celui qui, en Russie, était indifférent envers l'absolutisme, avant sa chute lors de la révolution d'octobre, soutenait tacitement l'absolutisme. Celui qui en Occident est indifférent envers la domination de la bourgeoisie soutient tacitement la bourgeoisie. Celui qui considère avec indifférence l'idée du caractère bourgeois de la lutte pour la liberté soutient tacitement l'hégémonie de la bourgeoisie dans cette lutte, l'hégémonie de la bourgeoisie dans la Russie libre qui naît. En politique, indifférent veut dire satisfait. L'homme repu regarde avec « indifférence » un morceau de pain ; l'affamé, au contraire, sera toujours « partial » dans la question du morceau de pain. Est « indifférent » en face d'un morceau de pain non pas l'homme qui n'en a pas besoin, mais celui qui est sûr d'avoir toujours du pain, qui n'en éprouve jamais le besoin, qui est solidement installé dans le « parti » des repus. L'étiquette de « sans-parti » dans la société bourgeoise n'est que l'expression hypocrite, voilée, passive, de l'appartenance au parti des repus, au parti des gouvernants, au parti des exploiteurs.

La neutralité est une idée bourgeoise. L'idée de parti est socialiste. Cette vérité est applicable à toute société bourgeoise. Il va de soi qu'il faut savoir l'appliquer aux diverses questions et aux divers cas. Mais l'oublier, à une époque où la société bourgeoise en son entier se lève contre la féodalité et l'absolutisme, serait, en réalité, renoncer à faire la critique socialiste de la société bourgeoise.

La révolution russe, quoiqu'au début seulement de son évolution, fournit déjà pas mal de faits confirmant ces considérations générales. Seule la social-démocratie, parti du prolétariat conscient, a toujours défendu et défend l'idée de parti. Nos libéraux, porte-parole des opinions bourgeoises, ont en horreur « l'esprit de parti » des socialistes et ne veulent pas entendre parler de lutte de classe : rappelons-nous les récents discours de M. Roditchev, répétant pour la centième fois ce qu'ont dit et ressassé et l'*Osvobojdénié* à l'étranger et les innombrables organes vassaux du libéralisme russe[1]. Enfin l'idéologie de la classe intermédiaire, de la petite bourgeoisie, a trouvé son expression très claire chez nos « radicaux » de toutes nuances, depuis les radicaux-démocrates de la *Nacha Jizn* (Notre Vie)[2] jusqu'aux « socialistes-révolutionnaires ». C'est dans la question agraire, avec leur formule de la « socialisation » (de la terre, sans socialisation

1 Il s'agit de discours prononcés au congrès des municipalités tenu à Moscou du 6 au 13 novembre 1905 (et qui fut d'ailleurs le dernier de la série). Roditchev était un grand propriétaire de la province de Tver, et un des fondateurs du Parti cadet. L'idée mentionnée par Lénine est exprimée également dans le discours de Pétrounkévitch cité par la *Novaïa Jizn* (n° 8) : « *À nous s'offre un tableau effrayant : tout autour ce sont les pogroms, les campagnes se soulèvent. Le gouvernement est à la veille de la banqueroute... À un moment pareil, on nous offre de nous diviser en partis. Ce n'est pas le moment... Quand périt le pays, tous les partis doivent s'unir, tous doivent se tendre la main. Je ne suis pas socialiste, mais à cette heure je suis prêt à leur tendre à eux aussi la main, pourvu qu'ils veuillent bien renoncer à leurs intérêts de classe, etc.* »

2 La *Nacha Jizn* paraissait depuis novembre 1904, comme quotidien exprimant les idées de *l'Osvobojdénié;* parmi ses rédacteurs se trouvaient Prokopovitch et Kouskova. Un Parti radical-démocrate était en voie de formation autour de cet organe, avec un programme plus à gauche que les cadets (il ne devait jouer d'ailleurs aucun rôle et disparaître dès mars-avril 1906). Il se constituait à cette époque, à l'occasion des prochaines élections, de nombreux partis de toutes nuances.

du capital), que ces derniers ont le plus nettement démontré qu'ils confondent socialisme et démocratie. Tolérants envers le radicalisme bourgeois, ils ne peuvent souffrir l'idée social-démocrate de « parti ».

Il n'entre pas dans notre sujet d'analyser comment les intérêts des diverses classes se reflètent dans le programme et la tactique des libéraux et radicaux de toute espèce. Nous avons effleuré en passant cette intéressante question : passons maintenant aux conclusions politiques pratiques à tirer concernant l'attitude de notre parti envers les organisations sans parti.

Les socialistes peuvent-ils entrer dans des organisations réunissant plusieurs partis ? Si oui, à quelles conditions ? Quelle tactique suivre au sein de ces organisations ?

À la première question on ne peut répondre par un non absolu, de principe. Il serait faux de dire que l'entrée des socialistes dans les organisations sans parti (c'est-à-dire plus ou moins consciemment, ou inconsciemment, bourgeoises) est inadmissible[1]. À une époque de révolution démocratique, refuser de participer à des organisations sans parti peut équivaloir, dans certains cas, à refuser de participer à la révolution démocratique. Mais les socialistes doivent étroitement limiter ces « cas », et ils ne peuvent considérer cette participation comme un avantage que dans des conditions bien définies et limitatives. Car, si les organisations sans parti sont engendrées, comme nous l'avons vu, par le caractère relativement peu avancé de la lutte de classe, l'existence des partis est un des facteurs qui rendent la lutte de classe consciente, nette, définie et qui la portent sur le terrain des principes.

La sauvegarde de l'indépendance doctrinale et politique du parti prolétarien est pour les socialistes un

1 Lénine réfute ici l'opinion de nombreux bolcheviks : ainsi les bolcheviks membres du soviet de Saint-Pétersbourg avaient menacé de se retirer du soviet si ce dernier n'adoptait pas le programme social-démocrate.

devoir constant, immuable, absolu. Celui qui ne s'acquitte pas de ce devoir cesse en fait d'être socialiste, si sincères que soient ses convictions « socialistes » (socialistes en paroles). La participation à des organisations sans parti n'est tolérable, pour un socialiste, qu'à titre d'exception. Le but de cette participation, son caractère, ses conditions, doivent être entièrement subordonnés à cet objectif primordial : préparer et organiser le prolétariat socialiste pour qu'il soit en état de diriger la révolution socialiste.

Les circonstances peuvent nous obliger à entrer dans des organisations sans parti, surtout à l'époque de la révolution démocratique et, tout particulièrement, d'une révolution démocratique où le prolétariat joue un rôle éminent. Cela peut être nécessaire, par exemple, pour prêcher le socialisme devant un auditoire vaguement démocratique ou pour combattre de concert avec les démocrates révolutionnaires la contre-révolution. Dans le premier cas, cette participation sera un moyen de faire triompher nos idées ; dans le second, elle sera une alliance de combat ayant un but révolutionnaire défini. Dans les deux cas, elle ne peut être que temporaire. Dans les deux cas, elle n'est admissible que si l'on maintient intacte l'indépendance du parti ouvrier et si le contrôle et la direction du parti dans son ensemble s'exercent obligatoirement sur les membres ou groupes « délégués » par lui dans les associations ou soviets sans parti[1].

Lorsque notre parti était clandestin, ce contrôle et cette direction se heurtaient à des obstacles formidables, parfois presque insurmontables. Maintenant que nous

1 Ces conditions : caractère temporaire, indépendance du parti, contrôle du comité central, sont les mêmes que celles qui avaient été mises par le troisième congrès à une entente avec les socialistes-révolutionnaires.

agissons de plus en plus au grand jour[1], ils peuvent et doivent s'effectuer de la façon la plus large, à la face non seulement des « sommets », mais aussi de la « base », de tous les ouvriers organisés, membres de notre parti. Les comptes rendus des interventions des social-démocrates dans les associations ou soviets sans parti, les exposés sur les conditions et les objectifs de chaque intervention, le vote de résolutions à ce sujet par les sections doivent absolument entrer dans la pratique du parti ouvrier. Cette collaboration effective de tout le parti orientant l'action de ses délégués est le seul moyen réel d'opposer le travail vraiment socialiste au travail démocratique en général[2].

Quelle tactique suivre au sein des associations sans parti ? Premièrement, profiter de toutes les occasions pour nous créer des liaisons particulières et pour propager tout notre programme socialiste. Deuxièmement, définir les objectifs politiques du moment en vue d'achever résolument la révolution démocratique, donner des mots d'ordre politiques à la révolution démocratique, énoncer le « programme » des réformes que doit réaliser la démocratie révolutionnaire militante pour se distinguer de la démocratie libérale marchandante.

Ce n'est qu'à cette condition que la collaboration des membres de notre parti aux organisations

1 Le Parti social-démocrate n'avait pas été formellement légalisé, et s'il jouissait en fait de certaines possibilités légales de presse et de réunion, c'était une situation très précaire. Lénine lui-même vivait alors illégalement et tout l'appareil clandestin subsistait.

2 Une des graves questions qui agitaient alors le parti était celle des rapports entre les simples militants et les comités, entre les ouvriers et les intellectuels. Lénine avait publié dans la *Novaïa Jizn* plusieurs articles sur la « réorganisation du parti », dans lesquels il reconnaissait la nécessité d'une nouvelle orientation : en présence d'une liberté politique, même instable, écrivait-il, le principe électif reprend ses droits.

révolutionnaires sans parti formées aujourd'hui par les ouvriers, demain par les paysans, après-demain par les soldats, etc., peut être admissible et fructueuse. C'est seulement ainsi que nous serons à même de remplir le double devoir du parti ouvrier dans la révolution bourgeoise : mener à son terme la révolution démocratique, élargir et renforcer les cadres du prolétariat socialiste, qui a besoin de la liberté pour combattre sans merci la domination du capital.

Novaïa Jizn (Vie nouvelle), n^{os} 22 et 27,
26 novembre et 2 décembre 1905.

Depuis la seconde moitié de novembre, la révolution était entrée dans sa phase décisive.

Tout l'Empire était embrasé : à l'intérieur les paysans chassaient par le fer et le feu les propriétaires nobles et occupaient leurs terres ; dans l'armée et dans la flotte, les mutineries se succédaient, à Cronstadt, à Sébastopol, à Kharkov et ailleurs ; dans les provinces frontières, en Pologne, en Finlande, au Caucase, les nationalités opprimées secouaient le joug russe.

Le 23 novembre, le soviet de Saint-Pétersbourg avait invité les ouvriers et toute la population pauvre à retirer ses dépôts des caisses d'épargne ; le 1er décembre, il lançait, de concert avec toutes les organisations révolutionnaires, un manifeste dit « financier » contenant en substance le raisonnement suivant : le gouvernement est à la veille de la faillite ; le désastre ne peut être évité que par son renversement ; le meilleur moyen pour cela est de le frapper à la bourse, donc refuser le versement de tous les impôts et des redevances paysannes, réclamer le paiement en or des salaires et traitements, retirer les sommes déposées sous quelque forme que ce soit.

Le gouvernement, de son côté, crut le moment venu d'agir. Déjà l'élite ouvrière, qui avait participé aux grèves d'octobre et de novembre, était fatiguée ; le gros de l'armée n'avait pas soutenu les révoltés ; les paysans restaient isolés à la fois des villes et de la troupe ; la « société » libérale, effrayée par la révolution, déjà contente des concessions faites, penchait du côté du pouvoir, comme l'avaient montré les débats du dernier congrès des municipalités (6-13 novembre).

Alors les provinces où le mouvement agraire était le plus violent furent déclarées en état de siège ; la presse fut soumise à l'arbitraire des gouverneurs (les journaux qui avaient publié le *Manifeste financier,* comme la *Novaïa Jizn*, furent confisqués et fermés le

jour même) ; le délit de grève dans les services publics fut puni de 4 ans de prison ; enfin, le 3 décembre, le comité exécutif du soviet était arrêté.

La riposte fut la grève générale déclarée pour le 8 décembre. La grève embrassa 33 villes et la plupart des lignes de chemins de fer. Dans quelques endroits, mais surtout à Moscou, elle tourna presque aussitôt en insurrection, en guerre déclarée entre le peuple et le pouvoir. Le 10 décembre, Moscou était couvert de barricades, spontanément élevées. Le gouverneur Doubassov fit donner l'artillerie, appela des troupes sûres ; néanmoins le combat dura jusqu'au 17. Finalement les insurgés furent écrasés. Le prolétariat de Pétersbourg, fatigué, ne les avait pas soutenus activement[1].

Le 17 décembre, l'insurrection était écrasée de même dans le Donetz, le 21 à Rostov ; le 25, la République de Novorossiisk, où le soviet depuis le 12 détenait le pouvoir, cessa de vivre. À la fin de décembre, les grèves mêmes avaient partout pris fin.

La défaite de la révolution était certaine. Pour s'attacher définitivement les libéraux, le gouvernement avait publié, le 11 décembre, au début de la grève, une nouvelle loi électorale qui amendait dans un sens relativement libéral celle du 6 août : à côté des trois « curies » des propriétaires fonciers, des paysans et des habitants des villes, il était créé une « curie ouvrière » ; mais surtout la petite et moyenne bourgeoisie des villes voyait grossir considérablement (plus que décupler, d'après certaines évaluations) le nombre de ses électeurs. Donnant d'une main à la bourgeoisie et aux intellectuels, le gouvernement pouvait de l'autre frapper durement les ouvriers et les paysans révolutionnaires : sous le commandement de bourreaux qualifiés, des expéditions punitives parcouraient la Russie, emplissant les prisons, fusillant les « meneurs », fermant les syndicats, saccageant les imprimeries, soutenant les bandes noires dans leurs pogroms.

1 Sur l'insurrection de Moscou, voir un des extraits suivants.

Le 12 février, l'ouverture de la Douma était fixée au 27 avril ; le 20 paraissait une loi précisant l'organisation du Parlement : deux Chambres, la Douma ramenée à des fonctions presque purement consultatives et le Conseil d'État bureaucratique. À la fin du mois commençait la campagne électorale.

En face de cette situation, plusieurs questions se posaient à la social-démocratie. Ses organisations, très éprouvées par les répressions, étaient réduites à rentrer dans l'illégalité complète. Le rétablissement de l'unité était ressenti, surtout par les ouvriers, comme une nécessité urgente ; le comité central d'union formé par les conférences de novembre s'occupait de la convocation d'un congrès commun. Mais la question de la conduite à tenir envers la Douma séparait les deux fractions.

Comment considérer la Douma, telle qu'elle sortait de l'oukase du 11 décembre ? Mencheviks et bolcheviks convenaient, comme dit Lénine, que la Douma était « *une misérable contrefaçon de représentation populaire, qu'il fallait combattre ce mensonge et se préparer à l'insurrection pour arriver à la convocation d'une Constituante élue par tout le peuple* ». Mais les premiers disaient : le parti doit participer tout au moins aux deux premiers degrés des élections, car après la défaite de décembre la Douma sera le centre groupant toutes les oppositions, faisant l'éducation politique du peuple ; les bolcheviks avaient décidé, dans une conférence tenue à Tammerfors, en Finlande, au milieu de décembre, en pleine insurrection de Moscou, de ne participer à aucun stade des élections, mais d'entrer dans les assemblées électorales, légalement ou non, pour y exposer le programme socialiste.

Cette discussion sur la Douma contribua à réveiller les organisations du parti et en suscita une autre : comment juger la situation, quelles leçons tirer des événements pour l'avenir ? Mencheviks et bolcheviks étaient d'accord que la révolution avait subi un temps d'arrêt, mais qu'elle reprendrait son essor. Cependant

les premiers tiraient de l'échec subi cette conclusion qu'il fallait davantage tenir compte de l'opposition bourgeoise, revenir à la préparation légale dans les syndicats subsistants. Les bolcheviks formulaient la tactique à suivre comme une suite directe de la tentative de décembre.

Le Parti social-démocrate, depuis la fermeture de la *Novaïa Jizn* et du *Natchalo*, le quotidien menchevist, le 2 décembre 1905, était privé d'organe légal. Il était réduit, en dehors de deux revues périodiques, aux tracts et aux publications illégales. Les *Izvestia* (Nouvelles) du Parti, dans lesquelles parut l'article ci-dessous, étaient une feuille illégale et irrégulière rédigée en commun par les bolcheviks et les mencheviks pour la préparation des questions à l'ordre du jour du congrès d'union. Le n° 1 avait paru le 7 février 1906.

La révolution russe et les devoirs du prolétariat[1]

I

Où en est la révolution démocratique en Russie ? Est-elle écrasée, ou bien traversons-nous seulement une période d'accalmie ? L'insurrection de décembre a-t-elle été le point culminant de la révolution et glissons-nous désormais irrésistiblement vers un régime constitutionnel à la Chipov[2] ? Ou bien le mouvement révolutionnaire dans son ensemble, loin de décroître, continue-t-il son ascension, préparant une explosion nouvelle, accumulant pendant l'accalmie des forces nouvelles, promettant, après la première insurrection malheureuse, une seconde insurrection avec infiniment plus de chances de succès.

Telles sont les questions cardinales qu'ont à résoudre les social-démocrates de Russie. Restant fidèles au marxisme, nous ne pouvons ni ne devons nous dérober par des lieux communs à l'analyse des conditions objectives, qui, en fin de compte, donnera la solution définitive. Or, de cette solution dépend toute la tactique de la social-démocratie, et nos discussions, par exemple sur le boycottage de la Douma (elle touche d'ailleurs à sa fin, la majorité des organisations du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VII, 1re partie, p. 72-81.

2 Chipov était devenu un des chefs de la Ligue du 17 octobre, groupant les organisations de grands propriétaires et hauts fonctionnaires se tenant strictement sur le terrain de l'oukase du 17 octobre.

s'étant prononcées pour le boycottage)[1], ne sont qu'une toute petite parcelle de ces grands problèmes.

Nous venons de dire qu'il ne convient pas à un marxiste de se libérer de ces questions par des phrases générales, par exemple en déclarant que nous n'avons jamais compris la révolution comme faite seulement de « fourches et d'épieux »[2], que nous étions révolutionnaires même à l'époque où nous ne lancions pas d'appels directs à l'insurrection[3], que nous resterons révolutionnaires dans la période parlementaire, quand elle viendra[4], etc. De tels discours seraient de misérables faux-fuyants, substituant à une question historique concrète des considérations abstraites qui n'élucident rien du tout et ne font que dissimuler l'indigence ou la désorientation politique.

Pour appuyer notre pensée d'un exemple, reportons-nous à l'attitude de Marx envers la révolution allemande de 1848. Ce rappel sera d'autant plus utile qu'on remarque chez nous les symptômes d'une division analogue, et même plus tranchée encore, de la bourgeoisie en deux camps : réactionnaire et révolutionnaire, division qui ne s'est point produite, par exemple, lors de la grande révolution française. À proprement parler, on peut même formuler, par analogie avec l'Allemagne (au sens convenu et limité, bien entendu, où les analogies historiques sont admissibles), les questions cardinales posées plus haut de

1 Martov, dans son *Histoire de la social-démocratie russe,* reconnaît que la tactique compliquée des mencheviks (boycottage partiel) ne fut pas comprise et que « *l'énorme majorité des organisations du parti choisit le plan bolcheviste, comme plus entier et plus simple* ».

2 Les armes ordinaires de l'insurrection paysanne.

3 Lénine distingue toujours trois époques : celle où l'insurrection était un objectif théorique ; celle où elle était l'objet d'une préparation pratique ; celle où le parti lança l'appel direct à l'insurrection.

4 Lénine justifiait la tactique du boycottage précisément en disant que la Douma n'était pas un Parlement.

la façon suivante : 1847 ou 1849 ? Sommes-nous (comme l'Allemagne en 1847, pendant et après la convocation du Landtag réuni, qui était la « Douma » allemande) à la veille de l'apogée de la révolution, ou bien (comme l'Allemagne en 1849), assistons-nous à l'épuisement définitif de la révolution et au début des mornes jours d'une constitution tronquée[1] ?

1 En février 1847, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, pressé par le besoin d'argent et les réclamations de tout le pays, sauf la haute noblesse et la haute bureaucratie, se décida à convoquer les huit Landtag ou assemblées des huit provinces de Prusse en un « Landtag réuni ». Cette assemblée était purement consultative, privée du droit d'initiative : sa seule mission était d'accorder au roi la garantie d'un emprunt qui lui était refusé sans cela. Elle refusa d'ailleurs. Engels montre dans *Révolution et contre-révolution* (ouvrage encore attribué à Marx à l'époque où Lénine écrivait) qu'à ce moment « *l'Union libérale, dirigée par la bourgeoisie, comprenant une grande partie de la petite noblesse, et gagnée par le mécontentement qui s'était accumulé dans les diverses couches des classes inférieures... exigeait une Constitution représentative moderne et antiféodale, avec toutes ses conséquences, liberté de la presse, jugement par le jury, etc. Elle chercha par tous les moyens possibles à s'assurer l'appui de la classe ouvrière des villes et des paysans... et vers la fin de l'an 1847 il n'y avait guère de personnage politique marquant qui ne se déclarât socialiste pour se concilier les sympathies du prolétariat* » (Traduction L. Lafargue, Paris, 1900, p. 35-36, légèrement corrigée). C'était ainsi l'apogée de ce mouvement révolutionnaire où la bourgeoisie tenait la tête ; mais c'en était aussi la fin, car lorsque, le 18 mars 1848, le prolétariat de Berlin prit les armes, il suffit au roi de consentir quelques minces concessions pour que la bourgeoisie se déclarât satisfaite : « *L'alliance entre la bourgeoisie et les partisans du système renversé fut conclue sur les barricades mêmes de Berlin.* » Mais cette alliance même entraîna une division de la bourgeoisie en deux camps : la petite bourgeoisie forma le parti populaire ou démocratique, demandant le suffrage universel, une assemblée unique « *et la reconnaissance pleine et entière de la révolution du 18 mars comme base d'un nouveau système de gouvernement* ». Une parodie de Constituante fut convoquée, mais le 9 novembre le roi prononça même sa dissolution en proclamant une Constituante tronquée réduisant au minimum les

C'est au cours de 1850 que Marx posa cette question, l'étudia et la résolut non par une échappatoire, mais par une réponse directe, tirée de l'analyse des conditions objectives. En 1849, la révolution était écrasée, de nombreuses insurrections avaient échoué, la liberté conquise de fait par le peuple lui avait été retirée, la réaction sévissait contre les « révolutionnaires ». Une action politique déclarée de la Ligue des communistes (l'organisation social-démocrate d'alors, dirigée effectivement par Marx)[1] était désormais impossible. « *On éprouvait partout le besoin,* dit le message adressé par le comité central de la Ligue à ses membres en 1850[2], *d'une forte organisation secrète*[3] *du parti révolutionnaire dans toute l'Allemagne.* » Le comité central envoie de l'étranger en Allemagne un émissaire, qui concentre « *toutes les forces utilisables entre les mains de la Ligue* »[4].

---

pouvoirs de la représentation populaire. Plus tard, le conflit entre l'Assemblée nationale allemande de Francfort et les États qui refusaient d'accepter la Constitution fédérale qu'elle avait élaborée donna au mécontentement des éléments démocratiques l'occasion de s'exprimer par des insurrections dans toute l'Allemagne (en mai 1849). En juillet, l'insurrection était complètement vaincue, la révolution « épuisée ».

1 *La Ligue des communistes* se constitua en été 1847, à son congrès de Londres, comme une société secrète de propagande ayant pour but « *le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise, fondée sur des antagonismes de classes, et l'établissement d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée* ». Marx était seulement membre du comité central de la Ligue, mais exerçait une influence prépondérante.

2 Pendant la période de réaction, l'exil de ses membres et les désaccords sur la tactique à suivre avaient disloqué la *Ligue des communistes*. En mars 1850, son comité central lança une circulaire, rédigée par Marx et Engels et portée en Allemagne par un émissaire spécial, pour la reconstituer. Comme on l'a vu dans les extraits précédents, ce texte donna lieu à bien des discussions entre bolcheviks et mencheviks.

3 Souligné par nous (N. L.).

4 Un agent envoyé en Allemagne par une organisation adversaire de la Ligue avouait n'avoir rien pu faire « *parce que toutes*

Marx parle (« message » de mars 1850) de la probabilité d'une recrudescence du mouvement, d'une nouvelle révolution, conseille aux ouvriers de se grouper en une organisation indépendante, insiste tout particulièrement sur la nécessité d'armer tout le prolétariat, de former une garde prolétarienne, sur la nécessité de « *désorganiser par la violence toute tentative de désarmement* ». Il réclame la formation de « *gouvernements ouvriers révolutionnaires* » et envisage l'attitude du prolétariat « *pendant et après l'insurrection imminente* ». Marx donne en exemple à la démocratie allemande la France jacobine de 1793 (voyez le Procès des communistes de Cologne)[1].

Six mois s'écoulent. La recrudescence espérée ne vient pas. Les efforts de la Ligue ne sont pas couronnés de succès. « *Un nouvel essor de la révolution,* écrivait Engels en 1885, *devenait au cours de 1850 de moins en moins probable, même impossible.* » La crise industrielle de 1847 était passée. Une période de prospérité industrielle commençait. Et voilà Marx qui, tenant compte des conditions objectives, pose clairement et délibérément la question. En automne 1850, il déclare catégoriquement que maintenant, en présence d'un aussi magnifique développement des forces de production de la société bourgeoise, « *il ne peut être question d'une vraie révolution* »[2].

---

les forces utilisables se trouvaient déjà entre les mains de la Ligue » (la phrase est citée dans une seconde circulaire du comité central, datée de juin 1850).

1 « *Comme en France en 1793, en Allemagne aujourd'hui une stricte centralisation est le devoir d'un parti véritablement révolutionnaire.* » Cette phrase se trouve, comme les précédentes, dans la Circulaire de mars, mais celle-ci était publiée avec la seconde, en appendice de l'édition de 1885 de l'ouvrage de Marx : *Révélations sur le procès des communistes de Cologne.*

2 Tout ce passage, depuis la phrase d'Engels, est écrit par Lénine d'après la préface composée par Engels pour l'édition des *Révélations sur le procès des communistes de Cologne. La* citation de Marx est prise aussi de là ; l'original s'en trouvait dans un article de la *Neue Rheinische Zeitung* d'octobre 1850. Marx dit

Le lecteur le voit, Marx n'esquive point une question pénible. Il ne joue pas avec le mot de révolution, il ne substitue pas à une question politique actuelle des abstractions vides. Il n'oublie pas que la révolution en général va malgré tout de l'avant, car l'évolution de la société bourgeoise se poursuit, mais il déclare franchement que la révolution démocratique au sens immédiat et étroit du mot est impossible. Marx résout une question difficile sans invoquer le « moral » abattu et la lassitude de telle ou telle catégorie du prolétariat (comme le font souvent les social-démocrates qui donnent dans la théorie des « suiveurs »). Non, tant qu'il n'avait pas d'autres données que la baisse du moral (en mars 1850), il continuait d'appeler à l'armement et à l'insurrection, à la préparer, au lieu d'abaisser par son scepticisme ou sa désorientation le moral des ouvriers. Ce n'est que lorsqu'il eut montré que l'« épuisement »[1] de la « vraie révolution » était un fait accompli que Marx changea d'opinion. Et, ayant changé d'opinion, il réclama nettement et franchement un changement radical de tactique, l'abandon de la préparation à l'insurrection, car cette préparation ne pouvait être dès lors qu'un amusement. Le mot d'ordre d'insurrection fut purement et simplement rayé de l'ordre du jour. Il fut reconnu franchement et délibérément que « la forme du mouvement avait changé ».

L'exemple de Marx doit être présent à notre esprit au moment désagréable que nous traversons. L'éventualité d'une « vraie révolution » à bref délai, la « forme » fondamentale « du mouvement », l'insurrection et sa préparation sont des questions à traiter avec le plus grand sérieux, mais un parti politique en lutte doit y répondre franchement et délibérément, sans ambages, sans échappatoire,

---

plus exactement : « *En présence d'un essor général dans lequel les forces productrices de la société bourgeoise se développent aussi largement que la chose est possible dans le cadre du régime bourgeois, il ne peut être question d'une vraie révolution.* »

1 L'expression est d'Engels, dans le même passage.

sans réticence aucune. Le parti qui ne saurait pas trouver de réponse claire à ces questions ne mériterait pas le nom de parti.

II

Ainsi, quelles données objectives avons-nous pour résoudre ce problème ?

L'opinion que la forme directement révolutionnaire est épuisée, qu'une nouvelle insurrection est impossible, que la Russie est entrée dans une ère de morne quasi-constitutionnalisme bourgeois, est corroborée par nombre de faits extérieurs qui sautent aux yeux.

Le revirement de la bourgeoisie est indéniable. Le grand propriétaire foncier a quitté les cadets pour aller à la Ligue du 17 octobre[1]. Le gouvernement a déjà octroyé une « Constitution » avec deux chambres. L'état de siège, les exécutions et les arrestations permettent la convocation d'une Douma falsifiée. L'insurrection des villes est écrasée et le mouvement paysan, au printemps, peut se trouver isolé, impuissant[2]. La vente des terres seigneuriales se poursuit et, par conséquent, la catégorie des paysans bourgeois, « tranquilles », s'accroît[3]. La chute du moral, après

1 Après le congrès des municipalités de novembre, la minorité de droite, effrayée par la révolution agraire, se groupa dans la *Ligue du 17 octobre,* dont le programme comportait un régime constitutionnel et les libertés de presse et d'association, mais, à la différence de celui des cadets, ne parlait pas d'Assemblée constituante et n'admettait pas l'expropriation des grands propriétaires.

2 Le mouvement agraire avait diminué d'étendue au début de 1906, mais au printemps et en été (mai-août) il embrassa de nouveau 250 districts, presque le maximum atteint en septembre-décembre 1905 (261). Malgré certaines tentatives locales de coordination avec le mouvement des villes, il resta d'ailleurs isolé.

3 Depuis 1883 jusqu'au 1*er* janvier 1906, en 25 ans, la classe paysanne avait acheté, par l'intermédiaire de la Banque paysanne, environ 7 millions et demi d'hectares. En 1906 seulement elle

l'écrasement de l'insurrection, est un fait. Enfin, il ne faut pas oublier qu'on peut toujours plus facilement et à moins de frais, pour ainsi dire, prédire la défaite de la révolution que son essor, car le pouvoir est maintenant du côté de la réaction et, jusqu'à ce jour, les révolutions se sont « pour la plupart » terminées... sans être achevées.

Quelles données avons-nous en faveur de l'opinion contraire ? Donnons la parole à K. Kautsky : tous les marxistes connaissent sa fermeté de pensée et savent avec quel sang-froid, quel soin et quel esprit pratique il sait examiner les questions politiques de la plus brûlante actualité. Kautsky a exprimé son avis peu après l'écrasement du soulèvement de Moscou dans un article intitulé : « Les chances de la révolution russe ». Cet article a paru en traduction russe, non sans mutilations de la censure (de même que la traduction russe d'un autre ouvrage excellent de Kautsky : *La Question agraire en Russie*)[1].

Kautsky n'esquive point la question difficile. Il n'essaie pas de s'en tirer par des phrases creuses sur l'invincibilité de la révolution en général, sur l'esprit révolutionnaire

---

acquit ainsi 1 200 000 hectares de terres nobles. Les propriétaires, en présence du mouvement agraire, se hâtaient de se défaire de leurs biens. Si la plupart du temps ces achats étaient faits collectivement par les communes villageoises, cependant la part des acheteurs individuels, donc des paysans aisés, avait tendance à augmenter. Le gouvernement commençait à encourager ce mouvement : des commissions instituées par un oukase du 4 mars devaient favoriser la vente aux paysans des terres des propriétaires privés et de l'État. À la fin de 1907, c'était déjà un dixième des grands domaines qui était en vente.

1 *La Question agraire en Russie* parut d'abord sous forme d'articles dans la *Neue Zeit,* en 1905-1906. Comme de très nombreux articles et brochures de Kautsky, l'ouvrage fut traduit en russe cette même année 1906. Lénine, en mars 1906, s'intéressait tout spécialement à la question agraire, car il venait d'écrire son mémoire sur la *Révision du programme agraire du parti ouvrier,* et il trouvait en Kautsky un allié, favorable, à l'encontre de la plupart des social-démocrates, au partage des grands domaines.

perpétuel et constant de la classe des prolétaires, etc. Non, il pose à brûle-pourpoint une question historique concrète : quelles sont actuellement, aujourd'hui, les chances de la révolution démocratique en Russie ? Il commence en déclarant sans ambages que, depuis le début de 1906, il ne vient de Russie que de mauvaises nouvelles, qui « *pourraient faire croire que la révolution est définitivement écrasée, qu'elle en est à son dernier soupir* ». Ce ne sont pas seulement les réactionnaires qui s'en félicitent, dit-il, mais aussi les libéraux russes, et il accable ces héros du « coupon » d'expressions méprisantes bien méritées (Kautsky ne croyait pas encore, on le voit, à la théorie de Plékhanov, que les social-démocrates de Russie doivent « *faire grand cas de l'appui des partis d'opposition* » non prolétariens)[1].

Et Kautsky analyse par le menu cette opinion qui s'offre d'elle-même. L'analogie extérieure de la défaite des ouvriers de Moscou en décembre avec la défaite des ouvriers de Paris en juin 1848 est certaine. Ici et là, l'insurrection des ouvriers fut « provoquée » par le gouvernement à un moment où la classe ouvrière était encore insuffisamment organisée. Ici et là, malgré la résistance héroïque des ouvriers, la réaction a triomphé. Qu'en déduit Kautsky ? Conclut-il, à l'instar du pédant Plékhanov, qu'il ne fallait pas prendre les armes ?[2] Non, Kautsky ne se hâte pas de

1 Dans le n° 4 de son *Dnevnik* (Journal), en décembre 1905, sous l'impression toute fraîche des nouvelles de Moscou, Plékhanov, resté à l'étranger, écrivait : « *Ce qui est fait est naturellement irréparable. Mais il y a beaucoup à retirer de la leçon donnée par les événements... On peut comprendre par exemple qu'il nous faut faire grand cas de l'appui des partis d'opposition non-prolétariens, et non les éloigner de nous par des sorties déplacées.* »

2 Expression de Plékhanov dans le même *Dnevnik* : « *La grève générale a conduit... à l'insurrection à Moscou, à Sormovo, à Bakhmout et ailleurs. Dans ces insurrections notre prolétariat s'est montré fort, hardi et brave. Et pourtant cette force n'a pas suffi pour remporter la victoire. C'était facile à prévoir. Et par conséquent il ne fallait pas prendre les armes.* »

faire, après coup, cette morale bornée et à bon marché. Il étudie les données objectives capables de résoudre la question : peut-on considérer comme définitivement écrasée la révolution russe ?

Kautsky établit quatre différences radicales entre les deux défaites du prolétariat à Paris en 1848 et à Moscou en 1905.

Premièrement, la défaite de Paris, c'était la défaite de toute la France. Rien de semblable à Moscou. Les ouvriers de Pétersbourg, Kiev, Odessa, Varsovie, Lodz ne sont pas battus[1]. Ils sont épuisés par une lutte terriblement pénible qui dure depuis un an, mais leur courage n'est pas brisé. Ils rassemblent leurs forces afin de reprendre la lutte pour la liberté.

Deuxièmement, une différence encore plus essentielle, est que les paysans en 1848 en France étaient du côté de la réaction et que ceux de Russie, en 1905, sont pour la révolution. Les insurrections paysannes se poursuivent. Des armées entières sont occupées à les réprimer. Ces armées dévastent le pays au même point que l'Allemagne, lors de la guerre de Trente ans[2]. Les exécutions militaires terrorisent un certain temps les paysans, mais elles ne font qu'aggraver leur misère, qu'aggraver leur affreuse situation. Elles engendreront inévitablement, de même que les dévastations de la guerre de Trente Ans, des multitudes toujours nouvelles de gens qui seront obligés de déclarer la guerre à

1 En décembre, outre Moscou, Novorossiisk, Nikolaev, le Caucase, le Donetz, Rostov, les pays baltes et la Sibérie donnèrent ; Pétersbourg, Kiev, Odessa, Varsovie et Lodz se bornèrent à des grèves plus ou moins étendues qui s'éteignirent assez vite.

2 Les « expéditions punitives » comprenaient souvent de l'artillerie ; au Caucase, dans les pays baltes, elles détruisaient des villages entiers, imposaient à la population d'énormes amendes. Les destructions opérées dans les provinces lettones seulement, de la mi-décembre 1905 au 1er juin 1906, étaient évaluées à 2 millions de roubles, sans compter les contributions et autres pillages, et sans parler des 1 170 paysans tués.

l'ordre existant, qui ne laisseront pas rétablir l'ordre dans le pays et qui adhéreront à n'importe quel soulèvement.

Une troisième différence, extrêmement importante, est la suivante : la révolution de 1848 avait été préparée par la crise et la disette de 1847. La réaction s'appuyait sur la fin de la crise et sur l'état florissant de l'industrie. « *Le régime actuel de terreur doit, au contraire, amener une exaspération de la crise économique qui, depuis des années, pèse sur tout le pays.* » La famine de 1905 donnera dans les mois à venir toutes ses conséquences[1]. La répression de la révolution est la plus grande des guerres civiles, la guerre contre tout un peuple. Cette guerre est aussi onéreuse qu'une guerre extérieure et, de plus, elle ruine non pas un pays étranger, mais le pays même. La faillite financière est imminente[2]. En outre, les nouveaux traités commerciaux menacent la Russie d'un ébranlement extraordinaire et peuvent même provoquer une crise économique

1 L'acuité prise par le mouvement paysan à la fin de 1905 s'explique en partie par la disette qui frappa environ les 2/3 des provinces de la Russie d'Europe. La récolte était inférieure de 20 % à celle de 1904. Celle de 1906 fut d'ailleurs encore plus mauvaise : 12 % de moins qu'en 1905, et presque 30 % de moins qu'en 1904 : de là la reprise du mouvement en mai-août 1906.

2 La chose était vraie immédiatement après la défaite de l'insurrection : le déficit de 1905 s'élevait à 215 millions de roubles ; le déficit prévu pour 1906 atteignait 631 millions ; la circulation de papier-monnaie avait passé de 630 millions au début de 1904 à 1 200 millions ; les retraits des caisses d'épargne (sur l'invitation du soviet de Pétersbourg) s'élevaient à 150 millions ; les impôts directs ne rentraient pour ainsi dire plus. Au contraire, aussitôt après la répression de l'insurrection, la situation financière s'améliora : les impôts indirects augmentés, en particulier les recettes du monopole de la vodka, comblèrent une partie du déficit, dès les deux premiers mois de 1906 ; au moment même où Lénine écrivait, les négociations pour la conclusion d'un emprunt étranger étaient à la veille d'aboutir. Ainsi le facteur financier devait faire défaut à la révolution.

universelle[1]. Ainsi, plus la terreur réactionnaire durera, et plus la situation économique sera désespérée, plus l'indignation sera forte contre le régime abhorré. « *Une telle situation,* dit Kautsky, *rend invincible tout mouvement vigoureux contre le tsarisme. Et ces mouvements ne manqueront pas. Le prolétariat russe, qui a déjà donné des preuves si nombreuses et si grandes de son héroïsme et de son dévouement, s'en chargera.* »

La quatrième différence indiquée par Kautsky présente pour les marxistes russes un intérêt particulier. Il est une attitude, malheureusement très répandue chez nous, qui consiste à railler (raillerie purement cadette au fond) les « brownings » et les « équipes de combat »[2]. Personne n'a le courage et la franchise de dire que l'insurrection est impossible et qu'il n'y a plus à la préparer, courage dont Marx a donné l'exemple. Mais nous aimons fort ricaner au sujet des opérations militaires des révolutionnaires. Nous

1 La nouvelle convention commerciale, signée le 15 juillet 1904 et qui devait entrer en vigueur le 18 juin 1906, entre la Russie et l'Allemagne élevait sensiblement les droits d'entrée du blé, du bois et du bétail russe en Allemagne. En 1905 furent renouvelés les traités commerciaux de la Russie avec la Bulgarie et la France, en 1906 avec l'Autriche et la Roumanie, souvent avec des clauses désavantageuses pour la Russie, affaiblie par la guerre et la révolution. Kautsky a spécialement étudié les effets des traités de commerce sur l'économie des États.

2 À Moscou, les « équipes de combat » ne s'organisèrent qu'après les grèves d'octobre, d'abord spontanément, puis sous la direction des partis. Socialistes-révolutionnaires, mencheviks et bolcheviks avaient les leurs. Mais l'armement manquant, ou se bornant à quelques brownings, ces équipes étaient plus propres, dit un des participants à l'insurrection de décembre, à combattre les bandes noires et à empêcher les pogroms qu'à engager un combat général. On constata, après coup également, l'absence de liaison entre l'« état-major » de l'insurrection et les équipes, la disproportion de l'armement de la troupe et des insurgés, etc., ce qui permettait de railler les équipes de combat et les brownings comme des instruments ridiculement impropres à la tâche qu'on leur avait demandée.

nous intitulons marxistes, mais nous préférons toujours éviter l'analyse du côté militaire de l'insurrection (auquel Marx et Engels ont toujours attribué une grande importance), en déclarant d'un air doctrinal, avec une majesté impayable : « Il ne fallait pas prendre les armes »... Kautsky agit autrement. Quoiqu'ayant encore très peu de données sur l'insurrection, il s'efforce de pénétrer aussi le côté militaire de la question. Il s'efforce d'apprécier le mouvement en tant que forme de lutte nouvelle, élaborée par les masses, et non pas de la façon dont apprécient les batailles nos Kouropatkine révolutionnaires[1] : si l'on te donne, disent-ils, prends ; si l'on te bat, déguerpis ; si l'on t'a battu, eh bien ! il ne fallait pas prendre les armes !

Et la bataille de juin à Paris, dit Kautsky, et celle de décembre à Moscou étaient des combats de barricades. Mais la première fut une catastrophe, la fin de l'ancienne tactique des barricades. La seconde fut le début d'une nouvelle tactique des barricades. Et c'est pourquoi nous devons réviser l'opinion exposée par Engels dans sa préface à la Lutte de classes de Marx, d'après laquelle l'époque des combats de barricades est définitivement passée[2]. En réalité, ce qui est passé, c'est l'époque de l'ancienne tactique des barricades[3]. Voilà ce qu'a démontré la bataille de

1 Le général Kouropatkine était le commandant en chef des armées russes dans la guerre russo-japonaise. On attribuait à sa faiblesse stratégique les multiples défaites subies.

2 Dans cette préface, écrite en 1895, Engels écrit en effet que, depuis l'institution du suffrage universel et du régime parlementaire, la bourgeoisie redoute plus les succès électoraux du prolétariat que ses rébellions : « *Les conditions du combat ont radicalement changé. La rébellion, ancien style, le combat de rues avec les barricades, qui, jusqu'à 1848, donnait partout la décision dernière à sensiblement vieilli.* »

3 La différence entre l'ancienne et la nouvelle tactique des barricades est expliquée comme suit par Liadov dans ses *Souvenirs sur la vie du parti de 1903 à 1907* : « *Autrefois [à Paris et à Berlin en 1848], derrière les barricades c'étaient des masses d'ouvriers qui se battaient contre des masses de soldats. Et naturellement,*

Moscou : une poignée d'insurgés a tenu tête, pendant deux semaines, à des forces supérieures, disposant de toutes les pièces de l'artillerie moderne[1].

Ainsi parle Kautsky. Il ne chante pas le *De profundis* de l'insurrection, sous prétexte d'une première tentative malheureuse. Il ne grogne pas à propos d'un échec, mais

---

avec les fusils, mitrailleuses et canons modernes à tir rapide et à longue portée, aucune barricade ne peut permettre à des révolutionnaires non munis des mêmes engins de soutenir le choc de l'armée régulière. Il en est tout autrement de la guerre de partisans. Son objectif essentiel est de ne jamais fournir à l'ennemi l'occasion de tirer sur de grandes masses. De petits détachements attaquent constamment, harcèlent constamment la troupe régulière, mais refusent systématiquement le combat déclaré. Il y avait à Moscou très peu de troupes, il était très facile de les fatiguer dans le minimum de temps, en les obligeant à se transporter d'un endroit à l'autre. En effet la garnison était sur les dents, comme en témoigne la correspondance de Doubassov avec Léningrad, dès le troisième jour. Ce résultat était dû à la guerre de partisans... Nulle part les barricades ne sont défendues. Les soldats les prennent selon toutes les règles de l'art : d'abord bombardement d'artillerie, ensuite attaque d'infanterie ou de cavalerie à pied. Personne derrière la barricade. Nos équipes, après quelques salves, étaient depuis longtemps déjà derrière la barricade suivante. Les troupes détruisent la première. Mais à peine ont-elles avancé plus loin que la foule réapparaît et se met, sous la direction des nôtres, à construire une nouvelle barricade. Cela durait des jours entiers. »

1 La grève commença le 7, mais le combat dura en réalité seulement du 9 au 17 décembre, neuf jours. Trotsky, dans *1905,* donne les chiffres suivants : *« 700 à 800 hommes étaient dans les équipes des partis (500 social-démocrates, 250 à 300 socialistes-révolutionnaires) ; 500 cheminots armés d'armes à feu opéraient dans les gares et sur les lignes ; environs 400 francs-tireurs recrutés parmi les typographes et les commis formaient des détachements auxiliaires ».* La meilleure équipe, celle du quartier de Presnia, comprenait 200 hommes avec 80 fusils de différents modèles. Le gouverneur Doubassov disposait le premier jour de 15 000 hommes de la garnison, dont 5 000 sûrs, comprenant cavalerie et artillerie ; il reçut ensuite de la cavalerie et de l'artillerie de Tver et enfin, le 5 décembre, 2 régiments de la garde en renfort de Pétersbourg.

étudie la naissance et la croissance d'une forme nouvelle et supérieure de lutte, analyse l'importance de la désorganisation et du mécontentement de la troupe, du secours apporté aux ouvriers par la population urbaine, de la combinaison de la grève générale avec l'insurrection. Il cherche comment le prolétariat apprend à s'insurger. Il révise les théories militaires désuètes, invitant ainsi tout le parti à travailler et à s'assimiler l'expérience de Moscou. Il considère tout le mouvement comme une transition de la grève à l'insurrection, et tâche de comprendre comment les ouvriers doivent, pour vaincre, combiner l'une et l'autre.

Kautsky termine ainsi son article :

« *Tels sont les enseignements de Moscou. Quelle influence ils exerceront sur les formes de la lutte à venir, il est impossible de le prévoir d'ici [c'est-à-dire d'Allemagne]. En effet, nous n'avons encore vu, dans toutes les manifestations de la révolution russe, que des explosions spontanées de masses inorganisées ; pas une de ces manifestations n'avait été projetée ou préparée d'avance d'après un plan. Il est probable que pendant un certain temps il en sera encore ainsi.*

Mais si l'on ne peut encore prévoir avec précision les formes futures de la lutte, tous les indices n'en témoignent pas moins que nous devons nous attendre à de nouveaux combats, que la sombre [unheimliche] tranquillité actuelle n'est que l'accalmie précédant la tempête. Le mouvement d'octobre a montré aux masses des villes et des campagnes la force qu'elles peuvent déployer. Ensuite, la réaction de janvier les a poussées dans un abîme plein de tourments. Dans cet abîme, tout les excite, les pousse à l'indignation, et elles ne croiront jamais payer trop cher pour en sortir. Bientôt les masses se lèveront de nouveau, bientôt elles agiront, plus puissantes encore ! La contre-révolution peut fêter son triomphe sur les cadavres de ceux qui ont combattu pour la liberté : la fin de ce triomphe est proche, l'aube rouge se lève, la révolution prolétarienne est en marche. »

III

La question que nous venons d'esquisser est la question cardinale de toute la tactique social-démocrate. Le prochain congrès du parti[1] devra la résoudre clairement, et tous les membres du parti, tous les ouvriers conscients doivent dès maintenant s'efforcer de recueillir des matériaux à cet effet, les discuter et envoyer au congrès des délégués parfaitement préparés à leur rôle important[2].

Les élections au congrès doivent avoir lieu après une étude approfondie des plates-formes tactiques[3]. Et, au fond, toute réponse logique et cohérente à la question posée décide d'avance tous les détails de la plate-forme tactique de la social-démocratie.

De deux choses l'une :

Ou bien nous reconnaissons qu'*« il ne peut être question actuellement d'une vraie révolution »*. Alors nous devons le déclarer franchement et bien haut, afin de n'induire en erreur ni nous-mêmes, ni le prolétariat, ni le peuple. Nous devons décidément renoncer à mener jusqu'au bout la révolution démocratique, comme objectif immédiat du

1 Le congrès d'union, dont la convocation avait été décidée en décembre par les deux conférences des bolcheviks (à Tammerfors) et des mencheviks et qui devait se réunir en avril à Stockholm.

2 Aux trois congrès précédents, les délégués étaient élus exclusivement par le cercle étroit des révolutionnaires professionnels formant les comités. Cette fois-ci, pour donner plus d'autorité au « congrès de réunion » et par suite des exigences des membres du rang, il avait été décidé que les délégués seraient élus selon le principe du « centralisme démocratique », c'est-à-dire « *avec la participation de tous les membres organisés du parti* ».

3 Les élections devaient être précédées de la discussion, en assemblée générale de chaque organisation, des « plates-formes » en présence. En février avait déjà été répandue une « Plate-forme tactique » composée par un groupe d'anciens rédacteurs et collaborateurs du *Prolétaire* » (c'est-à-dire par les bolcheviks, et principalement par Lénine).

prolétariat. Nous devons rayer complètement de l'ordre du jour la question de l'insurrection, cesser tout travail d'armement et d'organisation d'équipes de combat, car jouer à l'insurrection est indigne d'un parti ouvrier. Nous devons estimer épuisées les forces de la démocratie révolutionnaire, et nous proposer comme objectif immédiat de soutenir tels ou tels éléments de la démocratie libérale en tant que force réelle d'opposition en régime constitutionnel. Nous devons considérer la Douma comme un parlement, si mauvais soit-il, et participer non seulement aux élections, mais aussi à la Douma elle-même. Nous devons mettre au premier plan la légalisation du parti et la modification en conséquence de son programme, adapter son fonctionnement au cadre « légal » ou, du moins, assigner au travail illégal une place minime et subordonnée. L'organisation des syndicats prend dans les objectifs du parti la première place, qui, dans la période précédente, appartenait à l'insurrection. Nous devons rayer également de l'ordre du jour les mots d'ordre révolutionnaires du mouvement paysan (comme la confiscation des terres seigneuriales), car ce sont pratiquement des mots d'ordre d'insurrection, et appeler à l'insurrection sans s'y préparer sérieusement et militairement, sans y croire, ne serait qu'un jeu indigne. Nous devons jeter par-dessus bord tous les discours non seulement sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, mais aussi sur le self-government révolutionnaire, car l'expérience a montré que les institutions désignées à tort ou à raison ainsi se transforment par la force des choses en organes d'insurrection, en embryons de gouvernement révolutionnaire[1].

1 Dans tout ce paragraphe, Lénine critique l'inconséquence de la position des mencheviks : évitant d'exprimer un jugement clair sur la situation générale, sur l'insurrection, sur la Douma, sur les actions de partisans, d'une part ils veulent « *soutenir les actes d'opposition de la démocratie bourgeoise* », ils soulignent « *le devoir du parti de s'opposer à toute tentative d'entraîner le*

Ou bien nous reconnaissons qu'on peut et qu'on doit parler actuellement de vraie révolution. Nous reconnaissons qu'inévitablement, ou, du moins, très vraisemblablement, la lutte révolutionnaire directe prendra des formes nouvelles et plus hautes. Alors, l'objectif principal du prolétariat, le nerf de toute son activité, l'âme de toute son action organisée de classe, ce sera de mener à son terme la révolution démocratique. Se dérober à ce devoir, ce serait ravaler la notion de lutte de classe à son interprétation à la Brentano[1], ce serait transformer le prolétariat en appendice de la bourgeoisie monarchiste libérale. Alors c'est la préparation des forces et l'organisation du prolétariat en vue de l'insurrection, forme supérieure atteinte par le mouvement, qui deviennent le devoir politique essentiel du parti. Alors l'étude critique des enseignements de l'insurrection de décembre, pour les buts les plus pratiques, devient obligatoire. Il faut décupler nos efforts pour organiser des équipes de combat et les armer. Il faut se préparer à l'insurrection, entre autres moyens, par des opérations de partisans, car il serait ridicule de la « préparer » uniquement au moyen d'enrôlements et d'enregistrements. Il faut considérer la guerre civile comme déclarée et se poursuivant, et toute l'activité du parti doit être subordonnée au principe : « À la guerre comme à la guerre ! » Il faut absolument éduquer les cadres du prolétariat en vue d'opérations militaires offensives. Alors lancer des mots d'ordre

prolétariat dans un choc armé », ils « *estiment désirable... de constituer [à la Douma] une fraction social-démocrate* » ; et, d'autre part, ils affirment qu' « *un nouvel essor de la révolution est inévitable* », que « *la lutte révolutionnaire... a déjà acculé et acculera encore le peuple à la nécessité de l'insurrection* » (projets de résolutions des mencheviks sur les différents points à l'ordre du jour du congrès).

1 Économiste et professeur allemand, de l'école des « socialistes de la Chaire » *(Kathedersozialisten),* qui soutenait que l'amélioration du sort de la classe ouvrière dépend de la libre action de ses organisations et du progrès technique de toute la société.

révolutionnaires dans la masse paysanne est logique et conséquent. Les accords de combat avec la démocratie révolutionnaire et seulement révolutionnaire passent au premier plan : c'est précisément sur la question de l'insurrection que se divise la démocratie bourgeoise. Qui est pour l'insurrection est avec le prolétariat : on « frappe ensemble », tout en « allant séparément »[1] ; qui est contre l'insurrection, nous le combattons impitoyablement, ou bien nous le repoussons comme un misérable hypocrite et jésuite (les cadets)[2]. Dans toute notre agitation, en premier lieu nous critiquons et démasquons les illusions constitutionnelles, du point de vue de la guerre civile déclarée ; nous soulignons les circonstances et les conditions, qui préparent irrésistiblement les explosions révolutionnaires spontanées. La Douma n'est plus pour nous un parlement, mais un bureau de police, et nous répudions toute participation à la comédie électorale, qui ne peut que démoraliser et désorganiser le prolétariat. À la base de l'organisation du parti de la classe ouvrière, nous mettons (comme Marx en 1849) « une forte organisation secrète », qui doit avoir un appareil spécial pour l'« action directe », insinuer ses tentacules dans toutes les associations et organisations légales, depuis les syndicats ouvriers jusqu'à la presse légale[3].

Bref, ou bien nous estimons la révolution démocratique terminée, nous rayons de l'ordre du jour la question de

1 Allusion à un article de Plékhanov. Voir plus haut.

2 Tout en prétendant « *renoncer à arriver à ses fins par voie d'entente avec les représentants du pouvoir* », le Parti cadet, pendant les mois d'octobre et novembre, avait négocié avec le ministre-président Witte. Après l'insurrection de décembre, il s'orienta de plus en plus à droite, tout en assurant rester sur le terrain révolutionnaire. Une résolution du deuxième congrès du Parti cadet (11-15 janvier 1906) déclare : « *Le parti met toute sa force dans l'organisation... de la conscience publique par tous les moyens, à l'exception de l'insurrection.* »

3 Tout ce paragraphe constitue la substance des propositions contenues dans les projets de résolutions des bolcheviks.

l'insurrection et nous entrons dans la voie « constitutionnelle », ou bien nous estimons que la révolution démocratique continue, nous mettons au premier plan son aboutissement, nous développons et appliquons le mot d'ordre de l'insurrection, nous proclamons la guerre civile et nous stigmatisons impitoyablement toutes les illusions constitutionnelles.

Inutile de dire au lecteur que nous nous prononçons résolument pour la seconde solution. La plate-forme tactique ci-jointe[1] résume et expose d'une façon systématique les idées que nous défendrons au congrès et au cours de sa préparation. Il ne faut pas la considérer comme quelque chose de définitif, mais comme un canevas pour la solution des questions tactiques et une première esquisse des motions et décisions que nous défendrons au congrès du parti. Elle a été débattue dans des réunions privées d'anciens bolcheviks (entre autres les rédacteurs et collaborateurs du *Prolétaire*) et est le fruit d'un travail collectif.

Un bolchevik.

Izvestia du parti, n° 2, 20 mars 1906.

1 Le numéro 2 des *Izvestia du Parti* renfermait les plates-formes tactiques en présence.

Depuis que les événements révolutionnaires étaient déclenchés, les ouvriers mencheviques et bolcheviques réclamaient avec force la fusion des organisations. Ils l'opérèrent d'abord spontanément, sous des formes diverses, à la base ; ensuite les cadres furent obligés de suivre le mouvement : on eut des « comités fédératifs » ; enfin des conférences entre les dirigeants donnèrent naissance à un comité central unifié, fondèrent un organe commun, les *Izvestia du parti*, et décidèrent la convocation d'un congrès général d'union.

L'augmentation de l'effectif du parti (à Moscou seulement, 5 300 membres, à Tiflis 4 000, à Kinechma 300), l'activité du gros de ses membres, le but même qu'on se proposait, exigeaient un changement radical dans les méthodes jusqu'alors employées ; le congrès devait représenter vraiment le parti et décider les questions conformément à sa volonté. Pour cela les deux fractions, une fois d'accord sur l'ordre du jour, élaborèrent chacune ses projets de résolutions. Lénine dirigea la rédaction de la « plate-forme » bolcheviste. Ces projets devaient être discutés dans les assemblées générales des organisations.

Il semblait alors que l'accord fût à peu près rétabli entre bolcheviks et mencheviks, dans la pratique plus encore que dans la théorie. Même dans la question de la Douma, si les bolcheviks étaient pour le boycottage absolu, les leaders menchevistes de leur côté n'osaient pas pousser la participation jusqu'au dernier degré des élections, c'est-à-dire jusqu'à l'élection des députés eux-mêmes. Les organisations furent laissées libres. La plupart, y compris celles qui étaient en majorité menchevistes, s'en tinrent au boycottage : sous le régime de répression et d'état de siège qui sévissait alors, en l'absence de toute liberté d'agitation, en face du Parti cadet dont l'attitude contribuait à créer dans le peuple l'illusion d'un régime constitutionnel,

cela semblait être la seule solution révolutionnaire. En Géorgie seulement, où le mouvement paysan avait renversé de fait les autorités tsaristes, les élections eurent lieu jusqu'au bout et plusieurs députés social-démocrates (mencheviques) furent envoyés à la Douma.

Pendant ce temps, la campagne électorale touchait à sa fin et les cadets remportaient victoires sur victoires. Le Parti socialiste-révolutionnaire ayant, lui aussi, adopté la tactique de boycottage, ils groupaient sur leurs candidats la majorité des voix d'opposition ; le reste allait aux radicaux « sans parti » qui s'appelaient le groupe du travail.

Quand ce résultat fut constaté, beaucoup, parmi les mencheviks d'abord, en rendirent responsable le boycottage. Le congrès d'union, enfin réuni à Stockholm en avril 1906, adopta avec quelques amendements une résolution présentée par les mencheviks, qui prévoyait l'utilisation révolutionnaire des conflits à prévoir entre la Douma et le gouvernement et déclarait « désirable » la formation à la Douma d'un « *groupe social-démocrate qui, agissant constamment sous la direction et le contrôle des autorités centrales du parti, pousserait par sa critique tous les partis bourgeois à une opposition plus décidée* ». En conclusion, « *partout où les élections ne sont pas encore faites et où le Parti social-démocrate peut présenter des candidats, sans faire bloc avec les autres partis, il doit tâcher de faire entrer ses candidats à la Douma* ». Ce dernier paragraphe, adopté sur la proposition des délégués caucasiens, recueillit les voix de beaucoup de bolcheviks, entre autres celle de Lénine.

Pratiquement, le congrès inaugurait de cette façon une nouvelle tactique. Lénine, sans s'associer aux discours des mencheviks qui parlaient de l'« erreur » du boycottage dans le passé, estime le moment venu de changer de voie à l'avenir, de participer aux élections et à la lutte parlementaire.

La première Douma se réunit le 27 avril. Lénine, jour par jour, s'intéresse à ses débats, à l'évolution des

partis et des classes ; de Kuokkala en Finlande où il s'est réfugié fin mai pour échapper aux poursuites, il publie le résultat de ses analyses dans les organes éphémères, *Volna* (La Vague), *Vpériod* ! (En avant !), *L'Écho*, ouverts l'un après l'autre par la fraction bolcheviste – renaissante malgré le congrès d'« union » – et successivement fermés par la police. Tandis que les mencheviks et le comité central du parti, où ils ont la majorité, considèrent la Douma comme un bloc à opposer à la bureaucratie et à soutenir contre cette dernière, les bolcheviks montrent que les ouvriers n'ont pas à soutenir une assemblée menée par les cadets : la seule conduite à tenir est de suivre le processus par lequel la petite bourgeoisie urbaine et surtout rurale, en la personne du « groupe du travail » (Troudoviki), se détache peu à peu de l'emprise contre-révolutionnaire du libéralisme bourgeois, représenté par les cadets.

La division devait naturellement se marquer entre les cadets et les travaillistes surtout dans la question agraire. Lorsque le ministère Gorémykine (successeur de Witte) eut fait connaître, le 20 juin, qu'il était catégoriquement contraire aux procédés indiqués par la Douma dans sa réponse au discours du trône pour résoudre cette question, les cadets élaborèrent un appel au peuple déclarant que la Douma ne renonçait pas à ses projets agraires, mais invitant la population à attendre dans le calme la fin de ses travaux ; le 6 juillet, l'appel était adopté seulement par 124 voix, contre 53 voix de la droite et des social-démocrates et 101 abstentions des travaillistes.

Cet appel et les débats auxquels il donna lieu fournirent au gouvernement l'occasion cherchée de dissoudre la Douma (nuit du 8 au 9 juillet). En manière de protestation, 180 députés, après beaucoup d'hésitations, se rendirent en Finlande à Viborg et, de là, lancèrent un manifeste interdisant la levée des impôts et des recrues et déclarant nuls tous emprunts qui seraient conclus par le gouvernement sans la Douma. Les social-démocrates et les travaillistes étaient

partisans de mesures plus hardies : le comité central social-démocrate, sous la pression du comité de Pétersbourg, gagné par les bolcheviks, les travaillistes, les socialistes-révolutionnaires, les trois Ligues des paysans, des cheminots et des instituteurs signèrent ensemble les appels *À l'armée et à la flotte !* et *À tous les paysans de Russie !* où ils déclaraient le gouvernement désormais illégal, invitaient les paysans à élire des comités pour prendre possession des terres, et les soldats à refuser de tirer sur leurs frères.

C'était là, déjà réalisé, le bloc des gauches que Lénine préconise dans l'article ci-dessous : le grand objectif était alors, comme il l'expliquait dans sa brochure *La dissolution de la Douma et les objectifs du prolétariat*, de réunir en un seul et puissant courant révolutionnaire la grève générale, les révoltes des paysans et les mutineries des soldats. Les mencheviks, au contraire, avaient imaginé le mot d'ordre : pour la Douma, comme organe de convocation de la Constituante, et tendaient vers un accord électoral avec les cadets. Ainsi le désaccord était formel entre les deux tendances.

***Le Prolétaire*, dans le premier numéro duquel cet article est publié, était l'organe illégal fondé par les comités de Pétersbourg et de Moscou précisément pour grouper les comités bolchevistes en face du comité central en majorité menchevik.**

Le boycottage[1]

Les social-démocrates de gauche doivent réviser la question du boycottage de la Douma. Souvenons-nous que nous avons toujours posé cette question sur le terrain concret, par rapport à une situation politique donnée. Ainsi, *Le Prolétaire* (de Genève), écrivait déjà : « *Il serait ridicule de s'interdire d'avance d'utiliser même la Douma Boulyguine* »[2] – si elle pouvait voir le jour. En ce qui concerne la Douma de Witte, nous lisons dans la brochure *La social-démocratie et la Douma* (N. Lénine et F. Dan)[3], dans l'article de N. Lénine : « *Il nous faut absolument soumettre à une nouvelle discussion, et sur le terrain pratique, la question de la tactique... La situation n'est plus la même que lors de la Douma Boulyguine.* »

Dans la question du boycottage, la principale différence entre la social-démocratie révolutionnaire et la social-démocratie opportuniste consiste en ceci. Les opportunistes se bornent à appliquer à tous les cas une mesure immuable, empruntée à une époque toute

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VII, deuxième partie, p. 28-34.

2 Voir plus haut l'extrait intitulé *Le boycottage de la Douma Boulyguine et l'insurrection.*

3 La loi électorale du 11 décembre, étendant quelque peu le droit de vote, avait rouvert la discussion : participer ou non aux élections ? En janvier parut une brochure intitulée : *La Douma et la social-démocratie,* dans laquelle le point de vue du boycottage était défendu par Lénine (article cité) et celui de la participation, au moins aux deux premiers degrés, par Dan (*La Douma et le prolétariat).*

particulière du socialisme allemand[1]. Nous devons utiliser les organes représentatifs ; la Douma est un organe représentatif ; donc le boycottage est de l'anarchisme et il faut aller à la Douma. Voilà le syllogisme enfantin auquel se réduisent toutes les raisons de nos mencheviks et de Plékhanov en particulier. La résolution des mencheviks sur la valeur des organes représentatifs en période révolutionnaire (voir le n° 2 des *Izvestia du parti*) met admirablement en relief ce caractère figé, antihistorique, de leur argumentation[2].

Les social-démocrates révolutionnaires, au contraire, font porter le centre de gravité de la question sur la situation politique concrète. On ne peut embrasser les objectifs de l'époque révolutionnaire russe en copiant des modèles allemands, pris tendancieusement dans la période récente, en oubliant les leçons des années 1847-1848. On ne peut rien comprendre à la marche de notre révolution si l'on se contente d'opposer purement et simplement le boycottage « anarchiste » et la participation social-démocrate aux élections. Étudiez l'histoire de la révolution russe, messieurs !

Cette histoire a démontré que le boycottage de la Douma Boulyguine était la seule tactique juste ; les événements l'ont pleinement confirmé. Celui qui l'oublie, celui qui traite du boycottage en passant sous silence les enseignements de la Douma Boulyguine (comme le font toujours les mencheviks), se décerne un brevet d'indigence certifiant qu'il ne sait ni expliquer ni apprécier une

1 Les mencheviks invoquaient toujours la conduite des social-démocrates allemands utilisant le Parlement de Bismarck.

2 Le projet de résolution des mencheviks en vue du congrès d'union, tout en affirmant que la Douma était le produit d'un « *constitutionnalisme de contrefaçon* », la reconnaissait comme « *la première assemblée représentative, qui serait considérée comme un pouvoir nouveau, appelé à la vie par le tsar, reconnu par la loi, sorti du sein de la nation, parlant en son nom et opprimé par l'arbitraire de la bureaucratie* ».

des époques de la révolution russe les plus importantes et les plus riches en événements. La tactique du boycottage par rapport à la Douma Boulyguine tenait justement compte et du moral du prolétariat révolutionnaire et des particularités objectives du moment, déterminant l'imminence d'une prochaine explosion générale[3].

Passons à la seconde leçon de l'histoire, la Douma cadette de Witte[4]. Maintenant c'est comme une mode chez les intellectuels social-démocrates de se repentir de l'avoir boycottée. Le fait que cette Douma s'est réunie et qu'elle a servi indirectement la cause de la révolution est jugé suffisant pour qualifier d'erreur son boycottage.

Mais cette opinion est étroite et bornée à l'extrême. Elle ne tient pas compte d'une quantité de faits très importants qui se sont produits avant la Douma Witte, pendant son existence et après sa dissolution.

Rappelez-vous que la loi électorale fut publiée le 11 décembre, pendant la lutte insurrectionnelle pour la Constituante. Rappelez-vous que même le *Natchalo* menchevistе[5] écrivait alors : « *Le prolétariat balayera la Douma Witte comme il a balayé la Douma Boulyguine.* »

3 La Douma Boulyguine (loi du 6 août), à cause de la grève générale d'octobre, ne fut pas réunie, mais remplacée par la Douma, un peu plus libérale, de Witte (loi électorale du 11 décembre).

4 Aux élections pour la première Douma, les cadets remportèrent une éclatante victoire : 179 sièges sur 478, dont tous ceux de Pétersbourg et de Moscou. Ils formaient à la Douma la fraction dominante et de beaucoup la plus nombreuse ; par une simple alliance à gauche avec les 94 travaillistes *(troudoviki),* ou bien à droite avec les groupes nationaux et progressistes, ils obtenaient facilement la majorité. Les social-démocrates n'avaient que 17 sièges.

5 Le *Natchalo* (Commencement), organe des mencheviks, paraissait à Saint-Pétersbourg légalement, en même temps que la *Novaïa Jizn* des bolcheviks. Rédigé principalement par Trotsky et Parvus, il avait un ton très révolutionnaire et fut fermé par la police le 2 décembre.

Dans ces conditions, le prolétariat ne pouvait ni ne devait sans combat remettre aux mains du tsar la convocation de la première assemblée représentative de Russie. Le prolétariat devait lutter pour empêcher que l'autocratie ne se renforçât au moyen d'un emprunt garanti par la Douma Witte[1]. Il devait lutter contre les illusions constitutionnelles qui, au printemps de 1906, formaient la base exclusive de la campagne électorale des cadets et des élections chez les paysans. Dans ce temps d'exagération inouïe de l'importance de la Douma, cette lutte était impossible autrement que par le boycottage.

À quel point la propagation des illusions constitutionnelles était liée à la participation à la campagne électorale et aux élections du printemps de 1906, l'exemple de nos mencheviks le montre on ne peut mieux. Il suffit de se rappeler que, dans la résolution du quatrième congrès (d'union) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, la Douma était appelée un « pouvoir »[2], malgré les avertissements des bolcheviks ! Autre exemple : Plékhanov, ne doutant de rien, écrivait : « *Le gouvernement tombera dans l'abîme quand il dissoudra la Douma.* » Avec quelle rapidité se sont justifiées ces paroles, dirigées alors contre lui : il faut se préparer à faire tomber

1 Les banquiers étrangers se refusaient d'abord à accorder aucun emprunt qui ne serait pas garanti par la Douma (ils ne maintinrent pas cette résolution dans la suite, et donnèrent au gouvernement du tsar 843 millions de roubles dans les premiers jours d'avril 1906, alors que la Douma s'ouvrit seulement le 27 de ce mois).

2 Il était dit dans cette résolution que les conflits entre le gouvernement et la Douma exerceraient une influence démoralisante et révolutionnaire, « *en particulier sur l'armée qui sera ébranlée dans son dévouement au trône ; en voyant pour la première fois sur le sol russe un nouveau pouvoir sorti du sein de la nation, parlant en son nom et opprimé par l'arbitraire du tsarisme* ». Lénine entre autres avait protesté au congrès contre cette qualification de « pouvoir », dénotant « *l'optimisme incommensurable de nos mencheviks* ».

l'ennemi dans l'abîme, et ne pas attendre, à la façon des cadets, qu'il y « tombe » de lui-même[1].

Le prolétariat doit s'efforcer de sauvegarder l'indépendance de sa tactique dans notre révolution, à savoir : être avec les paysans conscients contre la bourgeoisie monarchiste libérale, versatile et traîtresse. Or, cette tactique était impossible, si l'on avait participé aux élections à la Douma Witte, par suite de diverses circonstances tant subjectives qu'objectives ; participer aux élections eût été, pour le parti ouvrier, dans l'immense majorité des localités de Russie, soutenir tacitement les cadets. Le prolétariat ne pouvait ni ne devait adopter une tactique hybride et factice, fondée sur la « ruse » et la désorientation, la tactique des élections on ne sait pourquoi, des élections à la Douma, mais pas pour la Douma. Or, en dépit des réticences, des habiletés, des échappatoires des mencheviks, c'est un fait qu'aucun d'entre eux, pas même Plékhanov, n'a pu, dans la presse, inviter à aller à la Douma. C'est un fait que dans la presse il n'y a pas un seul appel à aller à la Douma[2]. C'est un fait que même les mencheviks, dans la feuille du comité central unifié du POSDR, ont admis officiellement le boycottage et n'ont discuté que sur la question de savoir à quel stade il fallait boycotter. C'est un fait que les mencheviks ont reporté le centre de gravité

1 Dans sa première lettre « Sur la tactique et le manque de tact » (mai 1906), Plékhanov écrivait : « *Notre gouvernement a commis déjà beaucoup de fautes impardonnables. Ces fautes l'ont conduit sur le bord de l'abîme, mais elles ne l'y ont pas fait tomber. Il tombera dans l'abîme quand il dissoudra la Douma.* » Lénine répondit alors, dans un article du Vpériod (n° 1, 26 mai) : « *Le gouvernement ne tombera pas seulement s'il dissout la Douma. Il tombera aussi dans d'autres cas, car la Douma n'est pas le principal facteur... II ne tombera pas de lui-même, mais seulement par l'action de quelqu'un d'autre.* »

2 Dans son *Journal d'un social-démocrate* (n° 5), Plékhanov a reconnu que son idée de la participation aux élections était restée « *non développée pour cette simple raison que moi-même, je l'estimais inacceptable pour notre parti* ».

non pas sur les élections à la Douma, mais sur les élections comme telles et même sur la procédure électorale en tant qu'organisation pour l'insurrection, pour balayer la Douma. Or, les événements ont justement démontré l'impossibilité d'agiter les masses au moyen des élections et, au contraire, la possibilité d'une certaine agitation du haut de la Douma[1].

Si l'on prend en considération, si l'on apprécie tous ces faits complexes, objectifs et subjectifs, on se rendra compte que le Caucase n'a été qu'une exception confirmant la règle[2]. On verra que prononcer des paroles de repentir et expliquer le boycottage par un « emportement de jeunesse », c'est une façon bien étroite, bien superficielle, et bien bornée de juger les événements.

La dissolution de la Douma a montré jusqu'à l'évidence que, dans la situation du printemps de 1906, le boycottage a été une tactique juste dans l'ensemble et nous a rendu service[3]. C'est seulement par le boycottage que la social-démocratie a pu, dans les circonstances d'alors, remplir son devoir : donner au peuple l'avertissement

1 Dans une feuille adressée « au parti », au début de 1906, le comité central unifié écrivait : « *Les représentants des deux fractions sont d'accord sur le fond... la participation du parti au dernier stade de la campagne électorale, c'est-à-dire à l'élection même des députés à la Douma est, dans les circonstances actuelles, inadmissible. Les avis ne sont partagés que sur la participation aux premiers stades, c'est-à-dire à l'élection des délégués et des électeurs.* »

2 En Géorgie, les mencheviks avaient pris part à la campagne électorale, présenté des candidats et conquis un siège dans la province de Tiflis, trois dans celle de Koutaïs..

3 Plus tard, dans *la Maladie infantile du Communisme,* écrite *en* 1920, Lénine devait changer d'avis (Chapitre 3, traduction française p. 28). « *Ce fut déjà une erreur, quoique peu grave et facilement réparable, que le boycottage de la Douma par les bolcheviks en 1906.* » L'événement en effet avait alors montré qu'à cette date, contrairement à ce qu'on pouvait croire en 1906, « *il n'y avait pas à attendre une reprise rapide de la vague révolutionnaire ni son changement en insurrection* ».

indispensable sur la Constitution tsariste, et la critique indispensable du charlatanisme électoral des cadets, critique et avertissement brillamment confirmés par la dissolution de la Douma.

Voici un petit exemple pour illustrer ce qui précède. M. Vodovozov, ce demi-cadet, demi-menchevik, était délibérément, au printemps de 1906, pour les élections et pour soutenir les cadets. Hier (11 août) il écrivait dans le *Tovarichtch* (le *Camarade*)[1] que les cadets « *ont voulu être un parti parlementaire dans un pays sans parlement, et un parti constitutionnel dans un pays sans constitution* », que « *tout l'esprit du Parti cadet a déterminé une contradiction essentielle entre son programme radical et sa tactique qui n'est nullement radicale* ».

Les bolcheviks ne pouvaient espérer de triomphe plus complet que cet aveu d'un cadet de gauche ou d'un plékhanovien de droite.

Mais, tout en repoussant catégoriquement les *mea culpa* lâches et bornés, en repoussant la sotte explication du boycottage par un « emportement de jeunesse », loin de nous la pensée de nier les nouveaux enseignements de la Douma cadette. Ce serait du pédantisme de craindre de les reconnaître et d'en tenir compte. L'histoire a montré deux choses : lorsque se rassemble la Douma, il y a possibilité de faire une agitation utile de l'intérieur et autour d'elle ; la tactique qui consiste à se rapprocher des paysans révolutionnaires, tactique

1 Le *Tovarichtch* était un quotidien fondé depuis peu et qui, se déclarant indépendant, louvoyait continuellement entre les mencheviks et les libéraux de gauche, genre Prokopovitch. Il joua un rôle important lors des élections à la deuxième Douma, en préconisant l'alliance électorale des mencheviks et des cadets. V. Vodovozov était un publiciste connu, ancien collaborateur de la *Nacha Jizn* (Notre vie), où écrivaient à la fois des libéraux de gauche et des menchevisants, et qui avait fait campagne contre le boycottage. Lénine l'appelle ailleurs « *un bon bavard* » qui « *veut être plus à gauche que les cadets* ».

dirigée contre les cadets, est praticable à l'intérieur de la Douma. Cela semble un paradoxe, mais telle est l'ironie de l'histoire : c'est précisément la Douma cadette qui a rendu évidente aux masses la justesse de cette tactique... « anticadette ». L'histoire a démenti implacablement toutes les illusions démocratiques et la « foi en la Douma », mais elle a aussi démontré péremptoirement que cette institution était, quoique dans une mesure restreinte, utile à la révolution comme tribune d'agitation, pour dévoiler ce que les partis politiques « ont dans le ventre », etc.

De là la conclusion qu'il serait ridicule de fermer les yeux sur la réalité et que le moment est venu, pour les social-démocrates révolutionnaires, de cesser leur boycottage. Nous ne refuserons pas d'entrer dans la seconde Douma, lorsqu'elle sera (ou si elle est) convoquée. Nous ne refuserons pas d'utiliser, sans toutefois en exagérer la valeur modeste, cette forme de lutte, mais nous la subordonnerons, conformément aux leçons de l'histoire, à une autre forme de lutte, la grève, l'insurrection, etc. Nous convoquerons le cinquième congrès du Parti ; nous y déciderons qu'en cas d'élections il faudra conclure pour quelques semaines un accord électoral avec les « travaillistes »[1] (sans congrès l'unité voulue dans la campagne électorale est impossible, et d'ailleurs les « blocs avec d'autres partis » sont catégoriquement interdits par une décision

1 Le Groupe de travail, formé peu avant l'ouverture de la première Douma, comprenait principalement les élus des paysans ; surtout vers la fin de la Douma il faisait déjà bloc le plus souvent avec la fraction social-démocrate : ainsi 33 de ses membres signèrent un projet pour l'abolition de toute propriété privée sur le sol. Il comprenait à la fois des s.-r., des socialistes populistes, et surtout des sans-parti.

du quatrième congrès)[1]. Et nous battrons alors les cadets à plate couture[2].

Mais cette conclusion est encore loin, bien loin d'épuiser toute la complexité du problème qui nous est posé. Nous avons intentionnellement souligné les mots « en cas d'élections ». Nous ne savons pas encore si une seconde Douma sera convoquée, quand auront lieu les élections[3], qui aura le droit de vote, quelle sera alors la situation. Aussi notre conclusion pèche-t-elle par une extrême généralité : elle est nécessaire pour faire le bilan du passé, pour profiter des enseignements de ce passé, pour poser justement les questions de tactique à venir, mais elle n'est pas suffisante pour décider des objectifs concrets de notre tactique prochaine.

Seuls les cadets et les « cadétoïdes » de tout acabit[4] peuvent en ce moment se contenter d'une pareille conclusion, se faire un « mot d'ordre » de soupirer après la nouvelle Douma, de démontrer au gouvernement combien

1 La résolution sur l'attitude du parti envers la Douma se termine ainsi : « *Partout où les élections ne sont pas encore faites et où le Parti ouvrier social-démocrate peut avoir ses candidats, il doit, sans constituer de bloc avec d'autres partis, tâcher de faire élire ses candidats à la Douma.* »

2 En effet à la deuxième Douma les cadets n'eurent plus que 18 % des sièges, au lieu de 35 % à la première ; le « bloc des gauches » (social-démocrates, s.-r., socialistes populistes et travaillistes) doubla ses forces. Ce passage énonce exactement la tactique des bolcheviks lors des élections à la deuxième Douma (voir plus loin l'extrait de la brochure : *La social-démocratie et les accords électoraux).*

3 Le manifeste publié le 9 juillet 1906, qui dissolvait la Douma, convoquait bien une seconde assemblée pour le 20 février, mais ne fixait pas la date des nouvelles élections.

4 À la gauche des cadets, il y avait plusieurs groupements, comme le groupe du « sans-titre » (Prokopovitch, Kouskovo), les libres penseurs, radicaux, etc. ; à leur droite, le « parti des réformes démocratiques ».

il est désirable de la convoquer au plus tôt, etc.[1]. Seuls des traîtres, conscients ou inconscients, à la Révolution peuvent maintenant travailler pour que le relèvement inévitable du moral et de l'effervescence se traduise dans des élections et non dans une lutte déclarée par la grève générale et l'insurrection.

Nous en arrivons au point le plus important du problème de la tactique social-démocrate actuelle.

En général, le fond de la question n'est plus de savoir si nous devons participer aux élections. Répondre ici : « oui » ou « non », c'est ne rien dire encore du problème cardinal du moment. La situation politique en août 1906 est, extérieurement, semblable à celle d'août 1905, mais un pas immense a été fait depuis lors : on voit bien plus nettement les forces en présence des deux côtés, les formes de la lutte, enfin le temps nécessaire à telle ou telle manœuvre stratégique, si l'on peut dire.

Le plan du gouvernement est clair. Il a calculé très juste en fixant la date de convocation de la Douma et en ne fixant pas, en dépit de la loi, la date des élections[2]. Le gouvernement ne veut pas avoir les mains liées ni montrer ses cartes. En premier lieu, il gagne du temps pour réfléchir et pour modifier la loi électorale ; en second lieu, c'est le plus important, il se réserve de fixer les élections à une date où seront nettement déterminés le caractère et l'intensité du nouveau mouvement. Le gouvernement veut fixer la date (et, peut-être aussi, la forme des élections) de telle sorte que le soulèvement commençant soit morcelé et paralysé. Le gouvernement raisonne juste : si

1 « Les élections au plus tôt », tel était alors le mot d'ordre non seulement des cadets, mais même d'octobristes comme Chipov et le prince Lvov.

2 D'après le règlement sur la Douma du 20 février 1906, le même ukase du tsar qui dissolvait la Douma devait indiquer à la fois la date des nouvelles élections et celle de la convocation de la nouvelle assemblée.

tout reste calme, nous ne convoquerons peut-être pas de Douma du tout, ou bien nous reviendrons aux lois de Boulyguine ; si, par contre, il se produit un fort mouvement, on pourra tenter de le morceler en fixant provisoirement des élections, afin de détourner les poltrons et les simples de la lutte révolutionnaire directe.

Les butors libéraux (voyez le *Tovarichtch* et la *Rietch*[1]) sont aveugles au point de se jeter eux-mêmes dans les filets du gouvernement. Ils suent sang et eau pour « démontrer » que la Douma est nécessaire et que la recrudescence du mouvement doit être orientée vers les élections. Mais ils ne peuvent pas nier que la question de la forme que prendra la lutte reste ouverte. La *Rietch* d'aujourd'hui (12 août) avoue : « *On ne sait pas encore... ce que vont dire les paysans en automne... Avant septembre-octobre, moment où l'état d'esprit des paysans s'éclaircira définitivement, il est difficile de faire des prévisions générales.* »

Les bourgeois libéraux sont fidèles à eux-mêmes. Ils ne veulent ni ne peuvent contribuer activement au choix des formes de lutte ou à la détermination des paysans dans un sens ou dans l'autre. L'intérêt de la bourgeoisie exige non pas le renversement du pouvoir, mais son affaiblissement et la nomination d'un ministère libéral[2].

L'intérêt du prolétariat exige le renversement complet du pouvoir tsariste et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine. Il exige l'intervention la plus active pour aider les paysans à se décider, pour choisir les formes de combat les plus décisives et le moment le plus propice. Nous ne devons en aucun cas ni retirer ni voiler le mot d'ordre : Assemblée constituante convoquée par la voie révolutionnaire, c'est-à-dire par un

1 Grand organe quotidien du Parti cadet, depuis février 1906. Interdit en juillet, il venait de reparaître depuis le 8 août 1906.

2 Le Parti cadet réclamait un « ministère responsable » devant la Douma et espérait, à la veille de la dissolution, y faire entrer ses représentants.

gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous devons nous efforcer d'élucider les conditions de l'insurrection, sa combinaison avec la grève, le groupement et la préparation de toutes les forces révolutionnaires à cet effet, etc. Nous devons résolument entrer dans la voie frayée par les appels bien connus *À l'armée et à la flotte !* et *À tous les paysans !*, signés par le « bloc » de toutes les organisations révolutionnaires, le groupe travailliste y compris[1]. Nous devons, enfin, nous appliquer tout particulièrement à ce que le gouvernement ne réussisse en aucun cas ni à morceler, ni à arrêter, ni à affaiblir le soulèvement commençant en fixant des élections. Ici, les leçons de la Douma cadette doivent être absolument obligatoires : la campagne pour la Douma est une forme subordonnée, secondaire, de la lutte, et la forme principale, vu les conditions objectives du moment, c'est toujours l'action révolutionnaire directe des masses populaires.

Il est évident que cette subordination de la campagne pour la Douma à la lutte principale, sa relégation à la seconde place en cas d'issue fâcheuse ou d'ajournement de la bataille jusqu'après l'expérience d'une deuxième Douma, c'est, si l'on veut, la vieille tactique boycottiste. Formellement, cela peut se défendre, car la « préparation aux élections » – outre la besogne toujours obligatoire d'agitation et de propagande – se réduit à des préparatifs

1 Le 12 juillet le comité central social-démocrate (sous la pression du comité de Pétersbourg), le groupe travailliste de la Douma, la ligue paysanne de Russie, le comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, les fédérations des cheminots et des instituteurs signèrent deux appels À *l'armée et à la flotte !* et *À tous les paysans de Russie !* dans lesquels il était déclaré : « *Aujourd'hui, sans la Douma, le gouvernement est illégal, ses ordres sont sans valeur. Cessez de lui obéir.* » Les soldats étaient invités à ne pas tirer sur le peuple, les paysans à remplacer toutes les autorités par leurs élus et à « *prendre toute la terre, mais sans désordre, en la remettant provisoirement à la disposition de leurs comités élus* ».

matériels de détail, qui peuvent rarement se faire longtemps avant les élections. Nous ne voulons pas discuter sur les mots, mais, au fond, c'est le développement logique de l'ancienne tactique et non sa répétition, c'est la conclusion tirée de l'ancien boycottage et non pas l'ancien boycottage.

Résumons-nous. Il faut tenir compte de l'expérience de la Douma cadette et répandre ses enseignements dans les masses. Il faut démontrer l'inutilité de la Douma, la nécessité de l'Assemblée constituante, la versatilité des cadets, exiger que les travaillistes se libèrent du joug des cadets, soutenir les premiers contre les seconds. Il faut immédiatement reconnaître la nécessité d'un accord électoral entre social-démocrates et travaillistes en cas de nouvelles élections. Il faut nous opposer de toutes nos forces au plan du gouvernement de morceler l'insurrection par sa façon de fixer les élections. En maintenant encore plus vigoureusement ses mots d'ordre révolutionnaires éprouvés, la social-démocratie doit s'efforcer de grouper plus étroitement tous les éléments et toutes les classes révolutionnaires afin de transformer la recrudescence probable et prochaine du mouvement révolutionnaire en une insurrection de tout le peuple contre le gouvernement du tsar.

Le Prolétaire, n° 1, 21 août 1906.

Dans l'été de 1906, les mencheviks publièrent un recueil sans nom d'auteur, intitulé *Moscou en décembre 1905*, dans lequel était racontée. jour par jour, l'histoire de la grève générale et de l'insurrection. Différents chapitres étaient consacrés au rôle des organisations révolutionnaires, aux opérations des équipes ouvrières de combat, à la conduite des troupes et de la police, à l'attitude de la population, etc. Ce recueil, composé d'après les documents des partis, les témoignages des participants et les nouvelles des journaux, paraissant un semestre à peine après les événements, avait une importance considérable au point de vue des conclusions à tirer pour la tactique future des révolutionnaires.

Or la tendance générale de l'ouvrage était de diminuer le rôle de la masse populaire dans le mouvement, pour représenter toute l'insurrection comme l'œuvre seulement de quelques équipes de combat. Le prolétariat, agissant seul pour des buts n'intéressant que lui, ayant à ses côtés la sympathie seulement passive de la population, ne pouvait être soutenu par l'armée et, par conséquent, dans ces conditions « vouloir transformer la grève générale en insurrection » était une erreur qui devait nécessairement conduire à un échec. Telle était la conclusion générale des auteurs.

Lénine, dans l'article ci-dessous, se sert des faits nombreux contenus dans le recueil pour en tirer des leçons pratiques précisément opposées aux conclusions de ses auteurs. Il devait en faire la critique dans un second article intitulé : « Bas les mains ! », paru dans le numéro suivant du *Prolétaire*.

Les enseignements de l'insurrection de Moscou[1]

Les formes essentielles du mouvement de décembre à Moscou ont été la grève pacifique et la manifestation. L'écrasante majorité des ouvriers n'a participé activement qu'à ces aspects-là de la lutte[2]. Mais précisément l'événement a prouvé d'une façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a vécu, que le mouvement, avec une force élémentaire et irrésistible, déborde ce cadre étroit et engendre une forme plus haute : l'insurrection.

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience, et même avaient le pressentiment qu'elle se transformerait fatalement en insurrection. Le 6 décembre, le soviet des députés ouvriers décida qu'on *« s'efforcerait de changer la grève en soulèvement armé »*[3]. Mais aucune des organi-

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VII, deuxième partie, p. 47-53.

2 Tandis qu'aux actions armées prenaient directement part seulement 1 200 à 1 400 « équipiers », 150 000 ouvriers environ faisaient grève à Moscou le 8 décembre.

3 Le soviet de Moscou avait eu sa première séance seulement le 22 novembre 1905. Lorsque la question de la grève générale se posa, plusieurs entreprises, les cheminots, déclarèrent qu'ils y participeraient seulement dans le cas où elle se changerait en insurrection. Le manifeste lancé le 6 décembre et signé par le soviet, par les comités social-démocrates et par le comité socialiste-révolutionnaire, invite les soldats à refuser l'obéissance et « *à se joindre, armes en main, au peuple insurgé pour renverser enfin le criminel gouvernement tsariste et convoquer l'Assemblée constituante* ». Enfin l'avis publié par les *Izvestia du soviet de Moscou* (n° 1, 7 décembre) portait : « *Le soviet de*

sations n'y était préparée. Même le « Conseil coalitionniste des équipes de combat » parlait de l'insurrection (le 9 décembre !) comme d'une chose lointaine, et il est certain que le combat de rue se déroula par-dessus sa tête et indépendamment de lui[1]. Les organisations s'étaient laissé devancer par la croissance et l'extension du mouvement.

C'est avant tout sous la pression des circonstances objectives apparues après octobre que la grève se développa en insurrection. On ne pouvait plus prendre le gouvernement au dépourvu par une grève générale ; il avait déjà monté une contre-révolution prête à agir militairement[2]. Le cours général de la révolution russe après octobre et la succession des événements à Moscou lors des journées de décembre ont confirmé de façon frappante une des profondes thèses de Marx : la révolution progresse en suscitant une contre-révolution forte et unie ; en d'autres termes, obligeant l'ennemi à recourir

---

Moscou, le comité et le groupe du Parti social-démocrate et le comité du Parti socialiste-révolutionnaire ont décidé de déclarer à Moscou, à partir du mercredi 7 décembre à midi, la grève générale politique et de s'efforcer de la transformer en insurrection armée. »

1 Les équipes de combat existaient depuis octobre ; comme divers partis, organisations et quartiers avaient leurs équipes, il se forma pour les diriger un « conseil coalitionniste ». Mais celui-ci, non seulement le 9, mais le 10 décembre, alors que les rues se couvraient de barricades, se réunissait pour se demander s'il fallait donner aux équipes l'ordre d'agir, et décidait de remettre la question au lendemain. Jusqu'à la fin de la séance, le mot d'« insurrection » ne fut pas prononcé : à ce moment un socialiste-révolutionnaire s'écria : « *Qui sait ? Peut-être le moment de l'insurrection de tout le peuple est-il proche ?* » L'auteur menchevique que suit Lénine conclut : « *Ainsi, le conseil coalitionniste non seulement n'a pas joué un rôle directeur, mais n'a même joué aucun rôle dans le développement et l'orientation du combat de rues, qui se déroula par-dessus sa tête et indépendamment de lui* ».

2 Les « bandes noires ».

à des moyens de défense plus violents, elle élabore des moyens d'attaque de plus en plus puissants.

7 et 8 décembre : grève pacifique, grandes manifestations pacifiques. Le 8 au soir : siège de l'Aquarium[1]. Le 9 dans la journée : les dragons chargent la foule sur la place Strastnaïa[2]. Le soir : sac de la maison Fidler[3]. L'atmosphère s'échauffe. La foule non organisée de la rue dresse, spontanément et sans assurance, les premières barricades.

Le 10, l'artillerie ouvre le feu contre les barricades et contre la foule. L'assurance est venue ; les barricades ne sont plus un fait isolé, mais général. Toute la population est dans la rue ; la ville, dans ses principaux centres, se hérisse de barricades[4]. Pendant plusieurs jours, c'est

1 Les deux premiers jours, toute l'attention se porta sur la cessation du travail, les meetings et l'agitation. Le 8 au soir, à l'Aquarium, au centre de Moscou, était réuni un de ces grands meetings destinés à faire connaître à la population les buts du mouvement ; le local fut cerné par la troupe et les assistants fouillés et brutalisés. Cet incident suscita une vive indignation dans le public.

2 Le 9 au soir les rues étaient pleines de monde, à la suite de l'incident de la veille. Sur la place Strastnaïa (non loin de l'Aquarium), les dragons attaquèrent la foule et, dans l'obscurité (les stations électriques étant arrêtées), tirèrent plusieurs salves. La foule, spontanément, au lieu de se disperser, se mit à construire des barricades, que des troupes nouvelles durent enlever les unes après les autres ; on tira dans le centre de la ville jusqu'à deux heures du matin.

3 Dans le même temps, dans un autre quartier, l'école Fidler, où étaient réunis les équipiers et les cheminots, était cernée par la troupe ; celle-ci tira le canon (d'où gros retentissement dans Moscou), les assiégés répondaient par des bombes. Finalement, au nombre de 140, ils se rendirent, mais beaucoup furent tués ou blessés.

4 Le 10, à une heure de l'après-midi, quatre canons postés sur la place Strastnaïa bombardent la rue centrale Tverskaïa et le boulevard, s'attaquant ainsi moins aux révolutionnaires et aux grévistes qu'à la population en général ; de là la multiplication des barricades.

une guerre de partisans obstinée entre les équipes révolutionnaires et la troupe. Cette guerre éreinte les soldats et contraint Doubassov à implorer du renfort[1]. Le 15 décembre seulement, la supériorité des forces gouvernementales devient incontestée et, le 17, le régiment Sémionovsky écrase le faubourg de Presnia, dernière citadelle de l'insurrection[2].

De la grève et des manifestations aux barricades isolées. Des barricades isolées aux barricades en masse et à la bataille de rues contre la troupe. Par-dessus la tête des organisations, la lutte du prolétariat, de grève, devient insurrection. C'est là l'immense acquisition dont la révolution russe a enrichi l'Histoire, acquisition faite en décembre 1905, achetée, comme les précédentes, par des sacrifices immenses. Le mouvement, issu de la grève politique générale, s'est élevé au degré supérieur. Il a forcé la réaction à aller jusqu'au bout dans sa résistance et, par là même, a formidablement rapproché le moment où la révolution aussi déploiera jusqu'au bout ses moyens d'offensive. La réaction n'a pas où aller après le bombardement des barricades, des maisons et de la foule.

1 Dès le 10, Doubassov, gouverneur de Moscou, adressait partout des demandes de renforts. « *La situation devient très sérieuse, la ceinture de barricades étreint la ville de plus en plus étroitement* », écrivait-il le 11 à Witte et aux ministres de la guerre et de l'intérieur ; « *la garnison est manifestement insuffisante ; envoyez absolument de Pétersbourg au moins provisoirement une brigade d'infanterie.* »

2 Le 15, arrivaient à Moscou, par la ligne Nicolas qui n'avait pas fait grève et n'avait pas non plus été coupée, les régiments Sémionovsky et du Ladoga. Doubassov disposait jusqu'alors, outre les 10 compagnies gardant les casernes, de 27 autres compagnies ou 1 350 baïonnettes. L'arrivée des 1 200 hommes de ces deux régiments doublait donc ses effectifs, ce qui lui permit de prendre l'offensive. Le 17, Moscou était libre de barricades. Le faubourg de Presnia, qui avait combattu presque sans liaison avec les autres quartiers et renfermait le plus grand nombre d'insurgés armés, tint plus longtemps que les autres, jusqu'au 19.

La révolution, elle, a encore où aller, bien au-delà des équipes de Moscou, et en étendue et en profondeur. Et la révolution a déjà fait du chemin depuis décembre. La crise révolutionnaire a maintenant une base infiniment plus large, il n'y a plus qu'à affiler le tranchant.

La modification des conditions objectives de la lutte et, par suite, la nécessité de passer de la grève à l'insurrection ont été senties par le prolétariat avant de l'être par les dirigeants. La pratique, comme toujours, a précédé la théorie. La grève pacifique et les manifestations ont d'un seul coup cessé de satisfaire les ouvriers, qui demandaient : Et après ?, qui exigeaient une action plus vive. L'ordre d'élever des barricades est parvenu aux quartiers avec un énorme retard, lorsque dans le centre on les édifiait déjà[1]. Les ouvriers se mirent en masse à l'ouvrage, mais cela ne leur suffisait pas, ils demandaient : Et ensuite ? et ils exigeaient des opérations actives. Nous autres, guides du prolétariat social-démocrate, nous avons été semblables en décembre à ce capitaine qui avait si bien disposé ses régiments que la majeure partie de ses troupes était hors d'état de participer activement à la bataille. Les ouvriers cherchaient des directives pour des opérations actives de grande envergure et ils n'en trouvaient pas[2].

1 Le comité social-démocrate de Moscou avait confié la direction de l'insurrection à une « commission exécutive » fonctionnant en liaison avec le comité exécutif du soviet. Mais très vite les quartiers se trouvèrent pratiquement isolés du centre et les uns des autres. D'ailleurs, raconte un membre de cette commission exécutive, *« même les premiers jours, les événements se précipitèrent à tel point que les décisions de la commission arrivaient fréquemment trop tard. Ainsi le 9 décembre, en sortant avec les camarades d'une réunion où avait été débattue la question : faut-il inviter à élever des barricades ? nous trouvâmes toute la Sadovaïa-Triumphalnaïa couverte de longues rangées de barricades ».*

2 Ainsi les cheminots proposaient d'occuper la gare de Brest, des typographes demandaient la permission de se barricader

Ainsi, rien de plus borné que l'idée de Plékhanov, reprise par tous les opportunistes, qu'il ne fallait pas entreprendre cette grève inopportune, qu'*« il ne fallait pas prendre les armes »*[1]. Au contraire, il fallait prendre les armes plus résolument, plus énergiquement, dans un esprit plus offensif; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité d'une grève pacifique seule, et la nécessité d'une lutte armée intrépide et implacable. Et aujourd'hui nous devons enfin reconnaître publiquement et proclamer bien haut l'insuffisance des grèves politiques, nous devons faire l'agitation la plus large possible pour l'insurrection armée, sans dissimuler cette question par aucun « degré préliminaire », sans la couvrir d'aucun voile. Cacher aux masses la nécessité d'une guerre exterminatrice, sanglante et désespérée comme objectif immédiat de l'action prochaine, c'est tromper et soi-même et le peuple.

Telle est la première leçon des événements de décembre. La seconde concerne le caractère de l'insurrection, la façon de la mener, les conditions dans lesquelles les troupes passent au peuple. Sur ce dernier point, l'aile droite de notre parti a une opinion extrêmement étroite. Il est impossible, paraît-il, de lutter contre une armée moderne, il faut que l'armée devienne révolutionnaire[2].

---

dans une imprimerie pour détourner l'attention des troupes et permettre de larges opérations, etc. : aucune décision n'était prise. Tous les témoins reconnaissent que la direction faisait complètement défaut.

1 Expression de Plékhanov dans son *Journal d'un social-démocrate,* n° 4.

2 Les auteurs du recueil *Moscou en décembre* écrivaient en effet : « *Dans la période actuelle, caractérisée par un développement formidable du militarisme, la condition absolue de la victoire populaire est le passage actif d'une partie importante des troupes du côté du peuple insurgé, ou le refus catégorique du gros des troupes d'employer les armes contre le peuple.* » Or, « *cette conduite de l'armée n'est possible, concluaient-ils, qu'à la*

Bien entendu, si la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même, il ne saurait même être question de lutte sérieuse. Bien entendu, la propagande dans l'armée est nécessaire. Mais il ne faut pas se figurer cette volte-face de la troupe comme un acte simple, unique, résultat de la persuasion d'une part et de la conscience de l'autre. L'insurrection de Moscou démontre jusqu'à l'évidence ce que cette conception a de routinier et d'inerte. En réalité, l'hésitation de la troupe, inévitable en présence de tout mouvement vraiment populaire, conduit, lorsque la lutte révolutionnaire devient plus aiguë, à une véritable lutte pour l'armée. L'insurrection de Moscou nous montre la lutte la plus implacable, la plus forcenée, engagée entre la réaction et la révolution pour l'armée. Doubassov a déclaré lui-même que 5 000 hommes seulement sur les 15 000 de la garnison de Moscou étaient sûrs. Le gouvernement retenait les hésitants par les mesures les plus diverses, les plus désespérées : on les persuadait, on les flattait, on les achetait en leur distribuant des montres, de l'argent, etc., on les enivrait d'eau-de-vie, on les trompait, on les terrorisait, on les enfermait dans les casernes, on les désarmait, on leur arrachait par la traîtrise et par la violence les soldats supposés les moins sûrs. Et il faut avoir le courage d'avouer que, sous ce rapport, nous sommes restés en arrière du gouvernement. Nous n'avons pas su utiliser les forces dont nous disposions pour mener avec autant d'activité, d'audace, d'esprit d'entreprise et d'offensive une lutte pour l'armée hésitante comme celle que le gouvernement a menée et qui lui a réussi. Nous avons fait et nous ferons encore avec plus d'acharnement la préparation morale de l'armée. Mais nous ne serions que de pitoyables pédants si nous oubliions qu'au moment

fin de la révolution et encore d'une révolution ayant un caractère national. »

de l'insurrection il faut aussi lutter physiquement pour l'armée[1].

Le prolétariat de Moscou nous a donné durant les journées de décembre d'admirables leçons de préparation morale de la troupe : par exemple, le 8 décembre sur la place Strastnaïa, lorsque la foule cerna les cosaques, se mêla à eux, fraternisa avec eux et les persuada de s'en retourner. Ou encore le 10, à Presnia, lorsque deux jeunes ouvrières, portant un drapeau rouge parmi une foule de 10 000 personnes, se jetèrent à la rencontre des cosaques en criant : « Tuez-nous ! nous vivantes, vous ne prendrez pas notre drapeau ! » Et les cosaques, décontenancés, tournèrent bride, tandis que la foule criait « Vivent les cosaques ! »[2]. Ces modèles d'audace et d'héroïsme doivent être gravés à jamais dans la conscience des prolétaires.

Mais voici des exemples de notre infériorité sur Doubassov. Le 9 décembre, des soldats vont par la Grande rue de Serpoukhov, au chant de *La Marseillaise*, se joindre aux insurgés. Les ouvriers leur envoient des délégués. Malakhov lui-même[3], ventre à terre, galope à leur ren-

1 Il y avait des sympathisants dans la plupart des régiments, même dans le régiment Sémionovsky, qui écrasa l'insurrection. Le Parti social-démocrate lançait depuis quelque temps déjà des proclamations sur la guerre avec le Japon, les violences contre les grévistes, etc. ; il tâchait d'organiser parmi les soldats des cercles d'éducation, mais tout cela accidentellement, sans système.

2 Le fait est ainsi raconté plus en détail par un témoin. Devant le Jardin zoologique, les ouvriers de la fabrique Prokhorov sont massés : on crie « Les cosaques ! » ; en effet, ils s'avancent, la nagaïka haute, et l'officier commande : « Battez ». À ce moment, deux ouvrières qui portaient un drapeau rouge avec cette inscription : « Soldats, ne tirez pas sur nous ! » sortent de la foule. Les cosaques s'arrêtent ; l'officier hurle : « Frappez ! », mais personne ne lui obéit. En un instant les cosaques font demi-tour et s'en vont, accompagnés de cris : Vivent les cosaques ! Hourra !, L'officier, fou de colère et d'impuissance, les suit.

3 Le général Malakhov était le commandant du corps d'armée de Moscou.

contre. Les ouvriers arrivèrent en retard, Malakhov arriva à temps. Il prononça un discours enflammé, ébranla les soldats, les fit cerner par les dragons, les conduisit à la caserne et les y enferma. Malakhov a su arriver, et nous, nous n'avons pas su. Et pourtant, en deux jours, à notre appel s'étaient levés 150 000 hommes, qui auraient pu et auraient dû organiser un service de patrouilles dans les rues. Malakhov a fait cerner les soldats par des dragons et nous, nous n'avons pas fait cerner Malakhov et ses gens par des lanceurs de bombes. Nous aurions pu et dû le faire, et depuis longtemps déjà la presse social-démocrate (l'ancienne *Iskra*) avait dit que l'extermination impitoyable des chefs civils et militaires est un devoir en temps d'insurrection.

Ce qui s'est produit dans la Grande rue de Serpoukhov s'est apparemment répété, dans les grandes lignes, devant les casernes Nesvij et Kroutitski[1], et lors des tentatives du prolétariat pour « enlever » le régiment d'Ekatérinoslav, et lors de l'envoi de délégués aux sapeurs d'Alexandrov, et lors de la réexpédition de l'artillerie de Rostov dirigée sur Moscou, et lors du désarmement des sapeurs à Kolomna, et ainsi de suite. Pendant l'insurrection, nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche dans la lutte pour l'armée hésitante.

1 Les casernes Kroutitski se trouvaient dans le faubourg ouvrier de Simonovo. Depuis longtemps les ouvriers étaient en relations avec les soldats, qui déclaraient qu'eux-mêmes ne pouvaient pas agir, mais qu'ils se joindraient au mouvement si on venait les chercher. On projetait donc de faire un grand meeting et de se rendre en masse aux casernes. Mais on apprit que les soldats avaient été enfermés et que les casernes étaient gardées par des troupes appelées d'ailleurs. – Dans le quartier de Khamovniki, le 10 décembre après une grande manifestation, les ouvriers arrivés devant les casernes du régiment de Nesvij se préparaient à envoyer des délégués aux soldats quand ils furent chargés et dispersés par les dragons.

Décembre a rendu évidente une autre thèse profonde de Marx, oubliée par les opportunistes : l'insurrection est un art, et la principale règle de cet art, c'est l'offensive audacieuse jusqu'au désespoir, décidée sans retour[1]. Nous ne nous sommes pas assez assimilé cette vérité. Nous avons insuffisamment étudié nous-mêmes et enseigné aux masses cet art, cette règle de l'offensive coûte que coûte. Nous devons maintenant, avec toute notre énergie, rattraper le temps perdu. Il ne suffit pas de se grouper sur les mots d'ordre politiques, il faut aussi se grouper sur la question de l'insurrection. Celui qui est contre, celui qui ne s'y prépare pas, doivent être impitoyablement chassés des rangs des partisans de la révolution, chassés dans le camp de ses adversaires, des traîtres ou des lâches, car le jour approche où la force des événements et les circonstances de la lutte nous obligeront à reconnaître à ce signe amis et ennemis. Ce n'est pas la passivité que nous devons prêcher, ni l'« attente » du moment où la troupe « passera » de notre côté, – non, nous devons répéter sur tous les tons la nécessité de l'offensive intrépide et de l'attaque à main armée, la nécessité de l'extermination des chefs et de la lutte la plus énergique pour l'armée hésitante.

La troisième grande leçon que nous a donnée Moscou concerne la tactique et l'organisation de nos forces en vue de l'insurrection. La tactique militaire dépend du niveau de la technique militaire. Engels a rabâché cette vérité et en a donné la formule définitive pour les marxistes[2]. La technique militaire n'est plus ce qu'elle

1 *La révolution et la contre-révolution en Allemagne.* On trouvera en entier les règles de l'insurrection dans la brochure de Lénine : *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?* (publiée en 1917, traduction française dans le recueil de la Librairie de l'Humanité : *Sur la route de l'insurrection,* p. 169).

2 Entre autres dans la préface à la *Lutte de classes* (voir plus haut l'article *La révolution russe et les devoirs du prolétariat).*

était au milieu du XIX^e siècle. Opposer la foule à l'artillerie et défendre des barricades à coups de revolver serait stupide. Et Kautsky avait raison lorsqu'il écrivait qu'il est temps, après Moscou, de réviser les conclusions d'Engels et que Moscou a fait naître « *une nouvelle tactique des barricades* ». Cette tactique était celle de la guerre de partisans. L'organisation qu'elle supposait, c'était des détachements mobiles et très petits : groupes de dix, de trois, même de deux. On rencontre souvent maintenant des social-démocrates qui ricanent quand on parle de ces « groupes de cinq » ou de trois[1]. Mais le ricanement n'est qu'un moyen à bon marché d'esquiver cette nouvelle question de la tactique et de l'organisation réclamées par le combat de rues en présence de la technique militaire moderne. Lisez attentivement le récit de l'insurrection de Moscou, messieurs, et vous comprendrez quel rapport ont les « groupes de cinq » avec la question de la « nouvelle tactique des barricades »[2].

Moscou a fait apparaître cette technique, mais ne l'a pas développée, ne lui a pas donné une extension assez large, n'en a pas fait une véritable tactique de masse. Les équipiers étaient peu nombreux ; la masse ouvrière n'a pas reçu le mot d'ordre des attaques audacieuses et ne l'a pas mis en pratique ; le caractère des détachements de partisans était trop uniforme, leur armement et leurs

1 Dans sa brochure de juillet 1906 : *La dissolution de la Douma et les objectifs du prolétariat,* Lénine conseillait de former, à côté des soviets, des « organisations militaires » ayant à leur base « *des groupes très petits et libres de dix, de cinq et même peut-être de trois* ».

2 Les éléments de cette nouvelle tactique se trouvaient déjà dans les *Conseils aux ouvriers insurgés* élaborés par l'organisation de combat du comité social-démocrate de Moscou et publiés dans les *Izvestia du soviet de Moscou* du 11 décembre :
« *Règle essentielle : n'agissez pas en foule. Agissez par petits détachements, de 3 ou 4, pas plus. Qu'il y ait de ces détachements le plus possible, et que chacun apprenne à attaquer le plus vivement et à disparaître vivement.* »

procédés insuffisants[1], ils ne savaient guère diriger la foule. Nous devons rattraper le temps perdu et nous le rattraperons, en étudiant l'expérience de Moscou, en propageant cette expérience dans les masses, en faisant travailler l'esprit d'invention des masses dans le sens du développement de cette expérience. Et la guerre de partisans, la terreur générale qui se répandent partout en Russie presque sans interruption depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la tactique juste pendant l'insurrection[2] La social-démocratie doit admettre cette terreur exercée par les masses et l'incorporer à sa tactique, tout en l'organisant et en la contrôlant, en la subordonnant à l'intérêt et aux exigences du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire en général, en écartant et amputant impitoyablement cette déformation « apache » de la guerre de partisans, dont ont fait justice d'une façon si merveilleuse et si impitoyable les Moscovites, durant l'insurrection[3] et les Lettons, lors des fameuses républiques lettones[4].

1 L'armement était surtout composé de revolvers, alors qu'il aurait fallu des fusils ; il manquait d'uniformité. Les bombes, fabriquées en grand nombre par le laboratoire du comité central, restèrent non distribuées.

2 Après l'échec de l'insurrection, et comme réponse à la répression gouvernementale, il y eut une vague de terrorisme (actions de « partisans », meurtres de policiers, expropriations). Les mencheviks voyaient là de l'anarchisme, et au congrès de Stockholm la guerre de partisans fut condamnée ; sur l'opinion de Lénine voir l'article suivant.

3 Ainsi les insurgés de Presnia avaient supprimé dans leur quartier toute criminalité. Dès le 7 décembre, le comité exécutif du soviet de Moscou annonçait qu'il organisait « *pour la durée de la grève la protection de la propriété contre les voleurs et cambrioleurs* ». Les cas d'ivrognerie même disparurent.

4 À la fin de novembre et en décembre, toutes les provinces baltiques furent le théâtre d'une large insurrection, fortement organisée, de paysans et surtout d'ouvriers agricoles (qui formaient 65 à 80 % de la population rurale dans ces régions). Des villes entières furent entre les mains des insurgés, formant

La technique militaire, dans ces tout derniers temps, s'est encore perfectionnée. La guerre avec le Japon a fait apparaître la grenade à main. L'armurerie a lancé le fusil automatique. L'un et l'autre sont déjà employés avec succès dans la révolution russe, mais dans une mesure encore bien insuffisante. Nous pouvons et devons mettre à profit le progrès technique, apprendre aux détachements ouvriers la fabrication en grand des bombes[1], les aider, ainsi que nos équipes de combat, à se pourvoir d'explosifs, d'amorces et de fusils automatiques. Si la masse ouvrière participe à l'insurrection dans les villes, si nous attaquons l'ennemi en masse, si nous menons une lutte adroite et décidée pour conquérir l'armée, qui hésite encore davantage après la Douma, après Sveaborg et Cronstadt[2], si la participation des campagnes à la lutte commune est assurée, la victoire sera à nous lors de la prochaine insurrection panrusse !

Déployons donc plus largement notre activité, définissons plus hardiment nos objectifs en nous assimilant

---

autant de « républiques » indépendantes, d'après l'expression de la presse bourgeoise.

1 Il existait auprès du comité central, à Saint-Pétersbourg, un « groupe technique » qui fabriquait les explosifs et pouvait donner 150 bombes par jour. Mais il n'était pas en liaison avec les équipes de combat et il ne joua aucun rôle dans l'insurrection de décembre. Quant aux fusils, les meilleurs se trouvaient dans l'équipe de combat des cheminots, qui les avaient achetés à des soldats revenant d'Extrême-Orient.

2 Après la dissolution de la Douma, le 17 juillet, une révolte éclata à Sveaborg en Finlande parmi les marins-mineurs. Les insurgés s'emparèrent de presque toute la forteresse et de deux îles fortifiées, arrêtèrent les officiers et résistèrent à 6 compagnies d'infanterie ; seule, l'arrivée des cuirassiers les obligea à se rendre, le 20 juillet. Ceux qui n'avaient pas réussi à s'enfuir en Suède furent exécutés. La mutinerie de Cronstadt fit suite, le 20 juillet, à celle de Sveaborg : commencée parmi les équipages de la marine, elle entraîna les sapeurs, mais ne réussit pas à soulever toute la garnison et fut aussitôt écrasée et sauvagement réprimée.

les enseignements des grandes journées de la révolution russe. Notre activité est basée sur une appréciation des intérêts des classes et des exigences du développement national au moment donné. Autour du mot d'ordre : abolition du pouvoir tsariste et convocation de l'Assemblée constituante par un gouvernement révolutionnaire, nous groupons et grouperons une partie de plus en plus grande du prolétariat, des paysans et de l'armée. Développer la conscience des masses reste, comme toujours, la base et l'objectif principal de tout notre travail. Mais n'oublions pas qu'à ce devoir général, constant, primordial des moments comme celui que traverse la Russie ajoutent des devoirs particuliers, spéciaux. Ne devenons pas des pédants et des philistins, n'esquivons pas ces problèmes particuliers du moment, ces problèmes spéciaux des formes de lutte, en invoquant à vide nos devoirs constants et immuables quels que soient les temps et les circonstances.

Rappelons-nous que la grande lutte de masse approche. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, dans la mesure du possible, simultanée. Les masses doivent savoir qu'elles se lancent dans une lutte armée, sanglante, sans merci. Le mépris de la mort doit se répandre parmi les masses et assurer la victoire. L'offensive doit être énergique au possible : Attaque, et non défense ! tel doit être le mot d'ordre des masses ; extermination implacable de l'ennemi ! tel doit être leur objectif ; l'organisation de combat sera mobile et souple ; les éléments hésitants de l'armée seront entraînés dans la lutte active. Le parti du prolétariat conscient doit remplir son devoir dans cette grande lutte.

Le Prolétaire, n° 2, 29 août 1906.

La formation de détachements armés ou d'« équipes de combat » placés sous la direction des partis avait commencé après les événements d'octobre 1905. Le but était alors de riposter sur leur propre terrain aux « bandes noires » stipendiées par la réaction, d'empêcher les pogroms, de protéger les manifestations révolutionnaires et d'entraver les autres.

Les insurrections de décembre imposèrent à ces équipes et aux « organisations de combat » des partis un rôle plus large : celui de partie belligérante, en face de la troupe gouvernementale.

Après la défaite et la fin de ces opérations de vaste envergure, lorsque le mouvement ouvrier lui-même sembla écrasé pour un temps plus ou moins long, les éléments actifs qui faisaient partie des équipes tournèrent d'un autre côté leur hardiesse révolutionnaire : ils se lancèrent soit dans les attentats isolés contre les représentants du pouvoir, soit dans les « expropriations » organisées, attaques de banques, de transports de fonds, de trains poste, etc.

Ces phénomènes se généralisèrent naturellement après la dissolution de la première Douma, dans la période de réaction et de répression qui suivit. Ils n'étaient naturellement pas sans présenter des dangers pour le mouvement révolutionnaire. Souvent, en effet, des « expropriateurs », en vertu du principe du moindre effort, s'attaquaient tout simplement à tel ou tel bourgeois, à un caissier d'usine transportant les salaires de la semaine, etc., de sorte que la frontière avait tendance à disparaître entre l'acte révolutionnaire et le crime de droit commun. D'autre part les équipes de combat, dans leur travail très spécialisé et réclamant une large liberté d'action, s'émancipaient facilement de toute discipline. Recrutant parfois imprudemment leurs membres, elles risquaient de dégénérer pratiquement en bandes, terrorisaient moins les autorités

que les populations. Inutile de dire que dans ces cas-là le produit des expropriations tombait avant tout, ou même exclusivement, dans les poches de leurs auteurs.

C'étaient là des abus assez fréquents pour que les partis se montrassent sévères pour les actions de partisans. Les deux tendances qui les approuvaient sans réserves, ou même en faisaient l'essentiel de leur tactique, étaient les anarchistes et les maximalistes. Les premiers, qui au printemps et dans l'été de 1906 avaient pris une grande place dans le mouvement, multipliaient les actes de terreur politique et économique et les expropriations de toutes sortes. Les seconds n'étaient d'abord qu'un groupe d'opposition au sein du Parti socialiste-révolutionnaire, avant de constituer en octobre 1906 leur Ligue indépendante. Ils se firent connaître par des actes d'une grande hardiesse.

Par contre les autorités officielles du Parti socialiste-révolutionnaire avaient, dès novembre 1905, proclamé la fin de la terreur et, si les insurrections de décembre avaient annulé en fait cette décision, le premier congrès du parti, en décembre même, n'en avait pas moins expressément condamné les expropriations de particuliers.

Parmi les social-démocrates, les mencheviks, qui avaient toujours répugné à la préparation technique de l'insurrection et qui avaient un faible pour les moyens parlementaires, étaient portés à ne voir que les mauvais côtés ou les dangers de la « guerre de partisans ». La résolution qu'ils avaient préparée pour le congrès de Stockholm, sans prononcer une condamnation franche, insistait soigneusement sur *« les éléments déclassés, les criminels et la lie de la population des villes, qui ont toujours cherché à profiter des troubles révolutionnaires pour leurs buts antisociaux »*, sur les « mesures sévères » que le peuple devait prendre « contre cette bacchanale de vol et de brigandage » et concluait qu'il fallait : *« a) combattre les groupes et les individus qui, sous le nom et la devise du Parti social-démocrate, recherchent un gain personnel ; b)*

éviter d'attenter à la personne ou aux biens privés des citoyens pacifiques. » Elle réprouvait « *l'expropriation des fonds déposés dans les banques privées et les contributions forcées de toutes sortes* », « *la destruction des bâtiments publics, des voies ferrées et autres établissements gouvernementaux ou privés* », sauf en cas de nécessité purement militaire. Elle n'admettait la confiscation des fonds des trésoreries d'État « *qu'en cas de constitution d'un gouvernement révolutionnaire, et sur son ordre.* »

Les bolcheviks, au contraire, constatant le fait de la guerre des partisans, désorganisant la réaction et éduquant les révolutionnaires, invitaient le congrès à « *sanctionner les actions des équipes appartenant ou adhérant au parti, comme admissibles en principe et utiles dans la période donnée* ». Ils admettaient également les opérations tendant « *à saisir les fonds appartenant à l'ennemi, c'est-à-dire au gouvernement autocratique, pour les employer aux besoins de l'insurrection* ». Ils ajoutaient seulement que « *les opérations de partisans devraient s'effectuer sous le contrôle du parti, de façon à ne pas dépenser en vain les forces du prolétariat, en tenant compte de l'état du mouvement ouvrier et de l'opinion publique dans la localité* ». Au congrès, le projet mencheviste fut adopté : les bolcheviks demandèrent la suppression du passage sur « *la bacchanale de vol et de brigandage* » et proposèrent d'admettre la confiscation des fonds des caisses de l'État non seulement en cas de constitution d'un gouvernement révolutionnaire, mais aussi « *sur la décision des organisations centrales ou locales du parti* ». Les deux amendements furent repoussés : les « confiscations » de sommes appartenant à l'État étaient donc pratiquement interdites.

La résolution de Stockholm suscita un grand mécontentement parmi les ouvriers bolcheviques qui étaient obligés en fait de continuer la lutte armée contre les « bandes noires ». Elles eurent ce double résultat que les « actions de partisans » continuèrent,

mais que les comités du parti, surtout les comités menchevistes, s'en désintéressèrent. Les membres des équipes de combat, qui chaque jour risquaient leur vie pour le parti, se trouvèrent comme écartés de ce même parti. De là les abus et la démoralisation qui ne tardèrent pas à se généraliser. Pour y mettre fin, il fut reconnu nécessaire de fixer les relations entre les « organisations de combat » et le parti social-démocrate. Le comité central ne consentit à convoquer que les organisations s'occupant de la propagande dans l'armée. Il fallut que les comités (bolchevistes) de Pétersbourg et de Moscou réunissent en Finlande (en novembre) une nouvelle conférence plus complète, qui traita de toutes les questions : insurrection, partisans, expropriations, terreur, etc.

C'est au moment où l'on commença à discuter de la convocation de ces conférences que Lénine écrivit l'article ci-dessous pour éclaircir, dès le début, sa position et celle des bolcheviks les plus liés aux ouvriers révolutionnaires.

La guerre de partisans[1]

La question des opérations de partisans intéresse vivement notre parti et la masse ouvrière. Nous l'avons déjà maintes fois effleurée occasionnellement ; maintenant, nous allons donner de nos idées l'exposé d'ensemble que nous avons promis[2].

I

Procédons par ordre. Quelles doivent être les exigences fondamentales de tout marxiste dans la question des formes de lutte ?

1. Le marxisme se distingue de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne lie pas le mouvement à une seule forme de lutte bien déterminée. Il admet les formes les plus diverses ; il ne les « invente » pas d'ailleurs, il ne fait que généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de la lutte des classes révolutionnaire qui apparaissent d'elles-mêmes au cours du mouvement. Ennemi absolu de toute formule abstraite, de toute recette doctrinaire, le marxisme exige qu'on fasse attention à la lutte de masse qui, à mesure que le mouvement s'étend, que la conscience des masses grandit, que les crises économiques et politiques s'accentuent, engendre des procédés toujours nouveaux et toujours plus divers de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne renonce a priori à aucune forme de lutte. Il ne se limite en aucun cas aux formes praticables et existantes à un moment donné, il admet l'apparition inévitable de formes

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VII, deuxième partie, p. 77-96.

2 Ainsi dans la brochure *La dissolution de la Douma et les objectifs du prolétariat*.

nouvelles inconnues aux militants d'une période donnée et correspondant à une conjoncture sociale modifiée. Le marxisme, en ce sens, se met à l'école, si l'on peut dire, de la pratique des masses, au lieu de prétendre enseigner aux masses des formes de lutte inventées par des « systématiseurs » de cabinet. Nous savons – dit par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale – que la crise future nous apportera des formes nouvelles de lutte que nous ne pouvons prévoir maintenant.

2. Le marxisme exige que la question des formes de lutte soit considérée d'un point de vue absolument historique. Poser cette question en dehors des circonstances historiques concrètes, c'est ne pas comprendre l'a b c du matérialisme dialectique. Aux divers moments de l'évolution économique, selon les conditions, l'état politique, la civilisation nationale et les mœurs, telle ou telle forme de lutte apparaît au premier plan, devient prépondérante, en même temps que se modifient les formes secondaires, accessoires. Vouloir répondre oui ou non à propos de tel ou tel procédé de lutte, sans examiner en détail la situation concrète du mouvement donné au stade donné de son développement, c'est abandonner complètement le terrain du marxisme.

Telles sont les deux propositions théoriques fondamentales qui doivent nous guider. L'histoire du marxisme en Occident nous fournit quantité d'exemples confirmant ce qui vient d'être dit. La social-démocratie occidentale considère en ce moment le parlementarisme et le mouvement syndical comme les formes de lutte principales ; dans le passé, elle a reconnu comme telle l'insurrection et elle est prête à la reconnaître à l'avenir, si la situation change, n'en déplaise aux bourgeois libéraux, comme les cadets et les « sans-titre » russes[1]. La

1 Groupes d'anciens cadets qui lancèrent la revue hebdomadaire *Le sans-titre* et s'apparentaient à la tendance appelée en

social-démocratie a nié la grève générale après 1870, en tant que panacée sociale, en tant que moyen d'abattre d'un coup la bourgeoisie par la voie apolitique, mais elle admet parfaitement la grève politique générale (surtout après l'expérience de la révolution russe de 1905) comme un procédé de lutte, indispensable dans certaines conditions[1]. La social-démocratie a admis le combat de barricades vers 1848, elle l'a repoussé en vertu de certaines données à la fin du XIX[e] siècle, elle s'est déclarée disposée à réviser cette opinion et à reconnaître l'utilité des barricades après l'expérience de Moscou, qui a fait naître, selon Kautsky, une nouvelle tactique de barricades.

II

Ayant établi les principes généraux du marxisme, passons à la révolution russe. Rappelons-nous l'histoire des formes de lutte qu'elle a fait apparaître. D'abord, les grèves économiques (1896-1900)[2]; ensuite, les manifesta-

---

Occident le « socialisme critique ». Parmi eux étaient Kouskova et Prokopovitch.

1 L'idée de la grève générale comme moyen d'opérer la révolution avait été exprimée, dans la Première Internationale, par les bakouninistes. Les marxistes au contraire la repoussaient. Lorsque les anarchistes des pays latins, à partir de 1892, et plus tard les syndicalistes, la reprirent, les congrès de la II[e] Internationale (Londres, 1896; congrès régional ouvrier de Tours, 1892; congrès national des syndicats à Nantes, 1894 congrès confédéral de Toulouse, 1897 : « *grève générale est synonyme de révolution* »; Amsterdam, 1904) la condamnèrent de nouveau. Lénine, avant 1900, traitait d'absurde l'idée de la grève générale révolutionnaire, toutes les fois qu'il la rencontrait. Les événements de Russie (1903-1905) obligèrent cependant la social-démocratie à reprendre l'examen de la question: en juin 1905 parut, avec préface de Kautsky, un livre de H. Roland-Holst sur *La grève générale et la social-démocratie*.

2 Les grèves économiques de cette période, principalement celles des fabriques textiles de Pétersbourg en 1896-1897, jouèrent dans l'éveil et l'organisation du mouvement ouvrier un rôle considérable.

tions politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901-1903)[1]; les révoltes paysannes (1902)[2]; le début des grèves politiques de masse diversement combinées avec les manifestations (Rostov, 1902) ; les grèves de l'été 1903 ; le 9 janvier 1905[3]; la grève politique panrusse avec cas locaux de combats de barricades (octobre 1905) ; la lutte de barricades générale et l'insurrection armée (1905, décembre) ; la lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906) ; les mutineries militaires partielles (juin 1905-juillet 1906)[4] ; les soulèvements partiels de paysans (automne 1905-automne 1906[5].

Telle est la situation en automne 1906 en ce qui concerne les formes de lutte en général. L'autocratie

1 Sur les manifestations politiques, et non plus seulement corporatives, de 1901-1902, voir nombre d'indications dans le texte et les notes de notre premier volume.

2 Le mouvement agraire commença en 1902 à prendre des formes actives dans les provinces de Kharkov et de Poltava, et Lénine, comme on l'a vu dans notre premier volume, ne manqua pas d'y porter attention.

3 La grève de Rostov en novembre 1902, avec son extension spontanée et ses chocs sanglants avec la troupe, peut être considérée comme ayant inauguré la période révolutionnaire ; en 1903, à partir de juillet, se produisirent d'autres grèves de masse à Bakou (150 000 ouvriers), à Tiflis (15 000 participants), à Batoum, à Odessa (où fut lancé le mot d'ordre : À bas l'autocratie !), à Kiev. On compta dans le midi environ 250 000 participants ; sur la journée du 9 janvier, voir plus haut dans ce volume, de même que pour les phases mentionnées ensuite.

4 Lénine a ici en vue non seulement la révolte du *Potemkine,* dont il a été question plus haut, mais celle de Cronstadt (26-28 octobre 1905), celle de Sébastopol, beaucoup plus grave, groupant les marins, les soldats de la garnison et les ouvriers du port, du 11 au 15 novembre (connue par l'épisode du lieutenant Schmidt), enfin celles de Sveaborg et de Cronstadt en juillet 1906, après la dissolution de la première Douma.

5 Outre le mouvement paysan généralisé à presque toute la Russie, il y avait eu de véritables insurrections paysannes avec prise momentanée du pouvoir dans les pays baltiques et au Caucase.

« répond » par des procédés comme les pogroms des Cent-noirs, depuis Kichinev (printemps de 1903) jusqu'à Siedlce (automne 1906)[1]. Durant toute cette période, l'organisation des pogroms et des massacres de juifs, étudiants, révolutionnaires, ouvriers conscients ne cesse de progresser, de se perfectionner, unissant à la violence de la populace soudoyée la violence de la troupe réactionnaire[2], allant jusqu'à user de l'artillerie dans les bourgs et les villes, fusionnant avec les expéditions punitives, les trains de répression[3], etc.

---

1 Les Cent-noirs étaient des bandes formées de toutes sortes d'éléments : déclassés, sans-travail, boutiquiers, commis, fanatisés ou soudoyés par les organisations réactionnaires comme la *Ligue du peuple russe*. Leur mot d'ordre étant la défense de l'autocratie et de la nation russe, elles exploitaient largement le préjugé antisémite : d'où les « pogroms » ou mises à sac des quartiers juifs. Presque toujours la police, parfois les autorités gouvernementales favorisaient les pillages et les massacres. Après le pogrom de Kichinev (en Bessarabie, 6-7 avril 1903), Lénine écrivait dans l'*Iskra : « Les réactionnaires et le gouvernement... attisent maintenant artificiellement* et, sans nul doute, consciemment et de sang-froid les querelles de races et de religions *afin de détourner le peuple de la voie des protestations sociales et politiques, dans laquelle il a commencé à s'engager.* » Quant au pogrom de Siedlce (Pologne), il eut lieu le 26 août 1906 et fut un des plus marquants (entre beaucoup d'autres) par le rôle qu'y jouèrent les agents gouvernementaux. Il fit l'objet d'une interpellation à la Douma.

2 Ainsi, le pogrom de Biélostock (1er-3 juin 1906), au sujet duquel Lénine avait écrit un article intitulé « *La réaction commence la lutte à main armée* » avait été préparé par les autorités : des tracts, imprimés et distribués par les soins de la gendarmerie deux semaines auparavant, excitaient au meurtre des juifs et des intellectuels, responsables de toutes les perturbations révolutionnaires ; la troupe, loin de rétablir l'ordre, prit part au pillage. Ce fut, comme dit un député, une véritable « *expédition militaire et policière* » (100 tués et un grand nombre de blessés).

3 En Sibérie, la répression fut conduite par le général Meller-Zakomelski, qui parcourait la ligne du transsibérien avec son « train de répression », s'attaquant surtout aux employés de

Tel est en gros le fond du tableau. Sur ce fond se dessine – évidemment comme quelque chose de particulier, de secondaire, d'accessoire – le phénomène à l'étude et à l'appréciation duquel est consacré le présent article. Qu'est-ce que ce phénomène ? Quelles sont ses formes ? ses causes ? la date de son apparition et son degré de diffusion ; son rôle dans la marche générale de la révolution ? ses rapports avec la lutte de la classe ouvrière organisée et dirigée par la social-démocratie ? Telles sont les questions qu'il nous faut maintenant aborder, après avoir esquissé le fond du tableau.

Le phénomène qui nous intéresse est la lutte à main armée.

Elle est menée par des individus et par de petits groupes. Les uns appartiennent aux organisations révolutionnaires, les autres (en certains endroits de Russie la plupart) n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire.

Elle poursuit deux buts différents, qu'il faut rigoureusement distinguer : elle vise, premièrement, le meurtre de certaines personnes, chefs ou subalternes de l'armée et de la police ; deuxièmement, la confiscation de fonds appartenant au gouvernement et aux particuliers. Les sommes confisquées vont soit au parti, soit spécialement à l'armement et à la préparation de l'insurrection, soit à l'entretien de ceux qui mènent la lutte que nous caractérisons. Les grandes expropriations (celle du Caucase, de plus de 200 000 roubles, celle de Moscou, de 875 000 roubles)[1] étaient destinées avant tout aux partis révolutionnaires ; les petites servent en premier lieu, et même parfois

chemin de fer et aux télégraphistes et pendant ou fusillant tout particulièrement les juifs.

1 Il s'agit sans doute de l'expropriation exécutée en août 1906 dans la petite ville de Kvirilly au Caucase par un groupe de bolcheviks et dont le produit fut affecté à l'achat d'armes à l'étranger.

entièrement, à l'entretien des « expropriateurs ». Ce n'est qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre, que cette forme de lutte a pris une grande extension. Son apparition a été déterminée, dans une mesure considérable, par l'exaspération de la crise politique et surtout par l'aggravation de la misère, de la disette et du chômage dans les villes et dans les villages. Elle a été adoptée comme forme principale et même exclusive de la lutte sociale par le monde des vagabonds, le lumpenprolétariat et les groupes anarchistes. La forme de lutte par laquelle l'autocratie y « répond », c'est l'état de siège[1], la mobilisation de troupes nouvelles, les pogroms des Cent-noirs (Siedlce)[2], les cours martiales[3].

III

Le jugement qu'on porte habituellement sur la lutte en question se réduit à ceci : c'est de l'anarchisme, du blanquisme, c'est l'ancienne terreur, ce sont des actes d'individus isolés de la masse qui démoralisent les ouvriers, détournent d'eux le gros de la population, désorganisent le mouvement, nuisent à la révolution. On trouve sans peine des exemples, pour confirmer ce jugement, dans les faits divers quotidiens des journaux[4].

1 Vers le milieu de 1906, les trois quarts du pays étaient soumis à un régime d'exception.

2 Le meurtre du maître de police de cette ville, par une bombe, le 8 août avait servi de prétexte au pogrom.

3 Du 17 février 1905 au 17 octobre 1906, il y eut 542 exécutions capitales, 1 449 condamnations aux travaux forcés.

4 Martov, dans son *Histoire de la social-démocratie russe,* écrit par exemple : « *Après la dissolution de la Douma, en réponse au régime des cours martiales, se répandit à travers la Russie une épidémie d'anarchisme, qui s'installa dans le parti.* » Il attribue le phénomène « *à la présence dans les rangs du parti de nombreux éléments pour qui une existence normale était devenue impossible après les insurrections de décembre, parce qu'ils étaient traqués comme des bêtes* », soldats et marins déserteurs, etc.

Mais ces exemples sont-ils probants ? Pour nous en rendre compte, prenons la région où cette forme de lutte est le plus développée, le pays letton. Voici en quels termes le *Novoïé Vrémia* (Le Temps nouveau, 8 et 12 septembre) se plaint de l'activité de la social-démocratie lettone : le Parti social-démocrate letton (section du Parti ouvrier social-démocrate de Russie)[1] publie régulièrement son journal en 30 000 exemplaires ; la rubrique officielle donne des listes des mouchards dont la suppression est le devoir de tout honnête homme[2] ; ceux qui aident la police sont déclarés « ennemis de la révolution » et doivent être exécutés, en outre ils sont menacés dans leurs biens ; la population est invitée à ne remettre d'argent pour le Parti social-démocrate que contre un reçu portant un cachet ; dans le dernier compte rendu du parti figurent, parmi les 48 000 roubles de recettes de l'année, 5 600 roubles de la section de Libau employés à l'achat d'armes et procurés par voie d'expropriation. Le *Novoïé Vrémia* fulmine, naturellement, contre cette « législation révolutionnaire », ce « gouvernement de la terreur ».

1 Le congrès de Stockholm avait établi les conditions de l'entrée de « *la social-démocratie du pays letton* » dans le Parti social-démocrate de Russie ; la fusion venait d'être réalisée au troisième congrès du parti letton en août 1906.

2 Le Parti social-démocrate letton comptait à la fin de 1905 près de 20 000 membres et, au printemps de 1906, après la répression, encore 13 000. Son organe mensuel, la *Zihna* ou la *Lutte,* avait toujours préconisé l'action armée. Dès l'été de 1905, il écrivait : « *Nous n'épargnerons aucun traître caché dans nos rangs... Si nous fusillons des espions, des gendarmes, des cosaques et des nobles, que ces derniers ne s'en prennent qu'à eux-mêmes.* » Au moment « des expéditions punitives », la guerre de partisans ne fit que s'étendre : les révolutionnaires cachés formèrent des équipes de « frères des bois » opérant par la terreur. Le 18 juillet fut publiée par un comité de district de Riga une liste d'espions à détruire ; une autre liste parut vers la même époque dans l'organisation de Toukkoum ; de même, en Livonie. Le *Novoïé Vrémia* revint à plusieurs reprises sur ces listes.

Personne ne se résoudra à qualifier d'anarchie, de blanquisme, de terrorisme cette action des social-démocrates lettons. Mais pourquoi ? Parce qu'ici le lien est clair entre cette forme nouvelle de lutte et l'insurrection qui a eu lieu en décembre et qui mûrit de nouveau[1]. En ce qui concerne toute la Russie, ce lien n'est pas aussi évident, mais il existe. La propagation de la lutte de « partisans » précisément après décembre, sa liaison avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais aussi politique, sont indéniables. Le vieux terrorisme russe était l'affaire de l'intellectuel conspirateur ; maintenant, c'est, en règle générale, le combattant ouvrier, ou simplement l'ouvrier sans travail[2], qui mène la lutte de partisans. Les mots de blanquisme et d'anarchie viennent facilement à l'esprit de gens aimant les clichés, mais, dans cette atmosphère d'insurrection si évidente en pays letton, il est évident que ces étiquettes apprises par cœur sont sans valeur aucune.

L'exemple des Lettons met en relief la fausseté complète, le caractère antiscientifique, antihistorique, de l'analyse qu'on donne si fréquemment chez nous de la guerre de partisans en la détachant de l'atmosphère de l'insurrection. Il faut tenir compte de cette atmosphère, réfléchir aux particularités de la période transitoire entre deux grands actes de l'insurrection, comprendre quelles formes de lutte en surgissent nécessairement, et non pas se tirer d'affaire par un assortiment de mots appris une fois pour toutes et qu'on retrouve chez les cadets et dans le *Novoïé Vrémia* : anarchie, brigandage, vagabondage !

Les opérations des partisans, dit-on, désorganisent notre travail. Appliquons ce raisonnement à la situation d'après décembre 1905, à l'époque des pogroms des

1 En réalité, il n'y eut pas de nouveau mouvement en Lettonie.

2 Vers le milieu de 1906, on comptait 12 000 sans-travail à Odessa, 25 000 à Moscou et 20 000 à Pétershourg. Le chômage était grand surtout dans la métallurgie.

Cent-noirs et de l'état de siège. Qu'est-ce qui désorganise davantage le mouvement à cette époque-là : l'absence de résistance ou bien la lutte organisée des partisans ? Comparez la Russie centrale à ses confins de l'Ouest, à la Pologne et au pays letton. La lutte de partisans est incontestablement beaucoup plus répandue et plus développée dans ses confins occidentaux. Et il n'est pas moins incontestable que le mouvement révolutionnaire en général, le mouvement social-démocrate en particulier, sont plus désorganisés dans la Russie centrale que dans ses provinces de l'Ouest. Évidemment, il ne nous vient pas à l'idée de conclure que, si les mouvements social-démocrates polonais et letton sont moins désorganisés, c'est grâce à la guerre de partisans. Non ! La conclusion qui en découle, c'est seulement que la guerre de partisans n'est pour rien dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate en Russie en 1906.

Ici, on invoque souvent les particularités nationales. Mais cela trahit manifestement la faiblesse de l'argumentation courante. S'il s'agit des conditions nationales, c'est qu'il ne s'agit ni d'anarchisme, ni de blanquisme, ni de terrorisme, péchés communs à toute la Russie et même spécifiquement russes, mais de quelque chose d'autre. Donnez à ce quelque chose d'autre un contenu concret, Messieurs ! Vous verrez alors que l'oppression ou, l'antagonisme national n'explique rien, car il a toujours existé dans les provinces occidentales, tandis que la lutte de partisans a été engendrée seulement par la période actuelle. Il est beaucoup de régions où oppression et antagonisme nationaux ne coïncident pas avec la lutte de partisans, qui au contraire se développe parfois en l'absence de toute oppression nationale. Une analyse concrète de la question montrera que ce n'est pas du joug national qu'il s'agit, mais de l'atmosphère d'insurrection. La lutte de partisans est une forme de lutte inévitable à un moment où le mouvement de masse en est réellement

arrivé à l'insurrection et où des intervalles plus ou moins considérables se produisent entre les « grandes batailles » de la guerre civile.

Ce ne sont pas les actions de partisans qui désorganisent le mouvement, mais la faiblesse du parti qui ne sait pas prendre en mains ces actions. Voilà pourquoi ces anathèmes, coutumiers chez nous autres Russes, contre les actions de partisans sont accompagnés d'actions de partisans clandestines, accidentelles, non organisées, qui, elles, désorganisent vraiment le parti. Incapables de comprendre les conditions historiques qui déterminent cette lutte, nous sommes également incapables d'en supprimer les mauvais côtés. La lutte n'en continue pas moins. Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. Nous ne sommes pas de force à supprimer ces facteurs ni cette lutte. Nos plaintes contre la lutte de partisans sont des plaintes contre la faiblesse de notre parti en matière d'insurrection.

Ce que nous avons dit de la désorganisation se rapporte également à la démoralisation. Ce n'est pas la guerre de partisans qui démoralise, mais le caractère inorganisé, désordonné, « sans parti » des actions de partisans. Les condamnations et les imprécations dont on accable les actions de partisans ne nous évitent pas le moins du monde cette indéniable démoralisation, car elles sont absolument impuissantes à arrêter un phénomène provoqué par des causes économiques et politiques profondes.

Si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisateur, peut-on objecter, ce n'est pas une raison pour que le parti adopte des procédés de lutte anormaux et démoralisateurs. Mais une telle objection serait purement libérale-bourgeoise, et non marxiste, car un marxiste ne peut pas estimer anormales et démoralisatrices en général la guerre civile et la guerre de partisans, qui est une de ses formes. Un marxiste se tient sur

le terrain de la lutte de classe et non de la paix sociale. À certaines époques de crises économiques et politiques aiguës, la lutte de classe en se développant devient guerre civile déclarée, c'est-à-dire lutte armée entre deux parties du peuple. À de telles époques, un marxiste est obligé de se placer sur le terrain de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est complètement inadmissible du point de vue marxiste.

À une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est le parti belligérant. C'est absolument incontestable. Nous admettons parfaitement qu'on puisse, une fois ce point de vue adopté, vouloir démontrer et qu'on démontre en effet l'inopportunité de telle ou telle forme de guerre civile à tel ou tel moment. Nous admettons pleinement la critique des diverses formes de guerre civile du point de vue de l'opportunité militaire et nous convenons que, dans cette question, le suffrage décisif appartient aux militants social-démocrates de chaque localité. Mais, au nom des principes du marxisme, nous exigeons absolument qu'on ne se soustraie pas à l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de phrases rebattues et toutes faites sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, qu'on ne fasse pas de procédés insensés employés dans la guerre de partisans à un certain moment par une certaine organisation du PPS[1] un épou-

1 Le Parti socialiste polonais était (en face de la social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, fondue depuis le congrès de Stockholm avec le Parti social-démocrate de Russie) un parti avant tout nationaliste : en particulier sa fraction de droite avait, à la fin de 1905, adressé au comité central une lettre ouverte réclamant « *la transformation de la section de combat du parti en un ministère de la guerre, pour faire contre la Russie une guerre vigoureuse pour l'indépendance* ». Conformément à ce principe, la section de combat, ignorant les directives du comité central et du congrès du parti, engagea une guerre de partisans acharnée contre « l'invasion russe », s'attaquant jusqu'à de simples soldats et tuant même ceux d'entre eux qui

vantail dans la question de la participation même de la social-démocratie à la guerre de partisans en général.

L'argument tiré de la désorganisation du mouvement par la guerre de partisans doit être accueilli avec critique. Toute forme nouvelle de lutte, comportant de nouveaux dangers et de nouveaux sacrifices, « désorganise » fatalement les organisations non préparées. Le passage à l'agitation[1] a désorganisé nos anciens cercles de propagandistes. Plus tard, le passage aux manifestations a désorganisé nos comités. Dans toute guerre, toute opération militaire porte une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. On ne peut en déduire qu'il ne faut pas faire la guerre. Il faut en déduire qu'il convient d'apprendre à faire la guerre, un point, c'est tout.

Lorsque je vois des social-démocrates déclarer superbement et avec suffisance : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, ni des brigands, nous sommes au-dessus de tout cela, nous repoussons la guerre de partisans, je me demande : ces gens comprennent-ils ce qu'ils disent ? Dans tout le pays ce ne sont que rencontres armées et batailles entre le gouvernement archiréactionnaire et la population. C'est un phénomène absolument inévitable, au stade actuel de la révolution. Spontanément, sans organisation – et, partant, sous des formes souvent malheureuses et mauvaises – la population réagit par des collisions et des attaques armées. Je conçois que par suite de la faiblesse ou du manque de préparation de notre organisation nous puissions renoncer, dans une localité donnée et à un moment donné, à placer cette lutte spontanée sous la direction du parti. Je conçois que cette question doive être résolue par les militants de l'endroit, que la transformation d'organisations faibles et

étaient membres actifs du parti. La social-démocratie polonaise ne manqua pas de stigmatiser cette conduite absurde.

1 En 1895-1896.

mal préparées ne soit pas chose facile. Mais lorsque je vois un théoricien ou un publiciste social-démocrate qui, au lieu d'être peiné de ce manque de préparation, répète avec une suffisance superbe des phrases apprises dans sa première jeunesse sur l'anarchisme, le blanquisme et le terrorisme, j'éprouve un sentiment de dépit à voir rabaisser ainsi la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

La guerre de partisans, dit-on, rapproche le prolétariat conscient des vagabonds ivres. C'est exact. Mais que s'ensuit-il ? Uniquement que le parti du prolétariat ne peut considérer la guerre de partisans comme le seul, ou même comme le principal procédé de lutte, que ce procédé doit être subordonné aux autres, proportionné aux procédés essentiels, ennobli par l'influence civilisatrice et organisatrice du socialisme. En dehors de cette dernière condition, tous les procédés de lutte, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses catégories non prolétariennes situées plus haut ou plus bas que lui, et, abandonnés au cours spontané des événements, s'usent, se pervertissent, se prostituent. Les grèves, abandonnées au gré des événements, dégénèrent en « alliances » – accords entre patrons et ouvriers contre le consommateur. Le parlement devient une maison publique où une bande de politiciens bourgeois fait, en gros et en détail, la traite de la « liberté populaire », du « libéralisme », de la « démocratie », du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et de toutes autres marchandises courantes. La presse se transforme en entremetteuse à bas prix, en instrument pour corrompre les masses, pour flatter grossièrement les bas instincts de la foule, etc. La social-démocratie ne connaît pas de procédés de lutte universels, qui sépareraient le prolétariat comme par une muraille de Chine des catégories situées un peu plus haut ou plus bas que lui. La social-démocratie use à diverses époques de divers procédés, en entourant

toujours leur application de conditions rigoureuses de doctrine et d'organisation[1].

IV

La révolution russe, comparativement aux révolutions bourgeoises d'Occident, se distingue par l'extraordinaire variété de ses formes de lutte. Kautsky l'avait prédit quand il disait en 1902 que la future révolution (il ajoutait : sauf peut-être en Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement qu'une lutte entre deux parties du peuple. En Russie, cette seconde lutte prend incontestablement beaucoup plus d'extension que dans les révolutions bourgeoises d'Occident. Les ennemis de notre révolution sont peu nombreux parmi le peuple, mais ils s'organisent de plus en plus à mesure que la lutte s'exaspère et ils bénéficient du soutien des éléments réactionnaires de la bourgeoisie. Il est donc naturel et inévitable qu'à une telle époque, à une époque de grèves

1 On accuse souvent les social-démocrates bolcheviques d'avoir un penchant irréfléchi pour les actions de partisans. C'est pourquoi il ne sera pas superflu de rappeler que, dans le projet de résolution sur les actions de partisans, la fraction des bolcheviks qui le défend [note dans la note : Tous les bolcheviks étaient loin d'être d'accord avec Lénine sur ce point. Au congrès de Londres, un peu plus tard, beaucoup, en votant avec les mencheviks, firent échouer le projet de Lénine en faveur des « confiscations »] a posé les conditions suivantes : les « ex » (expropriations) de particuliers ne sont pas admises ; les « ex » de biens d'État ne sont pas recommandées, elles ne sont que tolérées pourvu qu'elles se fassent *sous le contrôle du parti* et que le bénéfice en soit destiné *aux besoins de l'insurrection*. Les actions revêtant la forme de la terreur sont *recommandées* contre les oppresseurs gouvernementaux et les *Centnoirs actifs,* mais aux conditions suivantes : 1° tenir compte de l'état d'esprit des masses ; 2° prendre en considération l'état du mouvement ouvrier local ; 3° éviter de dépenser inutilement les forces du prolétariat. La différence pratique entre ce projet et la résolution adoptée au congrès d'union consiste *seulement* en ce que les « ex » de biens d'État n'ont pas été admises (N. L.).

politiques générales, l'insurrection ne puisse conserver son ancienne forme d'actes isolés, limités à un temps très court et à un espace très restreint. Il est naturel et inévitable qu'elle prenne les formes plus hautes et plus complexes d'une guerre civile prolongée, embrassant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple.

On ne peut se représenter cette guerre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles relativement considérables et marqués par une masse de petites escarmouches. S'il en est ainsi – et il en est bien ainsi – la social-démocratie doit absolument viser à constituer des organisations qui soient aussi aptes que possible à diriger les masses dans ces grandes batailles et, si possible, dans ces petites escarmouches. La social-démocratie doit, à l'époque de lutte de classe arrivée au degré de guerre civile, se proposer non seulement de prendre part à cette guerre civile, mais aussi d'y jouer le rôle dirigeant. Elle doit éduquer et préparer ses organisations de sorte qu'elles agissent comme une armée en guerre ne négligeant aucune occasion de porter un coup aux forces de l'adversaire.

C'est là, on ne saurait le nier, un problème difficile. On ne peut le résoudre d'un coup. De même que tout le peuple s'éduque et s'instruit dans la lutte au cours de la guerre civile, nos organisations doivent être éduquées, réformées conformément aux leçons de l'expérience, afin d'être à la hauteur de leur tâche.

Nous n'avons pas la moindre prétention d'imposer aux militants une forme de lutte quelconque inventée par nous, ni même de résoudre du fond de notre cabinet la question du rôle de telle ou telle forme de la guerre de partisans au cours de la guerre civile en Russie. Loin de nous la pensée de voir dans l'appréciation concrète faite de telle ou telle action de partisans une question de tendance dans la social-démocratie. Mais nous considérons

que nous devons contribuer dans la mesure de nos forces à la juste appréciation théorique des formes de lutte nouvelles que fait apparaître la vie, que nous devons combattre sans merci la routine et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser comme il convient cette nouvelle et difficile question, et d'aborder comme il convient sa solution.

Le Prolétaire, n° 5, 30 septembre 1906.

La doctrine exposée ici par Lénine ne resta pas dans l'abstrait. Le « bureau technique du comité central », placé sous l'influence des bolcheviks, avait déjà, de concert avec les maximalistes, préparé et exécuté l'attentat contre la villa du premier ministre Stolypine (12 août 1906) ; il devait encore prendre part, le 13 octobre suivant, à Pétersbourg, au pillage de la voiture transportant une grosse somme appartenant à la Banque d'État.

De même les principes préconisés n'avaient rien d'utopique : les partisans du Caucase, dirigés par le fameux Kamo, ne donnèrent jamais prise à aucune critique ; quant à ceux de l'Oural, leurs opérations pouvaient même servir d'illustration à ces règles de conduite. Ils avaient organisé dès 1905 une « milice armée » qui tint tête durant des années à la police et à la troupe. Les comités (presque entièrement bolchevistes) de Perm, Ekatérinbourg et Oufa avaient des « groupes de cinq » et de dix, des états-majors opérant en liaison avec eux, des cours d'instruction militaire, des manœuvres, un service de renseignements, etc. La conférence des organisations militaires et de combat tenue en novembre à Tammerfors en Finlande approuva toute cette organisation. De nombreuses « expropriations » furent ainsi effectuées : l'argent était soigneusement enregistré chaque fois sur les livres, puis remis aux comités du parti pour éditer des journaux, entretenir les « écoles militaires » et alimenter la caisse du comité central. Une partie des sommes recueillies servit à payer les frais des délégués envoyés au congrès de Londres.

Le congrès de Londres, le cinquième du parti, qui siégea du 20 avril au 19 mai 1907, et où les bolcheviks avaient une petite majorité, n'en vota pas moins une résolution condamnant les opérations de partisans comme désorganisatrices et démoralisatrices et

interdisant aux membres du parti « *toute participation ou concours aux opérations de partisans ou aux expropriations* » et ordonnant la dissolution de « *toutes les équipes spéciales de combat existant auprès des organisations du parti* ». Un certain nombre de bolcheviks, contre Lénine et la majorité de leur fraction, avaient voté ce texte, qui équivalait à l'abandon de toute lutte armée contre le tsarisme et la réaction.

Après la dissolution de la Douma, le gouvernement de Stolypine se proposa un double but : réprimer impitoyablement la révolution et calmer, par quelques réformes, le mécontentement. De là les cours martiales et les encouragements donnés aux Cent-noirs d'une part, et, d'autre part, les mesures tendant à créer dans les campagnes une classe de paysans aisés, appui futur du pouvoir. Cependant il fallait songer aux prochaines élections : en octobre 1906, le Sénat publia des amendements à la loi électorale, qui diminuaient sensiblement les droits des ouvriers, des petits employés, du gros des intellectuels et des paysans.

Dès le mois de juillet, Stolypine avait engagé des pourparlers avec les représentants de l'opinion publique modérée. Il réussit à gagner à son programme de « répression en vue des réformes » plusieurs des hommes qui passaient pour être dans l'opposition. C'était la Ligue du 17 octobre, qui se mettait au service du gouvernement, manifestant par là un sérieux changement d'orientation dans les dispositions de la noblesse foncière.

La bourgeoisie libérale ne pouvait manquer de suivre. Les cadets, voyant qu'il n'y avait pas de compromis possible avec un gouvernement usant de la manière forte, comprirent qu'il fallait ou bien entrer dans la voie révolutionnaire, ou bien se soumettre : ils choisirent ce second parti. À leur congrès d'Helsingfors, fin septembre 1906, ils renièrent formellement leur manifeste de Viborg. Cependant dans la campagne électorale certains d'entre eux, la minorité d'Helsingfors, sentant leur faiblesse dans le peuple,

n'étaient pas éloignés de faire bloc avec les social-démocrates accommodants. Leurs journaux ouvraient même pour cela leurs colonnes à des mencheviks comme Martov et Tchérévanine.

Les partis révolutionnaires avaient renoncé au boycottage, les s.-r. seulement sous la pression des électeurs, les socialistes-populistes (séparés d'eux depuis 1906 et groupés autour de la vieille revue *Rouskoïé Bogatstvo*) tout à fait franchement. Les travaillistes, qui n'étaient lors de la première Douma qu'une fraction parlementaire assez inconsistante et sans organisations dans le pays, s'organisaient en parti, précisément en vue des prochaines élections. Ces trois groupes représentaient les aspirations plus ou moins révolutionnaires, en tout cas démocratiques, de la petite bourgeoisie surtout rurale.

Dans la social-démocratie également, la question qui se posait n'était plus celle du boycottage, enterré par le congrès de Stockholm, mais celle de la tactique à employer dans les élections. L'opinion du gros des mencheviks est ainsi énoncée par Martov dans son Histoire du Parti social-démocrate de Russie*: « Tout en maintenant l'indépendance du parti aux élections, soutenir résolument le libéralisme là où pratiquement le choix s'impose entre lui et la réaction et, par la suite ne pas se refuser à des accords électoraux, même au premier degré.* » Cependant il y eut d'abord discussion sur ce dernier point, et le comité central hésita longtemps avant de se rallier à l'opinion la plus opportuniste, celle de Tchérévanine. Quant à l'opinion des bolcheviks, elle fut exprimée par Lénine dans une courte brochure intitulée *La social-démocratie et les accords électoraux*, écrite fin octobre 1906 (publiée en novembre), et dont on trouvera ci-dessous le début.

La social-démocratie et les accords électoraux[1]

La question de la campagne électorale à la seconde Douma intéresse fortement en ce moment le parti ouvrier. On prête une attention toute particulière aux « blocs », c'est-à-dire aux accords électoraux temporaires ou permanents de la social-démocratie avec d'autres partis. La presse bourgeoise, cadette – la *Rietch* (la Parole), le *Tovarichtch* (Camarade), le *Novy Pout* (la Voie nouvelle), l'*Oko* (L'œil) etc.[2] – tâche par tous les moyens de convaincre les ouvriers de la nécessité d'un « bloc » entre social-démocrates et cadets. Les social-démocrates mencheviques se prononcent les uns pour (Tchérévanine dans le *Naché Diélo* (Notre Cause) et dans le *Tovarichtch*), les autres contre (Martov dans le *Tovarichtch*)[3]. Les social-démocrates bolcheviques se prononcent contre, n'admettant des accords partiels qu'aux degrés supérieurs de la

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VII, p. 121-124.

2 La *Rietch* était l'organe officiel du Parti cadet, dirigé par Milioukov : sur le *Tovarichtch,* voir la note à l'article « Le boycottage » ; le *Novy Pout* était aussi un organe cadet.

3 Le *Naché Diélo* était une revue hebdomadaire des mencheviks de droite, paraissant légalement. Dans son premier numéro, Tchérévanine admettait les accords électoraux à tous les degrés, aussi bien dans les campagnes que dans les villes, et sans faire aucune distinction entre les socialistes révolutionnaires et les cadets ; il admettait même qu'on votât, sans aucun accord, pour les candidats bourgeois au premier degré. Martov réfuta cette opinion dans le *Tovarichtch*, admettant seulement des « *accords partiels aux degrés supérieurs* ». Tchérévanine répliqua dans le même journal. Dans un article de cette époque, Lénine condamne cette collaboration de social-démocrates à la presse bourgeoise.

campagne électorale, en vue d'une répartition des sièges proportionnelle aux forces des partis révolutionnaires et d'opposition lors du premier scrutin[1].

Tâchons de justifier brièvement ce dernier point de vue.

I

La social-démocratie envisage le parlementarisme (la participation aux assemblées représentatives) comme un des moyens d'éduquer le prolétariat et de l'organiser en un parti indépendant, comme un moyen de lutte politique pour l'affranchissement des ouvriers.

Cette conception marxiste sépare nettement la social-démocratie de la démocratie bourgeoise d'une part et de l'anarchisme de l'autre. Les libéraux et radicaux bourgeois voient dans le parlementarisme le moyen « naturel » et le seul moyen normal, le seul moyen légitime de gouverner ; ils nient la lutte de classe et le caractère bourgeois du parlementarisme moderne. La bourgeoisie s'efforce, par tous les moyens et à tout propos, de mettre des œillères aux ouvriers, pour qu'ils ne voient pas comment le parlementarisme est l'instrument de l'oppression bourgeoise et qu'ils ne discernent pas son

1 Selon les lois du 6 août et du 11 décembre 1905, les élections à la Douma se faisaient par curies (propriétaires fonciers, paysans, habitants des villes et ouvriers) et à plusieurs degrés : deux pour les grands propriétaires fonciers et les habitants des villes, qui désignaient directement des électeurs ; trois pour les ouvriers, les petits propriétaires fonciers et les prêtres, qui désignaient seulement des délégués ; quatre pour les paysans, qui envoyaient à l'assemblée de canton des « dizainiers ». Lénine a toujours eu soin de distinguer ces différents degrés : le premier est celui de l'agitation dans la masse, où le parti ouvrier doit se présenter absolument indépendant ; aux suivants, il ne s'agit plus guère que de « *répartir les sièges après le combat, proportionnellement aux forces démontrées par le vote primitif des électeurs* », et là il peut y avoir des accords partiels avec les partis démocratiques.

rôle relatif dans l'évolution historique. Les anarchistes, eux non plus, ne savent pas apprécier le parlementarisme à sa vraie valeur historique, ils renoncent en général à ce moyen de lutte. C'est pourquoi les social-démocrates de Russie combattent résolument aussi bien l'anarchisme que la tendance de la bourgeoisie à terminer la révolution au plus vite par un compromis avec l'ancien régime sur le terrain parlementaire. Ils subordonnent entièrement leur activité parlementaire à l'intérêt général du mouvement ouvrier et aux objectifs spéciaux du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise actuelle.

Par suite, la participation des social-démocrates à la campagne pour la Douma revêt un caractère tout différent de celle des autres partis. À la différence de ces derniers, nous n'attribuons à cette campagne aucune valeur intrinsèque, ou même prépondérante. Contrairement à eux, nous la subordonnons à l'intérêt de la lutte de classe. Contrairement à eux, ce n'est pas le parlementarisme en vue de réformes parlementaires que nous proclamons comme mot d'ordre, mais la lutte révolutionnaire pour la Constituante, et la lutte sous ses formes les plus hautes, telles qu'elles résultent de l'évolution historique de ces dernières années[1].

1 Nous ne touchons pas ici la question du boycottage, car elle ne rentre pas dans le sujet de cette brochure. Remarquons seulement qu'on ne peut la considérer indépendamment de la situation concrète. Le boycottage de la Douma Boulyguine fut couronné de succès. Le boycottage de la Douma Witte était nécessaire et juste. La social-démocratie révolutionnaire doit être la première à entrer dans la voie de la lutte la plus décidée et la plus directe, et la deuxième à user de procédés détournés. Le boycottage de la Douma Stolypine est impossible sous la forme ancienne et serait une erreur après l'expérience de la première Douma (N. L.).

II

Quelles conclusions découlent de ce qui vient d'être dit sur les accords électoraux ?

Tout d'abord, que notre objectif principal, c'est le développement de la conscience de classe et de l'organisation indépendante du prolétariat, unique classe révolutionnaire jusqu'au bout, unique guide possible d'une révolution démocratique bourgeoise victorieuse. C'est pourquoi l'indépendance de toute notre campagne constitue (pour nous) une tâche générale de première importance. Nos autres tâches partielles ne sont pas en contradiction avec cette tâche, elles doivent lui être subordonnées et être coordonnées avec elle. À cet axiome général, confirmé par la théorie du marxisme et par toute l'expérience de la social-démocratie internationale, nous devons tout rapporter.

Il pourrait sembler que les objectifs particuliers du prolétariat dans la révolution russe renversent d'un coup ce principe général. La grande bourgeoisie a déjà (en la personne des octobristes) trahi la révolution, ou s'est proposé (en la personne des cadets) de l'arrêter au moyen de la Constitution ; la victoire de la révolution n'est possible que si le prolétariat est soutenu par les éléments avancés et conscients de la masse paysanne, que sa situation objective pousse à la lutte et non aux arrangements, au couronnement de la révolution et non à son avortement. On en pourrait conclure à la nécessité d'accords entre la social-démocratie et la démocratie paysanne sur toute la ligne des élections.

Mais cette conclusion ne découle encore nullement du principe tout à fait juste que la victoire complète de notre révolution n'est possible que sous la forme d'une dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Il faut encore prouver que le bloc avec la démocratie paysanne pendant toute la durée des élections est possible et avantageux étant donné le jeu des partis (la

démocratie paysanne est déjà représentée chez nous non pas par un, mais par plusieurs partis) et le système électoral en vigueur. Il faut encore démontrer qu'en faisant bloc avec tel ou tel parti nous exprimerons et défendrons mieux les intérêts des paysans vraiment révolutionnaires qu'en conservant la pleine indépendance de notre parti dans la critique de tel ou tel parti démocratique paysan, dans l'opposition de certains éléments de la démocratie paysanne à certains autres.

Les paysans révolutionnaires étant, dans la révolution actuelle, les éléments les plus proches du prolétariat, la « ligne » politique générale des social-démocrates doit être incontestablement celle-ci : avec la démocratie paysanne contre la « démocratie » traîtresse de la grande bourgeoisie (cadets). Mais s'ensuit-il qu'il faille maintenant faire bloc aux élections avec les socialistes populistes ou avec les s.-r., on ne saurait le dire avant d'avoir déterminé en quoi ces partis diffèrent l'un de l'autre et des cadets, avant d'avoir analysé le système électoral en vigueur avec ses multiples degrés. La seule chose qui s'ensuive nécessairement, c'est qu'en aucun cas nous ne pouvons, dans notre campagne électorale, nous borner à opposer abstraitement le prolétariat à la démocratie bourgeoise en général. Nous devons appliquer toute notre attention à établir une distinction précise, fondée sur l'histoire de notre révolution, entre la bourgeoisie monarchiste libérale et la bourgeoisie démocratique-révolutionnaire, ou, pour parler plus concrètement, entre les cadets, les socialistes-populistes et les s.-r. Ce n'est qu'en établissant cette différence que nous pourrons faire un juste choix de nos « alliés » les plus proches. Mais nous n'oublierons pas, premièrement, que les social-démocrates doivent surveiller, à l'égal d'un ennemi, tout allié venant de la démocratie bourgeoise. Et, deuxièmement, nous aurons à voir ce qui nous est le plus avantageux : nous lier les mains par un bloc commun avec des socialistes-populistes (par

exemple), ou garder la plus entière indépendance pour pouvoir, au moment décisif, diviser les « travaillistes » sans parti en opportunistes (socialistes-populistes) et en révolutionnaires (socialistes-révolutionnaires), opposer ceux-ci à ceux-là, etc.

Ainsi, la constatation du double caractère, prolétarien et paysan, de notre révolution ne permet pas encore de conclure à la nécessité d'accords avec tel ou tel parti de la démocratie paysanne à tel ou tel stade des élections à la seconde Douma. Elle ne permet même pas de limiter, à plus forte raison de nier, l'indépendance du prolétariat en général.

Dans les chapitres qui suivent, Lénine examine, comme il l'a annoncé, l'état des partis et les particularités du système électoral :

1. Pour les cadets, après leur conduite dans la première Douma, il ne peut être question que de les combattre ; avec les travaillistes aucun bloc possible, car ils renferment à la fois des sans-parti, des s.-r. vraiment révolutionnaires et républicains, et des socialistes-populistes opportunistes, semi-cadets. Conclusion : aucun accord au premier degré, devant les masses ; aux degrés supérieurs, dans la répartition des sièges, battre les cadets par un accord partiel avec les travaillistes, battre les socialistes-populistes par un accord partiel avec les s.-r.

2. Le danger de diviser l'opposition en face de la réaction, dans les villes, n'est pas si grand qu'il puisse justifier la renonciation à des candidatures prolétariennes ; dans les campagnes, les paysans révolutionnaires n'étant liés expressément à aucun parti, il n'y a aucun avantage à agir de concert avec les s.-r. par exemple, plutôt qu'avec son propre programme social-démocrate ; au contraire, *« aux degrés supérieurs, des accords sont indispensables et d'ailleurs possibles sans attenter à son caractère de parti, car la lutte devant les masses est terminée, il n'y a plus besoin de soutenir devant le peuple, directement ou indirectement (ou de tolérer) l'idée de neutralité politique, il n'y a plus aucun risque d'obscurcir la politique de classe indépendante du prolétariat. »*

Une conférence réunie en Finlande au début de novembre 1906 approuva dans l'ensemble la tactique électorale des mencheviks, et la campagne du parti fut menée généralement dans cet esprit. Elle donna lieu cependant, dans l'organisation de Pétersbourg, à une quasi-scission entre les partisans du « bloc des

gauches » et les partisans de l'entente avec les cadets, soutenus par le comité central.

Malgré la pression gouvernementale, 64 députés social-démocrates se trouvèrent élus en Russie. La majorité de cette « fraction parlementaire » était composée de mencheviks. Aussi sa politique visa-t-elle, dès l'ouverture de la Douma le 20 février 1907, à une entente avec le centre libéral pour pousser ce dernier à une opposition plus déclarée ; les députés bolcheviques recherchaient, contre le centre dirigeant, un étroit rapprochement avec les paysans. Lorsqu'il s'agit d'élire le président de la Chambre, la fraction décida, à la majorité, de soutenir le candidat de l'opposition libérale, le cadet Golovine. Les bolcheviks par contre, un peu plus tard, refusèrent de prendre part à la conférence des partis d'opposition.

La polémique entre les deux tendances se poursuivit dans la presse légale dont elles disposaient alors ; les mencheviks avaient la *Narodnaïa Gazeta* ou Gazette populaire, et les bolcheviks, *Naché Echo* ou Notre écho, tous deux quotidiens. Enfin le congrès du parti, depuis longtemps réclamé par les bolcheviks, se réunit, et la question des rapports avec les partis bourgeois y fut une des premières à l'ordre du jour.

L'article ci-dessous fut écrit par Lénine peu de jours avant son départ de Finlande pour Copenhague, où devaient se réunir les délégués[1]**.**

1 Ils en furent chassés presque aussitôt par la police, et le congrès se tint finalement à Londres.

Sur la question de la révolution « nationale »[1]

Pour remporter la victoire, la révolution doit, en un certain sens, être nationale. En effet, la victoire de la révolution exige l'union, dans la lutte pour ses revendications, de l'énorme majorité de la population. Cette majorité peut être faite soit d'une seule classe, soit de diverses classes ayant certains objectifs identiques. Quant à la révolution russe actuelle, il est exact qu'elle ne peut triompher que comme révolution nationale en ce sens que sa victoire exige la participation consciente à la lutte de l'énorme majorité de la population.

Mais là se borne la justesse relative de l'expression courante de révolution « nationale ». En dehors de ce qui vient d'être dit et qui n'est, à proprement parler, qu'un truisme (la victoire sur une minorité organisée et dominante ne peut appartenir qu'à une énorme majorité), on ne saurait tirer aucune autre déduction de cette notion. Il est donc radicalement faux et profondément antimarxiste de l'employer comme une formule générale, comme un modèle, comme un critérium de tactique. La notion de révolution « nationale » doit rappeler au marxiste la nécessité de bien analyser les divers intérêts des diverses classes, qui se rapprochent sur certains objectifs communs déterminés et limités. En aucun cas, elle ne doit effacer ou éclipser l'étude de la lutte de classe au cours d'une révolution donnée. L'employer ainsi serait renier le marxisme et revenir à la vulgaire phraséologie des démocrates ou des socialistes petits-bourgeois.

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VII, p. 366-370.

Nos social-démocrates de droite oublient souvent cette vérité. Plus souvent encore ils oublient qu'avec le progrès de la révolution se modifie le rapport entre les classes en présence. Tout progrès réel de la révolution, c'est la mise en branle de plus larges masses, par conséquent plus de conscience des intérêts de classe, par conséquent plus de détermination des groupements politiques et des partis et plus de précision dans la physionomie sociale des partis, par conséquent plus de rapidité dans le remplacement des revendications politiques et économiques générales, abstraites, vagues et confuses dans leur abstraction, par les exigences diverses et déterminées des diverses classes.

Ainsi la révolution bourgeoise russe, comme toute révolution bourgeoise, commence nécessairement sous les mots d'ordre généraux de la « liberté politique » et des « intérêts du peuple », mais la signification concrète de ces mots d'ordre ne s'éclaircit pour la masse et pour les classes qu'au cours de la lutte, à mesure qu'on entreprend pratiquement de réaliser cette liberté, de remplir d'un contenu déterminé une notion vide et verbale comme, par exemple, celle de « démocratie ». À la veille de la révolution bourgeoise et à son début, c'est au nom de la démocratie que tout le monde entre en lice : et le prolétariat, et les paysans avec les éléments petits-bourgeois des villes, et les bourgeois libéraux avec les agrariens libéraux. C'est seulement au cours de la lutte de classe, au cours plus ou moins prolongé de l'évolution révolutionnaire, que se découvre la façon diverse dont cette démocratie est comprise par les diverses classes. Bien plus : on découvre alors un abîme profond entre les intérêts des diverses classes, qui réclament des mesures économiques et politiques différentes au nom d'une seule et même « démocratie ».

C'est seulement au cours de la lutte, au cours de l'évolution de la révolution, qu'il apparaît qu'une classe ou une catégorie « démocratique » ne veut pas ou ne peut pas aller aussi loin qu'une autre et qu'on voit, à propos

d'objectifs communs (soi-disant communs), éclater des conflits acharnés sur la façon d'y arriver, par exemple sur tel ou tel degré ou extension de la liberté de la démocratie, sur telle ou telle façon de remettre le sol aux paysans, etc.[1].

Toutes ces vérités oubliées, nous devions les rappeler pour faire comprendre au lecteur la polémique qui s'est déroulée naguère entre deux journaux. Voici ce qu'écrivait l'un, la *Narodnaïa Gazéta* (Gazette populaire)[2], contre l'autre, *Naché Echo* (Notre écho)[3] :

« *Le groupement de la population en partis, écrit* Notre Écho*, principale leçon politique et principale acquisition politique de la révolution pendant les élections à la deuxième Douma, a manifesté par un fait d'importance nationale le déplacement du gros des agrariens et de la bourgeoisie vers la droite.* » C'est tout à fait exact[4] ; mais les dispositions et les mandats que les députés de la « gauche », s.-r. travaillistes et socialistes-populistes[5], ont rapportés des provinces ont montré également « par un fait d'importance nationale » que « le peuple » est actuellement dans une large mesure pénétré « d'illusions constitutionnelles » cadettes, qu'il nourrit des espérances

1 Avec indemnisation de propriétaires, comme voulaient les libéraux, ou sans indemnisation, comme voulaient les paysans et les révolutionnaires.

2 Journal quotidien des mencheviks qui parut à partir du 10 avril 1907 comme suite à la *Rousskaïa Jizn* (la Vie russe) et à la *Narodnaïa Douma* (la Pensée populaire), interdites par la censure.

3 Quotidien bolcheviste de Pétersbourg, qui succéda le 25 mars 1907 au *Novy Pout* (la Nouvelle voie) et à *L'Istina* (la Vérité) interdites. Lénine lui envoya de nombreux articles, tout en continuant à diriger *Le Prolétaire* illégal paraissant à l'étranger.

4 Tandis qu'il n'y avait pas de droite à la première Douma, il y en eut une à la deuxième ; elle comprenait 122 députés, dont les 32 octobristes, anciens *zemtsy* (municipaux) repentis.

5 Les socialistes-révolutionnaires étaient 34, les travaillistes 100 et les socialistes-populistes 14.

excessives sur l'activité autonome de la Douma, qu'il se soucie à l'excès de ménager la Douma[1]. Voilà le détail que les littérateurs de *Notre Écho* n'ont pas remarqué. Ils ont vu qui étaient ceux que le peuple envoyait à la Douma, ils n'ont pas vu pourquoi il les y envoyait. Mais en ce cas, *Notre Écho* ne conviendra-t-il pas qu'en invitant le prolétariat à ignorer les objectifs « nationaux », il l'invite à s'isoler non seulement de la « société » bourgeoise, mais aussi du « peuple » petit-bourgeois ?

Voilà une tirade extrêmement instructive et significative qui découvre trois grandes erreurs de l'opportunisme : premièrement, aux résultats des élections on oppose les dispositions des députés ; c'est substituer aux dispositions du peuple les dispositions des députés, c'est appeler du plus large, du plus profond, de l'essentiel au plus étroit, au plus petit, au dérivé[2] ; deuxièmement, à la question d'une ligne politique et d'une tactique prolétariennes fermes et constantes on substitue telles ou telles « dispositions » ; troisièmement, et c'est là l'erreur principale, au nom du fétiche vulgairement démocratique de la « révolution nationale », on fait craindre au prolétariat d'être isolé du « peuple petit-bourgeois ».

Sur les deux premières erreurs, nous nous arrêterons peu. Les élections ont affecté la masse et ont montré non seulement ses dispositions d'un instant, mais ses intérêts profonds. Il ne convenait pourtant pas à des marxistes de faire appel des intérêts sociaux (exprimés par le groupement des partis aux élections) à des dispositions

1 « Ménager la Douma », c'est-à-dire ne pas fournir au gouvernement un prétexte à la dissoudre, était le mot d'ordre des cadets. Des bruits de dissolution couraient déjà avant que la Douma fût réunie, et ne cessèrent plus jusqu'à sa fin.

2 Quant aux « mandats », nous récusons absolument cet argument. Qui peut compter les mandats et les cahiers révolutionnaires ou opportunistes ? Qui ne sait combien de journaux ont été fermés pour avoir imprimé des mandats révolutionnaires ? (N. L.).

passagères. Le moral des députés peut être abattu, et les intérêts économiques peuvent pousser la masse au combat. Tenir compte des « dispositions » peut être nécessaire pour déterminer le moment de telle ou telle action, démarche, appel, etc., mais nullement pour déterminer la tactique du prolétariat. Raisonner autrement, c'est remplacer la tactique prolétarienne cohérente par un asservissement impressionniste aux « dispositions ». Or il s'est toujours agi de la ligne de conduite, et non du moment. Le prolétariat s'est-il ressaisi ou non (comme pense *La Gazette populaire*), c'est important pour juger du moment de l'action, mais non pour déterminer la ligne d'action de la classe ouvrière.

La troisième erreur est la plus profonde et la plus grave : c'est cette crainte d'« isoler » la social-démocratie, ou, ce qui revient au même, le prolétariat, du peuple petit-bourgeois. Voilà une crainte vraiment inconvenante.

Si les s.-r., les travaillistes et les socialistes-populistes se traînent à la remorque des cadets – et le fait se produit et s'est produit très souvent, depuis le vote pour Golovine, suivi de la fameuse tactique du « silence du tombeau »[1], etc. –, la social-démocratie est obligée de s'isoler du peuple petit-bourgeois. En effet, de deux choses l'une : ou bien les hésitations du peuple petit-bourgeois montrent l'instabilité inhérente au petit-bourgeois, les difficultés de la révolution, mais non sa fin ni l'épuisement de ses forces (c'est ce que nous pensons), et alors, en s'isolant de toutes les hésitations et oscillations du peuple petit-bourgeois, le prolétariat social-démocrate prépare et forme ce peuple à la lutte, développe sa conscience, sa

1 Les cadets décidèrent de n'ouvrir aucune discussion sur la déclaration du gouvernement, lue le 6 mars, et de garder le silence du tombeau. À cette tactique se rallièrent toutes les fractions de gauche à l'exception des social-démocrates. Dans l'élection de Golovine à la présidence de la Chambre, les social-démocrates aussi avaient suivi les autres.

volonté, sa fermeté, etc. ; ou bien les hésitations du peuple petit-bourgeois marquent la fin de la révolution bourgeoise (nous estimons cette opinion erronée et aucun social-démocrate ne l'a jamais défendue franchement, quoique l'extrême droite, sans nul doute, y penche), et alors le prolétariat social-démocrate doit aussi s'isoler des oscillations (ou de la trahison) de la petite bourgeoisie, pour former la conscience de classe des ouvriers et les préparer à une participation plus systématique, plus ferme et plus décidée à la prochaine révolution.

S'isoler du peuple petit-bourgeois « pénétré des illusions cadettes », c'est dans les deux cas, dans tous les cas, le devoir absolu du prolétariat. Il doit suivre en tout cas la politique ferme et conséquente d'une classe vraiment révolutionnaire, sans se laisser troubler par les contes réactionnaires ou petits-bourgeois sur les objectifs nationaux en général ou sur la révolution nationale.

Il se peut que, par suite d'un rapport de forces ou d'un concours de circonstances défavorables, l'écrasante majorité de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ne soit pendant un temps que servilité ou lâcheté. Ce serait une lâcheté « nationale », et le prolétariat social-démocrate s'en isolera au nom des intérêts du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Le Prolétaire, n° 16, 2 mai 1907.

La deuxième Douma était condamnée dès sa naissance : la noblesse et la bureaucratie réclamaient sa démission, l'abolition de la loi du 11 décembre 1905 et le retour au régime du 6 août (1905 – Douma Boulyguine), avec un parlement consultatif. Des bruits sinistres ne cessèrent de courir, pendant toute la session, sur le sort de la « Constitution ».

Cependant la Douma ne donnait guère prise aux accusations. Même le groupe social-démocrate, en majorité composé de mencheviks, faisait preuve de conciliation. Le Parti cadet, vivant dans l'angoisse de la dissolution prochaine, n'avait qu'une politique : ajourner toutes les questions brûlantes pour se confiner dans l'étude des projets de lois et des réformes de détail. Mais plus il se faisait accommodant, plus la droite lui posait insolemment et sous toutes les formes son dilemme : pour qui êtes-vous, pour la révolution ou pour l'« ordre » ? Enfin, le 1er juin, le gouvernement exigea que la Douma exclût les 55 membres de la fraction social-démocrate et autorisât l'arrestation de 16 d'entre eux, accusés de faire de la propagande dans l'armée. La majorité ne refusa certes pas, mais remit la question à une commission. L'occasion cherchée était trouvée : le 3 juin, la Douma était déclarée dissoute. En même temps était publiée une nouvelle loi électorale qui diminuait légèrement le nombre total des députés, mais réduisait environ de moitié celui des représentants ouvriers et paysans, au bénéfice de la « curie » des grands propriétaires.

C'était le triomphe complet de la réaction. La loi du 3 juin fut ressentie presque partout comme un véritable coup d'État. La nouvelle loi électorale privait de représentation la plus grande partie de la Russie d'Asie, réduisait de 105 à 32 le nombre de sièges accordés à la Sibérie, à l'Asie centrale, au Caucase et à la Pologne, noyait les grandes villes dans les assemblées

communes des provinces, divisait les habitants des villes en deux groupes, riches et pauvres, etc. Dans la Russie d'Europe, le nombre des « électeurs » ouvriers (élisant les députés à la Douma) était ramené de 208 à 112 ; celui des électeurs paysans diminué de 56 p. 100. Au contraire, dans la curie des propriétaires fonciers, il était augmenté d'un tiers. Dans les assemblées provinciales, formées de ces « électeurs », une écrasante majorité était ainsi assurée aux gros propriétaires et à la grosse bourgeoisie. Il était presque impossible de faire passer des candidats social-démocrates.

Dans ces conditions, la question se posait : valait-il la peine de prendre part à une campagne électorale qui promettait si peu ? De là la réapparition, avec une force nouvelle, des tendances boycottistes qui s'étaient manifestées lors des élections à la première Douma.

La première résolution invitant à boycotter la prochaine Douma, convoquée pour le 1er novembre 1907, fut présentée à un congrès d'instituteurs tenu en Finlande à la fin de juin : les social-démocrates, n'ayant aucune décision de leur parti, s'abstinrent ; les s.-r. votèrent pour, à cause de l'impossibilité de participer à une falsification manifeste *« de la volonté populaire pour le plus grand profit des éléments les plus réactionnaires et les plus privilégiés »*.

La tentation était forte de s'engager dans cette voie : aussi Lénine écrivit-il aussitôt un long article intitulé « Contre le boycottage », dans lequel il reprend en détail l'étude de la question.

Dans les trois premières parties, il s'attache à montrer que le caractère ultraréactionnaire de la troisième Douma n'implique nullement la nécessité du boycottage. Il faut analyser, d'après l'expérience du passé, les conditions historiques dans lesquelles cette arme est utilisable. Ainsi le boycottage de la Douma Boulyguine a été un succès complet : quelles étaient les circonstances à cette époque ?

1. La Douma, c'est-à-dire la monarchie constitutionnelle, n'existait pas encore ; le fait existant était la

lutte révolutionnaire directe ; la question historiquement posée était : l'ancien régime transportera-t-il la révolution sur la voie de la monarchie constitutionnelle, ou bien le peuple l'entraînera-t-il au contraire sur celle de l'action directe ? Le boycottage était une façon de poser cette question, à un moment où le parti ouvrier devait lutter pour la voie révolutionnaire directe contre la voie en « zigzags » de la Douma. Elle fut résolue d'abord dans le second sens, celui du peuple, avec les soviets ; ensuite dans le premier, par le pouvoir, victorieux de l'insurrection de décembre.

2. On était en présence d'un essor révolutionnaire particulièrement large, puissant et rapide. Cette condition est nécessaire, car le boycottage actif est un refus de reconnaître le régime existant, c'est-à-dire la première étape de l'insurrection. 3° Le boycottage avait pour objectif spécifique de combattre les illusions constitutionnelles, alors si répandues et si enracinées.

Lénine termine sa brochure en réfutant un dernier argument en faveur du boycottage : la prévision d'un nouveau mouvement ouvrier, annoncé par la grève générale du textile en préparation. Le boycottage, dit-il, pourra être nécessaire plus tard, mais pour le moment il ne favoriserait en rien le mouvement futur. L'essentiel est, tout en se préparant aux élections, de faire bien comprendre au peuple qu'une lutte directe et générale le libérera seule des avanies de toutes sortes subies depuis la défaite de décembre.

La discussion ainsi ouverte dans la fraction bolcheviste se prolongea durant les mois de juin et de juillet 1907. La plupart des militants, même des organisations entières, étaient pour le boycottage. Kaménev en particulier écrivit un article dans ce sens. Dans les derniers jours de juillet, les deux articles de Lénine et de Kaménev furent réunis en une brochure sous le titre : *N. Lénine et G. K-ev. Pour et contre le boycottage*.

Justement à ce moment (21-23 juillet) se réunissait à Viborg en Finlande une conférence nationale du Parti social-démocrate pour décider de la tactique

électorale. Parmi les bolcheviks, Lénine fut seul à se prononcer pour la participation aux élections: mais cette solution l'emporta grâce aux voix des mencheviks, du Bund et des Polonais.

Contre le boycottage

(Notes d'un publiciste social-démocrate)[1]

IV

Les conditions de l'application du boycottage doivent donc être cherchées dans la situation de fait du moment. Si l'on compare à ce point de vue l'automne de 1907 à celui de 1905[2], on arrive forcément à cette conclusion que nous n'avons pas lieu de proclamer actuellement le boycottage. En ce qui concerne le rapport entre la voie révolutionnaire directe et le « zigzag » de la monarchie constitutionnelle, en ce qui concerne l'éveil des masses et l'objectif spécifique de la lutte contre les illusions constitutionnelles, la situation présente est très nettement différente de celle d'il y a deux ans.

À ce moment, l'orientation de l'histoire vers la monarchie constitutionnelle n'était rien de plus qu'une manœuvre policière. Aujourd'hui, ce « tournant de l'histoire » est un fait accompli. Refuser d'en convenir serait l'effet d'une peur ridicule de la vérité. Mais ce serait une erreur d'en déduire que la révolution est terminée[3]. Non.

---

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome VIII, p. 448-456.

2 Après la loi du 6 août, quand la discussion s'ouvrit à propos de la future Douma (dite de Boulyguine).

3 Plus tard à la Conférence de Viborg, les partisans du boycottage disaient dans leur résolution que « *la participation aux élections serait comprise par les masses comme l'aveu que la révolution était terminée et qu'il ne restait plus qu'à se consacrer pour de longues années au travail quotidien* ». Lénine, au cours de tout cet article, répète que la révolution est possible même par la voie de la monarchie constitutionnelle.

Nous n'avons encore aucune donnée pour faire pareille déduction.

Le marxiste est obligé de lutter pour la voie révolutionnaire directe lorsque cette voie est dictée par la situation objective, mais, nous le répétons, cela ne veut pas dire que nous ne devions pas compter avec la voie en zigzags où nous sommes déjà effectivement engagés. À ce point de vue, la marche de la révolution russe se trouve déjà complètement déterminée[1]. Au début de la révolution, nous voyons un mouvement ascendant, de courte durée, mais d'une extraordinaire ampleur et d'une vertigineuse rapidité. Puis vient une chute extrêmement lente, mais continue, à partir de l'insurrection de décembre 1905. D'abord, la période de lutte révolutionnaire directe des masses, ensuite celle de la monarchie constitutionnelle[2].

S'ensuit-il que ce dernier tournant est définitif, que la révolution soit terminée et que nous entrions dans une période « constitutionnelle » ? qu'il n'y ait pas lieu d'attendre un nouvel essor ni de le préparer ? qu'il faille jeter par-dessus bord le caractère républicain de notre programme ?

Nullement ! De telles déductions ne peuvent être faites que par de vulgaires libéraux dans le genre de nos cadets, à qui tous les arguments sont bons pour justifier leur esclavage et leur servilité. Non. Cela veut dire seulement que, tout en défendant intégralement notre programme

1 Par opposition à l'époque précédente, où il y avait hésitation entre deux voies.

2 Lénine écrit un peu plus haut : « *Aujourd'hui il ne se trouvera pas un seul historien tant soit peu potable qui ne divise l'histoire de la révolution russe de 1905 à l'automne de 1907, en deux périodes : la période d'essor "anticonstitutionnel", si l'on peut dire, et la période de décadence "constitutionnelle", la période où le peuple conquiert et exerce sa liberté sans constitutionnalisme policier (monarchique) et celle où cette liberté est opprimée et écrasée par une "Constitution" monarchique.* »

et nos idées révolutionnaires, nous devons adapter nos appels directs à la situation objective du moment.

Tout en proclamant que la révolution est inévitable, tout en préparant systématiquement et sans défaillance l'accumulation du matériel incendiaire, tout en conservant avec soin à cet effet et en cultivant les traditions révolutionnaires de la meilleure époque de notre révolution, traditions que nous épurons des adjonctions parasitaires des libéraux, nous ne nous refusons cependant pas à faire notre besogne quotidienne dans la terne réalité de la monarchie constitutionnelle. Rien de plus. Préparer un nouvel et large essor, c'est notre devoir, mais nous n'avons aucune raison de nous lancer tête baissée dans le boycottage.

Le boycottage, comme nous l'avons dit, ne peut avoir de sens aujourd'hui en Russie que comme boycottage actif : nous ne nous détournons pas passivement des élections, mais nous les ignorons en vue d'une action directe. Le boycottage, dans ce sens, c'est un appel à la plus énergique et la plus décidée des offensives[1].

Sommes-nous en présence, en ce moment, de l'élan large et général sans lequel cet appel est dépourvu de sens ? Évidemment non.

En général, en ce qui concerne les « appels », la différence entre la situation actuelle et celle de 1905 saute aux yeux. Alors, comme nous l'avons déjà montré, pendant toute l'année précédente, il n'y avait pas eu un seul

1 Cette démonstration a été faite au chapitre 2 de l'article : « *Le boycottage ne combat pas une institution sur son propre terrain, il veut empêcher son apparition même. Toute institution ne peut émaner que du pouvoir existant. Donc le boycottage est une arme qui vise à renverser ce pouvoir ou tout au moins, si les forces d'attaque sont insuffisantes, à l'affaiblir de telle sorte qu'il ne puisse pas créer cette institution. Le boycottage exige donc pour réussir une lutte directe contre le pouvoir, l'insurrection.* »

appel qui fût resté sans écho[1]. L'énergie de l'offensive des masses devançait les appels des organisations. Maintenant, nous nous trouvons dans une période d'accalmie de la révolution, et nombre d'appels sont restés absolument sans écho. Tels sont l'appel à balayer la Douma Witte (commencement de 1906)[2], l'appel à l'insurrection après la dissolution de la première Douma (été 1906)[3], l'appel à la lutte en réponse à la dissolution de la deuxième Douma et au coup d'État du 3 juin 1907[4]. Lisez le tract de notre comité central à la suite de ces deux derniers événements : vous y trouverez un appel direct à la lutte sous la seule forme possible (manifestations, grèves, lutte

1 Lénine en effet rappelait plus haut qu'alors, en 1905, *« les répressions, loin de l'affaiblir, étendaient le mouvement ; après le 9 janvier, venait une gigantesque vague de grèves, les barricades de Lodz, la mutinerie du* Potemkine. *En matière de presse, d'association, d'enseignement, partout, les cadres légaux établis par l'ancien pouvoir étaient brisés systématiquement, et cela non point par des « révolutionnaires » seulement, mais par le public, car le pouvoir était vraiment affaibli, laissait échapper les rênes de ses mains débiles... Les mots d'ordre des révolutionnaires non seulement ne restaient pas sans écho, mais étaient en retard sur les événements. Le 9 janvier, et les grèves de masses qui suivirent, et le* Potemkine*, tout cela prévint les appels directs des révolutionnaires. Il n'y a pas eu en 1905 un seul appel de leur part que les masses aient accueilli passivement. »*

2 Malgré la décision officielle du parti de boycotter la première Douma, de nombreux ouvriers social-démocrates avaient pris part à la désignation des « délégués » et des « électeurs ».

3 Après la dissolution de la première Douma, la fraction social-démocrate prit part à la conférence de Viborg, où elle signa le manifeste des cadets sur le refus des impôts et rédigea ensuite avec les travaillistes les appels aux paysans et aux soldats. Toutes ces manifestations, de même qu'un appel à la grève générale lancé par le comité central, n'eurent aucun effet.

4 Dans une circulaire aux organisations, le comité central écrivait qu'il fallait profiter des événements pour développer l'énergie révolutionnaire du prolétariat, qui pourrait se traduire, selon les endroits, par des campagnes de meetings, des grèves ou des chocs directs avec la troupe.

déclarée contre la force armée de l'absolutisme). C'était un appel verbal. Les mutineries militaires de juin 1907 à Kiev et de la flotte de la mer Noire étaient des appels par l'action. Ni les uns ni les autres n'ont provoqué de réaction dans la masse.

Si les manifestations les plus frappantes et les plus directes de l'offensive réactionnaire contre la révolution, la dispersion de deux Douma et le coup d'État, n'ont provoqué en ce moment aucun mouvement, quelles sont les raisons qui pourraient justifier la répétition immédiate de nos appels sous la forme de la proclamation du boycottage ?

N'est-il pas clair que, dans cette situation, une pareille « proclamation » risquerait d'être un cri dans le vide ? Quand la lutte est en train, s'élargit, grandit, approche de tous côtés, cette « proclamation » est légitime et indispensable. Lancer alors le cri de guerre est le devoir du prolétariat révolutionnaire. Mais on ne peut ni imaginer de toutes pièces cette lutte, ni la provoquer par un simple appel. Après que toute une série d'appels, tentés dans des occasions d'un intérêt plus immédiat, sont restés sans résultat, nous devons chercher des raisons sérieuses avant de « proclamer » un mot d'ordre qui n'a de sens que si l'appel au combat peut être suivi d'exécution.

Celui qui veut convaincre le prolétariat social-démocrate de la justesse du mot d'ordre du boycottage ne doit pas se laisser entraîner par le son de mots qui en leur temps ont joué un rôle révolutionnaire grand et glorieux. Il doit réfléchir aux conditions objectives dans lesquelles un pareil mot d'ordre est réalisable et comprendre que le lancer, c'est déjà indirectement supposer existantes les conditions d'un large essor révolutionnaire, général, puissant et rapide. Mais, à des époques comme celle que nous traversons, dans les pauses de la révolution, il n'est pas permis de supposer indirectement l'existence de ces conditions. Il faut la constater d'une façon nette

et précise, et la faire constater à toute la classe ouvrière. Sinon, on risque de tomber dans la position d'un homme qui emploie de grands mots sans comprendre leur vraie signification ou sans oser franchement et sans détour appeler les choses par leur nom.

V

Le boycottage appartient à une des meilleures traditions révolutionnaires de la période la plus riche en événements, la plus héroïque de la révolution russe. Nous avons dit plus haut que l'un de nos objectifs est de garder avec soin ces traditions, de les cultiver, de les débarrasser des parasites libéraux (et opportunistes). Il nous faut analyser quelque peu cet objectif, pour en déterminer la nature et éviter les malentendus et fausses interprétations possibles.

Le marxisme diffère de toutes les autres théories socialistes en ce qu'il allie de façon remarquable la lucidité scientifique dans l'analyse de la situation et de l'évolution objectives à la reconnaissance catégorique de l'importance de l'énergie, de la création et de l'initiative révolutionnaires des masses, et aussi, naturellement, des individus, groupes, organisations, partis qui savent découvrir et réaliser la liaison avec telle ou telle classe.

L'importance des périodes révolutionnaires dans le développement de l'humanité découle de tout l'ensemble des conceptions historiques de Marx: c'est dans ces périodes que se résolvent les multiples contradictions qui s'accumulent lentement dans les périodes dites d'évolution pacifique. C'est dans ces périodes qu'apparaît avec le plus de force le rôle direct des différentes classes dans la détermination des formes de la vie sociale, que se créent les fondements de la superstructure politique, qui se maintient longtemps ensuite malgré le changement du régime de production. À la différence des théoriciens de la bourgeoisie libérale, c'est justement dans ces périodes

que Marx voyait non pas des déviations de la marche « normale », des symptômes de « maladie sociale », de tristes résultats d'excès et d'erreurs, mais les moments les plus vitaux, les plus importants, les plus décisifs de l'histoire des sociétés humaines[1].

Dans la vie même de Marx et d'Engels, la période de leur participation à la lutte révolutionnaire des masses de 1848-1849 se détache comme un point central. C'est de là qu'ils partent pour définir les destinées du mouvement ouvrier et de la démocratie des différents pays. C'est là qu'ils reviennent constamment pour définir la nature interne des classes et leurs tendances sous l'aspect le plus manifeste et le plus pur. C'est toujours en partant de cette époque révolutionnaire qu'ils jugent les formations politiques ultérieures, les organisations, les objectifs et les conflits politiques. Ce n'est pas en vain que les chefs moraux du libéralisme, comme Sombart[2], détestent de toute leur âme ce trait de la vie et de l'œuvre de Marx, en le mettant sur le compte du « caractère aigri de l'émigrant »[3]. Voilà qui est bien d'un pion de la science universitaire bourgeoise et policière, de réduire à une aigreur personnelle, aux ennuis personnels de leur situation d'émigrants, ce qui est chez Marx et chez Engels

1 Dans sa préface à l'édition russe des *Lettres de Marx à Kugelmann,* Lénine se plaint que beaucoup de social-démocrates russes aient du marxisme une idée bourgeoise, d'après laquelle *« la période révolutionnaire, avec ses formes de lutte et les objectifs spéciaux du prolétariat, serait une sorte d'anomalie, et la constitution ou "l'opposition d'extrême gauche" la règle ».*

2 Sombart, économiste et professeur allemand, auteur d'une histoire du *Socialisme et du mouvement social au XIX^e^ siècle,* traduite en russe en 1906 et qui eut un grand retentissement. Lénine parle parfois d'un « sombartisme ».

3 Marx, banni d'Allemagne en 1849, dut se réfugier d'abord à Paris, puis presque aussitôt à Londres, où il vécut jusqu'à sa mort.

la partie la plus indissociable de toute leur philosophie révolutionnaire !

Dans une de ses lettres à Kugelmann, je crois, Marx jette en passant une idée bien caractéristique et intéressante pour le sujet qui nous occupe. Il remarque que la réaction a réussi en Allemagne à éliminer presque complètement de la conscience populaire le souvenir et les traditions de l'époque révolutionnaire de 1848[1]. Il met en relief les buts opposés de la réaction et du parti du prolétariat en ce qui concerne les traditions révolutionnaires d'un pays. Le but de la réaction est d'éliminer ces traditions et de représenter la révolution comme « un vent de folie ». Voyez la traduction par Strouvé du livre allemand *Das tolle Jahr* (*L'année folle*), miroir des historiens allemands à mentalité bourgeoise et policière, et même, plus largement, de l'historiographie universitaire et allemande de 1848[2]. Le but de la réaction est d'obliger la population à oublier les formes de lutte, les formes d'organisation, les idées, les mots d'ordre engendrés en si grand nombre et avec une si grande variété par l'époque révolutionnaire. Les Webb, ces flatteurs obtus de la bourgeoisie anglaise, représentent le chartisme, époque révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais, comme un simple enfantillage, un péché de jeunesse, une naïveté

1 Dans la lettre du 3 mars 1869 à Kugelmann, Marx remarque qu'il se produit en France un très intéressant mouvement : « *Les Parisiens étudient leur passé révolutionnaire, afin de se préparer à la nouvelle action révolutionnaire imminente. D'abord le renversement de l'Empire, ensuite le coup d'État de décembre. Tout cela était complètement oublié. De même en Allemagne la réaction a réussi à effacer complètement le souvenir des années 1848 à 1849.* » Lénine connaissait bien les *Lettres à Kugelmann,* car il venait d'écrire (février 1907) une préface pour leur édition russe.

2 Le livre de A. Büchner : *Das tolle Jahr,* publié en 1900, avait pour sous-titre « Par un qui n'est plus fou ». L'expression d'« année folle », pour désigner 1848, est assez courante chez les historiens allemands.

qui ne mérite pas l'attention, une déviation anormale et accidentelle[1] : les historiens bourgeois d'Allemagne traitent de même 1848. La réaction se comporte de même envers la grande révolution française, qui montre encore sa vitalité et la force de son influence sur l'humanité par la haine farouche qu'elle provoque encore de nos jours.

De même, nos héros de la contre-révolution, en particulier les démocrates « d'hier » dans le genre de Strouvé, Milioukov, Kizevetter[2] et *tutti quanti* rivalisent entre eux pour bafouer les traditions révolutionnaires de la révolution russe.

Depuis le temps où la lutte directe des masses prolétariennes conquérait cette parcelle de liberté qui enthousiasme les serfs libéraux de l'ancien régime, deux ans à peine se sont écoulés et, parmi nos publicistes, il s'est déjà créé un grand courant s'intitulant libéral, cultivé dans la presse cadette et consacré uniquement à ce but : présenter notre révolution, les méthodes de lutte révolutionnaires, les mots d'ordre révolutionnaires, les traditions révolutionnaires, comme quelque chose de bas, de primitif, de naïf, d'élémentaire, de fou, et même de

1 Le chartisme fut un grand mouvement social et politique issu de la grande crise de 1836 et du chômage consécutif. Il tira son nom de la pétition ou « charte » de 1839 réclamant le suffrage universel. Les chartistes espéraient qu'un parlement réformé remédierait de lui-même aux vices sociaux. Plus tard il se forma parmi eux une aile gauche préconisant les moyens violents. En tout cas leurs « conventions » ou congrès, leurs pétitions, leurs meetings monstres, les répressions gouvernementales et certaines bagarres sanglantes agitèrent profondément toutes les classes pauvres, surtout les ouvriers. À ce titre le mouvement chartiste, quoiqu'assez faiblement teinté de socialisme, a eu une véritable valeur révolutionnaire, dont n'hérita pas le mouvement trade-unioniste.

2 Cadets de marque. Kizevetter, publiciste et professeur d'histoire à l'Université de Moscou, avait été député à la deuxième Douma. C'est lui qui présidait la commission nommée par la Douma le 1er juin 1907 pour statuer sur la demande d'arrestation des députés social-démocrates.

criminel. De Milioukov à Kamychansky[1], il n'y a qu'un pas[2]. Au contraire, les succès de la réaction, qui a commencé par chasser le peuple des soviets de députés ouvriers et paysans pour le pousser dans les Doumas Doubassov[3] et Stolypine[4] et qui maintenant le pousse dans la Douma des octobristes[5], apparaissent aux héros du libéralisme russe comme un « *processus de croissance de la conscience constitutionnelle en Russie* ».

La social-démocratie russe a incontestablement le devoir d'étudier le plus attentivement et le plus largement possible notre révolution ; de faire connaître tous ses procédés de lutte, ses formes d'organisation, etc. ; de consolider ses traditions révolutionnaires dans le peuple ; d'enraciner dans les esprits cette conviction que la lutte révolutionnaire est le seul et unique moyen d'obtenir des améliorations tant soit peu sérieuses et durables ; de démasquer sans répit toute la basse vantardise de ces libéraux qui contaminent l'atmosphère sociale des miasmes de la servilité, de la trahison et de la lâcheté « constitutionnelles ». Une seule journée de la grève d'octobre ou de l'insurrection de décembre compte cent fois plus dans l'histoire de la lutte pour la liberté que des mois de discours serviles de cadets à la Douma sur

1 Kamychansky, procureur de Pétersbourg, qui à la séance de la Douma le 1*er* juin donna lecture des conclusions de l'instruction sur les rapports de la fraction social-démocrate « *avec l'organisation criminelle appelée Parti social-démocrate de Russie* ».

2 En français dans le texte.

3 La première Douma, réunie après la répression de l'insurrection de Moscou par le général Doubassov.

4 La deuxième Douma, réunie sous le ministère de Stolypine.

5 La nouvelle loi électorale, avantageant les grands propriétaires fonciers, garantissait une Douma octobriste.

le monarque irresponsable et le régime de la monarchie constitutionnelle[1].

Nous devons veiller, et, sauf nous, personne n'y veillera, à ce que le peuple connaisse ces journées pleines de vie, riches de contenu et grandes par leur signification et par leurs effets, d'une façon bien plus détaillée et plus approfondie que ces mois d'asphyxie « constitutionnelle » sur lesquels, avec la complicité bienveillante de Stolypine et de sa suite de gendarmes et de censeurs, se répandent en louanges notre presse des partis libéraux et les journaux « démocratiques » sans parti[2].

Il est hors de doute que, chez beaucoup de révolutionnaires, les sympathies pour le boycottage proviennent précisément du désir très respectable de maintenir la tradition du meilleur passé révolutionnaire et d'animer notre terne et triste actualité du feu d'une lutte courageuse, déclarée et décisive. Mais c'est justement parce que les traditions révolutionnaires nous sont chères que nous devons protester fermement contre l'idée que l'application d'un mot d'ordre d'une certaine époque historique puisse ressusciter les conditions existant à cette époque.

Autre chose est de conserver les traditions de la révolution, de les mettre à profit pour une propagande et une agitation continuelles, de faire connaître à la masse les conditions de la lutte directe et offensive contre la vieille société ; autre chose, de répéter un mot d'ordre arraché à l'ensemble des conditions qui lui donnèrent naissance et assurèrent son succès, pour l'appliquer à des conditions essentiellement différentes.

1 Pendant toute la durée de la deuxième Douma, les cadets affichèrent le plus strict respect de la « Constitution ». À la première Douma, lors de la discussion sur les pogroms, leur orateur Roditchev disait que le ministère seul était responsable et que ce serait de l'insolence de tenir le monarque pour responsable des massacres.

2 Principalement le *Tovarichtch*.

Marx, qui appréciait tant les traditions révolutionnaires et flagellait sans pitié ceux qui les reniaient et les redoutaient, demandait en même temps aux révolutionnaires de savoir penser, de savoir analyser les conditions d'application des vieilles méthodes de lutte au lieu de répéter tout simplement les mots d'ordre connus. Les traditions « nationales » de 1792 en France resteront peut-être à jamais le modèle de certaines méthodes révolutionnaires, mais cela n'a pas empêché Marx en 1870, dans une fameuse *Adresse* de l'Internationale, de mettre en garde le prolétariat français contre une transposition erronée de ces traditions dans une époque différente[1].

Chez nous, il en va de même. Nous devons étudier les conditions de l'application du boycottage, enraciner dans les masses cette idée que le boycottage est une tactique tout à fait légitime, quelquefois même indispensable, aux moments d'essor révolutionnaire (quoi qu'en disent les pédants qui prennent en vain le nom de Marx). Mais sommes-nous en présence de cet essor, condition essentielle de la proclamation du boycottage, voilà une question qu'il faut savoir poser indépendamment et résoudre par une sérieuse analyse des faits. Notre devoir est de préparer autant que nous le pouvons l'avènement de cet essor, de ne pas nous interdire d'avance un boycottage opportun ; mais, considérer le mot d'ordre du boycottage comme applicable en général à toute assemblée représentative mauvaise ou très mauvaise serait, sans contestation possible, une erreur.

1 Il s'agit ici de l'*Adresse* rédigée, au nom du Conseil général de l'Internationale, par Marx et par Engels après Sedan. On y trouve ces phrases : « *Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens, mais ils ne doivent pas se laisser dominer par les souvenirs nationaux de 1792... Ils n'ont pas à rejeter le passé, mais ils ont à édifier l'avenir.* »

Rappelez-vous les motifs par lesquels on défendait et prouvait le boycottage pendant les « journées de liberté »[1], et vous verrez du coup l'impossibilité de transposer purement et simplement ces arguments dans la situation actuelle.

La participation aux élections abaisse le moral, livre une position à l'ennemi, déroute le peuple révolutionnaire, facilite l'entente entre le tsarisme et la bourgeoisie contre-révolutionnaire, etc., disions-nous en défendant le boycottage en 1905 et au commencement de 1906.

Quelle est la prémisse essentielle de ces arguments ? Elle n'est pas toujours exprimée, mais elle est toujours sous-entendue, comme une chose qui dans ce temps allait de soi. Cette prémisse, c'est la riche énergie révolutionnaire des masses, se cherchant et se trouvant des issues directes en dehors de tous les canaux « constitutionnels ». Cette prémisse, c'est l'offensive ininterrompue de la révolution contre la réaction, offensive qu'il aurait été criminel d'affaiblir en occupant et en défendant une position abandonnée exprès par l'ennemi pour ralentir le choc général.

Essayez de répéter ces arguments en dehors de cette prémisse essentielle, et vous sentirez immédiatement la fausseté de toute votre « musique » : c'est le ton fondamental qui est faux.

Il serait non moins vain de vouloir justifier le boycottage par la différence entre la deuxième et la troisième Douma. Trouver une différence sérieuse, fondamentale entre les cadets (qui déjà dans la deuxième Douma ont livré le peuple aux Cent-noirs) et les octobristes, attacher une importance quelconque à la fameuse « Constitution », déchirée par le coup d'État du 3 juin[2], c'est être

1 On appelle ainsi la période qui suivit immédiatement le manifeste du 17 octobre 1905.

2 La Douma seule avait le droit de modifier la loi électorale, de sorte que, si la dissolution était « constitutionnelle », la

bien plus un démocrate vulgaire qu'un social-démocrate révolutionnaire. Nous avons toujours dit, affirmé, répété que la « Constitution » de la première et de la deuxième Douma n'était qu'un mirage, que le bavardage des cadets ne servait qu'à masquer leur « octobrisme », que la Douma était absolument inapte à satisfaire les revendications du prolétariat et des paysans. Pour nous, le 3 juin 1907 est le résultat naturel et inévitable de la défaite de décembre 1905. Nous n'avons jamais été « enchantés » par les charmes de la constitution des Doumas, nous ne pouvons donc pas être désenchantés outre mesure par la transformation d'une réaction embellie de la phraséologie des Roditchev et C^ie^ en une réaction brutale, sans voiles. Peut-être même cette dernière est-elle un moyen bien plus efficace de dégriser tous ces nigauds de libéraux ou les groupes à qui ils ont fait tourner la tête...

Comparez les deux résolutions, la résolution menchéviste de Stockholm et la résolution bolchéviste de Londres, sur la Douma. Vous verrez que la première est emphatique, bourrée de phrases et de mots sonores sur le rôle de la Douma, pénétrée de l'importance de ses travaux. La seconde est simple, sèche, lucide, modeste. La première résolution est imprégnée d'un enthousiasme bourgeois pour le mariage de la social-démocratie avec le constitutionnalisme (« un nouveau pouvoir sorti du sein de la nation », etc., toujours ce bourrage de crânes officiel) ; la deuxième dit en substance : puisque cette damnée contre-révolution nous a relégués dans cette maudite porcherie, nous y travaillerons pour le bien de la révolution, sans pleurnicherie mais sans vantardise[1].

promulgation par ukase du tsar d'une nouvelle loi électorale pouvait être juridiquement qualifiée de coup d'État.

1 La résolution de Stockholm (qui est le projet menchéviste à peine modifié) a déjà été critiquée par Lénine (voir plus haut). Quant à celle de Londres, elle déclare que le parti du prolétariat ne doit pas se cantonner dans les organisations

En défendant la Douma contre le boycottage dans la période de lutte révolutionnaire directe, les mencheviks se sont pour ainsi dire engagés devant le peuple à ce que la Douma soit une sorte d'instrument de révolution. Et ils ont solennellement failli à cet engagement.

Nous, bolcheviks, si nous nous sommes engagés, c'est seulement à prouver que la Douma est un repaire de contre-révolution et qu'on ne peut en attendre rien de bon. Jusqu'ici les événements ont entièrement confirmé notre point de vue et l'on peut être sûr qu'ils continueront à le confirmer.

Sans « correction » de la stratégie d'octobre-décembre, sans son adaptation aux faits nouveaux, il n'y aura pas de liberté en Russie. Pour cette raison, lorsqu'on me dit : « On ne peut pas se servir de la troisième Douma comme de la seconde, on ne peut pas expliquer aux masses la nécessité d'y prendre part », j'ai envie de répondre : Si l'on entend « se servir » au sens des menchevistes, c'est-à-dire si l'on considère la Douma comme un « instrument » de révolution, alors évidemment c'est impossible. Mais les deux premières Doumas ont été en réalité de simples échelons conduisant à la Douma octobriste, et cependant nous nous en sommes servis pour le but simple et modeste[1] (propagande et agitation, critique et expli-

professionnelles et locales, mais que sa fraction à la Douma doit toujours subordonner son action (de critique, d'agitation et d'organisation, et non de législation) à la lutte, surtout économique, qui se poursuit en dehors de la Douma.

1 Voir dans *Le Prolétaire* (de Genève), en 1905, un article sur le boycottage de la Douma Boulyguine, où il est dit que nous ne nous interdisons pas son utilisation en général, mais que nous avons *pour le moment* un autre objectif : la voie révolutionnaire directe. Voir également dans le premier numéro de 1906 du *Prolétaire* (de Russie), l'article « Sur le boycottage », où sont soulignées les *modestes* dimensions des services rendus par l'agitation parlementaire (N. L.). Les deux articles en question se trouvent dans notre recueil plus haut.

cation de la situation aux masses) en vue duquel nous saurons toujours exploiter même les pires institutions représentatives.

Un discours à la Douma ne provoquera aucune révolution et la propagande à propos de la Douma ne se distingue par aucune qualité spéciale, mais la social-démocratie tirera de l'un et de l'autre autant et parfois même plus de bénéfice que d'un discours imprimé ou prononcé dans une autre assemblée.

Nous devons tout aussi simplement expliquer aux masses notre participation à la Douma octobriste. À la suite de la défaite de décembre 1906 et de l'échec des tentatives de 1906-1907 pour « réparer » cette défaite, la réaction nous a relégués et continuera à nous reléguer dans des institutions quasi constitutionnelles de plus en plus mauvaises. Nous maintiendrons et appliquerons toujours et partout notre point de vue tant que durera l'ancien pouvoir, tant qu'il ne sera pas complètement supprimé, on n'aura rien à attendre de bon. Nous préparerons le terrain pour un nouveau mouvement et, jusqu'à son apparition et pour son apparition, il faut travailler avec acharnement et ne pas lancer de mots d'ordre qui n'ont de sens qu'après son apparition.

Il serait non moins inexact de considérer le boycottage comme une tactique opposant le prolétariat et une partie de la démocratie bourgeoise révolutionnaire au libéralisme et à la réaction. Le boycottage, ce n'est pas une tactique, mais un procédé de combat particulier, applicable dans des conditions déterminées. Confondre le bolchevisme avec le « boycottisme », c'est une aussi grande erreur que de le confondre avec le « combattisme »[1]. La différence des tactiques mencheviste et bolcheviste a déjà été mise en lumière et s'est cristallisée dans les résolutions absolument différentes du troisième congrès bolcheviste

1 On désignait ainsi la tendance qui justifiait dans *tous les cas* les actions armées, guerre de partisans, terrorisme, etc.

de Londres et de la conférence mencheviste de Genève, au printemps de 1905.

On ne parlait et on ne pouvait parler alors ni de boycottisme, ni de « combattisme ». Aux élections à la deuxième Douma, alors que nous n'étions pas boycottistes, et dans cette Douma même, notre ligne tactique a été radicalement différente de la ligne mencheviste, tout le monde le sait. Les deux tactiques divergent à propos de toutes les formes et moyens de lutte, sur tous les théâtres de lutte, sans qu'il y ait pour cela des méthodes de lutte spéciales propres à l'une ou à l'autre d'entre elles.

Le coup d'État du 3 juin 1907 marquait une date : la fin de la période révolutionnaire. Depuis lors jusqu'au renouveau ouvrier de 1912, nous assistons à une réaction caractérisée dans tous les domaines.

Au gouvernement se trouve un Premier ministre intelligent, Stolypine, qui comprend que la monarchie ne peut plus se maintenir sur ses anciennes bases féodales : il travaille à lui donner des assises capitalistes. Dans les campagnes, il faut créer une classe de paysans propriétaires et par conséquent conservateurs qui sera à la fois un facteur de prospérité nationale et une digue contre la révolution ; dans les villes, il faut faire alliance avec l'industrie et le commerce ; à ce prix, il sera possible de conserver l'essentiel du régime.

La Douma a sa place dans ce plan : séduire par une façade constitutionnelle les anciens libéraux, les intellectuels, les capitalistes russes et la banque étrangère. Elle subsiste donc. La session s'ouvre le 1er novembre 1907. Sa composition garantit une suffisante docilité : sur 437 députés, 145 appartiennent à la droite et aux nationalistes ; 170 sont octobristes ou progressistes, 78 cadets ou des groupes nationaux ; 14 travaillistes, 15 sans-parti et 15 social-démocrates. Une telle assemblée est plutôt pour le gouvernement un soutien qu'une gêne. Elle approuve son programme agraire et toutes les mesures, de principe ou de détail, de nature à favoriser la contre-révolution.

Le mouvement ouvrier tombe d'année en année : si en 1907 on enregistre encore officiellement 740 000 grévistes (contre 1 108 000 en 1906 et 2 863 000 en 1905), on n'en compte plus en 1908 que 176 000 et, en 1909, que 64 000. Le prolétariat semble écrasé pour longtemps.

L'échec du mouvement révolutionnaire a une répercussion immédiate dans les milieux intellectuels, où la désillusion devait naturellement succéder

à un engouement superficiel. On voit des écrivains de talent mettre à la mode la pornographie. Les esprits plus sérieux ressuscitent la philosophie idéaliste. D'anciens social-démocrates, comme Strouvé, Berdiaev et autres, brûlant ce qu'ils avaient adoré et adorant ce qu'ils avaient brûlé, prêchent le retour à la religion, sinon à l'Église établie. En mars 1909, ils publient un recueil intitulé *Viekhi* (les Jalons), qui est comme leur profession de foi et qui marque la rupture définitive du libéralisme avec le mouvement révolutionnaire. Ces tendances ne pouvaient pas manquer de pénétrer dans le Parti social-démocrate : A. Bogdanov, membre du comité central, invente l'empiriomonisme ; Gorki et A. Lounatcharski prêchent une religion sans Dieu qui n'en est pas moins un sérieux accroc au matérialisme : « *Dieu,* écrit Lounatcharski, *c'est tout ce qu'il y a d'humain à la suprême puissance... Adorons les énergies de l'humanité.* »

Plékhanov avait, dans une série d'articles, fortement raillé Bogdanov et Lounatcharski ; Lénine avait entrepris la réfutation des doctrines nouvelles dans un livre écrit en 1908 : *Matérialisme et empiriocriticisme.* Mais la question de l'attitude de la social-démocratie en face de ce regain de la pensée religieuse n'en restait pas moins à éclaircir. Aussi lorsque s'engagea à la Douma la discussion sur le budget du Saint-Synode, le groupe parlementaire décida d'intervenir et discuta sérieusement à l'avance le discours à prononcer par son orateur, le bolchevik Sourkov. Le projet contenait un passage où la fraction se proclamait athée. Certains orateurs en demandèrent la suppression en invoquant les arguments suivants : une telle déclaration est de nature à nuire à la propagande (un orateur parlant contre la religion à l'usine Poutilov a failli être jeté dans la chaudière) ; d'ailleurs la social-démocratie comme telle n'a pas à la faire ; en France, ce sont les radicaux bourgeois et les jauressistes qui mettent au premier plan l'anticléricalisme ; une doctrine comme le socialisme scientifique peut être athée, mais non pas

un parti politique, surtout un parti de masse. D'autres voulaient maintenir la phrase en question : le cléricalisme se développe en Russie, il engage une grande campagne contre la social-démocratie, il faut que celle-ci détermine sa position. Finalement, la déclaration d'athéisme fut supprimée, mais on conserva une phrase disant que la religion est l'opium du peuple.

Lénine avait été obligé au début de décembre de quitter son refuge de Finlande, qui n'était déjà plus sûr, pour se rendre à l'étranger. Il devait y transporter également la rédaction du *Prolétaire*. Il s'était fixé à Genève, où parut en février le n° 21 du journal, puis à Paris, où fut écrit l'article ci-dessous.

Parti ouvrier et religion[1]

Le discours prononcé par le député Sourkov à la Douma dans la discussion du budget des cultes, ainsi que les débats auxquels a donné lieu dans notre groupe parlementaire le projet de discours, débats que nous publions ci-dessous, soulèvent une question extrêmement importante et d'une actualité brûlante. Une grande partie de la « société », les intellectuels les plus proches du mouvement ouvrier, ainsi que certains milieux ouvriers manifestent un nouvel intérêt pour tout ce qui se rapporte à la religion[2]. Par suite, la social-démocratie est obligée d'exposer son point de vue sur la religion.

La social-démocratie fonde toute sa philosophie sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. Celui-ci, comme l'ont déclaré souvent Marx et Engels, repose essentiellement sur le matérialisme dialectique, qui a repris les traditions des matérialistes français du XVIII^e^ siècle[3] et de Feuerbach (début du XIX^e^ siècle) en

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome XI, 1^re^ partie, p. 250-260.

2 Nous apprenons par la discussion qui eut lieu au groupe parlementaire qu'il y avait à Pétersbourg 40 000 membres des sectes religieuses, « dont une masse d'ouvriers », qu'il s'était formé une nouvelle secte dont faisaient partie d'anciens membres du comité social-démocrate de Pétersbourg.

3 Holbach, Lamettrie, Helvétius, Diderot et en général les Encyclopédistes. Engels recommandait de répandre leurs écrits, « *qui, par le fond, demeurent infiniment haut et, par la forme, sont incomparables* ». Le matérialisme de ces auteurs était encore mécanique et « métaphysique » en ce qu'il considérait les choses comme des entités mortes, en faisant abstraction des processus vitaux internes, et ne pouvait ainsi expliquer ni leur caractère ni leurs relations entre elles. Au contraire les deux grands principes de la pensée dialectique de Hegel

Allemagne, matérialisme absolument athée, résolument ennemi de toute religion[1].

Rappelons que tout l'Anti-Dühring d'Engels, lu en manuscrit par Marx, convainc Dühring, matérialiste et athée, d'être inconséquent dans son matérialisme et de laisser des brèches ouvertes à la religion et à la philosophie religieuse[2]. Rappelons encore que, dans son ouvrage sur Louis Feuerbach, Engels reproche à ce philosophe d'avoir combattu la religion non pas pour la détruire, mais pour la renouveler, pour en imaginer une nouvelle,

---

sont : 1° tout phénomène terminal se détruit lui-même en se transformant en son contraire ; 2° les variations quantitatives progressives que subit le contenu de chaque phénomène se transforment finalement en changements qualitatifs, par rupture de la progression. Marx et Engels combinent ensemble le matérialisme du XVIII^e^ siècle et la dialectique de Hegel, d'où leur « matérialisme dialectique ».

1 Feuerbach, dans son *Essence du christianisme* (1841), affirmait qu'en dehors de la nature et de l'homme il n'y a rien : les êtres supérieurs créés par notre imagination religieuse ne sont que des reflets fantastiques de notre propre essence. Ce livre eut une influence énorme sur Marx, qui considérait la philosophie de Feuerbach comme un moyen terme entre celle de Hegel et la sienne propre.

2 Vers 1855, E. Dühring, professeur déjà fort connu à l'Université de Berlin, se convertit au socialisme et publia aussitôt trois volumes renfermant toute une philosophie et toute une politique opposées à la fois au capitalisme et au socialisme d'État et à la doctrine de Marx et de Lassalle, à laquelle il niait toute valeur scientifique. Engels répondit par une série d'articles parus dans le *Vorwaerts* en 1877-1878 et réunis ensuite sous ce titre : *Le bouleversement de la science par M. Eugène Dühring.* Comme cet ouvrage contient un résumé succinct de la doctrine du socialisme scientifique, il devint rapidement célèbre sous le nom d'*Anti-Dühring.* Dans la préface de la deuxième édition, Engels déclare que, comme les idées exposées sont en réalité de Marx, il lui a « *donné à lire tout le manuscrit avant l'impression* ».

plus « élevée », etc.[1]. « *La religion est l'opium du peuple* » : cette sentence de Marx est la pierre angulaire de toute la philosophie marxiste dans la question religieuse. Le marxisme considère toutes les religions et toutes les Églises contemporaines, les organisations religieuses de toutes sortes, comme des instruments de la réaction bourgeoise, destinés à abrutir la classe ouvrière et à perpétuer son exploitation.

Et pourtant, en même temps, Engels blâma à plusieurs reprises les gens qui, pour être « plus à gauche » ou plus « révolutionnaires » que la social-démocratie, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la profession de l'athéisme comme déclaration de guerre à la religion.

En 1874, parlant du célèbre manifeste des communards blanquistes émigrés à Londres, il traite de bêtise leur criarde déclaration de guerre à la religion : c'est là, dit-il, le meilleur moyen de ranimer l'intérêt pour la religion et de retarder sa mort lente. Engels accuse les blanquistes de ne pas comprendre que la lutte de classe des travailleurs, en faisant participer la plus grande partie du prolétariat à la pratique sociale consciente et révolutionnaire, est seule capable de libérer vraiment les opprimés du joug de la religion ; déclarer que la guerre à la religion est un des objectifs politiques du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste[2].

---

1 Engels publia en 1886 un livre intitulé *Ludwich Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (traduit en russe par Plékhanov, en français par Paul et Laura Lafargue). Il y montre ce qui reste de philosophie idéaliste chez Feuerbach, surtout en matière de religion et d'éthique : « *Il ne veut pas abolir la religion, il ne veut que la compléter. La philosophie elle-même doit se résoudre en religion.* » Voir tout le chapitre III de l'ouvrage.

2 Les communistes blanquistes émigrés à Londres formèrent, après s'être séparés de l'Internationale, le groupe de La Commune révolutionnaire et publièrent en 1872 un manifeste

En 1877, tout en critiquant impitoyablement dans l'Anti-Dühring les moindres concessions de Dühring philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels n'en condamne pas moins catégoriquement la prétendue idée révolutionnaire d'interdire les cultes dans la société socialiste. Combattre ainsi la religion, dit-il, c'est *« être plus bismarckien que Bismarck »*[1]; autrement dit, c'est répéter la stupide campagne de Bismarck contre les cléricaux (le fameux Kulturkampf, guerre faite par Bismarck après 1870 au Parti catholique du « centre », moyen de persécutions policières contre le catholicisme). Bismarck ne fit ainsi que raffermir le cléricalisme militant des catholiques[2] et nuire à la cause de la « vraie culture », car il mit au premier plan les divisions religieuses au lieu des divisions politiques; il détourna l'attention de certains éléments ouvriers et démocrates de la lutte de classe et de la révolution pour la porter sur l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus mensongèrement bourgeois.

intitulé « Aux Communeux ! » où ils invitaient tous ceux qui se reconnaissaient « *athées, communistes, révolutionnaires* » à reprendre la lutte et à reconstituer le parti de la révolution. Il y était dit que l'idée d'un être en dehors du monde et le gouvernant « *est la cause de toutes les formes de servitude morale et sociale : religion, despotisme, propriété, classes, sous lesquelles gémit et saigne l'humanité* ». Et en conséquence « *dans la Commune, il n'y a pas de place pour le prêtre ; toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite* ». Engels publia en 1874 dans le *Volkstaat* un article où il raille cette façon simpliste de « *supprimer Dieu par décret* » pour paraître plus radical que tout le monde. « *Le seul service qu'on puisse aujourd'hui rendre à la religion,* dit-il, *c'est de déclarer l'athéisme symbole de foi obligatoire et, dépassant toutes les lois de Bismarck contre l'Église, d'interdire en général toute religion.* »

1 Voir *Anti-Duhring,* partie III, ch. 5 : L'État, la famille, l'éducation.

2 En particulier le Parti catholique du centre, qui avait aux élections au Reichstag 18 % des voix en 1871, en enlevait déjà 28 % en 1874, en plein *Kulturkampf,* devenant ainsi le plus fort parti (jusqu'en 1890).

En accusant Dühring, qui croyait être ultra-révolutionnaire, de vouloir répéter sous une autre forme la sottise de Bismarck, Engels invitait le parti ouvrier à travailler patiemment à organiser et à éclairer le prolétariat, moyen d'amener la mort lente de la religion, plutôt que de se lancer dans l'aventure d'une guerre politique antireligieuse. La social-démocratie allemande s'assimila parfaitement ce point de vue : elle se prononça par exemple en faveur de la liberté pour les Jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes les mesures politiques dirigées contre tel ou tel culte[1]. « La religion est chose privée », cet article célèbre du programme d'Erfurt (1891) confirma cette tactique politique de la social-démocratie[2].

Devenue ensuite routine, cette formule fit dévier le marxisme dans l'autre sens, vers l'opportunisme. On se mit à l'interpréter en ce sens que les social-démocrates considéraient la religion comme une affaire privée, que, pour la social-démocratie en tant que parti, la religion était affaire privée[3]. Sans s'attaquer directement à cette opinion opportuniste, Engels à la fin du siècle dernier estima nécessaire d'intervenir dans le sens contraire, non pas sous forme de polémique, mais de façon positive.

---

1 Un des principaux actes du *Kulturkampf* fut la loi expulsant d'Allemagne les Jésuites (1872). Cette loi fut abolie en partie en 1894.

2 Le Parti social-démocrate d'Allemagne réclame tout d'abord... 6° La religion déclarée chose privée... Les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance » (Programme d'Erfurt, II, 1). Ce programme, adopté en remplacement de celui de Gotha, avait été rédigé par K. Kautsky ; il servit de modèle à la plupart des partis socialistes.

3 Les marxistes hollandais Pannekoek et Gorter affirmaient ainsi que le parti ouvrier doit rester neutre en face de la religion, qui disparaît naturellement avec le progrès scientifique et social.

C'est ce qu'il fit en soulignant à dessein que la social-démocratie considère la religion comme affaire privée par rapport à l'État et nullement par rapport à elle-même, par rapport au marxisme, au parti ouvrier.

Telle est, dans son aspect extérieur, l'histoire des interventions de Marx et d'Engels dans la question religieuse. Les gens qui se soucient peu du marxisme, les gens qui ne savent ou ne veulent pas penser, n'y verront que contradictions ineptes et flottements ; quelle macédoine, diront-ils, d'athéisme « conséquent » et de « concessions » à la religion, quelle « absence de principe » dans cette oscillation entre la guerre révolutionnaire contre Dieu et un lâche désir de « s'adapter » aux ouvriers croyants, la crainte de les effrayer, etc., etc. Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver pas mal de sorties du même goût contre le marxisme.

Mais celui qui est tant soit peu capable de prendre au sérieux le marxisme, de réfléchir à ses fondements philosophiques et à l'expérience de la social-démocratie internationale, verra facilement que la tactique marxiste envers la religion est profondément logique et a été attentivement méditée par Marx et Engels et que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des hésitations est en réalité la conclusion directe et obligée du matérialisme dialectique. Ce serait une erreur profonde de croire que la « modération » apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des « considérations tactiques », comme « le désir de ne pas effrayer », etc. Au contraire, la politique du marxisme dans cette question aussi est intimement liée à ses fondements philosophiques.

Le marxisme, c'est le matérialisme. Comme tel, il est tout aussi impitoyable envers la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII^{e} siècle ou de Feuerbach. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que celui des encyclopédistes et de Feuerbach, car il s'applique à l'histoire et aux sciences

sociales. Nous devons combattre la religion. C'est l'a b c de tout matérialisme et, par conséquent, du marxisme. Mais le marxisme n'en reste pas à l'a b c. Il va plus loin. Il dit : il faut savoir combattre la religion, et pour cela il faut expliquer en matérialistes les sources de la foi et de la religion dans le peuple. La lutte antireligieuse ne peut se borner à des prêches abstraits, elle doit être liée à la pratique concrète du mouvement de classe, qui tend à supprimer les racines sociales de la religion.

Pourquoi la religion tient-elle encore parmi les éléments arriérés du prolétariat urbain, dans la généralité des semi-prolétaires et des paysans ? À cause de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Donc, à bas la religion ! vive l'athéisme ! la propagande des idées irreligieuses est notre tâche principale. Le marxiste au contraire dit : Ce n'est pas vrai. C'est une opinion superficielle. C'est une façon bornée, bourgeoise de répandre les lumières. C'est une vue insuffisamment profonde, qui expose d'une manière non pas matérialiste, mais idéaliste les causes de la religion. Actuellement, dans les pays capitalistes les racines de la religion sont surtout sociales. L'écrasement des travailleurs dans la société, leur apparente impuissance devant les forces aveugles du capitalisme, qui, chaque jour, chaque heure, cause à la gent ouvrière des souffrances et des tortures mille fois plus terribles que les pires catastrophes comme les guerres, les tremblements de terre, voilà la racine la plus profonde de la religion à notre époque. « La peur créa les dieux »[1]. La crainte devant la puissance aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue par le peuple, menaçant d'une ruine « subite », « inattendue », « accidentelle »

1 Explication de la religion empruntée au poète latin Lucrèce et souvent répétée par les Encyclopédistes ; Lénine lui donne ici une autre signification, car il s'agissait à l'origine de la peur devant les forces de la nature.

le prolétaire et le petit exploitant à chaque instant de leur vie, les ruinant effectivement en les transformant en mendiants, en pauvres, en prostituées, les acculant à la famine : voilà la racine de la religion aujourd'hui. C'est ce que doit avoir en vue un matérialiste qui ne veut pas rester un simple écolier. Aucun manuel scientifique ne fera disparaître la religion chez des peuples écrasés par le bagne du capitalisme et soumis à ses forces aveugles de destructions tant qu'ils n'apprendront pas à combattre consciemment, avec méthode, ensemble et organisation, cette racine de la religion : la domination du capital sous toutes ses formes.

S'ensuit-il que les livres d'instruction antireligieuse sont nuisibles ou inutiles ? Nullement. Il s'ensuit que la propagande irréligieuse de la social-démocratie doit être subordonnée à son but fondamental : développer la lutte de classe des exploités contre les exploiteurs.

Celui qui n'a pas médité sur les bases du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins ne pas comprendre tout de suite) : Comment, nous subordonnerions une propagande d'idées, la diffusion de certaines idées, la lutte contre l'ennemie séculaire de la culture et du progrès (la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à une lutte pour des buts pratiques déterminés en matière économique et politique !

C'est là une des objections courantes que l'on fait au marxisme et qui témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique de Marx. La contradiction qui trouble ceux qui la formulent est celle même de la vie, c'est une contradiction dialectique, qui n'est ni verbale ni imaginaire. Tracer une barrière absolue, infranchissable, entre la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses dans certains milieux du prolétariat, et le succès, l'allure, les conditions de la lutte de classe de ces milieux, c'est raisonner contre

la dialectique, transformer en absolu ce qui est une limite relative et mobile, séparer violemment ce qui est intimement lié dans la réalité.

Prenons un exemple. Le prolétariat d'une certaine région et d'une certaine branche d'industrie se partage en une couche avancée de social-démocrates assez conscients, qui sont naturellement athées, et en ouvriers relativement arriérés, liés encore à la campagne et aux paysans, qui croient en Dieu, vont à l'église, ou même sont sous l'influence directe du prêtre de l'endroit, qui fonde, supposons, un syndicat chrétien. Supposons ensuite que la lutte économique dans cette localité amène une grève. Le marxiste doit mettre au premier plan le succès du mouvement gréviste et, nécessairement, il s'opposera avec énergie à toute division des ouvriers en athées et en chrétiens, il combattra énergiquement pareille division. La propagande de l'athéisme, dans ce cas, peut être inutile et nuisible, non du point de vue banal, pour ne pas effaroucher les gens arriérés, pour ne pas perdre un siège aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe, qui, dans la société capitaliste actuelle, amènera cent fois mieux les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme qu'une propagande antireligieuse toute nue. À un tel moment, en de telles circonstances, le propagandiste de l'athéisme ferait le jeu du prêtre en question et des prêtres en général, qui ne demandent pas mieux que de voir remplacer la division des ouvriers sur le plan de la grève par une division sur celui de la foi en Dieu.

L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix aiderait en fait les curés et la bourgeoisie (comme d'ailleurs les anarchistes sont toujours en fait les auxiliaires de la bourgeoisie). Le marxiste doit être matérialiste, c'est-à-dire ennemi de la religion, mais matérialiste dialectique : il ne posera pas la campagne antireligieuse clans l'abstrait, sur le terrain de la théorie pure et

immuable, mais concrètement, sur le terrain de la guerre de classe, qui est une réalité et qui, plus et mieux que tout, éduque les masses. Le marxiste doit tenir compte de toutes les circonstances concrètes, trouver toujours la limite entre l'anarchisme et l'opportunisme (cette limite est relative, mobile, changeante, mais elle existe), ne verser ni dans le « révolutionnarisme » abstrait, verbal et vide de l'anarchiste, ni dans la banalité et l'opportunisme du petit-bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui craint de combattre la religion, oublie ce devoir, s'accommode de la foi en Dieu, se guide non sur l'intérêt de la lutte de classe, mais sur de misérables petits calculs : ne pas froisser, ne pas repousser, ne pas effaroucher, selon le sage précepte : « vivre et laisser vivre les autres », etc., etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant les rapports de la social-démocratie et de la religion. On demande souvent par exemple si un prêtre peut être membre du parti et on répond d'habitude par l'affirmative sans aucune réserve, invoquant l'exemple des partis social-démocrates d'Occident. Cependant, dans cet exemple, nous n'avons pas seulement l'application de la doctrine marxiste au mouvement ouvrier, mais aussi l'influence de conditions historiques propres à l'Occident et inexistantes en Russie (nous en reparlerons par la suite), de sorte qu'une réponse absolument affirmative n'est pas juste. On ne peut pas, une fois pour toutes et pour n'importe quelles conditions, déclarer que les prêtres ne peuvent pas être membres du Parti social-démocrate ; mais il est aussi impossible d'avancer une fois pour toutes la proposition contraire.

Si un prêtre vient à nous pour faire le travail politique commun, s'il exécute consciencieusement la besogne que le parti lui confie, sans intervenir contre son programme, nous pouvons l'accepter dans nos rangs. Dans ces conditions, la contradiction qui existe entre l'esprit,

les fondements de notre programme et les convictions religieuses de ce prêtre peut rester strictement personnelle et le concerner uniquement ; une organisation politique ne peut pas faire passer d'examen à ses membres sur l'absence de contradiction entre leurs opinions et son programme. Naturellement, un cas de ce genre est une exception rare, même en Occident : en Russie, il est tout à fait invraisemblable[1]. Si, par exemple, un prêtre adhérait au parti et y faisait, comme travail principal et presque exclusif, une propagande active des idées religieuses, incontestablement le parti devrait l'exclure.

Nous devons non seulement admettre, mais attirer spécialement les ouvriers gardant leur foi en Dieu, nous sommes résolument contre la moindre insulte à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme, et non pour qu'ils combattent ce programme. Nous admettons la liberté d'opinion au sein du parti, mais dans certaines limites fixées par la liberté de groupement : nous ne sommes pas obligés de marcher la main dans la main avec les propagandistes actifs d'idées repoussées par la majorité du parti.

Autre exemple : peut-on, dans n'importe quelles conditions, condamner également des membres du Parti social-démocrate déclarant : « Le socialisme est ma religion » et prêchant des opinions correspondant à cette affirmation ? Non. Il y a certainement là une déviation du marxisme (donc du socialisme) ; mais l'importance de cette déviation diffère selon les circonstances. Si un agitateur ou un homme parlant devant un auditoire ouvrier s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour commencer son exposé, pour faire ressortir plus concrètement son opinion dans les termes habituels à un public peu développé, c'est une chose. C'en est une autre si un

1 Parce qu'en Russie l'Église était asservie au gouvernement.

écrivain se met (comme nos Lounatcharski et consorts) à prêcher la « construction de Dieu » ou le socialisme « constructeur de Dieu ».

Autant condamner dans le premier cas serait chercher chicane, ou même entraver mal à propos la liberté de l'agitateur, sa liberté « pédagogique », autant dans le second le désaveu du parti est un devoir et une nécessité. La proposition : « Le socialisme est une religion » est pour les uns une formule permettant le passage de la religion au socialisme ; pour d'autres elle mène du socialisme à la religion.

Passons aux circonstances qui ont fait naître en Occident l'interprétation opportuniste de la thèse : « la religion est chose privée ». Il y a certainement là l'influence des causes qui engendrent en général l'opportunisme, sacrifice des intérêts essentiels du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige que l'État déclare la religion affaire privée ; mais lui-même ne considère aucunement comme une « affaire privée » la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes dénaturent la chose en laissant entendre que le Parti social-démocrate tient la religion pour une affaire privée.

Mais outre la déformation opportuniste habituelle (qui n'a nullement été éclairée dans les débats de notre groupe parlementaire sur la question religieuse), il y a des conditions historiques spéciales qui expliquent l'extrême indifférence actuelle des social-démocrates d'Occident en cette matière. Elles sont doubles.

D'abord la lutte antireligieuse est la mission historique de la bourgeoisie révolutionnaire. En Occident, c'est la démocratie bourgeoise qui s'en est acquittée (plus ou moins complètement) pendant ses révolutions ou ses assauts contre la féodalité et le Moyen Âge. En France et en Allemagne, il y a une tradition de la guerre bourgeoise à la religion, commencée longtemps avant le socialisme

(les Encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, de par le caractère de notre révolution démocratique bourgeoise, la tâche incombe presque exclusivement à la classe ouvrière. La démocratie petite-bourgeoise (populiste) fait à ce point de vue non pas trop (comme l'imaginent les cadets nouvellement convertis aux Cent-noirs, ou les Cent-noirs « cadétisants » du recueil *Les Jalons*)[1], mais trop peu, en comparaison de l'Europe.

D'autre part, la tradition de la guerre bourgeoise à la religion a eu le temps de subir en Occident une déformation spécifiquement bourgeoise sous l'influence de l'anarchisme. Ce dernier, en effet, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois démontré, demeure sur le terrain de la philosophie bourgeoise, malgré toute la « violence » de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut, soit dit en passant, disciple de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes d'après 1880 en Autriche[2], ont porté la phrase révolutionnaire à son nec plus ultra dans le domaine antireligieux.

---

1 Dans un article consacré à ce recueil, qui eut en peu de temps plusieurs éditions, Lénine montre qu'il exprime bien la pensée actuelle du Parti cadet, malgré les dénégations de certains journaux. Or les auteurs, en considérant la révolution russe comme l'œuvre de quelques intellectuels, et non du peuple, adoptent la phraséologie des pires réactionnaires, des *Cent-noirs*. En philosophie aussi, ils opposent au matérialisme et à l'athéisme « intellectuels » la foi et la mystique, dans l'esprit de Dostoïevski et de Vladimir Soloviev.

2 J. Most fut social-démocrate et membre du Reichstag avant de devenir anarchiste. Le côté des idées de Dühring qui l'avait séduit est l'opposition à toute doctrine autoritaire et l'importance accordée aux syndicats. C'est sous son influence que se développa en Autriche-Hongrie la tendance radicale du Parti social-démocrate, qui se trouva compromise par les actes de terrorisme de quelques anarchistes en 1882-1884. Most fut poursuivi pour sacrilège.

Il ne faut donc pas s'étonner si les social-démocrates occidentaux prennent maintenant le contre-pied de l'erreur anarchiste. Cela se comprend et se justifie dans une certaine mesure, mais nous, social-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques spéciales de l'Occident.

En second lieu, en Occident, après l'achèvement des révolutions bourgeoises nationales, après l'instauration d'une liberté confessionnelle plus ou moins complète, la lutte de la démocratie contre la religion a été reléguée à l'arrière-plan par celle de la démocratie bourgeoise contre le socialisme, si bien que les gouvernements bourgeois ont tenté consciemment de détourner du socialisme l'attention du peuple en menant une « campagne » quasi libérale contre le cléricalisme. Le Kulturkampf en Allemagne, l'anticléricalisme des républicains bourgeois de France ont porté ce caractère. L'anticléricalisme bourgeois, comme moyen de distraire les ouvriers du socialisme, voilà ce qui a précédé en Occident la diffusion parmi les social-démocrates de leur « indifférence » actuelle envers la lutte antireligieuse. Encore une fois cela est compréhensible et légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien les social-démocrates devaient opposer la subordination de la lutte antireligieuse à la lutte pour le socialisme.

En Russie, la situation est tout autre. Le prolétariat est le guide de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit servir de guide moral dans la lutte contre le Moyen Âge sous toutes ses formes, y compris l'ancienne religion d'État et toutes les tentatives de la renouveler, de lui donner un fondement nouveau ou modifié, etc. Engels corrigeait avec une relative mansuétude l'opportunisme des social-démocrates allemands qui à la revendication du parti ouvrier : la religion doit être affaire privée pour l'État, substituaient l'affirmation que la religion est affaire privée pour les social-démocrates eux-mêmes et

pour le parti. Mais il est aisé de comprendre qu'il aurait condamné cent fois plus violemment les opportunistes russes reprenant à leur compte cette déviation allemande.

En déclarant à la tribune de la Douma que la religion est l'opium du peuple, notre groupe a donc parfaitement agi et il a créé ainsi un précédent qui servira de base à toutes les interventions des social-démocrates russes sur le même sujet. Fallait-il aller plus loin et développer en détail nos conclusions athées ? Nous pensons que non. Cela aurait pu amener une exagération de la lutte antireligieuse de la part du parti politique du prolétariat et effacer la séparation entre les deux méthodes bourgeoise et socialiste de combattre la religion. Le groupe social-démocrate a donc accompli avec honneur la première partie de sa besogne dans la Douma réactionnaire.

La seconde partie, et peut-être la plus importante pour la social-démocratie – expliquer le rôle social de l'Église et du clergé comme soutien du gouvernement des Centnoirs et de la bourgeoisie contre la classe ouvrière – a été non moins honorablement accomplie. Sans doute on pourrait dire beaucoup sur ce sujet ; dans leurs interventions suivantes les social-démocrates sauront compléter le discours de Sourkov ; néanmoins ce discours était excellent, et il est du devoir de toutes nos organisations de le répandre.

La troisième partie devrait être d'expliquer minutieusement le sens exact de la proposition, si souvent déformée par les opportunistes allemands : « La religion est chose privée ». Cela, malheureusement, le camarade Sourkov ne l'a pas fait. C'est d'autant plus regrettable que précédemment le groupe avait laissé commettre sur ce point une erreur, signalée en son temps par *Le Prolétaire*, celle du camarade Biélooussov. Les débats au sein du groupe montrent que la discussion sur l'athéisme a détourné l'attention du groupe de la juste interprétation de cette fameuse revendication : la religion affaire privée.

Nous n'accuserons pas de cette faute de tout le groupe le seul camarade Sourkov. Nous reconnaissons même que c'est la faute de tout le parti, qui n'a pas assez mis en lumière cette question, pas assez imprimé dans la conscience des social-démocrates l'observation d'Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats du groupe montrent qu'il y a eu défaut de compréhension et nullement refus de suivre l'enseignement de Marx ; nous sommes convaincus que cette faute sera réparée lors de nos prochaines interventions.

Dans l'ensemble, nous le répétons, le discours de Sourkov est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. Dans l'examen qu'il en a fait, notre groupe a accompli consciencieusement son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter que la presse du parti publie plus souvent des correspondances sur les débats du groupe parlementaire pour rapprocher ce groupe du parti, pour faire connaître au parti les durs travaux intérieurs du groupe, pour maintenir l'unité de pensée dans l'activité du parti et du groupe parlementaire.

Le Prolétaire, n° 45, 13-26 mai 1909.

L'état d'esprit de découragement qui était la conséquence inévitable de la défaite de la révolution se manifesta par une passivité générale des ouvriers. On a déjà vu la chute brusque du nombre des grévistes en 1908 et en 1909. Cependant dans le domaine économique une animation relative subsistait: les seules organisations qui intéressent aujourd'hui sont les syndicats, les coopératives, et aussi les œuvres d'éducation, d'ailleurs les uns et les autres relativement tolérés par le pouvoir. Envers la politique au contraire l'indifférence est complète: les militants éprouvés sont emprisonnés, les dirigeants ont fui les persécutions à l'étranger, et les ouvriers de sentiment révolutionnaire, mais sans formation sérieuse, sans conviction réfléchie, rentrent dans la vie privée. Ainsi les partis voient fondre leurs rangs[1].

Le Parti social-démocrate est cruellement éprouvé numériquement et moralement. Des organisations entières disparaissent: ce sont celles qui étaient formées surtout d'intellectuels. Parmi les intellectuels en effet, les uns, qui avaient été séduits d'abord par l'éclat des mots d'ordre révolutionnaires, devaient naturellement s'en aller une fois les jours sombres arrivés; les autres, qui en réalité et par suite de leur origine petite-bourgeoise avaient un idéal plutôt démocratique que prolétarien, estiment inutile de militer encore pour des revendications partiellement satisfaites.

1 Comme illustration, on peut citer les chiffres de l'organisation provinciale de Moscou (embrassant la province de Moscou, moins la ville): sur un territoire comptant environ 300 000 ouvriers industriels, on a, en 1905-06, 2 000 social-démocrates; en 1909, 260; en 1910, environ 150. Pour juger des inconvénients résultant du transfert à l'étranger des organes dirigeants du parti, il faut savoir par exemple le peu d'exemplaires du *Prolétaire* qui parvenaient en Russie: du n° 39, 13 exemplaires; des n^{os} 41, 42 et 43, 62 exemplaires; du n° 44, 112 exemplaires; du n° 46, 436 exemplaires; du n° 47-48, 1 131 exemplaires.

Cet état d'esprit de décadence donne naissance dans chaque fraction du parti à diverses tendances.

Parmi les mencheviks, on se pose la question : faut-il conserver l'ancien Parti social-démocrate, faut-il continuer son œuvre, faut-il de nouveau rentrer dans l'illégalité et comment ? Les plus à droite répondent dans le sens de la légalisation à tout prix, en renonçant même au programme du parti, à sa tactique et à sa structure. Il ne s'agissait de rien moins que de considérer comme « les éléments les plus actifs de la classe ouvrière » ceux qui étaient sortis du parti, et de retirer au parti « *la décision des questions concernant la politique journalière et le mouvement ouvrier* » pour la remettre à des conférences des « *éléments social-démocrates qui trouvent actuellement l'emploi de leur activité social-démocrate hors du cadre du parti* ». C'est la tendance des liquidateurs. La crise ainsi n'est « pas seulement d'organisation, mais aussi d'idées et de politique » (Lénine : Sur la route, article du 28 février 1909). Les « liquidateurs » sont la majorité dans la fraction ; il y a cependant des symptômes de formation d'une minorité qui élève la voix contre eux : ce sont les « mencheviks de parti », assez forts à Moscou et avec lesquels marche Plékhanov.

Parmi les bolcheviks, la tendance boycottiste condamnée par la conférence de Viborg en juillet 1907 se transforme, après l'élection de 15 députés social-démocrates à la troisième Douma, en tendance otzoviste réclamant le « rappel » de ces députés. La conduite de la fraction social-démocrate, en effet, donnait prise à des critiques justifiées de timidité, d'inactivité et même d'opportunisme : une conférence tenue à Moscou en mai 1908 était mise en présence d'une résolution constatant « *que presque six mois de session avaient clairement montré l'impossibilité pour les députés social-démocrates d'avoir aucune action d'agitation ni d'organisation... et que leur conduite, telle qu'elle s'était manifestée dans les interventions publiques à la Douma, ne portait aucun caractère social-démocrate révolutionnaire* ». On invitait ces députés à déposer leurs mandats, seul moyen

de « *souligner tant la véritable nature de la Douma que la tactique révolutionnaire du Parti social-démocrate de Russie* ». Cette résolution était repoussée, mais la discussion se trouvait du fait même engagée. Bogdanov, un des leaders boycottistes de 1907, écrivait qu'il ne fallait pas prendre une mesure aussi risquée que de rappeler les députés, avant d'avoir épuisé tous les moyens d'action pour les ramener à de meilleurs sentiments, avant de leur avoir posé deux ultimatums : obéissance absolue au parti et au comité central, subordination de leur action parlementaire à l'action extra-parlementaire du parti. Ainsi se développait, aux côtés de l'otzovisme (rappel immédiat), l'ultimatisme (rappel ajourné jusqu'après la réponse aux deux ultimatums).

Dans le Parti social-démocrate se manifestait, on l'a déjà vu, une autre tendance qui touchait non plus seulement à la tactique ou à l'organisation, mais à la philosophie même du marxisme. Gorki alors social-démocrate, et après lui Lounatcharski, avaient émis l'idée que le socialisme, pour être accessible aux éléments non prolétariens, aux paysans entre autres, ne devait pas leur être présenté sous l'apparence « de formules sévères et froides », mais devait être adapté à leur façon de penser, en particulier à leur mentalité religieuse. Il faut dire à l'homme religieux : « *Tu cherches Dieu ? Dieu, c'est l'humanité de demain ; construis-le en commun avec l'humanité d'aujourd'hui, en te joignant à ses éléments d'avant-garde.* » Ainsi aux « chercheurs de Dieu » en vogue à cette époque dans la société intellectuelle, il y avait des social-démocrates qui, se plaçant sur le même terrain, opposaient la « construction de Dieu ». Bogdanov, le défenseur de l'otzovisme, était aussi l'inventeur d'une philosophie qui prétendait concilier l'idéalisme des néo-kantistes avec le matérialisme, sous le nom d'« empiriomonisme ».

Contre ces diverses tendances, la réaction fut vigoureuse dans la fraction bolcheviste. Cette dernière, ayant la majorité à la conférence nationale tenue le 21 décembre 1908 à Paris, fit adopter une série de

résolutions qui affirmaient de nouveau la vieille conception du parti, les vieux objectifs révolutionnaires; la tendance à « liquider l'organisation existante du parti et à la remplacer par un groupement informe, dans le cadre de la légalité à tout prix » devait être combattue; il fallait au contraire « *créer et renforcer le parti illégal, car sous sa direction seulement peuvent être convenablement menées l'agitation parmi les masses, l'action du parti sur la fraction parlementaire et autour de la fraction parlementaire, toute l'utilisation des organisations légales et semi-légales sans diminution des objectifs de classe de la social-démocratie* ». Un paragraphe affirmait la nécessité d'utiliser la tribune de la troisième Douma pour l'agitation révolutionnaire.

La guerre était ainsi déclarée à la fois aux liquidateurs et à l'otzovisme. *Le Prolétaire* ne cessait de critiquer ce dernier et son acolyte l'ultimatisme. Enfin dans les derniers jours de juin 1909 une « conférence de la rédaction élargie du *Prolétaire* », c'est-à-dire des bolcheviks, tenue à Paris, se termina par la condamnation à la fois de ces deux « déviations du marxisme révolutionnaire » (« Le bolchevisme comme fraction n'a rien de commun avec l'otzovisme et l'ultimatisme ») et de ceux qui prétendaient « donner au socialisme scientifique le caractère d'une croyance religieuse », c'est-à-dire les « constructeurs de Dieu ».

À ce moment la situation est grave: on est à la veille d'une scission parmi les dirigeants de la fraction bolcheviste. Aussi Lénine revient-il fréquemment sur ce thème dans *Le Prolétaire*, publié maintenant à Genève. Le n° 46 contient à la fois, dans son supplément, le texte des résolutions de la conférence bolcheviste de Paris, un article d'« introduction » à ces résolutions de Lénine, et, dans le corps du journal, l'article ci-dessous.

La liquidation des liquidateurs[1]

Dans le supplément spécial au présent numéro du *Prolétaire*, le lecteur trouvera un compte rendu de la conférence des bolcheviks et le texte des résolutions adoptées. Nous avons l'intention, dans cet article, de juger du point de vue de notre fraction et de tout le Parti ouvrier social-démocrate de Russie cette conférence et la séparation qui s'y est produite d'un petit groupe de bolcheviks[2].

Ces deux dernières années, à compter environ du coup d'État du 3 juin 1907, sont une époque de brusque revirement, de crise pénible dans l'histoire de la révolution russe et dans celle du mouvement ouvrier et du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. La conférence

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome XI, 1re partie, p. 272-279.

2 En juin 1909, se tint à Paris, dans l'appartement de Lénine, une conférence de la rédaction élargie du *Prolétaire* (Lénine, Zinoviev, Kaménev, Bogdanov, trois représentants de Saint-Pétersbourg, de Moscou et de l'Oural et cinq membres bolcheviques du comité central). Il y fut adopté des résolutions qui déterminèrent la tactique des bolcheviks jusqu'à la conférence de 1912 : condamnation de l'otzo*visme,* de l'*ultimatisme* et des « constructeurs de Dieu ». À cette conférence, A. Bogdanov et un autre représentant de l'opposition déclarèrent que les décisions prises étaient illégitimes, qu'en les adoptant, la conférence proclamait la scission de la fraction et qu'ils ne les mettraient pas en pratique. Bogdanov ajouta qu'il ne s'y soumettrait pas. Lénine constate que cet incident consacre la séparation formelle de Bogdanov d'avec la *fraction* bolcheviste, mais *non d'avec le parti, car « la fraction n'est pas un parti. Un parti peut renfermer toute une gamme de nuances, dont les extrêmes peuvent même être absolument contraires ».* Le centre matériel du groupe de Bogdanov était l'école de propagandistes fondée par lui, Lounatcharski, Gorki et leurs amis, sans la sanction du comité central, à Capri.

nationale du parti, en décembre 1908, en a fait le bilan, en ce qui concerne la situation politique, l'état du mouvement révolutionnaire et ses perspectives, les objectifs du parti de la classe ouvrière dans la période actuelle[1]. Les résolutions de cette conférence resteront le patrimoine inviolable du parti, et ceux d'entre les mencheviks-opportunistes qui ont voulu les critiquer coûte que coûte n'ont fait que mettre en évidence l'impuissance de leur « critique », incapable d'opposer à ces résolutions quoi que ce soit de sensé, de logique, de systématique[2].

Mais la conférence ne nous a pas donné seulement cela. Elle a joué un rôle des plus importants dans la vie du parti en signalant de nouveaux groupements doctrinaux dans les deux fractions menchevisteet bolcheviste. La lutte entre ces fractions a rempli, on peut le dire sans exagération, toute l'histoire du parti, immédiatement avant la révolution et pendant la révolution. C'est pourquoi les nouveaux groupements sont dans la vie du parti un phénomène très grave, que tous les social-démocrates doivent méditer, comprendre et s'assimiler afin de pouvoir juger consciemment des nouveaux problèmes posés par notre situation.

Ces nouveaux groupements peuvent être caractérisés sommairement comme l'apparition, aux deux extrémités

1 La conférence du Parti social-démocrate tenue à Paris en décembre 1908 avait adopté, contre les mencheviks et contre l'opposition bolcheviste, les résolutions proposées par le groupe de Lénine, entre autres une longue résolution constatant le changement de nature et de politique du pouvoir, la présence d'une nouvelle bourgeoisie contre-révolutionnaire, enfin l'expérience révolutionnaire acquise par le gros de la population et concluant de là à la nécessité de maintenir les anciens mots d'ordre et de renforcer le parti clandestin.

2 Dans l'organe menchevisteLa voix de la social-démocratie, éditée à l'étranger, Martov qualifia les résolutions de décembre 1908 de réactionnaires, ramenant le mouvement « *à la forme, dépassée par l'histoire, de l'organisation conspirative centralisée et fermée* ».

du parti, d'une tendance liquidatrice et d'une résistance à cette tendance.

Chez les mencheviks, la tendance liquidatrice s'est manifestée nettement vers décembre 1908[1]. Elle n'a guère été combattue que par les deux autres fractions (bolcheviks, social-démocrates polonais et lettons, une partie du Bund)[2]. Les « mencheviks de parti », les mencheviks-adversaires des liquidateurs, s'annonçaient à peine alors comme tendance, n'agissant jamais collectivement ni ouvertement.

Chez les bolcheviks, on vit deux groupes se dessiner nettement et agir au grand jour : la majorité écrasante des bolcheviks orthodoxes[3], qui combattaient résolument l'otzovisme et qui firent triompher leur idées dans toutes les résolutions de la conférence, et la minorité otzoviste, qui défendait ses opinions comme groupe séparé et qui fut soutenue plus d'une fois par les ultimatistes hésitant entre les otzovistes et les bolcheviks orthodoxes. *Le Prolétaire* (voyez surtout les n^{os} 39, 42, 44)[4] a déjà maintes fois dit et montré que les otzovistes (et les ultimatistes dans la mesure où ils penchent vers eux) ne sont que

1 Par une résolution présentée à la conférence du parti, et aussi par la publication à Moscou d'une brochure où il était soutenu que le parti était un anachronisme nuisible. Mais déjà en automne 1908 il s'était formé parmi les mencheviks de Moscou un groupe de 11 à 14 membres « *qui pensaient que toute tentative de restaurer les anciennes formes d'organisation était une utopie réactionnaire* ».

2 À la conférence de décembre, les représentants du *Bund* votèrent pour la résolution des bolcheviks orthodoxes.

3 On appela ainsi à cette époque les bolcheviks *non-otzovistes* ou *nézovistes,* comme disaient les ouvriers.

4 Le n° 39 du *Prolétaire* (13 novembre 1908) contenait une lettre d'un ouvrier *otzoviste* de Moscou et, en réponse, un article de Lénine ; le n° 42 (12 février 1909), un article de Zinoviev sur la conférence panrusse de Paris ; le supplément au n° 44 (4 avril 1909) un article de Lénine analysant et critiquant la résolution des *otzovistes* de Saint-Pétersbourg.

des mencheviks à rebours, des liquidateurs d'une espèce nouvelle.

Ainsi, chez les mencheviks, majorité écrasante de liquidateurs et ébauche de lutte contre ces derniers de la part des mencheviks de parti ; chez les bolcheviks, domination totale des éléments orthodoxes et minorité d'otzovistes agissant ouvertement[1] – telle est la situation intérieure du parti telle qu'elle s'est dessinée à la conférence nationale de décembre.

Qu'est-ce que la tendance liquidatrice ? Quelles sont les causes de son apparition ? Pourquoi les otzovistes (et les « constructeurs de Dieu » dont nous dirons quelques mots plus bas) sont-ils aussi des liquidateurs, des mencheviks à rebours ? Bref, quelles sont la signification et la valeur sociales des nouveaux groupements de notre parti ?

En doctrine, la tendance liquidatrice au sens étroit du terme, celle des liquidateurs mencheviques, c'est la négation de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat en général et, en particulier, la négation de l'hégémonie du prolétariat dans notre révolution démocratique bourgeoise. Cette négation, il va de soi, revêt des formes diverses, elle est plus ou moins consciente, tranchée, conséquente. On peut citer par exemple Tchérévanine et Potressov. Le premier a donné du rôle du prolétariat dans la révolution une appréciation telle que toute la rédaction de *La Voix du social-démocrate*, avant sa scission (c'est-à-dire avec Plékhanov et Martov-Dan-Axelrod-Martinov), a été obligée de se désolidariser de lui[2], quoique sous une

1 Lénine, dans toute cette polémique, distingue les *otzovistes* déclarés, comme Stanislas Volski, un des principaux militants de Moscou, et ceux qui, tout en les désavouant dans la forme, les défendent d'une façon ou de l'autre, comme Bogdanov. Il s'attache à montrer que ces derniers sont au fond des *otzovistes* plus hypocrites.

2 Le menchevik Tchérévanine avait publié à Moscou, en 1907, un livre intitulé *Le prolétariat dans la révolution* qui, par ses

forme foncièrement insuffisante : elle a désavoué le liquidationnisme conséquent dans le Vorwaerts, devant les Allemands, sans publier sa déclaration dans *La Voix du social-démocrate*, pour le lecteur russe ! Potressov, dans un article du Mouvement social en Russie au début du XX^e^ siècle, liquidait si bien l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution russe que Plékhanov sortit de la rédaction liquidationniste de ce recueil collectif [1].

En matière d'organisation, la tendance liquidatrice nie la nécessité d'un parti social-démocrate illégal ; c'est en conséquence renier le Parti ouvrier social-démocrate, l'abandonner, le combattre dans la presse légale, les organisations ouvrières légales, syndicats, coopératives, congrès auxquels participent des députés ouvriers, etc. Les exemples de ce liquidationnisme mencheviste foisonnent dans l'histoire de chaque organisation du parti durant ces deux dernières années. Comme cas particulièrement frappant, nous avons indiqué (*Prolétaire*, n° 41,

---

tendances révisionnistes, suscita la protestation de la marxiste hollandaise H. Roland-Holst qui en avait préfacé la traduction allemande. Alors le *Goloss social-démokrata* (Voix du social-démocrate), organe des mencheviks (publié à Genève depuis février 1908) se désolidarisa de l'auteur dans une note du *Vorwaerts*. *Mais* ce désaveu ne fut ni reproduit ni expliqué en Russie. Les dirigeants menchevistes se refusant à condamner franchement les liquidateurs, Plékhanov, qui était membre de la rédaction du *Goloss social-démokrata,* cessa d'y travailler en décembre 1908 et en sortit formellement en mai 1909.

1 En 1908, les mencheviks de Russie entreprirent la publication d'un grand ouvrage collectif en cinq volumes sur *Le mouvement social en Russie au début du XX^e^ siècle*. Plékhanov consentit d'abord à faire partie de la rédaction, avec Martov, Maslov, Potressov. Mais quand ce dernier donna lecture de son article sur l'*Évolution de la pensée sociale et politique à l'époque prérévolutionnaire* pour le premier volume, Plékhanov s'écria, comme il le raconte lui-même : « *Mais c'est là ce que nous appelions autrefois le marxisme légal!* » et bientôt voyant le mal profond, il se retira de la rédaction du recueil (été 1908).

reproduit dans la brochure : La conférence nationale du Parti ouvrier social-démocrate de Russie [décembre 1908]) celui où les membres menchevistes du comité central ont tenté tout simplement de saboter le comité central du parti, de faire cesser le fonctionnement de cet organe[1]. Comme symptôme de la désagrégation presque totale des organisations menchevistes illégales en Russie, on peut indiquer que la « délégation caucasienne » à la dernière conférence du parti était presque entièrement composée de militants de l'étranger[2] et que la rédaction de *La Voix du social-démocrate* fut confirmée (au début de 1908) par le comité central en tant que groupe littéraire distinct sans liaison aucune avec n'importe quelle organisation de Russie.

Les mencheviks ne font pas le bilan de toutes ces manifestations des tendances liquidatrices. Ou bien ils les dissimulent, ou bien ils s'embrouillent eux-mêmes, sans comprendre la valeur des différents faits, se perdant dans les détails, les espèces, les personnalités, ne sachant pas généraliser, ne pénétrant pas la signification de ce qui se passe.

Or, cette signification est que l'aile opportuniste du parti ouvrier devait nécessairement, dans une époque de révolution bourgeoise, se trouver, en cas de crise, de désagrégation et de dissolution, soit totalement liquidatrice, soit prisonnière des liquidateurs. À l'époque de la révolution bourgeoise, il est fatal qu'il se joigne au parti du prolétariat des « compagnons de route » (en allemand

1 En 1908, les mencheviks cessèrent de prendre aucune part aux travaux du comité central élu au congrès de Londres, sous prétexte que c'était « un simple paravent du centre bolchevique », qu'il persécutait systématiquement le groupe parlementaire, qu'il désorganisait les syndicats légaux, etc.

2 Dan et Axelrod participaient à cette conférence de décembre 1908 comme délégués du comité transcaucasien dirigé par Jordania. Le Caucase était le seul endroit de Russie où subsistaient les organisations illégales menchevistes.

cela s'appelle *Mitläufer*), moins capables de s'assimiler la théorie et la tactique prolétariennes, moins capables de tenir bon en période de désagrégation, plus enclins à pousser l'opportunisme jusqu'au bout[1]. La décadence est venue : une masse d'intellectuels et de littérateurs menchevistes se sont, en fait, ralliés aux libéraux. La vague des intellectuels s'est retirée du parti, et, par suite, ce sont les organisations menchevistes qui se sont le plus désagrégées[2]. Ceux d'entre les mencheviks qui sympathisaient sincèrement avec le prolétariat et la lutte de classe prolétarienne, avec la théorie révolutionnaire prolétarienne (il y en a toujours eu, de ces mencheviks, qui justifiaient leur opportunisme par le désir de tenir compte de tous les changements de situation, de toutes les sinuosités du chemin de l'histoire), ces mencheviks, dis-je, se sont trouvés « encore une fois en minorité »[3], en minorité parmi les minoritaires[4], sans volonté ferme de combattre les liquidateurs, sans forces pour mener cette lutte avec succès. Mais les « compagnons de route » opportunistes, eux, s'enfoncent de plus en plus dans le libéralisme. Potressov s'est rendu insupportable à Plékhanov, Tchérévanine à *La Voix du social-démocrate*, les intellectuels menchevistes aux ouvriers menchevistes de Moscou, et ainsi de suite. Les mencheviks de parti, les mencheviks-marxistes orthodoxes commencent à se séparer et, par la force des choses, allant au parti, ils vont aux bolcheviks. À nous de le comprendre, de nous efforcer partout et toujours de séparer les liquidateurs

1 Les effectifs du Parti social-démocrate s'étaient considérablement et subitement enflés en 1905-1906.

2 Parmi les délégués au congrès de Londres en 1907, on trouvait chez les mencheviks 52 % d'intellectuels (instruction secondaire et supérieure) au lieu de 6 % chez les bolcheviks.

3 Allusion à une brochure de Martov en 1903 : *Encore une fois en minorité*.

4 *Menchevique* signifie *minoritaire*.

des mencheviks de parti, de nous rapprocher de ces derniers, non pas pour effacer nos désaccords de principe, mais pour regrouper un parti ouvrier vraiment un, où les divergences n'entravent pas le travail commun, l'attaque commune, la lutte commune[1].

Mais est-ce que les « compagnons de route » petits-bourgeois du prolétariat sont l'apanage exclusif de la fraction menchevisteʔ Non. Nous avons déjà indiqué dans le nº 39 du *Prolétaire* qu'il y en a aussi parmi les bolcheviks[2], ainsi qu'en témoignent les procédés d'argumentation des otzovistes conséquents et le caractère de leurs tentatives pour fonder en droit leur tactique « nouvelle ». Aucune fraction tant soit peu considérable d'un grand parti ouvrier ne pouvait éviter, en époque de révolution bourgeoise, d'accueillir un certain nombre de « compagnons de route » de nuances diverses. Ce phénomène est inévitable, même dans les pays capitalistes les plus développés, après l'achèvement de la révolution bourgeoise, car le prolétariat est toujours en contact avec les éléments les plus divers de la petite bourgeoisie et se recrute continuellement parmi eux. Il n'y a là rien d'anormal ni

1 Il devait en effet se conclure une alliance entre les « mencheviks de parti » et les bolcheviks. En janvier 1910 devait se tenir une session du comité central en vue du rétablissement de l'unité. La conférence du *Prolétaire* avait déclaré : « *À l'heure difficile que nous traversons, ce serait de notre part un crime de ne pas tendre la main aux hommes de parti des autres fractions qui prennent la défense du marxisme et de l'idée de parti contre les liquidateurs.* » C'était proposer l'alliance à Plékhanov et à son groupe contre les liquidateurs d'une part et les otzovistes d'autre part. Ces derniers inscrivirent au nombre de leurs griefs contre les « léninistes » ces avances à Plékhanov.

2 Lénine indique dans cet article que la différenciation entre socialistes véritables et compagnons d'un moment attirés au prolétariat par l'éclat des mots d'ordre ou les objectifs démocratiques communs à celui-ci et aux cadets se produit chez les bolcheviks comme chez les mencheviks, mais avec bien moins de démoralisation et de déchet.

de menaçant, pourvu que le parti du prolétariat sache s'assimiler les éléments étrangers, se les subordonner et non se subordonner à eux, comprendre à temps que tels ou tels éléments sont véritablement étrangers et qu'il faut, dans certaines circonstances, s'en désolidariser nettement et publiquement. Sous ce rapport, la différence entre les deux fractions du parti social-démocrate est que les mencheviks sont prisonniers des liquidateurs (c'est-à-dire des « compagnons de route »), comme en témoignent, parmi les mencheviks eux-mêmes, en Russie leurs partisans de Moscou et à l'étranger Plékhanov, par sa rupture avec Potressov et avec *La Voix du social-démocrate*, tandis que chez les bolcheviks les éléments liquidateurs, otzovistes et « constructeurs de Dieu », ont été dès le début une infime minorité, mise dans l'impossibilité de nuire et ensuite écartée.

Que l'otzovisme soit du menchevisme à rebours, que lui aussi conduise infailliblement au liquidationnisme, seulement à un liquidationnisme un peu différent, cela ne fait pas de doute. Il ne s'agit pas, évidemment, d'individus ou de groupes, mais de l'orientation objective de la tendance, puisqu'elle cesse d'être un état d'esprit et tente de s'organiser.

Les bolcheviks ont toujours déclaré, avant la révolution : premièrement, qu'ils voulaient non pas constituer une tendance à part dans le socialisme, mais appliquer au fait nouveau de notre révolution les principes fondamentaux de toute la social-démocratie révolutionnaire, marxiste-orthodoxe internationale ; deuxièmement, qu'ils sauraient remplir leur devoir même dans le terre à terre du pénible travail quotidien, si, après le combat, après l'épuisement de toutes les possibilités révolutionnaires, l'histoire nous obligeait à nous traîner par les sentiers d'une « Constitution autocratique ». Tout lecteur attentif trouvera ces déclarations dans les publications social-démocrates de 1905. Elles ont une valeur immense

en tant qu'engagement contracté par toute la fraction, en tant que ligne de conduite consciemment choisie.

Pour remplir cet engagement devant le prolétariat, il fallait travailler à digérer, à éduquer ceux qu'attiraient à la social-démocratie les journées de liberté (il s'est même formé un type du « social-démocrate des journées de liberté »), ceux qu'entraînaient surtout la hardiesse et l'« éclat » révolutionnaires des mots d'ordre, ceux qui n'avaient pas assez de fermeté pour lutter non seulement dans les jours de fête révolutionnaires, mais aussi dans les jours de semaine contre-révolutionnaires. Une partie de ces éléments est entrée peu à peu dans l'action prolétarienne et s'est assimilé la philosophie marxiste. Le reste a appris par cœur, sans les assimiler, quelques devises, ressasse de vieux mots et est incapable d'appliquer les vieux principes de la tactique social-démocrate révolutionnaire aux circonstances nouvelles. La destinée des uns et des autres est illustrée par l'évolution de ceux qui voulaient boycotter la troisième Douma. En juin 1907, ils formaient la majorité de la fraction bolchevik[1]. Mais *Le Prolétaire* suivait une ligne fermement antiboycottiste. La vie a confirmé cette tactique et, un an après, les otzovistes se sont trouvés en minorité parmi les bolcheviks (14 voix contre 18, en été 1908, dans l'organisation de Moscou, citadelle de l'ancien boycottisme)[2]. Après un an encore, après que l'erreur de l'otzovisme eut été expliquée maintes fois et sous tous les aspects, la fraction bolcheviste – et c'est là la signification de la récente conférence des bolcheviks – en finit définitivement avec l'otzovisme et son acolyte l'ultimatisme et liquida définitivement cette forme originale de liquidationnisme.

1 Voir plus haut l'article « Sur le boycottage » et l'introduction.

2 En mai 1908, à la conférence de la ville de Moscou, les otzovistes présentèrent pour la première fois une résolution propre, qui fut repoussée par 18 voix contre 14.

Que l'on ne nous reproche donc pas une « nouvelle scission »[1]. Nous expliquons en détail dans le compte rendu de notre conférence nos objectifs et notre façon de considérer la chose. Nous avons épuisé toutes les ressources et tous les moyens de convaincre les camarades dissidents, nous nous y sommes appliqués pendant plus d'un an et demi. Mais, en tant que fraction, c'est-à-dire en tant que groupement d'une certaine opinion dans le parti, nous ne pouvons pas travailler sans unité de vues sur les questions fondamentales. Rompre avec une fraction n'est pas rompre avec le parti. Ceux qui ont rompu avec notre fraction ne perdent nullement la faculté de travailler dans le parti. Ou bien ils resteront « francs-tireurs », c'est-à-dire en dehors de toute fraction[2], et le milieu du parti devra les absorber ; ou bien ils tâcheront de créer une nouvelle fraction – c'est leur droit, s'ils veulent défendre et développer leur nuance propre de pensée et de tactique – et alors tout le parti verra très rapidement de ses propres yeux comment se manifestent pratiquement les tendances dont nous avons essayé plus haut d'apprécier la doctrine[3].

Ce sont les bolcheviks qui mènent le parti. Pour mener, il faut connaître le chemin, il faut cesser d'hésiter,

1 Allusion à la protestation de Bogdanov contre la décision de la conférence de juin 1909.

2 Il y avait en effet des bolcheviks qui, sans être d'accord avec les otzovistes ou les ultimatistes, trouvaient qu'il était inutile de les combattre et, par suite, restaient neutres entre eux et les « orthodoxes ». Ainsi l'ouvrier Voronine, un des fondateurs de l'école de Capri, qui se rallia ensuite au groupe de Lénine. D'autres social-démocrates « sans fraction », mais provenant plutôt du camp mencheviste, se groupaient alors autour du journal *Pravda,* édité à Vienne par Trotsky depuis août 1908 et qui, par sa forme populaire, avait un grand succès en Russie parmi les ouvriers.

3 Lénine prévoit ici la formation du groupe *Vpériod* (en décembre 1909), renfermant ensemble otzovistes, ultimatistes et « constructeurs de Dieu ».

cesser de perdre son temps à convaincre les hésitants et à combattre les dissidents de sa propre fraction. L'otzovisme et son acolyte l'ultimatisme sont incompatibles avec le travail que les circonstances exigent aujourd'hui des social-démocrates révolutionnaires. Nous avons appris pendant la révolution à « parler français », c'est-à-dire à jeter dans le mouvement le maximum de mots d'ordre d'impulsion, à augmenter l'énergie et l'envergure de l'action directe des masses. Nous devons maintenant, en période de stagnation, de réaction, de désagrégation, apprendre à « parler allemand », c'est-à-dire à agir lentement (il est impossible d'agir autrement tant qu'il n'y aura pas de recrudescence du mouvement), systématiquement, opiniâtrement, en avançant pas à pas, en gagnant du terrain pouce par pouce. Celui qui trouve ce travail ennuyeux, qui ne comprend pas la nécessité de conserver et de développer les bases révolutionnaires de la tactique social-démocrate dans cette voie aussi, à ce détour de la voie aussi, prend en vain le nom de marxiste[1].

Notre parti ne peut aller de l'avant sans liquider résolument le liquidationnisme. Or, au liquidationnisme n'appartiennent pas seulement les tendances franchement liquidatrices des mencheviks et leur tactique opportuniste. Le menchevisme à rebours y appartient aussi. Y appartiennent aussi l'otzovisme et l'ultimatisme, qui contrecarrent le parti dans sa tâche actuelle spéciale, conditionnée par le moment présent : utiliser la tribune de la Douma et se faire des points d'appui de toutes les organisations semi-légales et légales de la classe ouvrière.

1 Dans la littérature de l'époque, « parler français » signifie imiter la révolution française, agir révolutionnairement, et « parler allemand » user des procédés employés par la social-démocratie allemande sous le régime des lois d'exception de Bismarck, à savoir conservation du parti illégal et de son rôle dirigeant, mais utilisation du Parlement, des syndicats et de tous les moyens légaux.

Y appartiennent la « construction de Dieu » et la défense de cette tendance, qui rompent radicalement avec les bases du marxisme. Y appartient l'incompréhension des objectifs bolchevistes dans le parti, objectifs qui, en 1906-1907, consistaient dans le renversement d'un comité central mencheviste n'ayant pas la majorité au sein du parti[1] (ni les Polonais, ni les Lettons, ni le Bund ne soutenaient alors le C. C. purement mencheviste), et qui consistent maintenant dans l'éducation patiente des éléments du parti, dans leur cimentation, dans la création d'un parti prolétarien réellement un et solide. Les bolcheviks ont déblayé le terrain au véritable esprit de parti par leur lutte intransigeante contre les éléments hostiles au parti, en 1903-1905 et 1906-1907. Ils doivent maintenant construire le parti, faire de leur fraction le parti, construire le parti à l'aide des positions conquises par la lutte des fractions.

Tels sont les objectifs de notre fraction dans le moment politique que nous traversons et dans la situation générale de tout le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Ils ont été répétés et développés une fois de plus et en détail dans les résolutions de la récente conférence bolcheviste. Les rangs sont reformés pour une bataille nouvelle. On a tenu compte du changement des circonstances. La voie est choisie. En avant dans cette voie ! et le Parti social-démocrate ouvrier révolutionnaire de Russie deviendra rapidement une force que n'ébranlera aucune réaction et qui se mettra à la tête de toutes les classes militantes du peuple lors de la prochaine campagne de notre révolution.

Le Prolétaire, n° 46, 11-24 juillet 1909.

1 Le comité central issu du congrès de Stockholm.

En réponse à la décision de la conférence bolcheviste de juin 1909, Bogdanov et Krassine publièrent à l'étranger une feuille intitulée : *Compte rendu aux camarades bolcheviques des membres exclus de la rédaction élargie du* Prolétaire.

Les auteurs reprochaient au *Prolétaire* de considérer le groupe parlementaire comme le centre de la vie du parti, alors que trois objectifs devaient au contraire dominer : la conservation du parti illégal, l'élargissement de la propagande socialiste, la préparation militaire théorique et pratique au moyen d'écoles et de groupes d'instructeurs. Tout en se désolidarisant de l'otzovisme, qu'ils déclaraient peu avantageux pour le parti, ils le défendaient d'avoir jamais préconisé « *l'antiparlementarisme en général* » et ajoutaient : « *Sous un régime de réaction aiguë et croissante, le parti ne peut pas faire une vaste et brillante campagne électorale, il ne peut pas obtenir une représentation parlementaire digne de lui... Dans ces conditions, l'utilité de notre participation à un pseudo-parlement devient douteuse et discutable ; en aucun cas l'action parlementaire ne peut avoir une importance essentielle ou de premier ordre dans la vie du parti ; en aucun cas elle ne doit y prendre un rôle dominant et décisif.* » La feuille accusait enfin la rédaction du *Prolétaire* d'avoir rompu illégitimement l'unité de la fraction bolcheviste.

À l'analyse et à la réfutation du compte rendu est consacré le supplément du numéro 47-48 du *Prolétaire*. Bien qu'il ne soit pas signé, son contenu et son ton permettent de l'attribuer à Lénine.

Sur la fraction des « otzovistes » et des « constructeurs de Dieu »[1]

Les camarades Bogdanov et Krassine ont lancé une feuille intitulée *Compte rendu aux camarades bolcheviques des membres exclus de la rédaction élargie du* Prolétaire. Nos exclus se plaignent amèrement au public des offenses que leur a faites la rédaction et de la façon dont elle les a écartés.

Pour montrer au parti de la classe ouvrière de quelle espèce sont ces exclus aux plaintes amères, considérons avant tout ce que contient leur feuille en fait de principes. Comme les lecteurs l'ont appris par le n° 46 du *Prolétaire* et par son supplément[2], la conférence de la rédaction élargie du *Prolétaire* a constaté que Bogdanov est un des organisateurs dans notre parti d'une nouvelle fraction, avec laquelle le bolchevisme n'a rien de commun, et a décliné « *toute responsabilité pour tous les actes politiques du camarade Bogdanov* ». Il ressort des résolutions de la conférence que le fond du désaccord avec la nouvelle fraction détachée des bolcheviks (ou plutôt : avec Bogdanov et ses amis) c'est, premièrement, l'otzovisme et l'ultimatisme ; deuxièmement, la « construction de Dieu ». Trois résolutions détaillées exposent le point de vue de la fraction bolcheviste sur l'une et l'autre de ces tendances.

Que répondent maintenant les exclus qui se lamentent si amèrement ?

---

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome XI, 1re partie, p. 300-309.

2 Le n° 46 du *Prolétaire* contenait l'article précédent et son supplément une *Introduction aux résolutions de la Conférence élargie du Prolétaire.*

I

Commençons par l'otzovisme. Les exclus font le bilan de l'expérience parlementaire des années écoulées, justifient le boycottage des Doumas Boulyguine et Witte ainsi que la participation à la deuxième Douma et continuent :

Sous un régime de réaction aiguë et croissante, encore une fois tout change. Le parti ne peut pas faire une vaste et brillante campagne électorale, il ne peut pas obtenir une représentation parlementaire digne de lui.

C'est là le premier raisonnement indépendant, qui ne soit pas copié des vieilles publications bolchevistes[1] – et voilà que s'ouvre devant nous l'abîme de la légèreté politique des otzovistes !

Mais réfléchissez donc, très chers : le parti peut-il, en période de réaction aiguë et croissante, organiser de façon « vaste et brillante » les « groupes et écoles d'instructeurs » pour les équipiers dont vous parlez à la même page, dans la même colonne de votre factum ? Réfléchissez donc, très chers : le parti peut-il trouver dans ces écoles une « représentation digne de lui » ? Si vous saviez penser et si vous étiez tant soit peu capables de raisonner politiquement, ô injustement exclus, vous auriez remarqué que vous commettez la plus grande des absurdités. Au lieu de penser politiquement, vous vous accrochez à une enseigne « brillante » et par là vous faites les grosjean dans le parti. Vous bavardez sur des « écoles d'instructeurs » et le « renforcement (!) de la propagande dans l'armée » (dans cette même feuille) parce que, comme tous les autres mineurs politiques du camp otzoviste et ultimatiste, vous trouvez ces choses particulièrement « brillantes », mais quant à réfléchir aux conditions qu'exige l'application réelle (et non verbale) de ces formes

1 Lénine reproche toujours aux otzovistes de répéter sans les comprendre les vieilles formules bolchevistes, au lieu de juger par eux-mêmes.

d'action, vous en êtes incapables. Vous avez appris par cœur des lambeaux d'expressions et de devises bolchevistes, mais quant à les comprendre, vous n'y avez rien compris du tout.

« *Sous un régime de réaction aiguë et croissante* », tout travail est difficile au parti, mais, si grandes que soient les difficultés, il lui est toujours possible d'obtenir une digne représentation parlementaire, La social-démocratie allemande, par exemple, en a fait la preuve dans une période de « réaction aiguë et croissante » comme celle de la loi d'exception[1]. En niant cette possibilité, Bogdanov et consorts ne font que mettre à nu leur parfaite ignorance politique. Recommander des « écoles d'instructeurs » et le « renforcement de la propagande dans l'armée » en période de « réaction aiguë et croissante », et nier en même temps la possibilité d'avoir une représentation parlementaire digne du parti, c'est une incohérence manifeste, qui vaut d'être insérée dans un recueil d'absurdités logiques pour élèves des classes inférieures des lycées. Et les écoles d'instructeurs et le renforcement de la propagande dans l'armée supposent nécessairement la transgression des anciennes lois, tandis que l'activité parlementaire n'implique pas absolument, et en tout cas infiniment plus rarement, le renversement des anciennes lois par une force sociale nouvelle.

1 Inquiet des progrès du mouvement ouvrier, Bismarck, en 1878, fit passer une loi d'exception dirigée spécialement « *contre les menées destructrices de la social-démocratie* », interdisant toutes les associations, réunions et publications « *ayant pour but le renversement de l'ordre social* » ou « *menaçant la concorde entre les classes* ». Le Parti socialiste sut, malgré la perte de ses organisations officielles, conserver son influence et, utilisant les élections, augmenter chaque fois le nombre de ses partisans et de ses représentants au Parlement : en 1878, 437 000 voix et 9 députés ; en 1884, 550 000 et 24 ; en 1890, 1 427 000 et 35 ; en 1907, 3 259 029 et 43. Parmi ces députés étaient des hommes comme Bebel et G. Liebknecht.

Et maintenant, mes amis, réfléchissez : quand est-il plus facile de renverser les anciennes lois : en période de réaction aiguë et croissante, ou en période d'essor du mouvement ? Réfléchissez-y, ô injustement exclus, et rougissez des sottises que vous dites en défendant vos chers otzovistes.

Ensuite, quelle sorte d'activité suppose un plus grand déploiement d'énergie de la part des masses, une plus grande influence des masses sur la vie politique immédiate : l'activité parlementaire selon la loi faite par l'ancien pouvoir, ou la propagande parmi les militaires, qui sape directement et d'emblée la force matérielle de ce pouvoir ? Réfléchissez-y, mes amis, et vous verrez que sous ce rapport l'activité parlementaire est moins exigeante.

Que s'ensuit-il ? Il s'ensuit que, plus le mouvement spontané des masses et l'énergie déployée sont considérables, en d'autres termes que plus on peut parler d'offensive révolutionnaire « aiguë et croissante » et non de « réaction aiguë et croissante », et plus seront possibles, inévitables et fructueuses, la propagande parmi les troupes de même que les interventions armées vraiment liées au mouvement de masse et non réduites à l'aventurisme d'équipiers téméraires. C'est pourquoi, ô injustement exclus, le bolchevisme a préconisé si fort l'action armée et la propagande parmi les troupes en période d'essor révolutionnaire « aigu et croissant » ; c'est pourquoi il a commencé (en 1907) à désolidariser sa fraction et l'a, en 1909, définitivement désolidarisée du « combatisme » qui, en période de « réaction aiguë et croissante » dégénérait, dégénérait inévitablement en « aventurisme »[1].

1 En 1907, au congrès de Londres, une résolution admettant les confiscations de fonds publics avait été repoussée par les voix non seulement des mencheviks, mais aussi d'une partie des bolcheviks. Dans la suite les expropriations ne firent que se multiplier, mais dégénérèrent de plus en plus en actes de simple banditisme, accomplis par des déclassés pour leur

Chez nos héros, qui ont appris par cœur des lambeaux de formules bolchevistes, tout est à rebours : les formes supérieures de lutte, qui nulle part n'ont jamais réussi sans une offensive directe des masses, sont recommandées en premier lieu, comme « possibles » en période de réaction aiguë, tandis que les formes inférieures, impliquant moins la transgression directe de la loi par la lutte de masse que la mise à profit de cette loi pour une propagande et une agitation préparant la conscience des masses à la lutte, sont déclarées « impossibles » !

Les otzovistes et leurs acolytes « écartés » ont entendu dire et ont appris par cœur que, pour le bolchevisme, la lutte directe des masses, entraînant dans le mouvement même la troupe (c'est-à-dire la portion la plus endurcie de la population, la moins mobile, la plus protégée contre la propagande) et transformant les actions armées en véritable début d'insurrection, est une forme de mouvement supérieure, tandis que l'activité parlementaire sans lutte directe des masses en est une inférieure. Les otzovistes et leurs acolytes dans le genre de Bogdanov l'ont entendu dire et l'ont appris par cœur, mais ne l'ont pas compris, et c'est pourquoi ils se sont rendus ridicules. Supérieure, cela veut dire « brillante », pensent l'otzoviste et le camarade Bogdanov : eh bien ! je crierai « plus brillamment ! » et le résultat sera sûrement plus révolutionnaire ; quant à analyser, loin de nous cette inspiration du malin !

Écoutez la suite du raisonnement de Bogdanov (nous reprenons la citation là où nous l'avons interrompue) :

La force mécanique de la réaction brise le lien du groupe parlementaire déjà constitué avec les masses et rend terriblement difficile une influence du parti sur ce groupe ; d'où l'inaptitude d'une telle représentation à

propre intérêt ou par forfanterie. Alors, vers 1909, les bolcheviks ordonnèrent la dissolution de toutes les équipes de combat, exclurent du parti les « expropriateurs ». Les otzovistes n'approuvaient pas cette décision.

mener un travail d'organisation et de propagande suffisamment large et profond dans l'intérêt du parti. Et si le parti lui-même faiblit, le danger de dégénérescence du groupe déviant de la bonne voie social-démocrate n'est pas exclu.

N'est-ce pas merveilleux ? Lorsqu'il est question de formes inférieures, légales, d'action, on se met à nous effrayer : « la force mécanique de la réaction », « l'inaptitude à mener un travail suffisamment large », le « danger de dégénérescence ». Mais lorsqu'il s'agit de formes supérieures de la lutte de classe, constituant une rupture des lois existantes, alors la « force mécanique de la réaction » disparaît, on ne trouve plus aucune « inaptitude » à mener « un travail suffisamment large » parmi la troupe, et il ne peut même pas être question, veuillez vous en rendre compte, de « danger de dégénérescence » des groupes et des écoles d'instructeurs !

Voilà la meilleure justification de la rédaction du *Prolétaire*, si elle a dû écarter des hommes politiques qui portaient de telles idées dans les masses.

Tenez-vous le pour dit, ô injustement exclus !

Lorsque la réaction aiguë et croissante sévit, lorsque sa force mécanique brise nos liens avec les masses, rend difficile un travail suffisamment large et affaiblit le parti, la tâche spécifique du parti est de s'emparer de l'arme parlementaire, non pas que la lutte parlementaire soit supérieure aux autres formes de lutte, mais parce qu'elle leur est inférieure, inférieure, par exemple, à celle qui entraîne même la troupe dans le mouvement des masses, qui engendre des grèves générales, des insurrections, etc.

Mais comment la tâche spécifique du parti (c'est-à-dire celle qui distingue le moment actuel des autres) peut-elle être de s'emparer d'une arme inférieure ? C'est que plus la force mécanique de la réaction est grande et la liaison du parti avec les masses affaiblie, plus viennent au premier plan la préparation de la conscience des masses

(au lieu de l'action directe) et l'utilisation des procédés de propagande et d'agitation créés par l'ancien pouvoir (au lieu de l'offensive directe des masses contre l'ancien pouvoir lui-même).

II

Pour tout marxiste qui a compris tant soit peu la philosophie de Marx et d'Engels, pour tout social-démocrate connaissant tant soit peu l'histoire du mouvement socialiste international, cette transformation d'une forme intérieure de lutte en arme spécifique d'un moment particulier ne présente absolument rien d'étonnant. Les anarchistes n'ont jamais pu comprendre cette chose si simple. Voilà que nos otzovistes et leurs acolytes exclus tentent de transplanter dans le milieu social-démocrate russe les méthodes de raisonnement de l'anarchisme, en criant (comme Bogdanov et autres) que *Le Prolétaire* est la proie de la théorie du « parlementarisme à tout prix ».

Pour expliquer à quel point ces récriminations de Bogdanov et consorts sont peu intelligentes et peu social-démocrates, il faut une fois de plus commencer par le rudiment. Quel est, réfléchissez bien, ô injustement exclus, le trait spécifique qui distingue la politique et la tactique de la social-démocratie allemande de celles des partis ouvriers socialistes des autres pays ? C'est l'utilisation du parlementarisme ; la transformation du parlementarisme des bourgeois et des junkers (qui équivalent à peu près aux octobristes et aux Cent-noirs russes) en instrument d'éducation socialiste et d'organisation des ouvriers. Cela signifie-t-il que le parlementarisme soit la forme supérieure de lutte du prolétariat socialiste ? Les anarchistes du monde entier pensent que oui. Cela signifie-t-il que les social-démocrates allemands se placent sur le terrain du parlementarisme à tout prix ? Les anarchistes du monde entier pensent que oui, et c'est pourquoi ils n'ont pas d'ennemi plus exécré que la social-démocratie allemande,

c'est pourquoi les social-démocrates allemands sont leur cible préférée. En Russie également, lorsque nos s.-r. coquettent avec les anarchistes et vantent leur propre « révolutionnarisme »[1], ils ne manquent jamais d'exhiber quelques bévues, réelles ou imaginaires, des social-démocrates allemands et d'en tirer des arguments contre la social-démocratie.

Continuons. En quoi consiste l'erreur de raisonnement des anarchistes ? En ce que, par suite de l'idée radicalement fausse qu'ils se font de l'évolution sociale, ils ne tiennent pas compte des particularités de la situation politique (et économique) de chaque pays, particularités qui pourtant déterminent pour une certaine période de temps la valeur spécifique de tel ou tel moyen de lutte. En réalité, la social-démocratie d'Allemagne, loin d'être pour le parlementarisme à tout prix et de tout lui subordonner, est dans toute l'armée internationale du prolétariat celle qui a le mieux utilisé les armes extra-parlementaires comme la presse socialiste, les syndicats ouvriers, les réunions populaires systématiques, l'éducation de la jeunesse dans l'esprit socialiste, etc., etc.[2].

Qu'y a-t-il alors ? Il y a que, par suite d'un concours de circonstances historiques, le parlementarisme est devenu pour une certaine période en Allemagne, l'instrument spécifique, non pas principal, supérieur, essentiel en comparaison des autres, mais spécifique, le plus caractéristique par rapport aux autres pays. C'est pourquoi l'art d'utiliser le parlementarisme s'est avéré l'indice (non pas

1 À cette époque la *Pensée Révolutionnaire* et même l'officiel *Étendard du Travail,* organes des socialistes-révolutionnaires, prêchaient l'emploi de moyens extraparlementaires et « l'action directe d'une minorité d'initiative ».

2 Précisément sous le régime de la loi d'exception, la social-démocratie allemande s'efforça d'utiliser tous les moyens légaux, les sociétés de toutes sortes, extérieurement neutres, etc.

la condition, mais l'indice) d'une bonne activité socialiste, dans toutes ses branches énumérées plus haut.

Passons de l'Allemagne à la Russie. Vouloir identifier les conditions de ces deux pays amènerait à une série de fautes énormes. Mais essayons de poser la question comme doit le faire un marxiste : quelle est la particularité spécifique de la politique et de la tactique des social-démocrates russes d'aujourd'hui ? Nous devons conserver et affermir le parti illégal, comme avant la révolution. Nous devons sans relâche préparer les masses à une nouvelle crise révolutionnaire, comme en 1897-1903. Nous devons de toutes les façons renforcer la liaison du parti avec la masse, développer et utiliser pour le socialisme les organisations ouvrières de toutes sortes comme le font partout et toujours tous les partis social-démocrates.

La particularité spécifique du moment, c'est la tentative (infructueuse, du reste) qu'a faite le vieil absolutisme pour résoudre les problèmes historiques nouveaux à l'aide de la Douma des octobristes et des Cent-noirs[1]. C'est pourquoi l'objectif tactique spécifique pour les social-démocrates est d'utiliser cette Douma pour leurs fins à eux, pour répandre les idées de révolution et de socialisme. L'essentiel n'est pas que cet objectif spécifique soit particulièrement élevé, qu'il ouvre de larges perspectives,

1 La résolution de la conférence panrusse de 1908 caractérise ainsi la situation : « *La vieille autocratie féodale se décompose et fait un pas de plus vers sa transformation en monarchie bourgeoise couvrant l'absolutisme de formes pseudo-constitutionnelles. Le coup d'État du 3 juin et la troisième Douma ont consacré l'alliance du tsarisme avec les agrariens Cent-noirs et la haute bourgeoisie commerciale et industrielle. Obligée d'entrer définitivement dans la voie du capitalisme et cherchant le moyen de conserver aux propriétaires féodaux leur pouvoir et leurs revenus, l'autocratie louvoie entre eux et les capitalistes. Elle profite des petits différends surgissant entre ces deux classes pour se renforcer, et en alliance avec elles elle mène une lutte contre-révolutionnaire acharnée contre le prolétariat socialiste et les paysans démocrates.* »

qu'il égale ou au moins approche en valeur ceux qui se sont offerts au prolétariat par exemple en 1905-1906. Non. L'essentiel est que c'est là la tactique particulière du moment, l'originalité de ce moment par rapport à la période écoulée et à la période à venir (car cette période à venir nous apportera certainement des objectifs spécifiques plus compliqués, plus élevés, plus intéressants que celui d'utiliser la troisième Douma). On ne peut saisir la situation actuelle, on ne peut résoudre l'ensemble des problèmes qu'elle pose au Parti social-démocrate, sans résoudre ce problème spécifique du moment, sans transformer la Douma des Cent-noirs et des octobristes en instrument d'agitation social-démocrate.

Les songe-creux de l'otzovisme répètent, par exemple, après les bolcheviks, qu'il faut tenir compte de l'« expérience » de la révolution. Mais ils ne comprennent pas ce qu'ils disent. Ils ne comprennent pas que dans l'expérience de la révolution entre la défense de l'idéal, des buts et des méthodes de la révolution à l'intérieur de la Douma. Ne pas savoir faire défendre de l'intérieur de la Douma cet idéal, ces buts, ces méthodes par les ouvriers membres du parti qui peuvent être élus et ont été élus à cette Douma, c'est ne pas savoir faire le premier pas vers l'utilisation politique de l'expérience de la révolution (car il ne s'agit pas, évidemment, d'étudier cette expérience théoriquement, dans des livres et des ouvrages scientifiques). Ce premier pas n'épuise nullement ni en aucun cas la tâche qui s'impose à nous. Incomparablement plus importants que ce premier pas seront le second et le troisième : la transformation de l'expérience déjà assimilée par les masses en bagage idéologique pour une nouvelle action historique.

Mais ces mêmes songe-creux de l'otzovisme devraient comprendre (s'ils savent penser, raisonner en social-démocrates), puisqu'ils parlent eux-mêmes d'interrègne « entre deux révolutions », qu'un interrègne met justement

à l'ordre du jour les objectifs élémentaires et préliminaires. « Entre deux révolutions », voilà la caractéristique de cette situation instable, indéterminée, où l'ancien pouvoir, persuadé de l'impossibilité de gouverner avec les anciennes armes seulement, tâche d'employer une arme nouvelle dans le cadre général de l'ancien régime. C'est une entreprise contradictoire, impossible, qui mène de nouveau et inexorablement l'absolutisme à la faillite, qui nous mène à la répétition de l'époque glorieuse et des combats glorieux de 1905. Mais les choses marchent autrement qu'en 1897-1903, elles mènent le peuple à la révolution autrement qu'avant 1905. Et c'est cet « autrement » qu'il faut savoir comprendre ; il faut savoir modifier notre tactique, et à tous les objectifs fondamentaux généraux, primordiaux, principaux de la social-démocratie révolutionnaire en ajouter encore un, pas très grand, mais celui du moment, de la situation nouvelle : l'utilisation social-démocrate révolutionnaire de la Douma des Cent-noirs.

Comme toute chose nouvelle, celle-là semble plus difficile que les autres, car elle exige plus qu'une simple répétition de formules apprises (l'intelligence des otzovistes et de Bogdanov ne va pas plus loin), elle exige une certaine initiative, un esprit souple, inventif, un travail indépendant sur un problème historique original. Mais cet objectif ne peut sembler particulièrement difficile qu'à des gens qui ne savent pas penser par eux-mêmes et travailler indépendamment : en réalité, comme tout objectif spécifique d'un moment, il est plus facile que les autres, car les conditions de sa réalisation sont données précisément dans ce moment.

En époque de « réaction aiguë et croissante », la création de « groupes et d'écoles d'instructeurs » sérieux, c'est-à-dire réellement liés au mouvement de masse, réellement subordonnés à ce mouvement, est un problème complètement insoluble, car il est stupidement posé,

posé par des hommes qui en ont copié la formule dans une bonne brochure appropriée à un autre moment. Quant au problème de subordonner au parti de masse, aux intérêts de la masse les discours, les interventions, la politique des social-démocrates à la troisième Douma, il est soluble. Il n'est pas facile, si l'on n'estime « facile » que la répétition d'une chose apprise, mais il est réalisable.

Quand bien même nous y emploierions toutes les forces du parti, nous ne parviendrions pas à avoir des « écoles d'instructeurs » social-démocrates (et non anarchistes) au moment actuel entre deux révolutions, car pour être soluble ce problème exige des circonstances historiques tout autres. Au contraire, en y employant toutes nos forces, nous résoudrons (et nous commençons déjà à résoudre) le problème de l'utilisation social-démocrate révolutionnaire de la troisième Douma. Nous le résoudrons, ô otzovistes et ultimatistes exclus, non pas pour élever le parlementarisme sur un piédestal, pour proclamer « le parlementarisme à tout prix », mais pour aborder ensuite le problème de l'« interrègne » correspondant au moment « inter-révolutionnaire » où nous sommes, la solution de problèmes révolutionnaires plus élevés correspondant au moment à venir, plus élevé, c'est-à-dire plus révolutionnaire.

Supplément au n° 47-48
du *Prolétaire*, 11-24 septembre 1909.

Le supplément au n° 47-48 du *Prolétaire* fut loin de remporter immédiatement un plein succès : dans beaucoup d'organisations, à Saint-Pétersbourg même, les ouvriers estimaient qu'il n'y avait pas lieu de faire une guerre aussi acharnée à l'ultimatisme. À l'école de Capri, il suscita une violente discussion : Bogdanov rédigea en réponse une « plate-forme » qui fut acceptée par la majorité des élèves et des maîtres ; un petit groupe d'élèves au contraire se déclara « léniniste » et, sur l'initiative de Lénine et du « centre bolcheviste », se rendit à Paris où était organisée une série de cours « orthodoxes » par Lénine, Zinoviev, Kaménev, Lozovski.

Les otzovistes, ultimatistes et « constructeurs de Dieu » de Capri décidèrent alors de s'unir plus étroitement : le 28 décembre 1909, ils écrivaient au comité central pour lui annoncer la formation du groupe *Vpériod*, qu'ils le priaient de légaliser dans le parti « comme organisation littéraire ». Parmi les signataires, on retrouvait St. Volski, Gorki, Lounatcharski, Liadov, Bogdanov. À la demande était jointe la plateforme rédigée par Bogdanov, sous la forme d'une brochure intitulée *La situation actuelle et les objectifs du parti*.

Constatant le trouble apporté dans le parti par le brusque passage d'une action semi-légale à la complète illégalité et l'importance trop exclusive accordée par ces institutions centrales aux querelles de fractions, les auteurs annonçaient leur intention de « *lutter pour rétablir l'unité du bolchevisme* ». Tout le mal venait, selon eux, de l'influence du « *vieux monde paysan et bourgeois* », en particulier de l'habitude répandue parmi les militants de s'en fier aveuglément à certaines autorités, à certains chefs reconnus. Pour y porter remède, il fallait élaborer une philosophie prolétarienne, créer une science prolétarienne et un art

prolétarien. Enfin la plate-forme défendait les otzovistes d'être contre le parlementarisme en général et, tout en se déclarant en désaccord avec eux du point de vue pratique, jugeait l'otzovisme une nuance légitime parmi les diverses nuances de l'aile révolutionnaire du parti, car « *la diversité des nuances dans l'unité des principes exprime la vitalité et la profondeur de notre courant d'idées* ».

En janvier 1910, se réunit à Paris, après une longue interruption, une session plénière du comité central dont le principal objet était de rétablir l'unité, déjà restaurée par le congrès de Stockholm, mais pratiquement inexistante malgré le désir de la grosse majorité des ouvriers conscients. Une résolution adoptée à l'unanimité sur « *la situation dans le parti* » réclamait la cessation de la lutte de fractions et la réduction de ces dernières à des « *tendances ne touchant pas à l'unité d'action du parti* ».

Cependant cette résolution resta lettre morte pour le groupe du *Vpériod* comme pour les liquidateurs. Le groupe, reconnu comme il le désirait par le comité central, inaugura son rôle d'éditeur du parti en publiant une lettre « Aux camarades bolcheviques » dans laquelle, accentuant encore le désaccord, il reprochait aux léninistes « *d'abandonner toutes les positions bolchevistes les unes après les autres* » et de passer pratiquement au menchevisme.

C'est alors que Lénine estima nécessaire de publier une réponse à la plate-forme de Bogdanov. Comme à la session il avait été décidé de cesser la publication des organes de fraction, *Le Prolétaire* et *La Voix du Social-démocrate*[1], c'est dans la *Feuille de discussion* (publiée sous une rédaction comprenant un représentant de chacune des tendances) que l'article parut.

Dans la suite de son article, Lénine constate que ceux-là mêmes qui se plaignent qu'on exagère le rôle

1 Les liquidateurs n'en continuèrent pas moins à faire paraître ce journal.

de l'action parlementaire reviennent toujours sur ce sujet du Parlement, font une fraction à ce propos : c'est une espèce de crétinisme parlementaire à rebours. Il compare les auteurs du Compte rendu aux gens du *Rabotché Diélo* : comme ces derniers niaient hypocritement l'existence de l'économisme, ils nient presque celle de l'otzovisme, ils jouent à cache-cache. Combien sont moins dangereux les francs otzovistes !

Il passe ensuite aux « constructeurs de Dieu » qui, avec leurs amis otzovistes, ont fondé une école à Capri pour les ouvriers du parti : c'est leur droit, puisqu'ils ont une nuance de pensée à défendre, puisqu'une organisation du parti a accepté le patronage de cette entreprise : mais ce qui est intolérable, c'est qu'ils trompent le parti en ne nommant pas les initiateurs et les organisateurs, Stanislas Volski, Lounatcharski, Bogdanov, qui sont tout un programme.

Enfin, Lénine montre que les exclus l'ont été légitimement et non pour des raisons personnelles, comme ils le donnent à entendre, après avoir été maintes fois battus dans diverses réunions, et conclut qu'aucun compromis n'est possible avec cette nouvelle fraction d'origine petite-bourgeoise.

Notes d'un publiciste[1]

I
De la « plate-forme » des partisans et des défenseurs de l'otzovisme

Dernièrement a paru à Paris, éditée par le groupe *Vpériod*[2], une brochure intitulée : *La situation actuelle et les objectifs du parti (plate-forme élaborée par un groupe de bolcheviks).* C'est le même groupe de bolcheviks qui a fondé une nouvelle fraction, ainsi que la rédaction élargie du *Prolétaire* l'a annoncé au printemps de l'année dernière[3]. Ce groupe, « *composé de 15 membres du parti, 7 ouvriers et 8 intellectuels* » (comme on nous l'apprend), essaye de donner un exposé d'ensemble, systématique et positif, de sa « plate-forme » spéciale. Le texte de cette plate-forme porte les traces manifestes d'un travail collectif prudent et soigneux, pour polir les rugosités, arrondir les angles, souligner moins ce qui différencie le groupe du parti que ce qui l'en rapproche. La nouvelle plate-forme n'en a que plus de prix pour nous, comme exposé officiel des idées d'une certaine tendance.

Ce « groupe de bolcheviks » explique d'abord comment « *il comprend la situation actuelle de notre pays* » (paragraphe 1, p. 3-13) et, ensuite, comment « *il comprend le*

1 *Œuvres complètes,* édition russe, tome XI, deuxième partie, p. 13-22.

2 Les otzovistes, pour justifier leur opposition au centre bolcheviste, selon eux dégénéré, se réclamaient de l'exemple des bolcheviks de 1904, révoltés contre le comité central menchevisant : en donnant à leur groupe le nom de l'organe alors publié par Lénine, le *Vpériod,* ils soulignaient cette thèse.

3 Allusion à la décision de la conférence de juin 1909 constatant le détachement de Bogdanov.

bolchevisme » (paragraphe 11, p. 13-17). Il les comprend mal l'un et l'autre.

Prenons la première question. L'opinion des bolcheviks (et celle du parti) est exposée dans la résolution de la conférence de décembre 1908 sur le moment actuel[1]. Les auteurs de la nouvelle plate-forme partagent-ils les opinions exprimées dans cette résolution ? Si oui, pourquoi ne pas le dire franchement ? Si oui[2], à quoi bon rédiger une plate-forme particulière, exposer sa « compréhension » propre du moment ? Sinon, pourquoi ne pas dire clairement en quoi le nouveau groupe entre en opposition avec le parti ?

Mais justement le nouveau groupe ne comprend pas bien la portée de cette résolution. Il penche inconsciemment (ou à demi consciemment) vers les conceptions otzovistes, inconciliables avec la résolution. Il donne dans sa brochure une interprétation populaire non pas de toute la résolution, mais d'une partie seulement, sans comprendre (peut-être même sans remarquer) l'importance de l'autre partie.

Les facteurs essentiels qui ont provoqué la révolution de 1905 continuent à agir, dit la résolution. Une nouvelle crise révolutionnaire est en gestation (point f). L'objectif de la lutte demeure le renversement du tsarisme et l'instauration de la république ; le prolétariat doit « diriger » la lutte et s'efforcer de « conquérir » le « pouvoir » (points e et j). L'état du marché et de la politique dans le monde rendent la « *situation internationale de plus en plus révolutionnaire* » (point g). Voilà les thèses que la nouvelle plate-forme commente sous forme populaire et, dans la mesure où elle est d'accord avec les bolcheviks et le parti, elle expose des opinions justes et fait un travail utile.

Mais le malheur est qu'il faut souligner dans la mesure où... Le malheur est que le nouveau groupe ne comprend

1 Voir l'introduction à l'article « La liquidation des liquidateurs ».

pas les autres thèses de la résolution, leur liaison avec les premières, en particulier, leur liaison avec l'attitude intransigeante des bolcheviks envers les otzovistes, attitude qui n'est point la sienne.

La révolution est de nouveau inévitable. La révolution doit de nouveau saper et renverser l'autocratie, disent les auteurs de la nouvelle plate-forme. C'est vrai. Mais ce n'est pas tout ce que doit savoir et se rappeler le social-démocrate révolutionnaire de nos jours. Il doit comprendre que cette révolution vient à nous d'une façon nouvelle, que nous devons aller à elle d'une façon nouvelle (autrement qu'avant ; pas seulement comme avant ; pas seulement avec les armes et les moyens d'avant), que l'autocratie elle-même n'est plus ce qu'elle était auparavant. Voilà ce que ne veulent pas voir les défenseurs de l'otzovisme. Ils s'obstinent à être unilatéraux et par là, malgré eux, qu'ils en aient conscience ou non, ils rendent service aux opportunistes et aux liquidateurs ; par leur unilatéralité ils soutiennent l'unilatéralité contraire.

L'autocratie est entrée dans une période historique nouvelle. Elle fait un pas vers sa transformation en monarchie bourgeoise. La troisième Douma est une alliance avec certaines classes. Elle est un rouage non pas occasionnel, mais indispensable dans le système de cette nouvelle monarchie[1]. La nouvelle politique agraire de l'autocratie[2] n'est pas non plus un hasard, c'est un chaînon nécessaire, bourgeoisement nécessaire et nécessaire

1 Voir le texte de la résolution sur ce point dans une des notes de l'article précédent.

2 C'est-à-dire la politique de Stolypine tendant à la constitution d'une catégorie de paysans aisés et propriétaires : l'ukase du 9 novembre 1906 permettait à tout membre d'une commune rurale de se séparer de celle-ci en se faisant constituer un lot lui appartenant en toute propriété et, si possible, d'un seul tenant.

parce que bourgeois, de la politique du nouveau tsarisme[1]. Nous sommes à la veille d'une période historique originale avec des conditions originales de développement pour une nouvelle révolution. On ne peut s'orienter dans cette originalité, on ne peut se préparer à cette nouvelle révolution, si l'on agit seulement à l'ancienne manière, si l'on ne sait pas utiliser la tribune de la Douma, etc.

C'est cette dernière thèse que les otzovistes ne peuvent pas comprendre. Et les défenseurs de l'otzovisme, ceux qui le déclarent « une nuance légitime » (p. 28 de notre brochure) n'ont pas encore pu comprendre la liaison de cette thèse avec tout un ensemble d'idées, avec l'affirmation de l'originalité du moment actuel, avec le désir d'en tenir compte dans la tactique ! Ils répètent que nous sommes « entre deux révolutions » (p. 29), que « l'état de choses actuel est une transition entre deux vagues de révolution démocratique » (p. 32), mais ils ne sont pas à même de comprendre en quoi cette transition est originale. Or, si l'on ne comprend pas cette transition, on ne peut en sortir à l'avantage de la révolution, on ne peut arriver à la seconde vague. Car la préparation de la nouvelle révolution ne peut se borner à répéter qu'elle est inévitable ; elle consiste en une propagande, une agitation et une organisation qui tiennent compte de l'originalité de cette situation transitoire.

Voici un exemple de la façon dont on parle de l'état de choses transitoire sans comprendre en quoi il consiste :

« *Il n'y a pas en Russie de véritable Constitution, la Douma n'en est qu'un fantôme, sans pouvoir ni rôle : non seulement les masses de la population le savent par expérience, mais le monde entier commence à s'en apercevoir* »(p. 11).

1 En février 1908, Lénine écrivait déjà : « *Le sort de la révolution bourgeoise en Russie – non seulement de la révolution actuelle, mais des révolutions démocratiques possibles dans l'avenir – dépend avant tout du succès ou de l'insuccès de cette politique.* »

Comparez cela à la résolution de décembre :

« *Le coup d'État du 3 juin et l'institution de la troisième Douma sont la reconnaissance et la consécration officielles de l'alliance du tsarisme avec les propriétaires fonciers réactionnaires et la grosse bourgeoisie marchande et industrielle.* »

N'est-il pas « évident pour le monde entier » que les auteurs de la plate-forme n'ont rien compris à la résolution, quoiqu'elle ait été ressassée une année durant sur tous les tons dans la presse du parti ? Et s'ils ne l'ont pas comprise, ce n'est pas, évidemment, par dureté de crâne, mais parce que l'influence de l'otzovisme et de son idéologie pesait sur eux.

Notre troisième Douma est une Douma de Cent-noirs et d'octobristes. C'est une absurdité de dire (comme le font les auteurs de la plate-forme) que les octobristes et les Cent-noirs n'ont ni « pouvoir » ni « rôle » en Russie. L'absence de « vraie Constitution », le maintien total du pouvoir entre les mains de l'autocratie n'annulent pas la situation historique originale où le pouvoir est contraint d'organiser dans tout l'État une alliance contre-révolutionnaire de certaines classes sous forme d'institutions fonctionnant publiquement et nationalement et où par en bas certaines classes s'organisent d'elles-mêmes en blocs contre-révolutionnaires tendant la main au tsarisme. Si « l'alliance » du tsarisme avec ces classes (alliance qui s'efforce de conserver leur pouvoir et leurs revenus aux seigneurs terriens) est une forme originale de la domination de classe et de la domination du tsar avec sa bande dans la période transitoire actuelle, forme engendrée par l'évolution bourgeoise du pays après le reflux de la « première vague de la révolution », il ne peut être question d'utiliser la période transitoire sans utiliser la tribune de la Douma. La tactique originale qui consiste à utiliser cette tribune, où parlent des contre-révolutionnaires, pour préparer la révolution, est

alors obligatoire, car elle découle du caractère original de toute la situation historique. Si, au contraire, la Douma n'est qu'un « fantôme » de Constitution « sans pouvoir ni rôle », il n'y a alors aucune étape nouvelle dans l'évolution de la Russie bourgeoise, de la monarchie bourgeoise, des formes de la domination des classes supérieures, et alors les otzovistes, en principe, ont raison[1].

Ne pensez pas que la phrase précitée de la « plateforme » ait été lâchée par hasard. Dans un chapitre intitulé « Sur la Douma d'Empire » (p. 25-28), nous lisons dès le début :

« *Toutes les Doumas ont été jusqu'à présent des institutions sans force ni pouvoir réels, n'exprimant pas le véritable rapport des forces dans le pays. Le gouvernement les a convoquées sous la pression du mouvement populaire afin de détourner de l'action directe l'agitation des masses pour l'aiguiller sur la voie électorale pacifique, et afin de s'entendre avec les groupes sociaux capables de le soutenir contre la révolution.* »

Voilà tout un écheveau d'idées confuses ou de fragments d'idées. Si le gouvernement a convoqué les Doumas pour s'entendre avec les classes contre-révolutionnaires, il s'ensuit justement que la première et la deuxième Douma n'avaient ni pouvoir, ni force (pour aider la révolution) et que la troisième Douma par contre avait pouvoir et force (pour aider la contre-révolution). Les révolutionnaires pouvaient (et dans certaines conditions devaient même) s'abstenir de participer à une institution impuissante à aider la révolution. C'est indiscutable. Mais en assimilant ces institutions de la période révolutionnaire à la Douma de « l'interrègne entre deux révolutions », qui a de la force

1 Dans toute cette polémique avec les otzovistes, Lénine revient souvent sur cette idée que les deux premières Doumas n'étaient pas sérieuses (« illusions constitutionnelles »), mais que précisément la troisème Douma et la Constitution du 3 juin sont extrêmement réelles et forment un régime nouveau.

pour aider la contre-révolution, les auteurs de la plate-forme commettent une erreur monstrueuse.

Ils étendent les raisonnements justes des bolcheviks à des cas auxquels ils ne peuvent en réalité s'appliquer. Voilà qui s'appelle transformer le bolchevisme en sa caricature[1].

Résumant leur « compréhension » du bolchevisme, les auteurs de la plate-forme ont même rédigé un point spécial (page 16) où ce révolutionnarisme caricatural a trouvé son expression, peut-on dire, classique. Le voici textuellement :

« *e) Jusqu'à l'achèvement de la révolution, tous les moyens de lutte semi-légaux et légaux de la classe ouvrière, y compris la participation à la Douma, ne peuvent avoir de signification indépendante et décisive ; ils ne servent qu'à grouper et à préparer les forces en vue de la lutte révolutionnaire directe et déclarée des masses.* »

Ainsi, après « l'achèvement de la révolution », les moyens légaux, le parlementarisme « y compris », peuvent avoir une signification indépendante et décisive !

C'est faux. Même alors, ils n'auront pas cette signification. Il y a là, dans la plate-forme du *Vpériod*, une ineptie.

Continuons. « Jusqu'à l'achèvement de la révolution », tous les moyens, sauf les moyens légaux et semi-légaux, c'est-à-dire tous les moyens illégaux, peuvent avoir une signification indépendante et décisive !

C'est faux. Il y a des moyens illégaux qui, soit après « l'achèvement de la révolution » (par exemple, les cercles illégaux de propagande), soit avant « l'achèvement de la révolution » (par exemple, la mainmise sur les fonds de l'ennemi, la libération par la force des emprisonnés ou le meurtre des mouchards, etc.) « ne peuvent avoir de

1 L'article de Lénine à propos de la résolution otzoviste de Saint-Pétersbourg dans le n° 44 du *Prolétaire* était intitulé : *Une caricature de bolchevisme.*

signification indépendante et décisive » et ne servent qu'à grouper... (voir la suite dans le texte de la « plate-forme »).

Continuons. De quel « achèvement de la révolution » est-il question ? Apparemment, ce n'est pas de l'achèvement de la révolution socialiste, car alors il n'y aura pas de lutte de la classe ouvrière, puisqu'il n'y aura plus du tout de classes. Il s'agit donc de l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise. Voyons maintenant ce que les auteurs de la plate-forme « entendaient » par achèvement de la révolution démocratique bourgeoise.

En général, cette expression peut signifier deux choses. Si on l'emploie dans le sens large, on entend par là le fait pour la révolution bourgeoise d'atteindre ses objectifs historiques, « l'achèvement » de cette révolution, c'est-à-dire la suppression des causes qui l'engendrent, l'achèvement de tout le cycle des révolutions bourgeoises. Sous ce rapport en France, par exemple, la révolution démocratique bourgeoise n'a été achevée qu'en 1871 (elle avait commencé en 1789). Si on emploie le mot dans son sens étroit, on a en vue telle ou telle révolution particulière, une des révolutions bourgeoises, une des « vagues » qui battent l'ancien régime, mais qui ne l'abattent pas, ne suppriment pas les causes de révolutions bourgeoises ultérieures. En ce sens, la révolution de 1848 en Allemagne a été achevée en 1850 ou dans les années qui ont suivi, sans qu'aient été supprimées les causes qui ont engendré l'essor révolutionnaire d'après 1860. La révolution de 1789 en France a été achevée, mettons en 1794, sans supprimer aucunement les causes des révolutions de 1830 et de 1848.

On peut interpréter les termes de la plate-forme « jusqu'à l'achèvement de la révolution » au sens large ou au sens étroit, mais dans les deux cas, il est malaisé d'y trouver un sens. Inutile de dire que vouloir fixer maintenant la tactique de la social-démocratie révolutionnaire jusqu'à l'achèvement de toute la période des

révolutions bourgeoises possibles serait une absurdité. En ce qui concerne la « vague » révolutionnaire de 1905-1907, c'est-à-dire la première révolution bourgeoise de Russie, la plate-forme est obligée de reconnaître que « *la première vague de la révolution a été vaincue* » (par l'autocratie) (p. 12), que nous traversons un interrègne « *entre deux révolutions* », « *entre deux vagues de la révolution démocratique* ».

D'où vient cette confusion sans fin, sans issue ? De ce que la « plate-forme » se sépare diplomatiquement de l'otzovisme, sans sortir de l'idéologie otzoviste, sans en corriger l'erreur fondamentale, sans même la remarquer. Pour le *Vpériod*, l'otzovisme est une « nuance légitime » ; pour lui, la loi, le modèle suprême, c'est la nuance otzoviste du bolchevisme caricatural. Une fois engagé sur cette pente glissante, on roule fatalement dans le marais d'une confusion inextricable, on répète des paroles et des mots d'ordre sans comprendre les circonstances et les limites dans lesquelles ils peuvent être appliqués.

Pourquoi, par exemple, les bolcheviks en 1906-1907 opposaient-ils si souvent aux opportunistes la formule : la révolution n'est pas finie ? Parce que les conditions objectives étaient telles qu'il ne pouvait être question d'achèvement de la révolution au sens étroit du mot. Prenez la période de la deuxième Douma : le parlement le plus révolutionnaire du monde et le gouvernement autocratique sans doute le plus réactionnaire. Il n'y avait d'issue que dans un coup d'État d'en haut ou une insurrection d'en bas, et maintenant les pédants et les sages ont beau hocher la tête, personne ne pouvait d'avance garantir que le coup d'État réussirait, que tout irait sans encombre et que Nicolas II ne s'y romprait pas le cou. La formule « la révolution n'est pas finie » avait la signification la plus vivante, la plus directement importante, la plus pratiquement sensible, car seule elle exprimait justement ce qui était et ce à quoi tendait la logique

objective des événements. Et maintenant que les otzovistes reconnaissent eux-mêmes cet interrègne entre deux révolutions, vouloir représenter l'otzovisme comme une « nuance légitime de l'aile révolutionnaire », « jusqu'à l'achèvement de la révolution », n'est-ce pas un incurable confusionnisme ?

Pour sortir de ce cercle de contradictions, il faut non pas faire de la diplomatie avec l'otzovisme, mais saper ses bases théoriques : il faut se placer sur le terrain de la résolution de décembre et bien la méditer. La période actuelle de transition entre deux révolutions n'est pas le fait du hasard. Il est hors de doute maintenant que nous entrons dans une période particulière de l'autocratie : la monarchie bourgeoise, le parlementarisme réactionnaire et bourgeois, la politique bourgeoise du tsarisme dans les campagnes, tout cela appuyé par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Cette période, indubitablement, est une période transitoire entre « deux vagues de révolution », mais pour se préparer à la seconde révolution, il faut comprendre l'originalité de cette transition, savoir adapter sa tactique et sa structure à ce moment difficile, pénible, obscur, mais imposé par tout le cours de la « campagne ». Utiliser la tribune parlementaire de même que toutes autres possibilités légales, c'est faire usage d'une arme qui n'a rien de « brillant ». Mais le rôle d'une période de transition est précisément de préparer et de rassembler les forces, et non de les mettre directement et délibérément en action. Il faut savoir exécuter ce travail sans éclat, savoir utiliser les institutions plus ou moins accessibles propres à l'époque de la Douma des Cent-noirs et des octobristes, savoir défendre sur ce terrain aussi toutes les traditions de la social-démocratie révolutionnaire, tous les mots d'ordre de son récent passé héroïque, tout l'esprit de son travail, toute son intransigeance envers l'opportunisme et le réformisme. Voilà la tâche du parti, voilà la tâche du moment.

Nous avons analysé la première dérogation de la nouvelle plate-forme à la tactique exposée dans la résolution de la conférence de décembre 1908. Nous avons vu que c'est un retour aux idées otzovistes, idées qui ne correspondent ni à l'analyse marxiste du moment actuel, ni aux thèses fondamentales de la tactique des social-démocrates révolutionnaires. Il nous faut examiner maintenant le second trait original de la nouvelle plate-forme.

C'est la tâche proclamée par le nouveau groupe :

« Créer... répandre dans les masses une nouvelle culture, la culture prolétarienne ; développer la science prolétarienne ; instituer des rapports de camaraderie véritable au sein du prolétariat ; élaborer une philosophie prolétarienne ; orienter les arts dans le sens des aspirations et de l'expérience du prolétariat (p. 17). »

Voilà un échantillon de cette diplomatie naïve qui sert dans la nouvelle plate-forme à dissimuler l'essentiel ! En effet, n'est-il pas naïf de placer entre la « science » et la « philosophie », l'institution de « rapports de camaraderie véritable » ? Le nouveau groupe fait entrer dans sa plate-forme ses griefs supposés, ses accusations contre les autres groupes (en premier lieu, contre les bolcheviks orthodoxes), qui violent soi-disant les « rapports de camaraderie véritable ». Tel est le contenu réel de ce point amusant.

La « science prolétarienne » fait ici piteuse figure et vient assez mal à propos. Premièrement, nous ne connaissons maintenant qu'une science prolétarienne, le marxisme. Les auteurs de la plate-forme, je ne sais pourquoi, évitent systématiquement ce terme, le seul précis, et le remplacent partout par « socialisme scientifique » (pages 13, 15, 16, 20, 21). On sait que des adversaires du marxisme prétendent aussi en Russie à cette appellation. Ensuite, si l'on pose dans la plate-forme le problème du développement de la « science prolétarienne », il faut dire clairement quelle lutte d'idées et de théories on a ici en

vue et de quel côté on se place. Le silence est une ruse naïve, car le fond de la chose est clair pour tous ceux qui connaissent les publications social-démocrates de 1908-1909. De notre temps, dans la science, la philosophie, les arts, la lutte est engagée entre marxistes et machistes[1].

Il est pour le moins ridicule de fermer les yeux sur ce fait de notoriété publique. On écrit des « plates-formes » non pour voiler les divergences, mais pour les expliquer.

Les auteurs se trahissent maladroitement par le texte que nous venons de citer ! Chacun sait que pratiquement, par « philosophie prolétarienne », on entend le machisme, et tout social-démocrate sensé déchiffrera d'emblée le « nouveau » pseudonyme. Alors, à quoi bon avoir inventé ce pseudonyme ? À quoi bon se cacher derrière lui ? En réalité, le noyau littéraire le plus influent du nouveau groupe est formé de machistes, qui considèrent toute philosophie non-machiste comme non prolétarienne.

C'est ce qu'il fallait dire, si l'on voulait absolument parler de cela dans la plate-forme : le nouveau groupe est composé de gens qui combattront les théories non « prolétariennes », c'est-à-dire non-machistes, dans la philosophie et les arts. Le dire eût été l'acte honnête et franc d'une tendance idéologique connue de tous, entrant en lutte avec les autres tendances. Lorsqu'on attribue à la lutte d'idées une grande importance pour le parti, on doit déclarer franchement la guerre et non pas se cacher.

1 Mach, physicien et professeur de philosophie à Vienne, professait que la science doit être une simple description des faits et des rapports existant entre eux : la matière même n'était pour lui qu'un symbole sans réalité, un certain groupement de sensations, tout comme l'esprit. C'était donc une espèce d'empirisme idéaliste. Néanmoins certains bolcheviks comme Bogdanov crurent pouvoir concilier cette théorie avec le matérialisme historique. Les ouvrages de Mach furent traduits en Russie en 1907-1909. Lénine les critique dans son *Empiriocriticisme*.

Nous exigerons de tous une réponse claire, non équivoque, à la déclaration de guerre que la plate-forme adresse sous une forme dissimulée au marxisme. En réalité, c'est bien une lutte contre le marxisme que dissimulent toutes les phrases sur la « culture prolétarienne ». L'« originalité » du nouveau groupe est d'introduire la philosophie dans une plate-forme du parti, sans dire quelle tendance il défend en philosophie.

D'ailleurs on ne saurait dire que les paroles que nous avons citées ne contiennent rien que de négatif. Elles ont aussi un certain fond positif. Celui-ci peut être exprimé d'un mot : M. Gorki.

En effet, inutile de cacher un fait dont toute la presse bourgeoise a parlé (en le dénaturant) : Gorki est un des partisans du nouveau groupe. Or, Gorki est incontestablement le représentant le plus considérable de l'art prolétarien, pour lequel il a beaucoup fait et peut faire encore davantage[1]. Toute fraction du Parti social-démocrate a le droit d'être fière de compter Gorki parmi ses membres, mais introduire pour cette seule raison « l'art prolétarien » dans sa plate-forme, c'est délivrer à celle-ci un certificat d'indigence, c'est réduire tout son groupe à un cercle littéraire, qui trahit par là même son respect des « autorités ». Les auteurs de la plate-forme parlent beaucoup contre les autorités, sans expliquer franchement de quoi il s'agit. La défense du matérialisme en

1 Maxime Gorki avait alors publié ses principales œuvres. Il était depuis de longues années membre du Parti social-démocrate, auquel il avait en outre rendu de gros services financiers. Lénine avait pour lui une sincère affection, dont fait preuve toute une correspondance aujourd'hui publiée, mais quand Gorki, en 1908, embrassa la cause des constructeurs de Dieu il n'hésita pas à le combattre. À cette occasion, en novembre 1909, plusieurs journaux bourgeois de France, d'Allemagne et de Russie répandirent le bruit sensationnel que Gorki avait été exclu du Parti social-démocrate. Le *Prolétaire* et ensuite Lénine lui-même démentirent cette fausse nouvelle.

philosophie et la lutte contre l'otzovisme chez les bolcheviks leur semblent le fait de quelques « autorités » (délicate allusion !) auxquelles les ennemis du machisme, soi-disant, « croient aveuglément ». De pareilles sorties sont enfantines, Mais c'est précisément le groupe du *Vpériod* qui manie maladroitement les autorités. Gorki est une autorité en fait d'art prolétarien, c'est indéniable. Vouloir « utiliser » (moralement, bien entendu) cette autorité pour renforcer le machisme et l'otzovisme, c'est donner un modèle de la façon dont il ne faut pas agir avec les autorités.

Dans l'art prolétarien, M. Gorki est une force immense, en dépit de ses sympathies pour le machisme et l'otzovisme. Dans le mouvement social-démocrate prolétarien, la plate-forme qui isole dans le parti le groupe des otzovistes et des machistes, en affirmant comme objectif spécial du groupe le développement de l'art prétendu « prolétarien », est une faiblesse, car cette plate-forme veut, dans l'activité d'un homme qui fait autorité, consacrer et utiliser précisément ce qui constitue son côté faible, ce qui entre comme une grandeur négative dans la somme des services immenses qu'il rend au prolétariat.

Feuille de discussion, n° 1, 6-19 mars 1910.

Au catalogue des bons caractères

Collection Romans

Émeute au Transvaal
Harry Bloom 17,30 €

La Paix
Ernst Glaeser 14,20 €

Les Croisés
Stefan Heym 29,50 €

Ici, sous l'Étoile polaire (tome I)
Väinö Linna 20,30 €

Les gardes rouges de Tempere
Ici, sous l'Étoile polaire (tome II)
Väinö Linna 21,30 €

Réconciliation
Ici, sous l'Étoile polaire (tome III)
Väinö Linna 22,00 €

Les Damnés de la Terre
Henry Poulaille 19,30 €

Le Fléau du savoir - L'épopée de Ménaché Foïgel
Moïse Twersky - André Billy 17,30 €

Collection Histoire

1917, la révolte des soldats russes en France
Rémi Adam 13,70 €

La Révolution russe
François-Xavier Coquin 7,10 €

Juin 36
Jacques Danos et Marcel Gibelin 14,30 €

De l'Oncle Tom aux Panthères noires
Daniel Guérin 15,30 €

Hongrie 1956 : un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée
Georges Kaldy 15,30 €

Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891
Franz Mehring 35 €

La guerre civile en Espagne Révolution et contre-révolution en Espagne
Felix Morrow 17 €

Collection Témoignages

Autobiographie
Maman Jones 12 €

Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer 16,80 €

Au-delà de l'Oural
Un ouvrier américain dans la métropole russe de la sidérurgie
John Scott 16, 80 €

La Révolution de février
Alexandre Tarassov-Rodionov 15,30 €

SOS Indochine
Andrée Viollis 17,30 €

Toute ma vie j'ai lutté
De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit
Sam Johnson 16,50 €

La catastrophe d'AZF : Total coupable
Un sinistré « sans fenêtre » raconte
Jean-François Grelier 15 €

Jeunesse d'une ouvrière
Adelheid Popp 10 €

Une communiste, de part et d'autre de l'Atlantique
Rose Alpert-Jersawitz 11,20€

Collection Classiques

Le Programme socialiste
Karl Kautsky 11,20 €

Le socialisme et les intellectuels
Paul Lafargue 2,60 €

Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics
Paul Lafargue 2,60 €

Marx et Engels
David Riazanov 11,20 €

La jeunesse de Lénine
Léon Trotsky 12,20 €

Le Programme de transition
Léon Trotsky 2,60 €

Où va la France
Léon Trotsky 12,70 €

Les leçons d'Octobre
Léon Trotsky 4 €

Pages choisies (1re partie)
Lénine (pésentation et notes de Pierre Pascal) 16 €

Hors collection

Haïti 1986-2004
OTR-UCI 20,30 €

Collection Éclairages

1. Proche-Orient 1914-2010
Les origines du conflit israélo-palestinien
Marc Rémy 8,20 €

2. La Première Guerre mondiale
Dix millions de morts pour un repartage du monde
Rémi Adam 8,20 €

3. Histoire de la mondialisation capitaliste - 1. 1492-1914
Édouard Descottes 8,20 €

4. Italie 1919-1920 - Les deux années rouges
Fascisme ou révolution
Bruno Paleni 8,20 €

5. Histoire de la mondialisation capitaliste - 2. 1914-2010
Sandra Chirazi - Raphaël Menand 8,20 €

6. La Russie avant 1917
Gilles Boti 8,20 €

7. Le cerveau et la pensée
Marc Peschanski 8,20 €

8. La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962)
Jacques Le Gall 8,20 €

9. La civilisation arabe du VIIIe au XIIIe siècle
Son essor, ses apports
Farida Megdoud 8,20 €

10. Les philosophes des Lumières
« Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant… »
Françoise Millot 8,20 €

11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome I - 1923-1927 : la lutte antibureaucratique dans le parti bolchevique
Pierre Merlet 8,20 €

12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome II - 1928-1938 : une lutte à mort contre le stalinisme
Pierre Merlet 8,20 €

13. Les débuts de la social-démocratie dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
Éric Tolian et Marc Rémy 8,20 €

14. Le Parti communiste français, 1920-1933
Denis Aler 8,20 €

15. Russie soviétique
La révolution dans la culture et le mode de vie
Nicolas Fornet 8,20 €

Imprimé par IMS - 93500 PANTIN

Pages choisies de Lénine

Deuxième partie/1904-1914

Traduction et notices de Pierre Pascal



Lénine en 1905.

L'unique édition de ces *Pages choisies* date de 1926-1929. Leur réédition permet de faire entendre aujourd'hui une des voix les plus autorisées, parmi celles qui commémorent le centenaire de la révolution russe : celle du militant qui la prépara et en fut le principal acteur. Elle avait été préparée pour le compte de la section française de l'Internationale communiste, à Moscou, par Pierre Pascal. D'abord témoin de la révolution, il était devenu un collaborateur de l'Internationale communiste, en contact étroit avec ses cercles dirigeants. Il ne céda pas à la bureaucratisation du régime : ses introductions et notes sont en parfaite adéquation avec l'esprit de l'auteur, de ses textes, et avec la période. Ces *Pages choisies* tranchent donc avec les éditions ultérieures de Lénine, trafiquées par la bureaucratie stalinienne pour ses besoins politiques changeants.

1904-1914 : le Parti bolchevique en action

À partir de janvier 1905, la révolution balaie la Russie. Le point culminant est atteint avec la grève générale d'octobre, suivie de la constitution du soviet de Saint-Pétersbourg, puis de l'insurrection de Moscou en décembre 1905. Alors que toutes les classes et couches de la population russe se mettent en mouvement, Lénine combat pour que le prolétariat, force motrice de la révolution, ait une politique indépendante, jusqu'à sa conséquence ultime, l'insurrection.

Dans la période de reflux puis de contre-révolution qui commence en 1907, les bolcheviks se servent des élections pour continuer à s'adresser aux travailleurs.

La réaction politique se manifeste entre autres par un renouveau du sentiment religieux parmi les travailleurs, jusque dans les rangs du parti, ce qui conduit Lénine à discuter cette question en détail.

Au fil des textes, en période de révolution comme en période de répression, discutant de la technique de barricade comme de la tactique parlementaire, Lénine tente de convaincre ses camarades, est souvent mis en minorité et pousse jusqu'au bout chaque discussion. Pour construire un parti solide, il s'agit de « *lutter les jours de fête révolutionnaires et tous les jours de semaine contre-révolutionnaires* ».

Prix ttc : 18,50 €
www.lesbonscaracteres.com

Collection Classiques

9 782915 727579